TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 115 · 18 PAGES · DERNIÈRE ÉDITION · — DIMANCHE 7 - LUNDI 8 AOUT 1977

Vers un nouvel accord sur le canal de Panama

LIRE PAGE 18

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,85; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 ris; Italie, 350 L; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 13 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'apothéose de la C.I.A.

Curieuse coïncidence : c'est au moment où, par indiscrétions solidement documentées et d'ailleurs officieusement confirmées, sort des archives un dossier sur la manière dont la C.I.A., à l'époque de la guerre froide, s'exerçait au contrôle des cerveaux que l'Agence centrale de renseignements se voit confier d'un trait de plume de M. Carter la mission de coiffer tous les autres services secrets travaillant sur l'étranger. Son chef, actuellement l'amiral Stanfield Turner, prendrait titre de « director of National Intelligence » et participerait de plein droit aux réunions du cabinet présidentiel.

Sans doute, la décision de M. Carter ne s'appliquera-t-elle pas du jour au lendemain. Le pouvoir du président n'est pas discrétionnaire. Il ne saurait gouverner par décrets. Celui qu'il a signé le 4 août, portant réorganisation des services de renseignements américains, doit, d'une manière ou d'une autre, recevoir l'aval du Congrès, en vacances jusqu'au 6 septembre. La Chambre et le Sénat ont sur la conscience toutes les turpitudes d'une C.I.A. qui, en principe, relevait de leur sanction, et dont ils votaient les énormes subsides — soigneusement dissimulés sous des rubriques « bidon » de différents chapitres budgétaires. Il est permis de penser qu'ils auront à cœur de faire entendre leur voix et qu'elle ne sera pas forcément exempte de dissonances.

C'est qu'en effet le projet de M. Carter n'élève la C.I.A. que pour abaisser, par le biais financier, les services plus traditionnels du Pentagone. Ils avaient l'avantage de ne pas s'exposer à la douteuse publicité de la « maison » de Langley, création d'après la seconde guerre mondiale (1947), et banc d'apprentissage de la domination mondiale pour l'angélisme américain. Ils n'en étaient pas moins actifs et coûteux : à eux seuls, ils absorbaient, paraît-il, 70 % des dépenses de renseignements, dont le total est évalué (très approximativement, il va sans dire) à 5 milliards de dollars. Mais la médiocrité dorée dont ils jouissaient les enfonçait dans la routine.

Il s'en est fallu d'assez peu que la réforme de M. Carter n'achoppe aux résistances du Pentagone. Il y a moins d'un mois, deux « columnists » célèbres intitulaient leur article « La première défaite de l'amiral Turner », expliquant que le vaste plan de réorganisation des services secrets proposé à la Maison Blanche par le chef de la C.I.A. avait été repoussé par M. Carter.

Il faut croire que le président s'est ravisé, ou du moins qu'il était d'accord avec les idées de son camarade d'Annapolis et n'attendait que l'instant propice pour passer à l'exécution. Il offre quelques consolations au Pentagone, qui, s'il se retrouve dépouillé en fait de l'autonomie de ses activités d'espionnage, sera bien entendu représenté au sein d'une « commission centrale du renseignement » dépendant directement de la Maison Blanche et de son Conseil national de sécurité. De même, le secrétaire à la défense, M. Harold Brown, dont l'opposition à la réforme en cours est connue, gardera-t-il le « contrôle opérationnel » à ses services, notamment du « National Reconnaissance Office », responsable des vols de satellites-espions.

Rationaliser, rentabiliser, moderniser, tels semblent être les objectifs poursuivis par M. Carter. Ils n'ont rien que de respectable. Mais plus que jamais ils placent la responsabilité suprême des bévues, des « bavures » — ou des crimes — qui pourraient être imputés aux services américains entre les mains du président lui-même. Il n'aura plus l'échappatoire du désaveu. Et il y a une certaine ironie à ce que ce soit la C.I.A. qui, trente ans exactement après sa création, assume la tâche de civiliser et de moraliser une industrie du renseignement où, pour le grand public du moins, elle a surtout brillé par ses égarements.

Équipement et écologie

NAUSSAC : les communistes se tiennent à l'écart du rassemblement contre le barrage

BOURGOIN : douze manifestants de Malville sont jugés

Une semaine après les graves incidents de Creys-Malville, deux événements liés à l'équipement du territoire et à ses conséquences sur l'environnement retenaient l'attention : le procès des douze manifestants, jugés samedi 6 août, à Bourgoin-Jallieu, et le rassemblement, à l'initiative des écologistes et d'agriculteurs de la Lozère, contre la construction du barrage de Naussac. Le P.C. se tient à l'écart de cette manifestation.

Le procès paraissait devoir durer plus longtemps que prévu en raison des interventions de la défense et du grand nombre de témoins. Quinze cents personnes environ stationnaient aux alentours du palais de justice.

En Lozère, le préfet, M. Félix Henry, a déclaré : « Des précautions exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public. »

Ces deux événements illustrent les difficultés de concilier les nécessités respectives de l'équipement et de l'environnement. Sur ce point, M. Raymond Barre, premier ministre, a déclaré, vendredi 5 août, à Quimper, que le problème nucléaire français serait exécuté et que les contestations pouvaient s'expliquer par la méconnaissance du dossier ou par une confusion injustifiée.

De nos envoyés spéciaux

Bourgoin-Jallieu. — L'audience du tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu, présidé par M. Léon Mannent, devant lequel comparaissent samedi 6 août les douze manifestants — sept Allemands, trois Français et deux Suisses — arrêtés au soir des événements de Creys-Malville le dimanche 31 juillet, s'est ouverte à 9 h. 10.

Les douze inculpés sont défendus par autant d'avocats, dont quatre de nationalité allemande. Le consul général d'Allemagne fédérale assiste aux débats, au premier rang. A l'appel des témoins, 53 personnes (dont 22 gendarmes mobiles), et au rang desquels figure M. Louis Mermaz, président du conseil général de l'Isère (P.S.), répondent présent, laissant augurer d'une audience particulièrement longue.

Mais avant même l'ouverture des débats, Mᵉ Jean-Jacques de Felice dépose les conclusions demandant la nullité des poursuites. « *Nous n'admettrons pas une justice qui procède par prise d'otages et par vengeance. Le caractère politique de cette affaire est évident. Le choix des inculpés, leur arrestation plusieurs heures après les faits, le démontrent. En conséquence, la procédure de flagrant délit et l'inculpation au titre de l'article 314 du code pénal ne peuvent être retenues. La loi anti-casseurs, loi exceptionnelle de notre code, vise ceux qui se rendent responsables d'actes de vandalisme et agissent par intérêt personnel. Ce n'est pas le cas de ces jeunes gens qui ont manifesté par idéal.* » « *Enfin,* dit-il, *cette répression s'est effectuée dans un esprit xénophobe. La loi contre le racisme et la xénophobie a été violée et, de plus, nos clients ont été victimes de brutalités.* »

Après cinq minutes de délibéré, le tribunal décide de joindre l'incident au fond. Mais un second incident survient peu après, alors que l'on commence l'interrogatoire des prévenus. Lorsque M. Lucian Bechloff, ressortissant allemand, explique qu'il est venu à Malville pour manifester pacifiquement, qu'il a été arrêté vers 20 heures à Courtenay, en dehors du périmètre interdit par l'arrêté préfectoral, son défenseur bilingue estime que la traduction n'est pas fidèle et demande au tribunal de récuser l'interprète.

BERNARD ELIE et CLAUDE FRANCILLON.

(Lire la suite page 4.)

Conjoncture et chômage

L'appel de M. Barre en faveur d'un pacte national pour l'emploi rencontre le scepticisme

Inaugurant, vendredi 5 août, à Quimper, une série de voyages en province pour contrôler la mise en place des mesures gouvernementales en faveur de l'embauche des jeunes, M. Raymond Barre a insisté devant les chefs d'entreprise sur la nécessité d'un « pacte national pour l'emploi ». Le premier ministre, tout en se défendant d'« agir dans un sens électoraliste », a déclaré : « Je ne laisserai pas l'inflation reprendre sa course, mais je ne laisserai pas non plus retomber l'activité économique. » Ces propos ont rencontré un accueil sceptique voire hostile dans les milieux syndicaux.

La dernière enquête trimestrielle de l'I.N.S.E.E. auprès des chefs d'entreprise de travaux publics révèle que l'activité a continué à fléchir dans ce secteur au cours du printemps et que « l'appréciation portée sur les carnets de commandes est la plus basse depuis janvier 1974 ».

Simultanément, l'inquiétude grandit dans les Vosges après la confirmation de la fermeture de l'usine Montefibre de Saint-Nabord, qui entraîne le licenciement de mille trente-neuf personnes. M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a demandé dans une lettre à M. Barre d'intervenir immédiatement pour « empêcher la liquidation de cette entreprise de pointe ». Une manifestation devait avoir lieu le samedi 6 août à Epinal.

Tout en reconnaissant que la France n'est pas prête de retrouver la croissance euphorique des années 1972-1974, le premier ministre est confiant : les mesures prises par le gouvernement à la veille de l'été pour favoriser l'embauche des jeunes à la rentrée devraient porter des fruits. Il est vrai que de nombreux chefs d'entreprise, répondant aux appels réitérés du président du C.N.P.F., sont prêts à se laisser tenter par les nombreux avantages financiers accordés par le gouvernement à ceux d'entre eux qui embaucheront. Bien des jeunes préféreront sans doute ainsi accomplir un stage rémunéré en entreprise, même d'une durée limitée, plutôt que de « pointer au chômage ». L'objectif de M. Ceyrac : accueillir trois cent mille jeunes supplémentaires dans les entreprises d'ici à la fin de l'année ne paraît pas hors d'atteinte.

Mais cela suffit-il pour redonner confiance ? Sans même accuser le patronat et le gouvernement d'électoralisme, force est de constater que les mesures annoncées par M. Barre ne peuvent, dans le meilleur des cas, que freiner la hausse persistante du chômage. M. Roland Leroy, dans l'éditorial de *l'Humanité* du 6 août les qualifie de « *dérisoires et mensongères*, *puisque aucune réelle création d'emplois n'est envisagée* ». Le bureau confédéral de Force ouvrière : en termes moins polémiques, ne dit pas autre chose quand il déclare que « *les propositions actuelles ne sont que des variantes ou des compléments à des mesures impuissantes à répondre à la dimension du problème* » [du chômage].

L'opération de M. Barre en faveur de l'emploi apparaîtrait plus convaincante si l'on voyait se dessiner à l'échéance de six mois une reprise sérieuse de l'activité, ou si le gouvernement annonçait clairement un plan à moyen terme de redéploiement de l'économie. Or non seulement les experts de l'O.C.D.E. ne sont pas optimistes et continuent de pronostiquer une croissance « *molle* » de l'activité en 1978 mais, dans plusieurs secteurs, c'est le ralentissement, voire le marasme qui se dessine. Ainsi, la dernière enquête de l'INSEE dans les travaux publics confirme-t-elle la tendance à la baisse de l'activité dans ce secteur. L'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur leurs carnets de commandes n'a jamais été aussi basse depuis que l'enquête existe (janvier 1974).

(Lire la suite page 16.)

Nouvelle impasse dans le conflit du « Parisien libéré »

Une délégation de la fédération du Livre C.G.T., conduite par son secrétaire général, M. Jacques Piot, a été reçue ce samedi matin, à 10 heures, au ministère du travail.

Le syndicat considère que le gouvernement fait obstacle à l'application de l'accord conclu le 11 juillet dernier avec la direction du Parisien libéré *et menace* « d'engager de nouvelles actions dans l'ensemble de la presse ». (Lire nos informations page 14.)

De l'accord à l'échec ?

Est-ce le nouveau monstre du loch Ness ? Voici, encore et toujours, le conflit du *Parisien libéré* ! *Le Monde* doit à ses lecteurs quelques explications. Notre numéro du 13 juillet, en effet, annonçait la signature imminente d'un accord entre la direction du *Parisien libéré* et le Syndicat du Livre C.G.T. Une interminable bataille s'achevait.

Une certaine prudence tempérait pourtant l'enthousiasme. Dès cette époque, nous devions faire état de « *quelques hésitations de dernière heure* » et, huit jour plus tard, le 21 juillet, le ton se faisait plus alarmant. Il fallait désormais envisager le pire et prévoir que le gouvernement puisse refuser son aval à l'accord longuement concerté entre les parties.

Ces réticences, vite perceptibles, n'allaient pas sans quelque justification. La note à payer était lourde et, dans la mesure où l'on ne peut stipuler pour autrui, la caution de l'État devenait indispensable. La petite histoire dira si, à Matignon, on était tenu au courant presque heure par heure — c'est la thèse du syndicat — ou si la surprise fut totale. Mais comment mettre en œuvre les mécanismes complexes des pré-retraites, des pécules, des reclassements, sans que les pouvoirs publics participent aux solutions financières ? Or il semblait, jusqu'à ce jour, que les dernières difficultés aient peu à peu disparu. Un effort supplémentaire a été demandé au *Parisien libéré* et accepté par lui. La charge de l'État n'est plus très supérieure à celle qui avait été engagée par M. Mottin, le premier médiateur.

Avec naïveté, tous ceux qui se préoccupent de la survie et du développement de la presse parisienne imaginaient alors que, chez les plus têtus eux-mêmes, les œillères finiraient par tomber. On supposait que, là où l'intendance avait précédé, la politique suivrait. Tout, aujourd'hui, est à nouveau compromis. L'accord pourtant a été renégocié par les ouvriers du Livre et M. Claude Bellanger, le P.-D.G. du *Parisien libéré*, puis mis en forme selon les indications gouvernementales. Mais il faut plus.

JACQUES SAUVAGEOT.

(Lire la suite page 14.)

Les malaises allemands

Le monde politique et économique ouest-allemand a rendu un hommage solennel, le vendredi 5 août, à M. Jürgen Ponto, assassiné il y a une semaine par des extrémistes de gauche. Quelque neuf cents personnes, parmi lesquelles M. Walter Scheel, président de la République, et le chancelier Helmut Schmidt, ont assisté, dans l'église Saint-Paul de Francfort, à une cérémonie à sa mémoire.

Au nom du gouvernement, M. Hans Friderichs, ministre de l'économie, a déclaré qu'en tuant le directeur de la Dresdner Bank ses meurtriers voulaient « atteindre symboliquement l'ordre économique libéral ». *Il a appelé à ne pas céder à la résignation et à la méfiance devant cette* « nouvelle dimension de la terreur ». *Le malaise et la perplexité grandissent toutefois en Allemagne devant l'escapade de la violence.*

par ALFRED GROSSER

Un géant économique en passe de devenir un géant politique ; un système politique solide fonctionnant sans crises ; des relations sociales équilibrées ignorant aussi bien les conflits sur les principes que les affrontements concrets : telle est l'image la plus courante que la République fédérale d'Allemagne donne d'elle-même à l'extérieur. Or l'apparence ne correspond que fort partiellement à la réalité. Notre puissant voisin vit même dans un malaise d'une ampleur sans précédent dans sa brève histoire. Ou, plus exactement, dans un ensemble de malaises accumulés : malaise de la vie institutionnelle, malaise social, malaise de la politique extérieure.

Les divers malaises s'interpénètrent. Ainsi pour le recours introduit par le patronat devant le Tribunal constitutionnel contre la loi sur la cogestion des entreprises. Il est d'abord le signe d'un durcissement des relations entre « partenaires sociaux ». Au moment où les dirigeants syndicaux disent de plus en plus souvent que la persistance du chômage met en cause les fondements mêmes de l'ordre économique, les organisations patronales, conscientes que c'est à elles que le gouvernement fait appel pour créer des emplois, haussent le ton comme elles ne l'avaient jamais fait depuis leur renaissance après la guerre.

Le recours montre aussi la place de plus en plus centrale tenue par le Tribunal dans la vie politique. Presque tout conflit entre la majorité et l'opposition semble devoir être tranché par les juges. Pour la cogestion, la crainte syndicale n'est pas tant que le Tribunal déclare anticonstitutionnelle la loi déjà entrée en vigueur : le danger, c'est que, comme le Conseil constitutionnel français à propos de l'Assemblée européenne, le Tribunal déclare d'avance nulle telle ou telle évolution ultérieure. Or l'élargissement de la cogestion est depuis 1950 le prix que le D.G.B. réclame pour sa modération globale.

Le Tribunal risque, en revanche, de juger plus pleinement justifiée la plainte du parti chrétien-démocrate contre la nouvelle loi militaire, que le président de la République n'a signée qu'après bien des hésitations : elle met en effet en cause la notion de service obligatoire égal pour tous en permettant à chaque jeune Allemand de choisir un service civil de remplacement par la procédure la plus simple.

Une telle réforme provient d'un constant souci de rendre aisée et équitable la pratique de l'objection de conscience. Mais elle est aussi caractéristique d'une situation qui n'est pas sans analogie ailleurs : pour prouver qu'on est libéral, on en est réduit à des réformes qui d'une part ne coûtent rien, puisqu'on est en période de vaches maigres, et d'autre part ne touchent pas aux structures du pouvoir social, puisqu'on a besoin du soutien d'une bonne partie de ceux qui veulent les conserver.

La grande différence avec la France, c'est que la pression sur la coalition gouvernementale s'exerce en sens inverse. Élu par la moitié droite de la population, M. Giscard d'Estaing doit démontrer tous les jours qu'il est plutôt de gauche. Élu par la moitié gauche, M. Schmidt doit constamment prouver qu'il n'est pas de gauche. Ou, plus exactement, il doit le prouver face à son partenaire libéral, le F.D.P., face aussi aux accusations de l'opposition chrétienne - démocrate, mais cette démonstration accentue les conflits au sein de son propre parti.

Le malaise allemand rejoint ici, sur un point essentiel, le malaise français ; on se trouve en présence à la fois d'une division apparemment rigide en deux camps antagonistes et de conflits paralysants au sein de chacun des deux camps et même à l'intérieur de chacun des partis composants ces camps. Conflits chez les socialistes, conflits chez les libéraux, conflits entre socialistes et libéraux, conflits entre la C.D.U. de M. Kohl et la C.S.U. de M. Strauss, oppositions contre M. Kohl au sein de la C.D.U et même contre M. Strauss au sein de la C.S.U. : la belle harmonie de la vie politique allemande dépeinte au dehors ne correspond décidément pas à la réalité !

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Travail temporaire

Il faut espérer que l'appel de M. Raymond Barre à la coopération et à la bonne volonté du patronat pour l'emploi des jeunes sera entendu.

L'enjeu est de taille : il y va du vote de centaines de milliers de nouveaux électeurs à qui l'inquiétude de l'avenir risque d'inspirer de mauvaises pensées. Cela vaut bien qu'on fasse maintenant un effort pour les rassurer. De toute façon, dans huit ou dix mois, ce ne sera plus la peine.

ROBERT ESCARPIT.

DE 60 000 A 120 000 MOTS

Dictionnaires d'aujourd'hui

La parution du cinquième volume (Cageot-Constat, 1 425 pages) du « Trésor de la langue française » et du cinquième volume également (Daristys-Psittacus, 1 037 pages) du « Grand Larousse de la langue française », amène l'inévitable comparaison de nos grands dictionnaires de langue.

Le vénérable Littré, en sept volumes dans la réédition Gallimard-Hachette de 1958, reste d'une lecture plaisante et enrichissante. On en trouve encore de beaux exemplaires du siècle dernier à des prix raisonnables ; achat que l'on peut conseiller à l'amateur, surtout si y est joint le supplément de 1877 en grand format avec les mots d'origine arabe, persane, etc., dans la magnifique typographie de l'époque. Supplément qui fit scandale tant Littré s'y montrait moderniste et accueillant aux néologismes techniques.

Mais ce monument historique ne saurait être tenu pour un témoin digne de foi du français contemporain. La réimpression (Delagrave, 1964, 2 volumes) du « Dictionnaire général de la langue française » ne s'imposait pas. Le « Dictionnaire général » vaut surtout par les trois cents pages (grand format) du Traité préliminaire de Darmesteter. Sa nomenclature n'est riche que pour le dix-septième et le dix-huitième siècle, et, si les spécialistes le consultent encore avec profit, on ne peut plus guère le recommander à un large public.

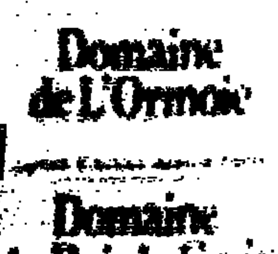
La huitième édition du « Dictionnaire de l'Académie française » (Hachette, 1932-1935, 2 volumes, de 622 et 743 pages) est introuvable. Ce qui dispense d'en dire ni bien ni mal ici.

JACQUES CELLARD.

(Lire la suite page 14.)

La visite de M. Barre à Quimper





AFRIQUE

LE CONFLIT ENTRE L'ÉTHIOPIE ET LA SOMALIE

L'O.U.A. ne peut pas permettre qu'une guerre éclate entre deux pays frères

déclare à Libreville le président de la commission de médiation

La commission de médiation de l'O. U. A., chargée de trouver une solution pacifique au conflit entre l'Ethiopie et la Somalie, a tenu, vendredi 5 août, à Libreville, sa première réunion. Traduisant l'inquiétude des représentants des huit pays africains (Nigéria, Libéria, Sénégal, Cameroun, Tanzanie, Mauritanie, Lesotho et Gabon), membres de la commission, son président, le ministre nigérian de l'intérieur, M. El Hadj Shinkafi, a déclaré d'emblée que *« l'O.U.A. ne pouvait pas permettre qu'une guerre éclate entre deux pays frères »*. Il a, toutefois, admis *« ne pas se faire d'illusion »* sur les chances d' *« un règlement rapide »*. *« Il faudra,* a-t-il ajouté, *des efforts importants et peut-être de longues négociations. »*

De son côté, M. Feleke Gadle Giorgis, ministre éthiopien des affaires étrangères, qui représente son pays à Libreville, a exprimé l'espoir, vendredi, que l'O.U.A. *« prendra ses responsabilités à l'égard de ce problème, car si celui-ci n'est pas résolu dans l'esprit de la charte* (de l'O.U.A.), *il pourrait facilement faire tache d'huile en Afrique »*. A l'issue d'un entretien avec M. Bongo, chef de l'Etat gabonais et président en exercice de l'O.U.A., M. Giorgis a, une nouvelle fois, *« critiqué l'agression armée de la Somalie, qui,* a-t-il dit, *poursuit une politique annexionniste »*.

Enfin, le ministre éthiopien a souligné que la charte de l'O.U.A. est *« formelle sur l'intégrité territoriale et l'intangibilité des frontières »*, rappelant que *« son gouvernement a renoncé à toute revendication sur Djibouti, alors que la Constitution somalienne fait état d'une « grande Somalie » qui comprend l'Ogaden, une partie du Kenya et la République de Djibouti »*.

Les travaux de la commission de médiation devaient débuter ce samedi 6 août en présence de M. Giorgis et de son collègue somalien, M. Abdurahman Jama Barre.

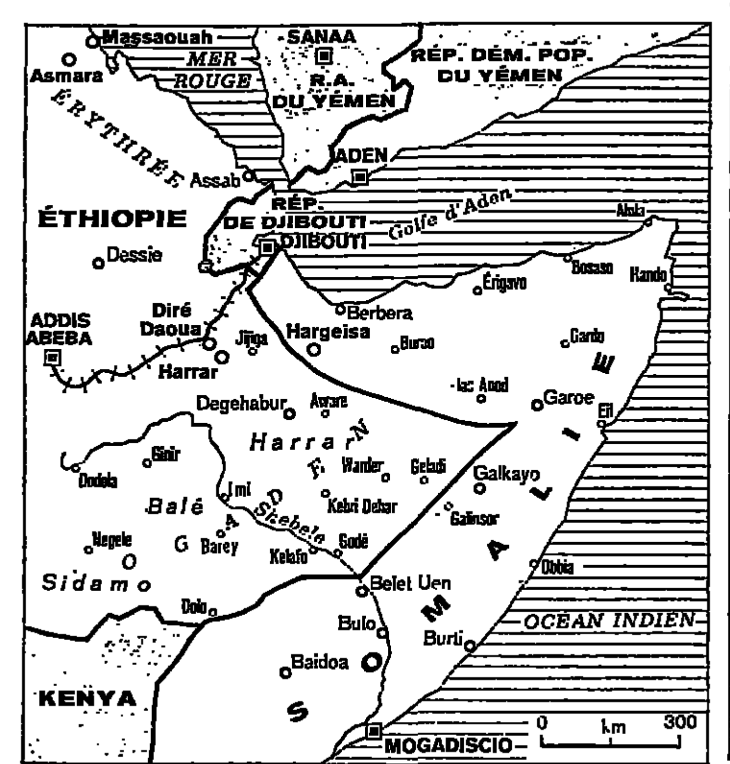
Violents combats dans l'Ogaden

Sur le terrain, le F.L.S.O. (Front de libération de la Somalie occidentale) a annoncé vendredi la *« libération »* de la ville de Barey, située dans la région d'El Kere (province de Bale), après de violents combats contre les *« troupes coloniales »*.

La radio d'Addis-Abeba a indiqué vendredi que la milice populaire éthiopienne avait tué, la veille, dans cette même province, *« une cinquantaine de soldats de l'armée régulière somalienne »*. *« Au cours de cette opération de nettoyage, menée avec la coopération des habitants, les miliciens ont mis en fuite des centaines d'autres soldats somaliens »*, assure la radio éthiopienne.

● A BEYROUTH, M. Saleh Osman Saleh Sabbeh, président du Front de libération de l'Erythrée-Forces populaires de libération (F.L.E.-F.P.L.), a accusé l'Union soviétique et Cuba d'organiser *« un transport aérien d'hommes et d'armements »* à destination de l'Ethiopie. *« Les avions de transports soviétiques,* a-t-il précisé, *atterrissent jour et nuit à Addis-Abeba et sur la base aérienne de Dabrazat, au nord-est de la capitale. »*

● A STOCKHOLM, le service suédois de l'immigration a révélé vendredi que dix petits-enfants du défunt empereur Hailé Selassié — quatre princes et six princesses — ont réussi, il y a deux semaines, à fuir l'Ethiopie, où ils étaient en résidence surveillée, pour le Kenya, d'où ils ont gagné la Suède le 29 juillet. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I., A.P.)*



Zaïre

Selon « Afrique-Asie »

LE GOUVERNEMENT A CONCÉDÉ A UNE SOCIÉTÉ ALLEMANDE UN « DROIT DE JOUISSANCE INTÉGRALE » SUR UNE PARTIE DE SON TERRITOIRE.

La revue *Afrique-Asie* (numéro du 8 août) publie le texte intégral d'un accord secret conclu entre le gouvernement zaïrois et l'OTRAG (société ouest-allemande par actions de transport orbital et de fusées), accordant à cette dernière un *« droit de jouissance intégrale »* sur un territoire grand comme la moitié de la France. L'objet de cet accord est de *« créer une vaste aire d'opérations se prêtant à l'envoi de fusées porteuses dans l'atmosphère et l'espace et à toutes activités de quelque domaine qu'elles relèvent, qui s'y rattachent. »* « *Il s'agit,* ajoute *Afrique-Asie, de mettre sur orbite des satellites de télécommunications, météorologiques... mais aussi d'observation, d'espionnage, etc. »*. Jusqu'à la fin de 1977, le loyer s'élèvera à 250 millions de francs. Le contrat est entré en vigueur le 6 décembre 1976.

[Un porte-parole de la société ouest-allemande a démenti jeudi 4 août la conclusion d'un « accord secret » entre elle et le gouvernement de Kinshasa. Toutefois ces dénégations ne concernent pas le fond de l'affaire ; le porte-parole a en effet reconnu que sa firme avait bien signé en 1976 « un contrat de location portant sur 100 000 kilomètres carrés, dans la province du Shaba, pour procéder à des essais de fusées ». Un premier essai a eu lieu au printemps. Le contrat est valable jusqu'à la fin du siècle. En outre, le porte-parole allemand n'a pas démenti explicitement l'attribution à l'OTRAG d'un « droit de jouissance intégrale » sur le territoire mentionné. Cette concession constituerait un indéniable abandon de souveraineté d'un Etat au profit d'intérêts privés.]

La crise du Sahara occidental

Le ministre sahraoui de la défense refuse de lever l'incertitude sur le sort des six Français enlevés à Zouérate

De notre envoyé spécial

Tindouf. — Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi soir, 4 août, *« quelque part dans les zones libérées »*, à une centaine de kilomètres au sud de Tindouf, le ministre sahraoui de la défense, M. Brahim Gali, a annoncé que des forces marocaines évaluées à vingt mille hommes se concentraient depuis quelque temps à proximité de la frontière algérienne, à la hauteur de Tindouf. *« Il s'agit là,* a-t-il assuré, *d'une manœuvre préparant une agression contre les camps de réfugiés sahraouis en Algérie. »* Selon M. Gali *« le régime marocain s'apprête ainsi à jouer sa dernière carte »*.

Auparavant, le ministre, commentant les dernières opérations menées par les unités du front en territoire mauritanien contre Zouérate, Nouakchott et tout récemment Argoub (*le Monde* du 4 août), avait souligné *« l'incapacité de l'armée mauritanienne à défendre son territoire à la fois contre le Polisario et contre les forces armées royales marocaines qui, sous prétexte d'assistance, sont en train de réaliser les vieilles aspirations expansionnistes du trône alaouite »*. Selon les dirigeants sahraouis, l'accord du 13 mai dernier instituant *« un haut comité de défense maroco-mauritanien »* ne constitue qu'un *« stratagème »* du roi Hassan II pour prendre militairement le contrôle de son voisin.

La fin de la conférence de presse tenue devant une quarantaine de journalistes, dont une dizaine venus spécialement de Paris, a porté sur le sort des six Français (cinq hommes et une femme) enlevés le 1er mai dernier, lors de l'attaque de la ville minière de Zouérate, en Mauritanie. Interrogé une première fios à ce sujet, le ministre de la défense a répondu : *« Tout ce que j'ai à vous dire à ce propos, c'est ce qu'a déclaré le premier ministre de la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.), lors de la conférence de presse du 21 mai dernier. »*

A l'époque, après avoir assuré que le Polisario *« traitait bien ses prisonniers »*, le premier ministre avait affirmé que la liste complète n'en serait publiée que lorsque les autorités de Nouakchott rempliraient deux conditions : la restitution au Front de tous les prisonniers sahraouis *« civils et militaires »* et l'*« évacuation du territoire qu'elles occupent au Sahara occidental »*.

Ainsi invités par le ministre de la défense à se reporter à des déclarations vieilles de plus de deux mois, certains journalistes français n'ont pas caché leur déception et sont revenus à la charge afin de savoir si *« oui ou non le Front Polisario admettait être en possession des six disparus »*. M. Gali a alors répondu : *« La Mauritanie, et elle seule, a déclaré qu'il y avait des prisonniers français perdus à Zouérate. C'est donc à elle d'en assumer toute la responsabilité. Entre le peuple français et le peuple sahraoui il n'y a que l'amitié et la bonne entente, aucunement de rancune et de haine.*

— Est-ce que cela signifie que vous ne reconnaissez pas détenir les six Français ?

— *Interprétez cela comme vous voulez, notre position est claire. »*

Cette clarté parut bien obscure à certains journalistes qui posèrent à nouveau la question. Ils eurent droit à une dernière réponse excédée : *« Nous avons appris la disparition des Français par France-Inter et l'Agence France-Presse citant des sources mauritaniennes. Les autorités de Nouakchott sont seules responsables de ces personnes devant le peuple français. Elles seules doivent lui rendre compte de leurs vies et de leur santé. »*

Avec un sec *« ça suffit »*, le ministre se leva alors et rompit la discussion.

Un silence ambigu

Ce ne sont pas les autorités mauritaniennes qui ont annoncé la disparition des six Français enlevés à Zouérate, mais des témoins, Français eux aussi, membres du personnel de la Cominor, qui ont vu des maquisards sahraouis contraindre leurs prisonniers à monter dans leurs véhicules avant de battre en retraite. Les dirigeants du front Polisario prennent donc le risque de susciter les plus grandes craintes sur le sort des disparus et de s'aliéner les sympathies dont ils disposent dans l'opinion française.

Les dirigeants du Front Polisario ignoreraient-ils les inconvénients de la position qu'ils ont adoptée, en traitant en mercenaires et, le cas échéant, en prisonniers de guerre, les coopérants et techniciens étrangers dont l'aide est indispensable à leurs adversaires et particulièrement à la faible Mauritanie, dans le domaine militaire comme sur le plan économique ?

En refusant de communiquer à leur sujet des informations, les Sahraouis espèrent manifestement intimider les autres techniciens. On peut aussi penser qu'ils ont été déçus par la modicité des résultats obtenus en relâchant les prisonniers européens qu'ils avaient faits précédemment, notamment MM. Dief et Seguro.

La déclaration d'un envoyé de Paris mentionnant l'existence de la R.A.S.D. avait paru un bien maigre résultat pour une affaire qui avait divisé profondément les dirigeants du Front, les uns souhaitant remettre les prisonniers à la gauche française et d'autres étant partisans, au contraire, d'une ligne dure. Ce sont ces derniers qui l'emportent, semble-t-il, aujourd'hui. Ils choisissent cependant une logique dangereuse et inacceptable en assimilant des civils ressortissants d'un pays avec lequel ils ne sont pas directement en conflit à des soldats marocains ou mauritaniens pris au combat les armes à la main. Vingt-neuf de ces derniers capturés lors de récentes opérations ont été présentés, en prélude à la conférence de presse, le jeudi soir, aux journalistes qui ont pu longuement les interroger et prendre connaissance de leur identité.

Le sort des six Français disparus à Zouérate paraît bien désormais être lié à l'issue de la guerre elle-même.

DANIEL JUNQUA.

● Les parents de deux des six coopérants français enlevés par le Front Polisario ont remis à M. Raymond Barre, lors de sa visite à Quimper, vendredi 5 août, un dossier rappelant la situation de leurs enfants, MM. Jean Morvan, trente-neuf ans, et Jean-Yves Dumaine, vingt-deux ans.

République Centrafricaine

M. Vorster accuse Washington de préparer l'« étranglement » de son pays

De notre correspondante

Johannesburg. — Le premier ministre sud-africain, M. John Vorster, a mis en garde vendredi soir 5 août le président Carter contre sa politique en Afrique du Sud, qui ne peut conduire qu' *« au chaos et à l'anarchie »*.

« Si le gouvernement américain persiste dans ses pressions, le résultat final pour l'Afrique australe sera le même qu'après des actions subversives marxistes. Dans un cas ce sera le fruit d'une force brutale, dans l'autre ce sera un étranglement mené avec finesse. »

Le premier ministre, qui présidait un banquet, a expliqué que : *« Ces pressions sont coordonnées et activement soutenues par certaines puissantes organisations américaines à la demande, avec l'aide, de certains cercles officiels aux Etats-Unis. Il apparaît clairement que certaines personnes et organisations en Afrique du Sud croient et sont encouragées à croire qu'elles ont aussi le soutien des Etats-Unis dans leurs tentatives de provoquer des changements politiques radicaux par des moyens extra-parlemenatires, et en exerçant certaines pressions, même si ces pressions donnent lieu à la violence et au désordre. Le but est d'isoler l'Afrique du Sud dans tous les domaines et de décourager le commerce et les investissements. »*

M. Vorster ne croit pas que cette politique reflète la volonté du peuple américain, et demande *« au leader du monde libre de ne pas empêcher l'Afrique du Sud de jouer son rôle dans le monde libre... Pourquoi se faire un ennemi de l'unique pays sur lequel on peut compter si la crise arrive ? »*.

Le discours de M. Vorster est certainement le plus violent réquisitoire jamais adressé aux Etats-Unis depuis sa rencontre, en mars dernier, avec le vice-président Walter Mondale. Il fait suite à une vaste campagne des journaux progouvernementaux contre le *« complot américain »* en Afrique australe. Il coïncide surtout avec le soutien ouvert de Pretoria au premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, dans la recherche d'une *« solution intérieure »*, par opposition au plan anglo-américain préconisant un accord avec le Front patriotique de MM. Joshua Nkomo et Robert Mugabe.

Ce discours est prononcé quelques jours avant le départ du ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, pour Londres, où il devrait rencontrer, mercredi prochain, le secrétaire au Foreign Office, M. David Owen, et le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance. Auparavant, M. Botha doit se rendre en Namibie pour s'entretenir avec les représentants de la conférence constitutionnelle de Windhoek.

C. G.

APRÈS SES ENTRETIENS AVEC M. CARTER

M. Nyerere soutient les efforts américains en vue d'un règlement en Rhodésie

M. Julius Nyerere, chef d'Etat tanzanien, a achevé vendredi 5 août, à Washington, une visite officielle de deux jours. Le communiqué publié à l'issue de cette visite indique que MM. Carter et Nyerere sont tombés d'accord pour prendre *« toutes les mesures nécessaires à un règlement négocié au Zimbabwe sur la base du principe un homme une voix, du respect du pouvoir de la majorité, en tenant compte des droits de la minorité »*. Pour sa part, M. Carter a rendu hommage à son hôte en déclarant qu'il était *« l'homme connaissant le mieux les problèmes africains qu'il ait jamais rencontré »*. Il a indiqué qu'il *« était parvenu avec M. Nyerere à un accord presque total en ce qui concerne les efforts diplomatiques nécessaires en vue d'une solution en Rhodésie et en Namibie »*.

Le président tanzanien reste pessimiste

Cependant, les propos du président tanzanien nuancent quelque peu l'optimisme affiché par la Maison Blanche. En effet, au cours d'une conférence tenue avant son second entretien avec M. Carter, le président Nyerere a déclaré vendredi qu'*« il ne voyait pas de possibilité, à l'heure actuelle, de parvenir à la règle de la majorité en Rhodésie par des moyens pacifiques »*. Tout en souhaitant que Londres et Washington exercent des *« pressions politiques »* sur M. Smith, il a bien marqué que celles-ci ne sauraient en aucun cas se substituer à la lutte armée des nationalistes noirs. *« Nous pouvons vaincre Smith et ses amis sans l'aide du monde occidental »*, a-t-il souligné.

● *A Salisbury,* le révérend Sithole, président du Conseil national africain unifié (A.N.C.), a proposé que la minorité blanche participe au gouvernement du Zimbabwe, pendant dix ans au moins, après la proclamation de l'indépendance de l'Etat noir. — *(A.F.P., Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

Israël

TORTURE ET « FORCE PHYSIQUE »

Jérusalem *(A.F.P.)*. — *La pratique de la torture* « ne peut être une méthode normale dans un pays comme Israël où la magistrature est indépendante et où la torture est illégale », *écrit, vendredi 5 août, l'éditorialiste du* Jerusalem Post.

A la suite d'une « enquête indépendante », *le journal de langue anglaise souligne que les accusations de torture ne sont formulées que par d'anciens prisonniers.* « Cela ne signifie pas, *note-t-il,* qu'une certaine force physique ne soit pas utilisée, parfois, contre des personnes soupçonnées de terrorisme, en particulier quand il s'agit d'obtenir des informations pour empêcher une attaque terroriste prévue. »

Le Jerusalem Post *souligne, à ce propos, que les détracteurs d'Israël veulent ignorer* « la menace terroriste contre la vie des civils » *et s'efforcent de créer une image d'Israël qui le présente comme un Etat réactionnaire pratiquant des brutalités systématiques.*

ASIE

Chine

«Le Quotidien du Peuple» appelle les entreprises à dégager des bénéfices

Pékin *(A.F.P., Reuter)*. — *Le Quotidien du peuple* du vendredi 5 août a publié un éditorial condamnant les opérations non rentables, critiquant la gestion de nombreux dirigeants d'entreprises et rappelant que celles-ci doivent être bénéficiaires et fournir dans les délais impartis des produits de qualité. Ces directives s'appliquent aussi au secteur des communications et des transports, qui sont, selon le journal, avec le charbon et l'électricité, la « clé » de la croissance. Le journal demande en outre que les cadres se mêlent aux travailleurs à la chaîne, afin de régler plus efficacement les problèmes de production.

La visite de M. Waldheim

Le secrétaire général des Nations unies, qui poursuit sa visite en Chine, a eu, jeudi 4 et vendredi 5 août, plus de cinq heures d'entretiens avec le ministre chinois des affaires étrangères, consacrés aux problèmes du Proche-Orient et de l'Afrique australe, ainsi que la question du désarmement. Un porte-parole de M. Waldheim a qualifié les conversations de *« cordiales et amicales »*. Il a ajouté que Pékin souhaiterait que les Nations unies jouent un rôle plus actif. Jeudi, M. Huang Hua s'était montré sceptique sur les capacités de l'organisation internationale de résoudre les grands problèmes mondiaux ; il avait aussi critiqué *« la dépendance de l'ONU à l'égard des superpuissances »*.

Pékin a confirmé officiellement que le maréchal Tito se rendra en *« visite officielle et amicale »* en Chine vers la fin de ce mois, après les voyages qu'il doit effectuer en Union soviétique et en Corée du Nord. Les dates ne sont pas encore fixées. Il s'agit d'une visite d'Etat, Pékin se refusant à avoir des relations avec le P.C. yougoslave.

L'agence officielle Chine nouvelle a accusé vendredi l'Inde d'apporter un soutien aux *« sécessionnistes tibétains »*, se rendant ainsi coupable d'*« ingérence »* dans les affaires intérieures chinoises. L'agence a fait état d'une réunion qui aurait eu lieu à New-Delhi entre plusieurs ministres du gouvernement de M. Desai et le dalaï-lama, chef spirituel tibétain réfugié en Inde depuis 1959 et *« chef des bandits rebelles du Tibet »*.

Enfin, le correspondant de l'agence Reuter fait état de bruits courant dans les milieux diplomatiques de la capitale chinoise selon lesquels le XIe congrès du parti communiste chinois pourrait se tenir avant le 22 août, date de la visite que doit effectuer en Chine le secrétaire d'Etat américain, M. Cyrius Vance.

A TRAVERS LE MONDE

Inde

● DES INONDATIONS dues à la mousson ont fait plus de cent morts dans différentes régions de l'Inde, a annoncé, jeudi 4 août, à New-Delhi, le secrétaire d'Etat à l'agriculture. Plusieurs quartiers résidentiels de la banlieue ouest de New-Delhi sont inondés — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

● L'IRA « PROVISOIRE » a revendiqué vendredi 5 août la responsabilité de la vague d'attentats à la bombe incendiaire qui ont provoqué d'importants dégâts matériels à Belfast et à Lisburn — la ville où siège l'état-major de l'armée britannique. Dix-neuf bombes incendiaires ont explosé en l'espace de quatre-vingt-dix minutes, détruisant partiellement plusieurs boutiques et bureaux. — *(A.F.P.)*

Mauritanie

● UN NOUVEAU GOUVERNEMENT a été constitué par le président Moktar Ould Daddah, a-t-on appris jeudi 4 août à Nouakchott. Il comprend dix-sept membres contre vingt-huit dans le précédent, ce qui permettra, assure un communiqué, de *« diminuer les charges financières de l'appareil administratif de l'Etat »*. — *(A.F.P.)*

Norvège

● Mme HAAVIK, qui devait être jugée cet automne pour avoir fourni des renseignements aux Soviétiques depuis 1949, est décédée d'une défaillance cardiaque, le vendredi 4 août, dans la prison où elle était détenue depuis le 27 janvier. — *(Reuter.)*

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE DE KUALA-LUMPUR

L'ASEAN souhaite « développer des relations pacifiques » avec les États communistes indochinois

Le premier ministre thaïlandais, M. Thanin Kraivichien, a annoncé, samedi 6 août, à Kuala-Lumpur, que son pays « engagerait des opérations militaires » contre le Cambodge si celui-ci poursuivait ses « agressions aux frontières thaïlandaises ». Selon M. Thanin, les forces khmères se seraient livrées à plus de quatre cents incursions depuis le début de l'année. Le chef du gouvernement thaïlandais — qui a été le seul des cinq chefs d'État et de gouvernement de l'ASEAN à s'en prendre directement et violemment aux pays indochinois au cours de la conférence « au sommet » qui s'est terminée vendredi — a par ailleurs affirmé que de sérieux affrontements militaires auraient aussi eu lieu aux frontières du Cambodge avec le Laos et le Vietnam.

Pour sa part, le Cambodge, par la voix de Radio-Phnom-Penh, a critiqué la réunion de l'ASEAN, organisation « vouée à l'échec ».

De notre envoyé spécial

Kuala-Lumpur. — En dépit de l'hostilité affichée par les régimes communistes de l'Indochine à l'égard de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique), les cinq chefs d'État et de gouvernement participant à la conférence « au sommet » de Kuala-Lumpur ont réaffirmé, vendredi 5 août, leur « *désir de développer des relations pacifiques et mutuellement bénéfiques avec tous les pays de la région, y compris le Vietnam, le Laos et le Kampuchea* (Cambodge) ». Dans le communiqué commun publié à l'issue de la conférence, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande « *notent avec satisfaction que les échanges de missions diplomatiques et commerciales de haut rang ont accru les perspectives d'une amélioration des relations entre les pays de l'ASEAN et ceux de l'Indochine* ».

Hanoï, qui a des relations bilatérales avec plusieurs des pays concernés, s'est jusqu'à présent fermement refusé à toute relation avec l'ASEAN en tant qu'entité régionale. Les Vietnamiens accusent leurs voisins de former le projet d'une alliance militaire et de renforcer leur coopération dans ce domaine « *sous le couvert d'opérations anticommunistes* ». De telles accusations ont été régulièrement démenties par les pays de l'ASEAN qui s'affirment comme un groupement de nations à vocation économique, sociale et culturelle et œuvrant à l'établissement dans la région d'une « *zone de paix, de liberté et de neutralité* ».

Les termes du communiqué final, extrêmement conciliants à l'égard des pays de l'Indochine, sont loin de refléter les appréhensions dont avait fait état, la veille, le premier ministre de Thaïlande, dans son discours d'ouverture.

M. Thanin Kraivichien, après avoir qualifié la Thaïlande de « *pays de l'ASEAN sur la ligne de front* » (face à l'Indochine communiste), avait déclaré : « *L'hostilité générale affichée par un pays voisin à l'encontre de l'ASEAN en tant qu'entité collective a donné naissance à une situation nouvelle à laquelle la région doit faire face... L'autre partie cherche à semer la division dans les rangs de l'ASEAN. (...) Ce défi ne doit pas être relevé dans un avenir lointain. C'est une réalité nouvelle qui doit être prise en compte dans nos délibérations.* »

Au-delà des satisfecits d'usage, le communiqué final montre que difficultés et divisions restent à surmonter entre les cinq pays en matière de coopération économique, financière, commerciale et industrielle. Ces problèmes doivent aussi être examinés lors de la réunion prévue samedi avec les premiers ministres du Japon, d'Australie et de Nouvelle-Zélande dans la capitale malaisienne. L'ASEAN attend beaucoup de ces trois pays pour l'établissement de relations économiques et commerciales « *privilégiées* ». Les cinq souhaitent notamment la participation de leurs trois voisins développés, et surtout celle du Japon, à l'établissement d'un fonds de stabilisation du cours des matières premières et au lancement de cinq projets industriels communs à l'ASEAN, restés dans les cartons depuis dix-huit mois. Enfin, ils attendent de MM. Fukuda, Fraser et Muldoon que ceux-ci acceptent d'assouplir les mesures protectionnistes prises pour protéger leurs marchés, au détriment des produits manufacturés de l'ASEAN. C'est un point sur lequel il est très improbable qu'ils obtiennent satisfaction, estime-t-on généralement dans les milieux d'affaires étrangers de Kuala-Lumpur.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

ACCORD FORMELLEMENT CONCLU A BELGRADE

L'accord définissant la procédure de la nouvelle Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), qui se réunira le 4 octobre (*le Monde* des 5 et 6 août), a été formellement approuvé vendredi 5 août par la réunion préparatoire de Belgrade. Une ultime escarmouche a opposé Grecs et Turcs, la délégation d'Ankara ayant contesté la représentativité du délégué chypriote (qui est un chypriote grec). L'incident a été réglé comme ce fut le cas à la conférence d'Helsinki en 1975, par l'inscription au procès verbal de l'observation turque et des réponses grecque et chypriote.

Le délégué de la France, M. Beauchataud a déclaré l'accord final « *entièrement satisfaisant* » et s'est félicité de l'« *étroite coopération* » entre les Neuf de la Communauté européenne pendant toute la négociation.

M. LEVESQUE PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC EN VISITE OFFICIELLE EN FRANCE DU 2 AU 4 NOVEMBRE

M. René Levesque, premier ministre du Québec, se rendra en visite officielle en France du 2 au 4 novembre. Ses entretiens ont été préparés par MM. Claude Morin, ministre des affaires intergouvernementales, et Bernard Landry, ministre d'État chargé du développement industriel, venus à Paris en mai et juin. M. Levesque sera accompagné d'une vingtaine de personnes, ministres et hauts fonctionnaires. — (A.F.P.)

● *M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères*, a reçu vendredi 5 août, M. Giancarlo Ghironzi, secrétaire d'État aux affaires étrangères et politiques (c'est-à-dire chef du gouvernement) de la République de Saint-Marin. La conversation a porté sur la C.S.C.E., les Nations unies et les rapports bilatéraux, notamment la convention sur la sécurité sociale dont bénéficie les vingt mille San-Marinais vivant en France. M. Ghironzi a souhaité que la légation de Saint-Marin à Paris (la seule du corps diplomatique en France) soit élevée au rang d'ambassade.

DROITS DE L'HOMME

AMÉRIQUE LATINE : M. Carter a peine à tenir ses promesses

Mme Patricia Derian, « coordinatrice pour les questions des droits de l'homme » au département d'État, vient de commencer un voyage de dix jours au Salvador, dans la zone du canal de Panama, en Bolivie et en Argentine. Sa mission, fait-on remarquer à Washington, coïncide en partie avec le voyage que M. Andrew Young, représentant des États-Unis à l'ONU, doit entreprendre, à la fin de la semaine dans dix pays des Caraïbes et du nord de l'Amérique latine et avec la tournée de M. Terence Todman, sous-secrétaire d'État aux affaires interaméricaines.

Le département d'État vient de faire savoir qu'il était toujours « *très préoccupé* » par la situation au Chili. Sans doute cherche-t-il ainsi à répondre à l'émotion suscitée par la promptitude avec laquelle il avait réagi à la publication, par le général Pinochet, d'un « *plan d'évolution constitutionnelle* » du régime (*le Monde* du 12 juillet). Quelques heures à peine après la divulgation de ce texte — qui prévoit l'élection d'un président en... 1991 — l'administration américaine faisait connaître, en l'assortissant de quelques réserves, sa profonde satisfaction (1).

Cette hâte a paru d'autant plus singulière que, vers la même époque, on apprenait la venue à Santiago d'une mission commerciale américaine, et qu'il se confirmait que M. Terence Todman, sous-secrétaire d'État aux relations inter-américaines, inclurait le Chili dans la tournée qu'il doit faire en Amérique latine vers la mi-août (2).

Le candidat Jimmy Carter avait, durant sa campagne électorale, tenu de durs propos à l'encontre du Chili : le vice-président Walter Mondale a récemment reçu M. Eduardo Frei, ancien président démocrate chrétien du Chili, et M. Warren Christopher, secrétaire d'État adjoint, s'est entretenu avec M. Clodomiro Almeyda, dirigeant de l'Unité populaire. Cette activité avait, évidemment, soulevé des espoirs.

Or, six mois après l'entrée en fonction de M. Carter, une marche en arrière semble engagée. Si elle devait se confirmer, elle serait d'autant plus grave qu'elle concerne un pays considéré comme symbolique, en raison du rôle qu'y ont joué les États-Unis à l'époque de Salvador Allende.

Sur ce point comme sur d'autres — la question du canal de Panama, par exemple — le président Carter paraît prendre la mesure des formidables obstacles dressés — au Pentagone, dans le monde des affaires, au département d'État et en Amérique latine même — devant quiconque cherche à modifier les relations traditionnelles entre le nord et le sud du continent.

« *Je ne vous mentirai jamais* », avait promis le candidat Carter à ses concitoyens. Nul ne doute qu'il fut, alors, sincère. Mais le premier effort de sincérité consiste à ne pas se cacher une partie de la vérité. Or, il est un point sur lequel M. Carter et l'équipe de la « trilatérale » qui l'a assiste ne paraissent pas avoir tiré toutes les conséquences : les violations de droits de l'homme perpétrées dans la plus grande partie de l'Amérique du Sud ne sont pas seulement le produit du sadisme de quelques hommes ou de l'armée et de la police. Elles manifestent la réaction de minorités menacées dans leurs privilèges économiques qui ont le plus souvent partie liée avec les intérêts étrangers, notamment américains. Une politique cohérente de défense des droits de l'homme dans le tiers-monde suppose donc l'acceptation de changements politiques et sociaux profonds. Certains d'entre eux mettraient sans aucun doute en question des avantages acquis par les Américains, notamment par le biais des multinationales.

De récents sondages ont montré que la politique des droits de l'homme est populaire aux États-Unis. Les concitoyens de M. Carter considèrent sans doute avec intérêt les difficultés qu'elle peut valoir au camp socialiste. Mesurent-ils le prix qu'ils devraient eux-mêmes payer dans le tiers-monde, et singulièrement en Amérique latine, pour sa mise en œuvre effective ? Les cours du cuivre ou du sucre ne sont probablement pas étrangers aux taux d'occupation des prisons d'Amérique latine.

La note des Neuf au Chili

Il serait trop commode, néanmoins, de faire de Washington le responsable de tous les maux latino-américains. Cette conviction, très répandue parmi les habitants du sous-continent, est pour eux « *démobilisatrice* ». En outre, elle ne rend pas compte du fait que les États-Unis ne sont plus la seule puissance occidentale à opérer en Amérique latine. Les Japonais, les Allemands de l'Ouest, ont, depuis plusieurs années, de grands desseins économiques. Les sociaux-démocrates au pouvoir en Europe de l'Ouest s'intéressent vivement au sous-continent.

Au début de juillet, les ministères des affaires étrangères des pays de la Communauté européenne ont discuté d'une harmonisation des politiques des Neuf envers le Chili. Ils ont décidé de faire une démarche auprès des autorités de Santiago en faveur des personnes « disparues ». confirme le Quai d'Orsay. Le bulletin hebdomadaire *Latin american political Report*, publié à Londres, généralement bien informé, croit savoir que cette rencontre a donné lieu à des échanges peu amènes. D'un côté, le Danemark, les pays du Benelux et l'Italie souhaitaient l'adoption d'une ligne communautaire dure envers le Chili.

D'autre part, la République fédérale d'Allemagne et la France préféreraient éviter une démarche hostile à la junte de Santiago. Les Allemands semblaient craindre de contrarier le flux d'investissements qui commence à prendre le chemin du Chili. Quant à la France, peu active sur le plan économique dans cette partie du monde, elle paraissait surtout animée par le souci de ne pas élargir le domaine d'intervention communautaire.

La Grande-Bretagne, malgré ses réticences devant l'action de M. Carter en matière de droits de l'homme, aurait fait pencher la balance en faveur d'une intervention, indique *Latin american report*. L'ambassadeur de Belgique, représentant les Neuf à Santiago, a, en conséquence, remis le 28 juillet une note aux autorités chiliennes s'inquiétant du sort des disparus.

Enfin, l'Internationale socialiste a convoqué à Rotterdam, du 29 au 31 août, une conférence sur « *les perspectives futures du Chili* ». La réunion comportera des débats sur « *la constitution et les politiques extérieures et économiques futures* », ainsi que sur « *les voies de rétablissement de la démocratie dans ce pays* ». Les participants devraient discuter, en particulier, la mise au point d'un plan économique de soutien au premier gouvernement démocratique succédant au régime actuel.

Déjà, le comité directeur du parti travailliste a donné le coup d'envoi en publiant, vers la mi-juillet, une déclaration condamnant vigoureusement la situation des droits de l'homme au Chili, ainsi qu'en Argentine et au Brésil.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) L'Argentine, l'Uruguay, le Brésil et le Guatemala ont annoncé que, devant ce qu'ils considèrent comme une « ingérence » des États-Unis, ils renonçaient à toute aide militaire de la part de Washington.

(2) Selon les derniers témoignages qui nous sont parvenus, les arrestations avaient pratiquement cessé durant le premier trimestre de 1977. Elles ont repris depuis lors : vingt et une étant signalées en avril, et trente-cinq en mai ; la majorité des personnes arrêtées ont reparu, soit qu'elles aient été libérées après avoir été torturées, soit qu'elles aient été mises à la disposition de tribunaux, militaires ou ordinaires ; trois d'entre elles n'avaient pas reparu en juin, s'ajoutant à la liste déjà très longue — de quinze cents à deux mille cinq cents, selon les sources, entre 1973 et 1977 — des personnes dont on est sans nouvelles au Chili.

EUROPE

Chypre

Le successeur de Mgr Makarios sera élu le 10 septembre

De notre correspondant

Nicosie. — Les élections pour la désignation du nouveau président de la République de Chypre auront lieu le 10 septembre prochain, a déclaré, vendredi soir 5 août, M. Spyros Kyprianou, président de la République par intérim.

M. Kyprianou a assuré que les chefs des partis politiques de l'île s'efforçaient « *d'éviter une lutte électorale, en nommant un candidat commun bénéficiant de la confiance des quatre partis* ».

De sérieuses divergences demeurent cependant entre les dirigeants politiques, tant sur la personne du candidat commun que sur la procédure électorale (*le Monde* du 5 août). M. Kyprianou a précisé qu'une décision définitive serait prise après les funérailles de l'ethnarque.

Sans aucun doute, le premier ministre grec, M. Caramanlis, dont l'ambassadeur à Nicosie, M. Dountas a déployé, ces derniers jours, une intense activité, jouera un rôle important à cet égard.

La dépouille mortelle de l'archevêque restera exposée jusqu'à lundi matin, avant d'être transférée à l'église de la Vierge-Marie, la plus grande de Nicosie, où aura lieu la cérémonie religieuse. Elle sera suivie d'un convoi jusqu'au mont du Trône, dans le massif du Troodos, près du monastère Kykko, où aura lieu l'inhumation. — D. A.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES TURC RÉAFFIRME L'EXISTENCE DE DEUX ADMINISTRATIONS AUTONOMES

Ankara (*A.F.P.*). — La Turquie s'abstiendra de toute participation aux obsèques de Mgr Makarios, et de tout message à l'occasion de son décès.

Cette attitude s'explique par le fait que la Turquie ne reconnaissait pas en lui le chef de l'État chypriote, mais uniquement le chef de la communauté grecque de Chypre.

M. Ihsan Sabri Caglayangil, ministre des affaires étrangères, a précisé, au cours d'une conférence de presse, que la Turquie, tout comme l'État fédéré turc de Chypre, ne saurait accepter le gouvernement qui sera formé par le dirigeant qu'élira la communauté chypriote grecque comme étant le gouvernement de Chypre tout entière.

« *La voie à suivre pour la création d'un gouvernement de l'ensemble de Chypre peut naître d'un accord intervenant entre les deux communautés* », a dit M. Caglayangil.

« *C'est pourquoi, jusqu'à ce que se soit créé, avec l'accord des deux communautés, un État fédéral, bizonal, indépendant et non-aligné, on peut parler de l'existence dans l'île de deux administrations autonomes possédant des droits égaux dans tous les domaines.*

» *Un gouvernement provisoire commun pourrait être créé jusqu'à ce qu'un accord intervienne sur une base fédérale, à la suite d'entretiens entre ces deux administrations autonomes* », a conclu le ministre turc.

● *M. de Guiringaud* s'est rendu vendredi 5 août à l'ambassade de Chypre. Sur le registre de condoléances ouvert à l'occasion de la mort de Mgr Makarios, le ministre des affaires étrangères a écrit : « *Hommage à Mgr Makarios, grand patriote, libérateur de Chypre, symbole de son indépendance et de son unité.* »

Les malaises allemands

(Suite de la première page.)

La dureté de l'affrontement, nuancée dans la mesure où, sur bien des points, M. Schmidt et M. Kohl sont tout de même assez proches, un peu comme M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing, se traduit par d'incessantes accusations outrancières qui ébranlent chez le citoyen la base même de la confiance dans la démocratie pluraliste.

Encore l'affrontement entre partis politiques cache-t-il un clivage de plus en plus net qui ne lui est pas superposable. La République fédérale vit de plus en plus une double intolérance. L'extrême gauche n'est guère comparable à l'extrême gauche française. Pas seulement parce que le parti communiste frère du P.C.F., le D.K.P., est petit et non déstalinisé, continuant à donner en modèle l'autre État allemand privé de pluralisme et de libertés. Plus encore parce qu'à la gauche du D.K.P., partis miniatures, groupes et publications ont un langage et un comportement, notamment dans les universités, souvent semblables dans le style au langage et au comportement de l'extrême droite dans les années 20. Il était bon d'abattre ce porc de juif (*Judensau*) Walter Rathenau. Il est légitime aujourd'hui de tuer ces cochons (*Schweine*) de policiers ou de procureurs.

En face, le langage est plus châtié, moins dans les articles et les discours publics, mais l'intolérance s'intensifie encore davantage. Au niveau des bonnes gens des villes et des villages, cela peut aller jusqu'à un « *après tout, s'il était communiste* » quand une jeune femme raconte que son mari, réfugié chilien, a été torturé avant de pouvoir quitter son pays. Dans la vie publique, cela va jusqu'à la dénonciation incessante, comme subversive et perverse, de toute mise en cause de l'ordre social. Comme exemple, on pourra prendre le durcissement constant du grand journal que demeure la *Frankfurter Allgemeine*, dont le ton tranche aujourd'hui nettement avec celui du *New York Times*, qui fut son modèle.

L'une des causes du durcissement est une incertitude, une insécurité, une sorte de peur, aussi ancienne que la République fédérale, mais ravivée à la fois par la crise économique et par l'évolution politique en Italie et en France. Contrairement à ce qu'on croit souvent au dehors, la plupart des Allemands de l'Ouest, milieu dirigeant compris, sous-estiment la stabilité interne, la prospérité relative et la puissance internationale de la République fédérale. Un nouveau malaise est né de l'idée que la Communauté européenne pourrait bientôt comprendre deux grands gouvernements à participation communiste. Il est renforcé par un sentiment de solitude dû à l'état des relations, pourtant en principe excellentes, avec les trois principaux partenaires occidentaux.

L'espoir qu'on avait mis dans la participation britannique s'est évanoui. Toute la presse ouest-allemande a exhalé son soulagement de voir se terminer le semestre de présidence britannique dans la C.E.E. Le ton acerbe est à la mesure de la déception.

Les rapports avec Washington ont un côté satisfaisant : on traite de plus en plus de puissance à puissance. Mais les réserves à l'égard de la politique du président Carter sont fortes, qu'il s'agisse des nouvelles armes ou de la façon d'envisager la défense des droits de l'homme. Ici, M. Carter sert plutôt l'opposition chrétienne-démocrate. Mais celle-ci admet elle aussi que, sur le problème essentiel des rapports avec la République démocratique allemande, l'attitude des gouvernements ouest-allemands successifs depuis dix ans a été plus payante que la dénonciation publique et les menaces de sanctions : assouplissements, rachats de prisonniers politiques, communications avec l'extérieur améliorées pour les citoyens constituent un bilan non négligeable. Mais n'a-t-on pas omis en même temps de se servir de sa force économique et financière pour obtenir davantage ? Le débat autour de l'attitude américaine nouvelle est ici assez semblable à ce qu'il est en France.

Malheureusement, cette similitude ne suffit pas pour créer une sorte de mise en commun de la discussion, puisque le sentiment se développe en République fédérale que les attitudes à l'égard de l'Allemagne de l'Ouest sont de plus en plus négatives. Non sans raison, le débat sur l'Assemblée européenne, les querelles autour de la politique de défense paraissent traduire au niveau des partis un blocage sans cesse renforcé des velléités européennes du président par M. Chirac et des aspirations de M. Mitterrand par le parti communiste, tandis que, dans l'opinion, se développe une nouvelle crainte anti-allemande, renforcée par une sorte de transfert de l'anti-américanisme sur « l'Allemagne instrument des Américains ».

Le sentiment de solitude s'ajoute ainsi aux malaises internes et se combine avec eux. On n'en est pourtant nullement ni à une crise de régime ni à une crise idéologique. Simplement la République fédérale connaît, comme les autres pays de l'Europe occidentale, des tensions et des inquiétudes sérieuses. Il serait regrettable que les attitudes de ses voisins à son égard continuent à se fonder sur des visions assez mythiques de la réalité ouest-allemande.

ALFRED GROSSER.

Suisse

Mme PETRA KRAUSE MILITANTE D'EXTRÊME GAUCHE SERA EXTRADÉE EN ITALIE

(*De notre correspondant.*)

Berne. — Soupçonnée d'activités terroristes et en détention préventive à Zurich depuis vingt-huit mois, Mme Petra Krause sera prochainement extradée en Italie. Ainsi en a décidé, vendredi 5 août, à Lausanne, le Tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire helvétique

Militante d'extrême gauche, Mme Krause avait été arrêtée en mars 1975 à Zurich. Inculpée de vol ainsi que de détention d'armes et d'explosifs, elle a longtemps été maintenue au secret et sa santé en a été sérieusement affectée. Les conditions de détention de Mme Krause, allemande d'origine, mais italienne par mariage, ont suscité de nombreuses protestations en Italie. Il y a une semaine, une délégation de femmes députés italiennes était venue à Zurich pour intercéder en faveur de la détenue auprès des autorités judiciaires.

Mercredi dernier, le président de la cour d'assises de Zurich ordonnait la libération de Mme Krause pour « *raisons médicales* ». Déjà en route vers l'aéroport pour prendre l'avion, elle avait cependant été amenée à rebrousser chemin à la suite d'une intervention du Tribunal fédéral, qui se réservait d'examiner la demande d'extradition présentée par l'Italie. Fait assez exceptionnel, deux juges fédéraux rendirent ensuite visite à la prévenue en prison.

Enfin, nouveau rebondissement, pendant les délibérations du tribunal fédéral, la République fédérale allemande demandait à son tour l'extradition de Mme Krause. Mais les juges helvétiques ont estimé cette requête trop tardive pour pouvoir être prise en considération.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

M. RAYMOND BARRE : une contestation née de la méconnaissance.

« *Le ministre de l'intérieur a agi comme il devait agir, le préfet de l'Isère a agi comme il convenait* », a déclaré à Quimper, vendredi 5 août, M. Raymond Barre, premier ministre, en réponse aux questions des journalistes sur les affrontement de Creys-Malville.

Sur le programme électronucléaire de la France, M. Barre a précisé : « *Le programme nucléaire sera exécuté, car il s'agit de l'intérêt de la France pour son indépendance énergétique. Pour la situation de l'emploi à moyen et long termes et pour son indépendance tout court. La contestation de ce programme peut s'expliquer par la méconnaissance de certains aspects du dossier ou par la confusion non justifiée entre l'énergie atomique à usage militaire, c'est-à-dire la bombe, et à usage pacifique. Le programme français doit équiper la France de centrales nucléaires dotées de tous les dispositifs de sécurité.* »

N.D.L.R. — S'il y a « méconnaissance du dossier », qui, mieux que le premier ministre, peut y porter remède ? Avec l'aide, le cas échéant, de cette commission, constituée en mars dernier, à la demande du président de la République, pour favoriser la communication au public des documents de l'Etat. A l'époque, M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, avait qualifié cette initiative de « révolution ». Une révolution tranquille apparemment, la commission se faisant surtout remarquer par sa discrétion.

M. CHARBONNEL : un bon dossier mal défendu par les pouvoirs publics.

M. Jean Charbonnel, ancien ministre U.D.R., président de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes d'opposition), a déclaré, vendredi 5 août : « *L'affaire de Creys-Malville et ses différentes retombées, la persistance et la diversité de la contestation écologique, suffisent à montrer la gravité du problème politique et moral désormais posé au pays. Il serait absurde de ne pas le reconnaître, même si l'on demeure, ce qui est notre cas, partisan du développement de l'énergie nucléaire puisqu'il n'y a pas d'autres moyens d'assurer une défense indépendante et une expansion économique régulière, gage du progrès social. Comment est-on parvenu à une telle impasse ? La raison en est double. Il est certain que les grands établissements publics, C.E.A. et E.D.F., qui produisent cette forme d'énergie, ont commis des fautes en se montrant incapables d'expliquer dans un langage simple et clair les pièces d'un dossier techniquement bon, en refusant d'accepter les contrôles extérieurs à eux-mêmes qui auraient, seuls, convaincu l'opinion, en cherchant à imposer aux populations et aux élus les sites choisis par leurs états-majors.*

La « tentation technocratique »

» *Mais la responsabilité la plus grave incombe aux pouvoirs publics. Depuis de longs mois, en effet, le gouvernement a démontré son impuissance à préserver les dirigeants du C.E.A. et de l'E.D.F. de la tentation technocratique si naturelle pour eux ; il a dans le même temps proféré tant de contrevérités dans les domaines les plus divers qu'il a lassé, même lorsqu'il dit la vérité, la confiance des citoyens.*

» *La crise actuelle illustre donc la perte de crédibilité des pouvoirs publics et l'affaissement de l'Etat qu'a provoqué le gouvernement de la droite. Mais avant même que le peuple souverain ne rende son verdict, il importe de rétablir l'indispensable dialogue : la F.R.P. est prête à présenter des propositions précises à cet effet.* »

LA SECTION DU P.R. DE L'ISÈRE : LE P.S. JOUE UN DOUBLE JEU

La section de l'Isère du parti républicain s'élève dans un communiqué, diffusé vendredi 5 août, « *contre les déclarations de Louis Mermaz tendant à accréditer l'idée selon laquelle le gouvernement aurait favorisé* » les affrontements de Creys-Malville. Le parti républicain récuse « *cette accusation mensongère, gratuite et sans fondement* » et « *dénonce le double jeu joué par le P.S., voulant à la fois ne pas soutenir une manifestation écologique risquant de tourner à la violence et, en même temps, apporter son soutien aux manifestants* ». Il « *demande à Louis Mermaz et au P.S. de se prononcer clairement et sans ambiguïté sur l'avenir qu'ils entendent donner aux centrales nucléaires, en cas de victoire de la gauche, en 1978, et quelles sources d'énergie le P.S. entend utiliser pour faire face à une demande de plus en plus importante.* »

UN APPEL DE M. MICHALON

« Que la mort de notre fils soit l'occasion d'une réflexion approfondie »

M. Jacques Michalon a commenté en ces termes, vendredi 5 août, au micro de Radio-France, la mort de son fils Vital, le second de ses fils : « *Nous voudrions que la mort de notre fils soit l'occasion, pour chacun de nos compatriotes et pour le pays tout entier, d'une réflexion approfondie et d'une remise en question fondamentale de nos comportements et du sens de nos responsabilités. Il est évident que la poursuite des affrontements risque de conduire aux pires drames. En effet, nous croyons que si toutes les parties concernées faisaient l'effort de rechercher avant tout la confrontation des idées et l'étude en commun des problèmes qui nous angoissent actuellement, toutes les manifestations, qui portent en elles automatiquement des germes de violence, deviendraient inutiles. Un réel débat organisé à l'échelle nationale aurait permis d'éviter le drame qui vient d'avoir lieu.*

» *En écrivant ces mots, nous avons conscience d'exprimer, le moins maladroitement possible, les idées et les conclusions qui étaient celles de Vital. Il est mort les mains dans les poches, sans armes, libre de tout engagement collectif, sans aucune intention agressive, curieux de tout selon sa nature profonde. Notre famille souhaite instamment que le jour de ses obsèques ne soit pas troublé, nulle part, par des manifestations, de quelque nature qu'elles soient.* »

Un manifestant mutilé lors des affrontements porte plainte

De notre correspondant régional

Lyon. — Au rez-de-chaussée du pavillon « F » de l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, M. Michel Grandjean, trente ans, un des manifestants gravement blessé dimanche dernier au cours des affrontements de Creys-Malville — il a eu la jambe droite déchiquetée et les médecins ont dû l'amputer au-dessous du genoux, — a réuni, vendredi 5 août après-midi, une conférence de presse pour annoncer sa décision de déposer une plainte avec constitution de partie civile pour « blessures volontaires » *(nos dernières éditions)*.

La démarche a été effectuée en début d'après-midi par son avocat, Mᵉ Paul Bouchet, et la plainte enregistrée par le juge d'instruction de Bourgoin-Jallieu. Le texte remis au magistrat indique que « *les blessures ont été causées par l'explosion d'une grenade lancée par les forces de police* » et demande à la justice, « *afin d'établir les responsabilités en cause (...), de rechercher, notamment :*

— Quelles ont été, exactement, les forces de l'ordre engagées dans cette opération ? Quel matériel a été mis à leur disposition et plus particulièrement quel type de grenades ?

— Quelles ont été les conditions d'utilisation de ce matériel ?

— Quelles autorités ont pris la responsabilité de cet usage aux temps et lieu concernés ? »

« *Ce n'est pas une plainte formelle. J'ai trente ans et je consacrerai s'il le faut le reste de ma vie pour que toute la lumière soit faite sur le plan civil et pénal* », a commenté M. Grandjean. Se déclarant solidaire des inculpés qui comparaissent ce samedi devant le tribunal correctionnel de Bourgoin-Jallieu, M. Grandjean s'en est pris en termes vifs au préfet de l'Isère et a réclamé « *la suppression des grenades offensives, car ce sont des armes de guerre et de mort. J'ai perdu ma jambe, mais j'ai gagné une conviction nouvelle et qui me soutient : l'Etat* « énergique » — *E.D.F.-Jannin — a peur que nous ouvrions la bouche (...). Depuis dimanche, je crois qu'il est possible de ne plus les laisser décider de tout. Je crois que résister, c'est continuer à dire, parler, hurler s'il le faut. Ils aiment la guerre, moi non. Mais la paix ce n'est pas le silence et la soumission. C'est savoir rester debout. Je suis debout.* »

B. E.

Le procès de Bourgoin-Jallieu

(Suite de la première page.)

A 11 heures, l'audience est suspendue. Elle reprend peu avant midi, avec l'interrogatoire d'identité des prévenus suisses et français. Quelques minutes plus tard, elle est suspendue jusqu'à 14 heures, dans l'attente d'une solution pour les prévenus allemands.

A l'extérieur, mille cinq cents militants antinucléaires s'étaient rassemblés, dès 9 heures, sur la place de l'église de Bourgoin-Jallieu, à quelques mètres du palais de justice. C'est le service d'ordre mis en place par les comiété Malville — deux cents écologistes munis de brassards « Non aux centrales nucléaires » — qui assuraient le contrôle, très rigoureux, des voies d'accès tribunal.

Quelques minutes avant le début du procès, un discret service d'ordre avait pris position aux abords du palais de justice : cinquante gendarmes « *en tenue d'été* », mais le fusil à l'épaule. La mise en place du dispositif avait été décidé en accord avec les services de police du parquet, le maire de Bourgoin-Jallieu, M. Pierre Oudot (P.S.), et les représentants des comités Malville.

BERNARD ELIE et CLAUDE FRANCILLON.

La loi « anti-casseurs »

La loi « anti-casseurs » en vertu de laquelle sont poursuivis devant le tribunal de Bourgoin onze ou douze manifestants de Creys-Malville, a été promulguée — après de vives polémiques sur sa légitimité — le 8 juin 1970 sous le titre « *Loi tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance* ». Elle ajoutait plusieurs articles au code pénal, dont le plus célèbre est l'article 314 qui dispose : « *Lorsque du fait d'une action concertée, menée à force ouverte par un groupe, des violences ou voies de fait auront été commises contre les personnes ou que des destructions ou dégradations auront été causées aux biens, les instigateurs et les organisateurs de cette action ainsi que ceux qui y auront participé volontairement seront punis, sans préjudice de l'application des peines plus fortes prévues par la loi, d'un emprisonnement de un à cinq ans.*

» *Lorsque du fait d'un rassemblement illicite ou légalement interdit par l'autorité administrative, des violences, voies de fait, destructions ou dégradations qualifiées crimes ou délits auront été commises, seront punis :*

» *1) Les instigateurs et les organisateurs de ce rassemblement qui n'auront pas donné l'ordre de dislocation dès qu'ils auront eu connaissance de ces violences, voies de fait, destructions ou dégradations, d'un emprisonnement de six mois à trois ans ;*

» *2) Ceux qui auront continué de participer activement à ce rassemblement après le commencement et en connaissance es violences, voies de fait, destructions ou dégradations d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.*

» *Seront punis d'un emprisonnement de un à cinq ans ceux qui se seront introduits dans un rassemblement, même licite, en vue d'y commettre ou de faire commettre par les autres participants des violences, voies de fait, destructions ou dégradations. Lorsqu'une condamnation est prononcée en application de cette disposition, le juge peut décider que la provocation ainsi sanctionnée vaut excuse absolutoire pour les instigateurs, organisateurs et participants du rassemblement.*

» *Les personnes reconnues coupables des délits définis au présent article sont responsables des dommages corporels ou matériels (...)* ».

DEUX MILLE PERSONNES A PARIS

C'est par des discussions sereines mais animées sur le déroulement de la manifestation de Creys-Malville qu'a débuté vendredi soir 5 août à Paris, devant la gare Montparnasse, le rassemblement auquel avait appelé le comité Malville de Paris, ainsi que des organisations d'extrême gauche. Un peu plus de 2 000 personnes s'étaient groupées place Raoul-Dautry, au pied de la tour Maine-Montparnasse, dont les entrées étaient sérieusement contrôlées, d'autant plus qu'une quinzaine de personnes appartenant à la société Jacques Borel International, qui occupe une partie du cinquante-sixième et dernier étage de l'immeuble, s'étaient mises en grève l'après-midi même. (Voir page 16.)

Les organisateurs du rassemblement ont appelé à signer une pétition réclamant « *une inculpation collective* », s'élevant « *contre la psychose collective anti-étrangère, et notamment anti-allemande, créée par le pouvoir, contre les violences policières* » et réaffirmant « *leur volonté de poursuivre leur lutte contre la société nucléaire* ».

Un cortège s'est ensuite formé en direction de Sèvres-Lecourbe. En tête de la manifestation, derrière une grande banderole rouge : « *Malville, ils tuent et empoisonnent, libérez nos camarades* », une pancarte noire : « *Vital Michalon, trente et un ans, professeur de physique. Mort contre le nucléaire.* » Peu de calicots, quelques drapeaux verts, quelques drapeaux noirs et une bannière représentant un soleil. Un défilé calme au cours duquel les manifestants ont cependant réclamé la démission et l'inculpation du préfet, M. René Jannin, « *raciste et assassin* », la libération des personnes inculpées et soutenu les sept ressortissants allemands poursuivis, fustigeant au passage « *Giscard, Bonnet, complices et assassins* », « *Europe nucléaire, Europe policière. Solidarité internationale.* »

Le cortège s'est disloqué vers 19 h. 30, après que les organisateurs eurent appelé les participants à se retrouver ce samedi 6 août au palais de justice de Bourgoin-Jallieu où doivent être déposées les pétitions. Il n'y eut aucun incident, les forces de l'ordre étant restées très discrètes, mais quelques photographes de presse furent à plusieurs reprises pris à partie par des jeunes gens qui marchaient à côté du défilé.

LA MANIFESTATION EN PROVINCE...

Des membres du comité régional d'information et de lutte antinucléaire de la Manche ont occupé durant trois heures, vendredi après-midi 5 août, le hall d'accueil du centre E.D.F. de Cherbourg (Manche), pour manifester leur solidarité envers les inculpés de Creys-Malville. Après un court entretien avec un responsable de l'E.D.F., et après avoir placardé des affiches, les manifestants ont été expulsés sans incident par la police.

A Bordeaux, plusieurs personnes du collectif « Après Malville » ont pénétré, peu avant midi, vendredi, dans les locaux de l'agence commerciale de l'E.D.F., déployé des affiches portant des slogans antinucléaires et distribué des tracts au personnel. D'autres manifestants, groupés devant l'immeuble, ont apposé sur les murs des placards sur lesquels on pouvait lire : « *Après l'assassinat de Malville : les travailleurs de l'E.D.F. peuvent-ils rester neutres ?* » Il n'y a pas eu d'incident.

A Marseille, trois cents personnes environ ont descendu la Canebière, en scandant : « *Libérez les inculpés ! Inculpez le préfet Jannin !* » Et, à Avignon, un « *sit-in* » a eu lieu sur la place de l'Horloge, après un défilé dans les rues de la ville.

... ET A L'ÉTRANGER

D'autres manifestations antinucléaires et de soutien aux inculpés se sont également déroulées à l'étranger. En Suisse, à Genève, un millier de personnes ont réclamé l'arrêt des travaux de construction des centrales nucléaires suisses et françaises, aux cris de : « *Malville, Goesgen-Verbois, le peuple n'en veut pas.* » A l'hôtel de ville, les manifestants ont remis une lettre aux autorités et ont protesté contre les « *déclarations xénophobes des autorités françaises* ». Plusieurs centaines de jeunes gens se sont ensuite dirigés vers le consulat de France, sévèrement gardé par les forces de police et ont déposé une gerbe à la mémoire de Vital Michalon.

En Allemagne, une centaine de jeunes gens ont occupé, vendredi, une prairie située à proximité immédiate de la centrale nucléaire de Brokdor-sur-l'Elbe, où s'étaient déroulés, il y a quelques mois, de violents affrontements entre des manifestants écologistes et la police. Cette initiative de militants pour la protection de l'environnement de l'Elbe inférieur, qui a organisé cette action, doit aboutir à l'installation sur cet emplacement d'un « *village anti-atomique* ». Aucun incident n'a été signalé jusqu'à présent. D'autres manifestations écologistes étaient attendues pendant les journées de samedi et de dimanche en Allemagne de l'Ouest.

A Genève

LE COMITÉ CENTRAL DU CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DEMANDE DES DÉBATS PUBLICS SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

(De notre envoyé spécial.)

Genève. — A l'initiative du pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, le comité central du Conseil œcuménique des Eglises a décidé d'inclure dans un de ses documents sur l'énergie nucléaire le paragraphe suivant :

« *Le comité central a relevé que la violence qui accompagne parfois les démonstrations contre l'énergie ou les centrales nucléaires (comme à Malville, en France, durant nos travaux) montre le degré d'émotion lié à l'immense intérêt porté à cette question ; le comité central demande instamment à la section compétente (« Eglise et Société ») de faire tout son possible pour promouvoir une discussion sérieuse et informée sur les problèmes en cause. Il affirme que les pouvoirs de décision de tous les pays ne peuvent se dérober à de vrais débats publics, ni se laisser guider, en de telles matières, par des intérêts purement économiques.* »

LA CROIX-ROUGE PROTESTE CONTRE L' « UTILISATION ABUSIVE » DE SON EMBLÈME

La Croix-Rouge française a publié, le 5 août, un communiqué protestant contre l' « *utilisation abusive* » de son emblème. « *Lors des événements de Creys-Malville*, dit ce texte, *des informations ont fait état de la destruction de plusieurs véhicules transformés en ambulances et portant l'emblème de la Croix-Rouge. La Croix-Rouge française précise que ces véhicules ne lui appartenaient pas. En effet, ses propres moyens de transport spécialisés ont été tenus en réserve tions. Seul son personnel, notamtions. Seul, son personnel, notamment des équipes secouristes, a participé aux opérations de secours.* »

UNE LETTRE DE M. LOUIS BESSON

Un dialogue difficile mais nécessaire

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Louis Besson, député socialiste et président du conseil général de la Savoie :

Au lendemain de la manifestation de Creys-Malville, vous avez titré le compte rendu des discussions entre manifestants et représentants de la C.F.D.T. ou du parti socialiste : « L'impossible dialogue » (*le Monde* du 2 août, page 4). Pour avoir participé à la rencontre de la veille de la manifestation et revu nombre de manifestants au soir des durs et tristes événements du dimanche 31 juillet, au cours duquel le préfet Jannin a échoué en un jour ce qu'avait réussi pendant un mois le préfet Grimaud en 1968, je ne partage pas du tout votre affirmation, que nuance d'ailleurs beaucoup le texte de votre correspondant.

Tout d'abord, pourquoi, sans taire les divergences, ne pas mentionner les convergences qui ont permis sinon l'accord, du moins la discussion ?

Les manifestants antinucléaires demandent l'arrêt des travaux de la centrale à neutrons rapides. Le parti socialiste, par la voix de son comité directeur, a rappelé, le 23 juillet, qu'il demandait la suspension immédiate des travaux, soutenant les conseils généraux d'Isère et de Savoie — au sein desquels il exerce une influence non négligeable — qui ont déposé un recours fort étayé en Conseil d'Etat pour l'annulation des décrets Barre des 2 et 12 mai 1977.

Les manifestants antinucléaires demandent l'ouverture d'un débat national sur la politique nucléaire, civile et militaire. Le parti socialiste, qui a demandé en de nombreuses circonstances un débat parlementaire sur le programme énergétique gouvernemental, vient de réclamer le vote d'une *loi nucléaire*, et son premier secrétaire n'a pas écarté l'idée d'un *référendum*. Quant à la dissuasion nucléaire, son programme la condamne explicitement, et une convention nationale en débattra en décembre prochain, pour tenir compte d'éléments nouveaux, comme le changement d'attitude du parti communiste notamment. Certes, des membres de la direction du parti socialiste ont publiquement souhaité une révision de la position de leur parti, mais François Mitterrand, dans une interview toute récente, a explicitement confirmé que, pour lui, l'emploi de la force nucléaire ne serait, ni politiquement ni moralement, envisageable dans un conflit limité, et qu'il s'avérerait inefficace dans un conflit généralisé, face aux puissances des armements de même type, américains ou soviétiques, doutant dès lors de ses capacités dissuasives et réaffirmant que l'on pouvait se demander, dans ces conditions, si la force de frappe française n'était pas une nouvelle ligne Maginot...

Sur de telles bases, comment affirmer qu'un dialogue est impossible ?

Certes les échanges de Courtenay, où une délégation de militants socialistes élus et non élus s'était rendue, n'ont pas été faciles, car nombre de militants antinucléaires auraient voulu que leurs interlocuteurs aillent bien au-delà... des mots d'ordre de la manifestation du lendemain et condamnent tout recours à l'énergie nucléaire (ou pour le moins, définitivement et sans appel, le surrégénérateur) et s'affirment disposés à un désarmement nucléaire unilatéral.

Néanmoins, il est apparu clairement qu'à défaut d'être tranché le débat était ouvert au sein du P.S., organisation qui, sans renoncer à être elle-même, se doit de tenir compte de ses partenaires et de s'en tenir à des attitudes responsables, aussi bien dans les objectifs et les modalités d'une manifestation que sur le fond des problèmes posés.

Celui de l'énergie a pris une ampleur considérable, mais alors que le gouverement se réfugie dans une véritable fuite en avant, le secret et l'autoritarisme, se refusant à saisir l'occasion d'une réflexion approfondie sur un choix de société fondamental, réflexion qu'exigeait et permettait le choc des événements de l'automne 1973 et leurs conséquences, le parti socialiste a toujours préconisé le débat démocratique et la recherche de solutions dans le cadre de ce qu'il appelle « *une autre logique de développement* ».

L'orientation que le P.S. a adoptée à son congrès de Nantes est loin d'être ambiguë. La motion votée par 76 % des mandats, après avoir souligné que « *depuis mai 1968, la querelle des taux de croissance et la rivalité des P.N.B. ont pris une autre dimension* » et affirmé que « *si la gauche devait se contenter de chausser des bottes de la croissance tous azimuts de la droite des années 60, elle rencontrerait, dès qu'elle aurait perdu le crédit populaire dont elle bénéficiera à sa mise en place, les mêmes difficultés et les mêmes obstacles* », stipule expressément : « *C'est ainsi que l'on pourra définir une politique de l'énergie à la fois plus réaliste et plus démocratique, en luttant contre les gaspillages, en adaptant la production d'énergie à la diversité des usages, en évitant — dans le cadre d'une transition vers des énergies nouvelles — des aventures techniques qui ne seraient ni comprises ni admises par les populations.* »

Dialogue difficile donc, entre militants antinucléaires pouvant exprimer sans contraintes leur spontanéité et leurs souhaits et parti socialiste soucieux de tenir compte du niveau de conscience des masses, certes, mais plus encore des exigences d'une politique économique et de certains équilibres sans lesquels la résorption du chômage et une politique hardie seraient *a priori* compromis, mais dialogue possible tout de même.

J'ajouterai *dialogue nécessaire, voire même indispensable*... Quelle force socialiste serait fondée à prendre en charge la construction de l'avenir sans tenir compte des aspirations profondes — même si elles sont encore à certains égards bien confuses — d'une fraction active de la population et surtout de la jeunesse, c'est-à-dire à prendre le risque d'une « cassure » sociale historiquement sans précédent ? Comment les participants aux Assises du socialisme de l'automne 1974 — qui avaient axé leur réflexion sur un « projet de société » — pourraient-ils se contenter de progresser et de clarifier leurs positions sur ses modalités, et partiellement seulement sur ses finalités, ce que recouvre l'autogestion, alors que le « pourquoi » du développement ne peut rester sans réponse ?

Il faut de part et d'autre condamner l'anathème. Un peu plus d'ouverture et d'imagination pour accueillir des interrogations angoissées autrement que par des schémas préconçus et somme toute technocratiques, un peu plus de réalisme pour prendre en compte le facteur temps et les frustrations ressenties non sans raison par une fraction non négligeable des couches sociales défavorisées et reconnaissance de la richesse des luttes du « mouvement ouvrier » sont trois conditions qui permettraient de donnre au débat et à la recherche nécessaires un cadrage convenable et une chance de progrès.

Pour résoudre de difficiles problèmes géométriques on disait il y a vingt ans qu'il fallait remplir les conditions nécessaires et suffisantes. La gauche, par ses objectifs de rupture avec la logique du profit capitaliste, satisfait d'ores et déjà aux premières et peut seule ouvrir la voie à d'immenses espérances. Mais pour ne pas les décevoir et pour les concrétiser progressivement il lui faudra, sous une forme ou sous une autre, le soutien — critique — de tous ceux qui exprimeront les aspirations les plus désintéressées et les exigences les plus élevées en matière de « partage » et pour un autre « genre de vie ». Ils étaient nombreux parmi l'immense majorité des manifestants « pacifiques » de Malville, et rien ne prouvait ce dimanche 31 juillet au soir qu'ils choisiraient la politique du pire si le programme commun actualisé rendait impossible non pas le dialogue entre la gauche et les militants antinucléaires, mais les conditions d'un nouveau Malville en juillet 1978 !

DE CREYS-MALVILL[E]

Bourgoin-Jallieu

...-casseurs »

BESSON

...s nécessaire

A NAUSSAC

ÉCOLOGISTES ET PAYSANS SE RETROUVENT

Un barrage pour quelques arpents de Lozère

Tandis que les manifestants commencent à planter leurs tentes aux alentours du chantier du barrage-réservoir de Naussac (Lozère) et que les escadrons de gendarmes et de C.R.S. établissent leurs cantonnements dans les collèges de Langogne, les organisateurs mettent la dernière main au programme du week-end ce 6 et 7 août. C'est le Comité de défense de Naussac qui est à l'origine du rassemblement, mais il a reçu le soutien d'une dizaine de municipalités, de la C.F.D.T., des jeunes agriculteurs et des comités Larzac. « Tout acte de violence qui discréditerait notre lutte ne peut-être que le fait de provocateurs » a-t-il affirmé dans un communiqué.

Le barrage ainsi que les équipements de dérivation et de pompage disposés sur l'Allier et le Chapeauroux ont pour objet de retenir dans la cuvette de Naussac — 7 kilomètres de long sur 2 de large, à 900 mètres d'altitude aux confins de la Lozère, de la Haute-Loire et de l'Ardèche — 190 millions de mètres cubes d'eau. Il s'agira, en ouvrant les vannes pendant l'été, de gonfler le faible débit de la Loire afin que les villes, les agriculteurs, les centrales nucléaires et les usines de l'aval ne manquent pas d'eau. Naussac ne sera d'ailleurs que le premier d'une série de quatre réservoirs aménagés dans le Massif Central à la demande de l'agence de bassin Loire-Bretagne.

Les travaux ont commencé il y a quelques mois et devraient s'achever en 1983. Devis initial du projet : 180 millions de francs. Mais ces travaux vont aboutir à noyer 1 000 hectares d'excellents pâturages (dans une région qui en compte fort peu de cette qualité). Le Chapeauroux et l'Allier se trouveront partiellement détournés. Plusieurs dizaines d'agriculteurs seront obligés d'abandonner leurs terres. Un village et deux hameaux vont disparaître, comme il y a vingt-cinq ans à Tignes, puis plus tard à Serre-Ponçon et dans la vallée du Verdon.

Enfin, le plan d'eau ne sera guère utilisable par les touristes en été, puisqu'il se videra à cette époque. Tout cela explique que l'opposition soit virulente.

Elle a mobilisé d'abord une poignée d'agriculteurs, puis la population des communes lésées, enfin les élus municipaux qui comme ceux de Langogne ont démissionné en 1976. En vain. Alors est venue l'heure des harcèlements et des sabotages : plastiquage des bureaux de la SOMIVAL — société d'économie mixte qui construit le barrage, — arrêt de convois S.N.C.F., incendie d'engins de chantier, etc.

Naussac est devenu un lieu symbolique pour ceux qui veulent « vivre au pays » (1), qui refusent la mort des montagnes au profit des vallées, et qui dénoncent l'Etat centralisé et technocratique. Ecologistes et antinucléaires sont aussi concernés. Mais après les événements tragiques de Malville, combien seront ceux qui auront le courage de se risquer en rase campagne pour défendre quelques arpents de Lozère ?

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Le mouvement occitan Volem viure al païs a d'ailleurs invité ses adhérents à se rendre en grand nombre à Naussac.

LE PRÉFET A PRIS DES « PRÉCAUTIONS EXCEPTIONNELLES »

« Des précautions exceptionnelles ont été prises pour faire respecter l'ordre public », a déclaré ce samedi 6 août le préfet de la Lozère, M. Félix Henry, avant la marche sur Naussac.

Le préfet a ajouté qu'il avait pris acte de la volonté des manifestants que tout se passe dans l'ordre, mais qu'il lui appartenait de *« protéger les personnes et les biens au cas où des éléments violents chercheraient l'incident »*. M. Félix Henry a rappelé que le projet de barrage datait de plus de trente ans. Selon lui, *« l'incertitude dans laquelle ont vécu les habitants de la zone explique, pour une bonne part, le malaise local. Quoi qu'il en soit, les travaux sont commencés depuis le printemps et ne peuvent être remis en cause quelles que soient les positions bloquées de refus stérile prises par certains ou des tentatives d'exploitation politique qu'il ne m'appartient pas d'apprécier »*.

LES COMMUNISTES : LE BARRAGE EST UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE

La fédération de Lozère du parti communiste a appelé ses adhérents à ne pas participer au rassemblement de Naussac.

« La construction du barrage est une nécessité économique que personne ne peut sérieusement contester. La non-consultation des habitants de la vallée de Naussac, le mépris de leurs intérêts affiché par le pouvoir, ne doivent pas servir de prétexte à des manifestations pouvant tourner à la tragédie et dirigées contre toute forme de progrès », affirment les communistes.

POINT DE VUE

Halte à l'écologie de tréteau

par EDOUARD LABIN (*)

Du 20 au 22 juillet dernier, les écologistes scientifiques, réunis en congrès à Monte-Carlo avec des océanographes et des biologistes, ont mis en pièces les annonciations apocalyptique des écologistes de tréteau sur la mort imminente de la Méditerranée. Ils ont certes reconnu que des pollutions sérieuses existent et doivent être combattues, mais elles restent très en deçà de la catastrophe. Ils ont signalé, en outre, que ce combat est déjà bien engagé, et qu'il a réussi, grâce à des méthodes puissantes (mises au point par cette science même que les écologistes de tréteau vitupèrent) à rendre une série de rivages plus propres qu'ils ne l'ont jamais été.

Mais on fait la sourde oreille à ces avertissements sages et bien étayés, car ils pourraient refroidir la « pollutionite », cette fièvre qui a saisi l'opinion et à laquelle on ne veut pas renoncer parce qu'elle permet de savourer à bon compte les délices du messianisme. Et on reprend imperturbablement, avec les mêmes outrances primaires, la campagne d'affolement contre l'énergie nucléaire. Sur celle-là, il faut s'arrêter, car son enjeu est beaucoup plus grave.

L'affirmation que l'énergie nucléaire est grosse des pires dangers ne résiste pas à l'examen. Elle se base exclusivement sur une association verbale, sur le réflexe de peur que suscite le vocable « nucléaire » parce que les bombes qui portent le même nom sont, en effet, terrifiantes. Or ça n'a rien à voir. Dans le cas des bombes, on agence certaines réactions nucléaires sciemment pour qu'elles conduisent à une explosion. Tandis que, dans le cas des centrales énergétiques, on met en œuvre d'autres réactions nucléaires de manière qu'elles n'engendrent que de la chaleur, d'où on tire de l'électricité. La chimie traditionnelle manipule d'innombrables combinaisons qui, sous une forme, peuvent faire du poison et sous l'autre du sirop. Faut-il bannir la chimie ?

Il n'est pas nécessaire de se plonger dans les arcanes de l'atomisme pour se convaincre que l'énergie nucléaire n'a rien de diabolique. Il suffit d'observer que, depuis vingt ans, fonctionnent plus de soixante centrales nucléaires dans tous les coins de la terre, sans qu'on ait jamais eu à déplorer aucun dommage ni aux hommes, ni aux bêtes, ni à la végétation. En tout, douze victimes, non pas de l'atome, mais d'accidents de chantier, comme il s'en produit deux ou trois en France tous les jours. La mine, les hauts fourneaux, les ciments, l'automobile, la simple électricité que nous tirons de la prise murale, ont fait dix mille fois plus de dégâts et de morts. Certes, pour bien emprisonner les émanations dangereuses des piles nucléaires, il faut prendre toute une série de précautions, mais pour jeter un pont aussi, et aussi pour traverser la rue. Les conditions de la sécurité sont aujourd'hui mieux maîtrisées dans le nucléaire que devant le grisou.

Or nous voyons l'agitation s'enfler en dépit de cette évidence. En Allemagne, à Malville, elle est allée jusqu'à la révolte des commandos armés et entraînés, prouvant que les temps de l'écologie poétique sont révolus. Des tribunaux, désorientés et intimidés par les clameurs péremptoires, ont interdit l'édification de centrales. Des savants laissent l'objectivité au vestiaire dès qu'ils entrent dans le parti vert. Les pouvoirs, hypnotisés comme toujours devant les postures contestataires, se taisent. La passion est si forte que les plans énergétiques de l'Occident se décomposent. Et on sait que toutes les œuvres vives de l'Occident sont menacées d'effondrement par la terrible pénurie d'énergie qui se déclarerait aussitôt qu'il voudrait secouer le joug du pétrole. Pénurie que seul l'atome peut éviter, car au regard de l'énormité et de l'urgence des besoins toutes les autres sources d'énergie qu'on propose sont des amusettes, ou des anticipations.

Saboter le nucléaire, dans ces conditions, est aussi dément, aussi coupable, que le serait l'assèchement des rivières, ou l'incendie des sites. Ce qui explique que cette campagne soit très délectable pour le camp anti-occidental. Lequel, chez lui, ne se gêne pas pour se gorger de centrales nucléaires, dans le silence total des écologistes. Au point qu'un jour, le monde libre exsangue devra lui mendier les kilowatts, et se mettra donc à sa merci. Les écologistes de tréteau auront bien travaillé !

⁂

Tant mieux, diront les plus radicaux. Nous voulons justement démolir cette civilisation industrielle que nous abhorrons, et l'humanité plus tard nous sera reconnaissante de l'avoir ramenée à la nature. Suivent à l'appui les imprécations coutumières sur l'air empesté par les voitures, les fleuves ternis par les détritus, les aliments dévitalisés par la chimie, et ce métro irrespirable où l'hyper-foule réduit les hypo-humains à l'état de sardines.

Ces nuisances sont réelles, et on a raison de s'en plaindre. Mais les écologistes de tréteau les enflent démesurément jusqu'à ce qu'elles paraissent apocalyptiques, ce qui fait tourner les plaintes à l'hystérie. C'est désormais la chasse aux sorcelleries. Selon les dernières recherches du professeur Microbius, le savon des eaux de lavage développe sur les tuyaux d'évacuation l'enzyme benzénique AL 147, d'où elle passe dans le sol, du sein duquel elle est sucée par les racines des herbes, lesquelles sont broutées par les moutons, lesquels, quand ils éternuent, développent du benzène enzénique LA 741, lequel forme, avec le produit précédent, une combinaison qui rend votre gigot cancérigène. A bas le savon !

⁂

Dans la foulée se développe un néo-rousseauisme délirant. L'âge d'or est en arrière, dans les époques sans industrie, où l'homme humait les senteurs de la terre, alors qu'il respirait celles des étables, où il couchait avec les bêtes. Il vécut chichement et dans la fatigue, hier, animalement et dans la crasse, avant-hier. N'importe quel outil nouveau n'apporte certes pas le bonheur, mais l'absence de tout outil implique, à l'évidence, le malheur. Source première de convoitise, de hargne, de superstitions et de violences. Quelle insigne aberration que de maudire la voiture, cet admirable instrument d'émancipation personnelle ! Ce n'est que depuis qu'il en a une que le travailleur connaît l'évasion. Ce n'est que sur sa télévision qu'il découvre le monde. Ce n'est que parce que son échine ne ploie plus sous l'effort qu'il peut regarder le ciel. D'un regard de robot ? Allons donc.

C'est jadis que les êtres étaient uniformisés par le carcan des coutumes et mutilés par la roue du travail. Leur menu spirituel comportait en tout et pour tout l'almanach du mercredi — le même pour tous — et le prêche du dimanche, — le même pour tous. Comparez-les avec leurs descendants de notre siècle, bigarrés, sains, instruits, libérés car les préjugés s'en vont en même temps que la peine, nantis de sécurité sociale, de vacances, d'élections, de voitures, de caméras, de milliers de livres, disques films, stades et voyages en tous genres, permettant à chacun de cultiver sa personnalité propre (s'il en a une). Si on regarde les faits sans parti pris, il saute aux yeux que les agréments, aussi bien culturels que corporels, qu'apporte la technique moderne restent très supérieurs aux gênes qu'elles provoque. Et c'est bien pourquoi les peuples, qui ne sont pas masochistes, continuent à réclamer des biens techniques.

Que s'est-il donc passé avec la civilisation moderne ? Il s'est passé qu'elle a diffusé torrentiellement les biens de consommation avant que ne soient disponibles toutes les structures morales et matérielles, nécessaires pour les accueillir, villes trop étroites pour la procession des voitures, métro trop rare pour l'afflux des voyageurs, déchets trop abondants pour les moyens d'évacuation, plages trop exiguës pour le flot des vacanciers. Et comme il fallait contenter vite tout ce monde avide au sortir de l'ancestrale pauvreté, beaucoup d'articles durent être produits au plus bas prix, donc de qualité médiocre. En particulier l'énergie sale. Mais fallait-il attendre la propulsion électrique avant de mettre la voiture dans toutes les mains ? On attendrait toujours. Et comment accuser la civilisation moderne de pécher contre l'homme, quand elle n'a fait que de le nantir enfin, après des millénaires de manque ?

Ce déphasage entre les richesses, qui augmentent vite, et le tissu nécessaire pour les accommoder qui retarde, s'appelle une crise de croissance. Elle a son équivalent chez les individus : le fameux « âge ingrat » consiste en ce que les muscles et les appétits des adolescents se développent avant l'expérience humaine qui permet de les assouvir avec sagesse. S'agissant des adolescents, la solution est non pas de les renvoyer dans l'enfance, mais de les laisser croître jusqu'à ce que la maturité se marie avec la pétulance. De même, il serait fou de répondre à la crise de croissance de la technique par un retour à l'âge pastoral. La seule solution réside dans un surcroît de technique : pour créer de l'énergie propre, pour récupérer en grand les déchets, pour étendre les bases du loisir, pour comprendre les forces psychiques, et permettre ainsi aux hommes d'exercer leurs nouvelles puissances en état d'harmonie.

⁂

La voie inverse du retour à la terre (dont la fameuse « croissance zéro » n'est qu'un écho assourdi) fut toujours préconisée par les penseurs réactionnaires genre Maistre et Maurras. Ils sentaient bien que les machines expriment et portent la grandeur de l'homme. C'est pour discréditer et freiner l'émancipation par la technique qu'ils essayaient de présenter l'ignorance comme plus sage que la science, la rusticité comme plus heureuse que le bien-être. Quelle pitié de voir ces prêches artificieux et rétrogrades repris aujourd'hui par des écologistes qui prétendent se situer à gauche ! Savent-ils seulement que pour Marx la tâche essentielle de la révolution était de reprendre les forces productives des mains du capitalisme défaillant, afin de les porter au plus haut niveau ? Gauche d'ailleurs écartelée, car lorsqu'elle excite les intellectuels, elle accuse l'ordre établi d'en donner trop tandis qu'elle l'accuse de n'en pas donner assez lorsqu'elle syndique les ouvriers.

Rien n'est plus navrant que l'enthousiasme dévoyé, les bonnes intentions servant une mauvaise cause. C'est le spectacle que donnent des millions de jeunes sincères qui suivent l'agitation écologiste. Le chemin de l'air pur est celui du progrès, pas celui du passé. Croyant lutter pour la joie universelle, ils n'aboutiront qu'à ramener l'universelle frustration.

(*) Ingénieur-conseil en éducation.

POLITIQUE

LES SUPPOSITIONS SOCIALISTES SUR LES TENSIONS INTERNES DU P.C.F. SONT « STUPIDES » estime M. Roland Leroy

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., directeur de *l'Humanité*, interrogé vendredi soir 6 août, sur les antennes de R.T.L., a qualifié de « stupides » et de « ridicules » les suppositions de dirigeants socialistes relatives aux « tensions internes » qui se produiraient au sein de son parti.

M. Leroy a ensuite estimé que l'accusation d'alignement sur les positions de l'Union soviétique « est étrange ». La « vérité » a-t-il dit, est que les communistes veulent une défense nationale assurant l'indépendance de la France ; c'est pourquoi ils préconisent une défense « tous azimuts », « comme disait le général de Gaulle ».

Interrogé sur le point de savoir si le P.C.F. accepterait un accord de « coopération avec l'OTAN » sur un réseau commun de détection, comme il existe actuellement, M. Leroy a affirmé que « la nécessité d'un réseau indépendant de repérage avait été admise par tous les participants au sein du groupe des quinze, chargé d'actualiser le programme commun ».

Enfin, le directeur de *l'Humanité* a considéré que le dessinateur Wolinski avait « exprimé son propre sentiment », vendredi dans ce journal, « et celui, a-t-il ajouté, de beaucoup de nos lecteurs », en illustrant les hésitations de M. Mitterrand sur la défense nationale.

[Dans ce dessin publié en tête du journal et sur deux colonnes, Wolinski ridiculisait avec humour les prudences du premier secrétaire du P.S. au sujet de la dissuasion nucléaire. L'interview imaginée par le dessinateur se terminait par cette question : « Et que pensez-vous des référendums ? » M. Mitterrand répondait : « Il y a le pour et il y a le contre. »]

HISTOIRE

CORRESPONDANCE

Le service de renseignements en mai 1940

A propos de l'article de M. Jean Vanwelkenhuyzen historien belge, intitulé « La surprise du 8 mai 1940 », le général Henri Navarre et le colonel Paul Paillole, président d'honneur et président national des Anciens des services spéciaux de la défense nationale (A. SS. DN)., 20, reu Eugène-Flachat, 75017 Paris), nous ont adressé une mise au point dont nous publions ci-dessous les passages essentiels :

(...) Non seulement l'auteur n'apporte aucune preuve [de « l'inefficacité des services de renseignements français], mais ses critiques ne visent que le fonctionnement, présenté comme défectueux, de l'une des nombreuses antennes du service des renseignements. D'un cas particulier et discutable, il tire des conclusions générales et inexactes. (...)

Le service de renseignements S.R.) recherches sur les puissances ennemies ou susceptibles de le devenir, ceux des renseignements ne pouvant être obtenus que par des moyens secrets et spéciaux. Ces renseignements, le S.R. les fournissait, avant et pendant la deuxième guerre mondiale, au deuxième bureau. Son rôle se bornait à cette transmission, accompagnée d'une valeur attribuée à la source et, éventuellement, d'un commentaire particulier.

Il appartenait au deuxième bureau, organe d'état-major, d'apprécier la valeur intrinsèque de ces renseignements, de les rapprocher des informations venant d'autres sources (presse, attachés militaires, diplomatie, écoutes, aviation, troupes au contacts, prisonniers, etc.), puis, de faire une synthèse de l'ensemble pour le commandement.

C'était à celui-ci de tenir compte de ces renseignements dans la mesure où il les jugeait de nature à influer sur ses décisions.

Ces quelques explications élémentaires nous ont paru nécessaires pour montrer que, s'il y a eu surprise le 10 mai 1940, celle-ci a pu avoir d'autres causes que l'absence de renseignements en provenance du S.R.

Les renseignements recherchés par le S.R. devaient fournir au deuxième bureau les éléments d'une documentation complète et précise sur les armées adverses : nombre, composition, organisation et effectifs des grandes et petites unités, armements et matériels en service et en projet, doctrines stratégiques et procédés tactiques, instruction, valeur du commandement et de la troupe, moral... Nous affirmons que cette mission du S.R. a été, intégralement, remplie : aucune erreur et aucune lacune appréciables n'existaient dans les tableaux des armées allemande et italienne présentés au commandement avant la guerre et jusqu'au 10 mai 1940. Ce fait n'est d'ailleurs plus contesté par les historiens sérieux.

A partir de l'entrée en guerre et après l'écroulement de la Pologne, d'autres tâches incombèrent au S.R.

La principale fut d'obtenir des informations sur les intentions de l'ennemi. Dans ce domaine, le S.R. a toujours affirmé que l'armée allemande attaquerait la France et que, vu son dispositif (parfaitement connu), cela se ferait, sûrement, à travers la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Le S.R. a su que plusieurs plans étaient étudiés. Deux possibilités d'attaque existaient : l'une au nord de la Meuse, à travers la plaine belge, l'autre, au sud, à travers les Ardennes. Cette dernière hypothèse a été donnée comme la plus probable le 12 avril 1940. Il appartenait au commandement et aux Alliés de prendre leurs dispositions en fonction de ces données.

Une autre tâche du S.R. était de chercher à connaître la date de l'offensive allemande. A partir de fin 1939, il a constamment affirmé qu'Hitler pouvait la déclencher à tout moment, après un préavis à ses troupes de deux à trois jours. Le S.R. a donc prévenu le commandement qu'il ne garantissait pas pouvoir donner à l'avance la date de l'attaque avec une précision supérieure à deux à trois jours. Entre novembre 1939 et mai 1940 eurent lieu une douzaine d'alertes. Quatre à cinq seulement furent justifiées et provoquées en tout ou partie par des renseignements du S.R.

Et nous arrivons à la « surprise du 10 mai 1940 ».

A partir de la mi-avril, des renseignements de toute nature furent recueillis, faisant pressentir le déclenchement proche, et certain cette fois, de l'offensive : construction de ponts et embarcadères sur la Moselle et sur le Rhin, mouvements de forces blindées, distribution de cartes du Luxembourg et de la Belgique, augmentation des dépôts à l'ouest du Rhin, réduction du trafic civil sur les voies ferrées allemandes conduisant vers l'ouest, retraits d'avoirs allemands en Hollande, préparation de voies d'accès aux points de passage sur l'Our et la Sure, repli des antennes des services spéciaux allemands en Belgique et en Hollande, etc.

Le 1er mai, un renseignement émanant d'une de nos meilleures sources indiqua que l'attaque aurait lieu entre le 8 et le 10 mai et que la Belgique, la Hollande, la région de Sedan et le Nord français seraient occupés en dix jours, la France en un mois.

Entre les 1er et 10 mai, une masse d'autres renseignements arrivèrent, annonçant l'imminence de l'offensive allemande et la situant dans le secteur Hollande-Belgique-Luxembourg.

Le 8 mai, un renseignement d'excellente source parvint : *« Attaque ce jour même. »* C'était exact, mais l'attaque fut retardée.

Le 9 mai au soir, le représentant du S.R. à La Haye reçut communication du renseignement fourni par le colonel Oster, de l'Abwehr, au colonel S.A.S., attaché militaire hollandais à Berlin, et dont l'article du *Monde* fait état : l'attaque aurait lieu dans la nuit.

Il est incontestable que le S.R. a fourni à l'avance sur l'attaque du 10 mai des renseignements plus que suffisants pour que le commandement prenne toutes dispositions utiles. La « surprise du 10 mai 1940 » n'est en rien de son fait.

Comment les renseignements du S.R. ont-ils été interprétés par le commandement ? Comment celui-ci les a-t-il accueillis et comment a-t-il réagi ? C'est dans les réponses à ces questions que M. Vanwelkenhuyzen aurait dû rechercher l'explication de ce qu'il appelle la « surprise ».

Mais même sur ce point mineur des lacunes dans ses connaissances l'amènent à présenter faussement l'action du S.R. C'est à 3 h. 35 le matin du 10 mai 1940 que celui-ci a acquis la certitude (c'est cela qui importait et non les bruits ou informations récoltées de sources diverses et diplomatiques) du déclenchement de l'offensive allemande.

Ce fait indiscutable est établi par le journal de bord tenu scrupuleusement par le chef du S.R. : le colonel Rivet.

SOCIÉTÉ

La convention mondiale des rosicruciens à Paris

A tous vents de doctrine...

« Nous ne sommes pas un ordre religieux. Nous sommes une association culturelle et philosophique », *affirme M. Ralph Maxwell Lewis, nouvel « imperator » de l'ordre rosicrucien AMORC (1), qui tient son congrès à Paris jusqu'au 8 août. Pour cette première grande convention mondiale de l'ordre depuis « la résurgence du cycle », les adeptes de la Rose-Croix ont envahi par milliers le Palais des congrès de la porte Maillot, transformé pour la circonstance en une grouillante tour de Babel — sept langues officielles diffusées par haut-parleurs, — mais qui conserve néanmoins la discipline des congrès « à l'américaine » et l'impeccable ordonnance des pyramides égyptiennes.*

Chez les « Rose-Croix », en effet, tout remonte à Babylone et aux pharaons. L'ordre revendique une première apparition vers l'an 1500 avant Jésus-Christ, et nous serions actuellement en l'an 3330 « R + C ». De Babylone, les rosicruciens ont gardé le goût de l'astrologie, et de l'Egypte ancienne, ils ont conservé l'esprit de géométrie. Mais on ne s'arrête pas là. Aux Grecs, on a emprunté « la sagesse », aux Latins une grande partie du vocabulaire — depuis l' « imperator » *jusqu'au simple* « frater », *et l'ordre a ensuite annexé tout ce que l'humanité compte de savants ou de philosophes, depuis Francis Bacon jusqu'à... Claude Debussy, en passant par Descartes, Newton, Leibniz et Benjamin Franklin, tous rosicruciens eux-mêmes* « ou en contact avec ceux qui l'étaient ».

Comme les francs-maçons, les rosicruciens ont une organisation pyramidale avec « loges », « chapitres » *ou* « pronaos », *suivant l'importance des communautés locales. C'est ainsi que les rosicruciens de Corbeil (Essonne) sont regroupés dans le « pronaos Edith-Piaf » et ceux de Mantes-la-Jolie (Yvelines) dans « le « pronaos Apollonius-de-Tyane »...* « Notre hiérarchie n'est pas d'autorité mais de service », *souligne M. Lewis, que son titre d'imperator ne semble pas impressionner.*

Comment devient-on rosicrucien ? Il suffit de payer une cotisation de 400 F, qui donne droit à une série de cours par correspondance (« Développement du magnétisme personnel », « L'aura humaine et son effet vibratoire », « Intuition par union cosmique », etc.). Lorsqu'on se sent suffisamment instruit dans les sciences de la cosmogonie rosicrucienne, on peut demander son admission à l'ordre et poursuivre une initiation approfondie, inconnue du profane.

Les rosicruciens seraient six millions de par le monde et près de cent soixante mille en France.

ROGER CANS.

(1) L'ordre rosicrucien AMORC (Ancien et mystique ordre Rosae Crucis) a son siège à San-Jose, en Californie.

(*) Les pays de langue française sont sous la direction d'une seule « *grande loge* » dont le siège est au château d'Omonville, Le Tremblay, 27110 Le Neubourg. M. Raymond Bernard en est le grand maître.

JUSTICE

L'ENLÈVEMENT DE M. REVELLI-BEAUMONT

Un « portrait politique » de M. Villalon dressé par ses avocats

Que reproche-t-on précisément à M. Hector Villalon, l'ancien dirigeant péroniste inculpé le 26 juillet de complicité dans l'enlèvement de M. Luchino Revelli-Beaumont ? D'avoir donné des coups de téléphone à des personnes directement impliquées ? D'en avoir reçu ? Mais dans quelles circonstances ? *« Nous ne savons pas »,* ont répondu vendredi 5 août au cours d'une conférence de presse M[es] Jean-Louis Pelletier, Christian Bourguet et Nuri Albala, ses défenseurs, qui n'ont pas encore eu accès au dossier de l'instruction.

Les bruits les plus divers courant sur la personnalité de M. Villalon, les trois avocats ont tracé un « portrait politique » de leur client : un péroniste de la première heure resté, semble-t-il très proche du « *lider* », jusqu'à la mort de ce dernier le 1[er] juillet 1974. Inscrit dès l'âge de seize ans au parti péroniste, il y fit une rapide carrière puisqu'en 1952, à peine six ans plus tard, il effectuait déjà des missions économiques hors d'Argentine pour le compte du gouvernement. Après le coup d'Etat de 1955 il doit prendre le chemin de l'exil : au Brésil, à Cuba puis en Europe, où il passera désormais le plus clair de son temps.

Membre à partir de 1963 du conseil supérieur du mouvement péroniste, racontent encore les avocats, il s'occupe tout spécialement des relations extérieures et, à ce titre, parcourt le monde. Les présidents Nasser, Mao Tse-toung, Ho Chi Minh, Willy Brandt, Salvador Allende, le général de Gaulle, même, le reçoivent. Arrêté en 1968 au Brésil, il est remis aux autorités argentines qui le maintiendront plusieurs mois prisonnier. De retour en Espagne, habituelle résidence de Peron, il est appelé à traiter des affaires syndicales du parti. Une preuve, s'il en était besoin, de la confiance que le « chef » lui accordait. Mais quand ce dernier rentre en Argentine, en novembre 1972, il n'est pas du voyage. Et quand un nouveau gouvernement péroniste est formé, en mai 1973, il s'efface. Disgrâce ou habileté ? La politique l'a mené aux affaires ; les affaires l'incitent maintenant à demeurer au second plan.

Après le putsch militaire de mars 1976 à Buenos-Aires, c'est de nouveau l'exil, « *l'amer caviar de l'exil* », comme disent les réfugiés politiques argentins qui n'ont pas la fortune de M. Villalon. Mais le sort de son pays continue de le préoccuper. Losqu'en octobre 1976 il rend visite à M. Revelli-Beaumont, qu'il a déjà rencontré par trois fois aparavant en France et en Argentine, c'est pour demander au directeur-général de Fiat-France d'intervenir auprès du Vatican et du futur gouvernement américain et d'attirer leur attention sur les graves violations des droits de l'homme en Argentine. Quelques heures après l'enlèvement, Mme Revelli-Beaumont demande à M. Aristy de prendre contact avec M. Villalon pour qu'il l'aide à identifier les ravisseurs. Il accepte. Il passe, rapportent ses défenseurs, des dizaines de coups de téléphone, notamment, semble-t-il, à Horacio Francisco Rossi, aujourd'hui détenu en Argentine et présenté comme le « cerveau » de l'enlèvement.

REGARDS

Une jeune femme pauvre

« Trenete-trois ans, et je me sens vieille, *soupire Huguette.* Depuis la mort de mon père, je gardais un cahier sur lequel je notais mes « histoires ». Je l'ai déchiré récemment : il y avait trop de vie, là-dedans, et trop de choses déchirantes. »

L'histoire d'Huguette est de celles sur lesquelles personne ne souhaite s'attarder. On en a déjà entendu des centaines, différentes et semblables ; banales, exemplaires, sinistres. Une famille de neuf enfants dans un petit village de la Creuse, un père alcoolique qui se suicide quand elle a six ans, une mère qui « fait ce qu'elle peut ». *Comme Huguette* « apprend bien », *elle* « poursuivra les études » : *un C.A.P. de couture.*

A l'âge de dix-huit ans, en 1962, sans rien dire à sa famille, pour laquelle elle ne veut plus « être une charge », *elle répond à une offre d'emploi de* « bonne à tout faire, parce que le voyage était payé ». *Elle arrive à Paris, et c'est l'engrenage habituel de l'exploitation et de la solitude. Dans sa chambre, elle abrite Ramon, un déserteur espagnol qui lui donne un peu de tendresse et lui laisse une enfant, Patricia. Elle rencontre Jacques, un ouvrier boulanger.* « Puisqu'il faut se marier, *se dit Huguette,* pourquoi pas lui ? » *L'amour ? un mot sans contenu.* « Jacques était gentil, *continue-t-elle,* il acceptait de reconnaître Patricia. Et j'étais enceinte de Claudine. »

Mais, comme le dit Jacques, « après le mariage, on change ». *On a une femme pour satisfaire ses désirs. Huguette ne souhaite plus avoir d'enfants, mais son mari veut un garçon, qui naîtra en 1966 et mourra à l'âge de trois mois. Son père partira alors avec un légionnaire, quittant son travail et sa femme. Mais il reviendra, et Martine naîtra en 1967. La naissance d'un autre garçon, Jean-Louis, en 1968, n'empêcha pas Jacques de devenir de plus en plus violent ; il sort seul, avec sa voiture pour laquelle il dépense beaucoup, tandis que la famille erre d'hôtels en meublés, habite en caravane, avant de se disperser (les enfants sont pris en charge par l'Assistance publique), puis de se retrouver* « grâce à la découverte d'un logement pas cher dans le dix-huitième », *précise Huguette. Jacques n'en rentre pas plus souvent à la maison,* « et il frappait fort, mais il fallait rester, *estime-t-elle,* comme le disait ma mère — même lorsqu'il m'a cassé plusieurs dents — pour les enfants ».

Les enfants ? En 1970, Patricia a six ans et son père tente de la violer. En 1971, il recommencera avec Claudine, et, cette fois, sa femme portera plainte. Il va en prison, elle demande le divorce et les enfants sont placés par le Sauvetage à l'enfance dans deux familles normandes. Prononcé en 1973, confirmé en 1975, le jugement de divorce attribue à Huguette la garde des enfants, que, matériellement, elle ne peut assurer, et une pension alimentaire d'une somme totale de 500 F, qu'elle recevra deux fois seulement.

Comme à dix-neuf ans, elle se retrouve seule à Paris, dans une chambre de bonne, démunie et femme de ménage. « C'est un mauvais scénario pour un film médiocre, *ironise-t-elle,* mais c'est ma vie, alors j'ai continué, économisant pour aller voir les enfants tous les trois mois. Jusqu'en septembre 1975, où j'ai avalé des médicaments. Pour mourir. J'ai recommencé en 1976, mais plutôt pour lancer un appel. D'ailleurs, j'ai téléphoné moi-même à police-secours. »

Dérisoire et insoluble

Sa mère, son ultime recours affectif, est morte en février dernier. Au mois de mai, elle a perdu son travail. Pourtant, le juge lui donne ses enfants pour un mois (au lieu de quinze jours), et elle voudrait les emmener dans la Creuse. Inlassablement elle refait ses comptes : « 1 000 F du legs de la mairie, 345 F de chômage pour la deuxième quinzaine de juillet. Mais deux mois de loyer à payer d'avance. Il reste donc 1 000 F. 600 F de voyage. Il reste 400 F pour nourrir cinq personnes pendant un mois. C'est trop peu et je n'ai plus d'économies. Que faire ? » *Elle a demandé une avance de 500 F sur la pension d'invalidité (1 050 F par trimestre) qu'on lui verse depuis sa tentative de suicide. Le 11 juillet, la caisse d'invalidité accepte sa requête ; le 27 juillet, elle la refuse. C'est dérisoire et insoluble.*

Elle a fait de multiples démarches pour trouver du travail. L'un des adjoints au maire de Paris, M. Jean Tibéri (R.P.R.), l'a aidée « à pouvoir déposer un dossier de candidature au poste d'agent hospitalier ». *Les listes d'attente sont pléthoriques.* « Mais si je peux avoir ce travail, *ajoute-t-elle,* je prendrai des cours du soir pour essayer de devenir infirmière. Et je ferai alors une demande d'appartement. Puis je pourrai reprendre mes enfants. En septembre 1978 sans doute. » *Elle s'y voit déjà.* « Mais il faut que ça aille vite, *dit-elle en s'animant,* sinon je vais encore me décourager et ce sera le trou. Pour l'instant, il ne faut penser qu'aux vacances. Les enfants m'attendent. »

Au moment de prendre congé lui vient une inquiétude : « Les gens vont rire si on raconte que je ne peux pas trouver 500 F. Pour eux, c'est ridicule. C'est seulement quand on a plus rien qu'on ne peut rien trouver. C'est comme ça. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

MÉDECINE

Prix Nobel en 1932

LORD EDGAR ADRIAN EST MORT

Lord Edgar Adrian, le physiologiste britannique qui avait obtenu, en 1932, le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur les fonctions de la cellule nerveuse, est mort le jeudi 4 août, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

[Né en 1889 à Londres, Lord Edgar Adrian fit ses études à l'université de Cambridge, où il fut successivement assistant puis professeur dans le département de physiologie. Chancelier de l'université de Leicester de 1958 à 1971, il fut président de la Société royale de médecine de 1960 à 1962. Il était membre également de plusieurs académies étrangères dont l'Académie des sciences et l'Académie de médecine de Paris. Outre de nombreux articles, ses principales publications traitent du fondement des sensations (1928), du fonctionnement du système nerveux (1932), de la base physique des la perception (1947).

Il fut un des premiers à réaliser l'importance de la recherche sur les ondes cérébrales et fit sur le système nerveux des découvertes importantes. Ses travaux concernèrent notamment les ganglions et le cerveau du poisson, des insectes et des mammifères.]

Devant la régression de la maladie

Mme VEIL DEMANDE AUX PRÉFETS DE RÉDUIRE LE NOMBRE DES DISPENSAIRES ANTI-TUBERCULEUX

Face à la régression de la tuberculose, Mme Veil, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, vient de donner, dans une circulaire, des directives aux préfets afin qu'ils réorganisent au plus vite les dispensaires anti-tuberculeux et l'utilisation des camions radiophotographiques. En effet, il existe encore en France un millier de dispensaires « *dont le nombre de consultants est en baisse constante* » : or, d'après le ministère, « *la qualité d'un dispensaire ne suffit pas à justifier son maintien si son activité est insuffisante* », et donc « *il devra être tenu compte dans la réorganisation des dispensaires de l'éloignement géographique, absence d'hôpital dans le secteur, et surtout de la présence de groupes de population particulièrement exposées à un risque élevé de tuberculose* ».

« *Les tuberculeux reconnus ou suspectés devront*, d'après Mme Veil, « *être dirigés vers leur médecin traitant ou vers la consultation d'un service spécialisé* ». Pour la reconversion de ces établissements, le ministre déclare qu'« *il est exclu d'élargir l'activité des dispensaires anti-tuberculeux à la prévention et à la détection systématique des broncho-pneumopathie non tuberculeuse* ».

EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LA CONCENTRATION ÉCONOMIQUE DANS LES GRANDES MÉTROPOLES

Décentraliser à l'américaine

Le gouvernement français vient de révéler qu'un nombre croissant de firmes multinationales choisissaient Paris pour y installer leur quartier général en Europe (« le Monde » du 21 juillet). Parallèlement, les pouvoirs publics cherchent à inciter les grandes firmes à créer dans les métropoles de province des emplois « tertiaires » de haut niveau, voire à y transférer certaines directions ou même leurs sièges sociaux. A New-York, les grandes entreprises américaines commencent à plier bagage pour s'installer dans des villes « plus humaines ».

L'année dernière à Pâques, du haut de son pupitre à la cathédrale Saint-Jean-Le Divin, l'évêque protestant, Paul Moore, fustigeait les firmes qui abandonnaient New-York, les qualifiant de « traîtresses » et les comparant à « des rats qui quittent le navire ». *Ce fut un beau tollé dans le milieu des affaires. A l'époque, quatre-vingt-dix des cinq cents firmes les plus importantes des Etats-Unis avaient leur siège social à New-York. En 1960, elles étaient cent quarante. Bientôt elles ne seront plus que quatre-vingts.*

Les raisons de cet exode sont connues : coût exorbitant du loyer, impôts particulièrement sévères, cherté de la main-d'œuvre, climat psychologique malsain (crime, délabrement, saleté, rythme de vie trépidant, pollution). Peu à peu une véritable psychose s'est créée dans le milieu des affaires. De plus, les subventions fédérales accordées aux régions sous-développées du sud et de l'ouest, la politique nettement anti-urbaine poursuivie par le gouvernement depuis trente ans, ont brutalement défavorisé les grandes villes de l'est.

Pour retenir les firmes à New-York, les autorités municipales ont parfois suggéré de leur accorder des remises fiscales. Mais ces propositions ont aussitôt été dénoncées par l'aile gauche démocrate comme des « cadeaux aux riches » et ont dû être abandonnées. Enfin, les cadres des entreprises préféraient s'installer en banlieue ou dans des villes de taille moyenne. D'après une étude, les trois quarts des firmes « en fuite » se sont installées — par hasard ? — non loin de la résidence de leurs présidents.

Curieusement, à l'heure où les grandes firmes américaines continuent à déserter New-York, les grandes entreprises étrangères s'y installent en nombre croissant. Vingt et une banques étrangères ont ouvert l'année dernière des succursales à Manhattan, sans compter trois sociétés nérlandaises et de très nombreuses agences immobilières européennes. Les directeurs de ces firmes étrangères ont expliqué qu'ils trouvaient New-York personnellement et commercialement stimulant, que, par comparaison avec les capitales européennes, les loyers n'étaient pas chers. New-York offre aussi un énorme réservoir d'experts, de techniciens dans le domaine de la finance, de la publicité, du marketing, de la jurisprudence. Sur les huit cent cinquante locataires du World Trade Center, cent vingt sont des firmes étrangères.

Retournement de situation : Philip Morris a finalement décidé de rester à New-York. De son côté, la municipalité a déclaré la guerre aux « déserteurs ». Elle va s'efforcer de bloquer les fonds fédéraux prévus pour la construction des autoroutes qui facilitent l'accès aux sites éloignés des centres urbains.

Le recours à la manière forte réussira-t-il mieux que la persuasion ? « Nous allons faire le bien de ces entreprises malgré elles », *dit un proche collaborateur du maire de New-York. Pour lui, de toute façon,* « le pire est passé » *et* « New-York, en tant que place principale du « big business » va connaître un essor nouveau ».

LOUIS WIZNITZER.

● *Un central téléphonique électronique en région parisienne.* — Le premier central téléphonique électronique de la région parisienne vient d'être mis en service à Luzarches (Val-d'Oise). D'une capacité de cinq mille cinq cents équipements, il devrait compter quinze mille lignes à terme. Ce central de type temporel présente des avantages en matière de rapidité de transmission et de gain de place. Il permet d'offrir aux usagers des services nouveaux comme la numérotation abrégée.

ENVIRONNEMENT

A propos de la propreté des plages de Cagnes-sur-Mer

*Après l'article relatif à la salubrité des plages (*le Monde *du 16 juillet) dans lequel nous avions utilisé des informations fournies par l'Agence centrale de presse (A.C.P.), M. Pierre Sauvaigo, maire de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), a écrit au directeur de l'A.C.P. une lettre, dont nous publions les extraits suivants :*

Des analyses effectuées par les organismes départementaux qualifiés et leurs résultats sont régulièrement affichés à la mairie de Cagnes-sur-Mer et à la mairie annexe du Cros-de-Cagnes, à proximité immédiate du bord de mer et des plages. (...)

En fait, le seul point délicat est constitué par le débouché de la Cagne, rivière de 22 kilomètres de longueur, qui est inévitablement l'objet de décharges sauvages et par conséquent susceptible de drainer des pollutions. Mais il a toujours été interdit de se baigner devant l'embouchure de ce cours d'eau et d'ailleurs il n'y a aucune raison de le faire. (...)

De plus, les travaux exécutés ces dernières années ont permis de régulariser le débit de cette rivière et par conséquent de limiter les stagnations, génératrices de pollutions, qui s'y produisaient autrefois.

Enfin, j'ajouterai que la commune de Cagnes est l'une des rares communes qui possède une station d'épuration moderne et efficace, ainsi qu'en fait foi le rapport établi en 1974 par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale chargée d'étudier la pollution du littoral méditerranéen.

● *Baignades interdites sur une plage de Capri.* — L'une des principales plages de Capri, Marina-Grande, n'a pas échappé à la pollution. Des analyses d'eau de mer l'ont montré. De plus, le système de purification d'un collecteur est en panne. Résultat : le maire de l'île a dû interdire provisoirement les baignades sur cette plage. —

TRANSPORTS

● *Concorde à New-York : jugement imminent.* — M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, a déclaré, le 6 août, à Bordeaux, que le troisième procès intenté au port de New-York (PONYA), qui refuse l'atterrissage de Concorde, serait jugé prochainement.

● *Grèce des contrôleurs aériens canadiens.* — L'unique syndicat des contrôleurs aériens canadiens a appelé ses adhérents à déclencher des grèves tournantes, à partir du lundi 8 août, pour faire aboutir des revendications salariales. Le gouvernement vient de riposter en proposant au Parlement de voter une loi d'urgence réquisitionnant les grévistes. — *(A.F.P.)*

FAITS ET JUGEMENTS

Une escroquerie de 10 millions de francs.

La brigade financière de la police judiciaire de Toulon vient d'arrêter un faux agent immobilier, M. Jean Cotté, âgé de quarante-huit ans, originaire de Glens, dans le Loiret, demeurant à Salernes (Haut-Var). En trois ans, il a réussi à extorquer à deux cents clients abusés près de 10 millions de francs. Une dizaine d'informateurs travaillant à son service quadrillaient la France, lui signalant les ventes de terrains et de villas qui avaient lieu dans leur secteur. M. Cotté avait, pour la commodité de l'opération, racheté à Salernes une agence immobilière en faillite et l'avait rebaptisée la FONCIM (Foncière immobilière).

Avisé de ces ventes, il publiait alors dans les grands quotidiens nationaux et régionaux des annonces offrant à la vente, à des prix défiant toute concurrence, des terrains et des villas. Il donnait comme coordonnées son numéro de téléphone à Salernes et l'adresse d'une succursale à Paris, dans le septième arrondissement. Les clients, alléchés par les prix proposés, affluaient. M. Cotté, sous un prétexte plus ou moins valable, réussissait à se faire remettre des acomptes substantiels et disparaissait ensuite, ne donnant plus signe de vie. Chose étrange, sur ses deux cents clients, un seul, un Parisien, porta plainte. Mais cela suffit pour déclencher une enquête judiciaire qui aboutit à son arrestation. — *(Corresp.)*

● *La situation de Mlle Salima Adjali.* — La C.G.T. indique qu'elle vient de faire une nouvelle démarche auprès du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM en faveur de Mlle Salima Adjali, qui ne peut se rendre en Guyane rejoindre son fiancé, en dépit d'un arrêt du Conseil d'Etat ayant ordonné un sursis à statuer de l'arrêté d'expulsion qui vise la jeune ressortissante algérienne (*le Monde* du 3 août).

● *Morte d'une overdose.* — Une jeune fille âgée de vingt-deux ans, Mlle Renée Guiraud, est décédée dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 août à l'hôpital de Montpellier des suites d'une « overdose ». L'hôpital avait été prévenu par un coup de téléphone. Une information judiciaire a été ouverte et la police recherche l'ami de Mlle Guiraud qui aurait alerté les médecins.

● *Deux morts lors d'un accident du travail.* — Trois ouvriers, qui déplaçaient, dans la matinée du vendredi 5 août, un échafaudage métallique dans la zone industrielle de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), ont heurté une ligne à haute tension. La décharge électrique les projeta au sol d'une dizaine de mètres de hauteur. Deux d'entre eux, MM. Gérard Marie, âgé de trente ans, domicilié à Saint-Martin-de-la-Lieu (Calvados), et Nerazga Bougueras, âgé de quarante-neuf ans, d'origine algérienne, ont succombé à leurs blessures à l'hôpital. M. Jacques Maris, frère d'une des victimes, demeurant à la Hoguette (Calvados), est grièvement brûlé.



Le Monde aujourd'hui



CANAUX

Les éclusiers

NOUS vous saluons, gardiens des marches aquatiques, forgerons de l'onde, faiseurs de cascades. Le chaland qui monte votre escalier d'eau s'enchante des jaillissements d'arcs-en-ciel que vous sculptez en mêlant le soleil au canal du Midi. Il faut découvrir vos gestes, apprendre que vous faites murmurer ou gronder le flot impétueux qui s'engouffre par des trappes secrètes dont vous jouez pour la symphonie des eaux. Le bateau qui s'élève, porté par vos travaux dans l'écluse qui se remplit, fait apparaître aux yeux des passagers votre maison, vos jardins, vos berges fleuries avec amour.

Sur la route aquatique et silencieuse, vous êtes le bruit qui repose. Le voyageur voudrait devenir votre ami tant le geste modeste de votre main qui dit bonjour ou au revoir signifie bonté, sagesse, calme paysan et solide. Hélas ! il doit repartir laissant la maison et l'écluse disparaître derrière les platanes séculaires qui protègent les rives. Ainsi s'estompe, au fond du rêve, un bonheur.

Merci éclusières, éclusiers du canal du Midi, gardiens fidèles de ce fleuve régulier et immobile où se mirent les roseaux, les arbres historiques, les lavoirs et les ponts des rois de jadis. Nous vous saluons avec tout le respect que vous mettez dans vos phrases quand vous parlez, à qui vous interroge, de « M. l'ingénieur en chef... ».

Par la télévision, le journal, la voiture, vous savez que la ville n'est pas loin et aussi l'autoroute qui mène vers où l'envie de posséder attire les moucherons des campagnes pour les faire périr d'ennui. Vous savez et vous restez près de vos chutes d'eaux miniatures, des hirondelles qui plongent d'un coup de virgule, des grenouilles craintives qui se glissent dans les herbes des rives.

Merci de vos relais sur cette route tranquille où le froissement de l'eau sous l'étrave fait oublier le fracas des capitales. Merci d'être là à tourner vos manivelles pour ouvrir des portes aux bateaux.

ROBERT MORAN.

PORTRAIT

Madame l'inspecteur de police

DEPUIS longtemps, le secrétariat à la condition féminine a rejoint l'année de la femme au purgatoire des idées féministes. Le vœu, formulé alors par Mme Françoise Giroud, de voir chaque commissariat disposer d'une femme inspecteur de police est le plus souvent resté lettre morte.

Ce n'est pas le cas au commissariat de Plaisance, dans le quatorzième arrondissement de Paris. On y rencontre Mme Françoise Thélinge, vingt-sept ans, inspecteur depuis le mois de janvier 1976, mariée et mère d'un enfant de cinq ans.

Au téléphone ou derrière le petit bureau de bois ciré de l'administration, la voix est chaude. Et la bonne humeur que dégage le regard rieur est tonifiante. A la fois enjouée et sérieuse, Mme Thélinge laisse parler ce qui vibre en elle, comme elle laisse ses cheveux blonds flotter sur sa robe de coton noir semée de minuscules fleurs. Elle ne s'attarde pas sur ce qui la gêne aux entournures, elle ne se fixe pas sur ce qui la retient.

Les litanies, les proclamations ou les plaintes sont laissées aux autres. Elle va droit à l'essentiel. Ce qui lui tient à cœur, c'est que *« les femmes aient leur place partout »*. Après la conjonction de ce qui a l'air d'être une foule de hasards et de petits métiers, elle a décidé, en exerçant cette fonction au cœur de l'institution, d'*« être exigeante et responsable »* envers elle-même.

Malicieusement, elle souligne d'emblée que, *« dans les concours d'entrée aux écoles d'inspecteurs, les places qui sont réservées aux femmes ne représentent même pas 10 % du total »* et aussi que *« les candidates ont toujours un bagage universitaire supérieur à celui des candidats : elles sont parfois licenciées, ils sont, en général, bacheliers »*.

Pour sa part, Mme Thélinge est titulaire d'un diplôme universitaire d'études littéraires, et dans le commissariat où elle travaille, tous les jours ouvrables de 9 heures à 19 heures, elle est — exception faite de l'hôtesse d'accueil — la seule femme dans une équipe qui compte dix-sept personnes. N'est-ce pas très éprouvant ? Si, il y a parfois quelques torpilles de misogynie surgissant çà et là de la ligne de flottaison. Mme Thélinge n'en a cure et elle admet que ses collègues masculins sont « très bien ». Ils viennent d'ailleurs souvent lui demander conseil avec ce mélange d'embarras sincère, de dévotion respectueuse et d'admiration timide que les hommes ont parfois lorsqu'ils ont admis qu'une femme pouvait être leur égale.

Ils semblent satisfaits, voire soulagés qu'elle soit à leurs côtés. *« D'ailleurs, quand il y a des cas difficiles,* dit-elle avec un grain d'ironie, *ils ont tendance à me les abandonner. »* Ainsi, le rôle d'une femme dans un commissariat ne se borne pas au traitement de certaines affaires aussi féminines que rarissimes — le viol, entre autres — comme voudraient le faire croire nombre de policiers qui souhaitent encore rester « entre hommes ». Dans la mesure où, comme Mme Thélinge, elle met au premier plan *« la patience et l'amabilité, qualités majeures qu'exige n'importe quelle administration »*, une femme inspecteur de police peut véritablement s'occuper de tout.

Le pouvoir

Aimable et patiente, Mme Thélinge sait l'être avec les étrangères illettrées, les femmes battues, *« les grand-mères qui déraillent un peu et qu'il faut rassurer »*, mais aussi avec les enfants perdus, les vieillards cacochymes, les propriétaires irascibles... Si au défilé de ces détresses, il faut être affable, disponible, compréhensif, c'est-à-dire coïncider avec l'image de ce que les femmes, à l'intérieur de la société classique, ont appris à être, on peut se demander comment il se fait qu'elles ne sont pas plus nombreuses à l'intérieur des corps de police.

Il est vrai que, quelquefois, l'univers du commissarait semble un peu rétréci. Mme Thélinge souhaiterait y échapper pour être affectée dans un service moins routinier, *« celui des faux en œuvres d'art, par exemple »*. Quoi qu'il en soit, le phénomène de l'avancement que suppose la stricte hiérarchie ne la laisse pas sans inquiétude : *« Lorsque l'on a un peu de pouvoir, on doit agir rapidement et il arrive que l'on ne réfléchisse pas assez. On peut alors devenir répressif et même dangereux. »*

MICHÈLE SOLAT.

HUMEUR

Les doryphores

AU détour du chemin, la vieille paysanne est tombée en arrêt, l'œil écarquillé par l'incrédulité. Penché sur le roncier, armé d'un sécateur, vous coupiez hardiment, au ras du sol, les longues branches chargées de baies roses, que, d'une main gantée de cuir — à cause des épines — vous saisissiez pour les enfourner dans le coffre de la voiture rangée sur le bas-côté du chemin de terre. Un peu plus loin, votre fils, lui aussi ganté, arrachait de ses deux mains un jeune plan de framboisier, avant de lui faire subir le même sort. La vieille femme, revenue de sa surprise, mais outrée, a balbutié une protestation : *« Monsieur, ce ne sont pas des façons. Il n'y en aura plus pour les autres, si chacun... »* Vous l'avez interrompue : *« C'est sur le chemin, non ? Elles sont au premier qui les voit. »* Puis, pour l'amadouer, vous avez ajouté avec le clin d'œil malin du petit débrouillard : *« Les framboises, on les « épluchera » tranquillement à la maison. Sans se fatiguer. »*

Vous ne regrettiez rien. Au contraire. Vous étiez fier de vous.

Depuis quelques années, vous et vos semblables avez proliféré dans ce coin des Hautes-Alpes. Vous n'êtes certes pas la majorité. Mais votre présence et surtout vos mœurs, vos façons, votre sans-gêne, suffisent à gâcher l'existence de centaines de braves gens de ce pays qui ne demandaient qu'à vous accueillir et qui commencent non seulement à se méfier, mais à s'organiser pour tenter de vous empêcher de nuire.

L'invasion

Car vos méfaits s'étendent chaque année un peu plus. Vous arrivez ici en terrain conquis. Un peu comme dans une réserve d'indiens. En acquittant le montant de votre location de vacances, vous estimez sans doute avoir payé le droit de vous conduire en locataire abusif. Ce pays, vous n'êtes pas décidé à le respecter, à le découvrir, mais à le soumettre. Il est vrai que vous avez parfois trouvé sur place des complices qui, pour vous le livrer, ont construit — sports d'hiver aidant — des équivalents neigeux du coron et défiguré à jamais la beauté typique des villages de montagne. Ceci pour que vous vous sentiez ici « comme chez vous ». Pour que l'impression soit complète, il ne vous restait plus qu'à y importer votre façon de vivre. C'est fait.

L'invasion s'est faite par la voiture. Sans elle, vous ne faites pas un pas. Même en forêt. Vous n'imaginez pas un sous-bois sans la présence rassurante de sa carosserie. L'idéal est de grimper le plus haut possible dans la montagne avec la chère auto (on changera les pneus au retour). Et puis de s'étendre pour une sieste, devant elle. Pour ne pas la perdre de vue. A l'ombre du pare-choc. Voilà l'essentiel de vos vacances, avec la souillure des espaces naturels.

Après votre départ, le promeneur découvre les reliefs de votre art de vivre. A demi enfouis dans la mousse, il y a l'ouate et les couches fienteuses de votre dernier-né. Au pied du sapin, les pots de yaourt, les boîtes de sardines, les emballages de pellicules couleur. Les papiers gras, les épluchures jonchent le tapis herbeux. Quelquefois même, appuyé délicatement au tronc d'un frêne, gît le bidon d'huile (vide) qui vous a servi à une vidange. Pendant ce temps, vos enfants ont parsemé le sous-bois des papiers qui enveloppaient leurs caramels, qu'ils ont semés à tous vents, de préférence aux fleurs de pissenlit. Et tout cela avec un naturel qui laisse supposer une longue pratique.

« Ça mousse »

Vous laissez, à ce maire, qui a eu la belle idée de parsemer les forêts de sa commune de tables et de bancs rustiques, d'aménager des grils et des fontaines, le soin de collecter vos bouteilles vides, vous maculez le mobilier de graisse, à le rendre inutilisable. Et certains de vos congénères utilisent l'eau limpide et pure qui sourd joliment d'un tronc pour cascader dans un autre tronc évidé à la gouge pour laver leur voiture à grand renfort de détersif : *« Qu'est-ce que ça mousse, ici, Monique ! L'eau n'est pas calcaire, comme chez nous... »*

Hélas ! votre espèce se rencontre à présent là où on l'attendait le moins. Dans ce pays qui jouxte le parc des Ecrins, nous nous sommes laissé dire que rien n'était plus désespérant que le spectacle offert par certains chalets du C.A.F. après le passage de hordes d'excursionnistes.

On croirait que la pureté vous gêne. Animaux dénaturés, citadins sevrés d'espace, d'air, de verdure, vous êtes tout à coup si décontenancés devant ces paysages de commencement du monde qu'il faut, pour vous rassurer, les souiller.

Une colo — *« Youkaïdi-youkaïda ! »* — passe en braillant. La monitrice et ses poussins ont les bras chargés de grandes tiges de laurier de Saint Antoine, de daphnées, de gentianes, de campanules, si beaux sur le vert des alpages, mais qui baissent déjà tristement la tête avant d'aller agoniser plusieurs jours durant dans une boîte de conserve remplie d'eau croupie.

JEAN CONTRUCCI.

(Lire la suite page 8.)

Au fil de la semaine

Le ciel et la route

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

LA stratégie américaine au Proche-Orient, le retour de M. Teng, la guerre égypto-libyenne ? Vous n'y êtes pas. Alors les conflits au sein de la majorité, les négociations de l'union de la gauche, la politique nucléaire de la France soudain illustrée par le drame navrant de Creys-Malville ? Pas davantage. Quant au million et plus de chômeurs, à l'inexorable hausse des prix, à la dégradation de la situation économique, qui s'en soucie ?

Non ! Les deux grandes affaires des cinq semaines écoulées, les préoccupations fondamentales des Français, mis en condition par le matraquage des ondes, les thèmes majeurs qui tenaient la vedette dans tous les bulletins dits d'information quand ils ne les occupaient pas tout entiers, ce furent le mauvais temps et les bouchons.

Jamais sans doute la météorologie et la circulation n'avaient revêtu ce caractère quasi obsessionnel. Les hasards du calendrier, qui ont fait tomber le 1er juillet un vendredi, le 14 un jeudi et le 31 un dimanche, nous ont valu trois fins de semaine, le début d'une autre et un grand « pont » à deux arches, soit une bonne quinzaine de jours en tout, entièrement voués à l'état du ciel et des routes.

***

Impossible de tourner le bouton de la radio sans être aussitôt assailli par les dépressions venant d'Islande et des hautes pressions arrivant de la mer du Nord, les promesses d'averses et les menaces de tornades, les vents mauvais et les bourrasques fantasques. Ce n'étaient que cumulo-nimbus qui s'amassaient, strato-cumulus qui crevaient, millibars en folie et isothermes défoncés. Entre la fraîcheur venteuse et le froid orageux, toute la gamme des adjectifs les plus sinistres — couvert, sombre, maussade, nuageux, lourd, menaçant... — y passait, faisant frissonner plus encore que la température.

Aux leçons de géographie, de physique élémentaire et de sciences naturelles, s'ajoutait le cours obligatoire d'histoire contemporaine, avec rappel des grands cataclysmes et évocation des précédents répertoriés dans les annales de l'Observatoire depuis 1876 ; puis venaient les inévitables travaux pratiques sur la prospérité des marchands de parapluies et la grande misère des vendeurs de glaces, les conseils médicaux et les mises en garde aux conducteurs.

A peine espérait-on entrevoir enfin l'éclaircie, parfois accordée du bout des lèvres et comme à regret, que surgissaient d'autres visions d'apocalypse. Cette fois, nous étions pris au piège des 14 kilomètres du bouchon de Bollène, bloqués à 8 kilomètres du tunnel sous Fourvière, condamnés à piétiner en vue de Béhobie et du Perthus, figés aux portes de Neufchâteau, stoppés à Courtenay — ah ! l'accident de Courtenay, — tandis que, tour à tour, l'A 6 à Tournus, l'A 7 à Vienne, l'A 9 à Narbonne, la RN 10 à Rivesaltes, se fermaient devant nous. Autour de Paris, l'anneau du périphérique gelait soudain, de la porte de Clichy à la porte de Bagnolet, à moins que ce ne soit de la porte de Vanves à la porte d'Asnières, la bretelle d'Italie sautait, la route des Belges débordait, les autoroutes des quatre points cardinaux, le sud d'abord, puis le nord, et l'est, et même l'ouest, tombaient une à une, et bientôt la fluidité n'était plus qu'un souvenir, même pas un espoir, sur la RN 1, la RN 2, la RN 3...

Haletants, les augures, retranchés au P.C. de Rosny-sous-Bois, égrenaient la litanie des grandes batailles en cours à Saint-Laurent-de-Mure dans le Rhône, Sigean dans l'Aude, Hôpital-sur-Rhins dans la Loire, Prats-de-Cest et Les Cabanes-de-Fitou en vue de l'Espagne, au Barp, à Belin, Ondres et Montlieu-la-Garde dans les Landes, toutes localités bien obscures la veille et, tout à coup, promises à la notoriété comme le fut jadis — et on en parle encore — un village nommé Waterloo. Des voix bordelaises, marseillaises, lyonnaises, plus chantantes mais tout aussi oppressées, relayaient les oracles parisiens pour annoncer l'engorgement des voies de dégagement et de contournement, la déroute des itinéraires Emeraude, la faillite du plan Primevère.

Des étrangers, ah ! oui, il y en avait, n'en déplaise à M. le préfet de l'Isère. Qui a osé prétendre que la Belgique ne comptait que dix millions d'habitants, la Hollande seulement treize millions ? Ils étaient au moins le double, peut-être le triple, au volant sur les routes françaises, traînant leurs caravanes trois-pièces-cuisine-salle-de-bains et leurs bateaux de 15 mètres de long. Et pas seuls. A, B, CH, D surtout, E, GB parfois, I,L,N,P même, S, l'alphabet entien défilait avec, de loin en loin, un petit F ou deux.

Quand, à bout de souffle, les sibylles faisaient enfin trêve, de futés colonels de gendarmerie et des bisons bavards couraient solennels et satisfaits, d'un micro à l'autre. Ils assuraient les participants à cette folle partie de quatre coins, à cet aberrant jeu de pistes, que tout, grâce à eux, allait pour le mieux, et ils n'en finissaient pas de s'autoféliciter pour la justesse de leurs prévisions et l'astuce de leurs avertissements.

Animal en voie de disparition, le bison se montrait conforme à la description qu'en fait l'encyclopédie : « Le pelage, nous apprend-elle, est long, laineux, hirsute, et il se détache par plaques et lambeaux dès la fin du printemps. La peau est alors rase sur la croupe. » Cependant, l'obstiné bovidé ruminait déjà ses bulletins de victoire faits d'étonnants décomptes d'heures « perdues » (par qui et pour quoi ?), de carburant gaspillé, d'usure des pneus, des embrayages et des freins. Il oubliait toutefois de chiffrer l'économie d'énergie réalisée sur les injures et les menaces, voire les coups, rituellement échangés entre conducteurs exaspérés, les pertes en tranquillisants et euphorisants, pour l'industrie pharmaceutique, le déficit du Trésor en procès-verbaux pour excès de vitesse...

Oui, vraiment, ce fut un splendide départ qui, lorsque la marée de juillet se retirait déjà devant la tempête d'août, coïncidait harmonieusement avec un superbe retour.

***

A la liste des records nationaux qui n'ont pas été battus cet été, mais tout simplement pulvérisés — et ce n'est pas fini : attendons le 15 août, qui est un lundi, — il en est un qui laisse toutefois rêveur. Les touristes étrangers, nous dit-on, n'ont jamais été aussi nombreux en France, et on le croit aisément : 25 millions de séjours, 234 millions de « nuitées » en 1976, et on fera mieux cette année. Si les Français, jadis réputés casaniers, voyagent désormais beaucoup hors des frontières, ils n'ont cependant passé que 157 millions de « nuitées » la même année à l'étranger. Et pourtant, la balance touristique nationale, tout juste bénéficiaire en 1976, sera à peine équilibrée en 1977, et ce n'est même pas sûr. Explication : les étrangers qui viennent chez nous sont économes, les touristes français à l'extérieur dépensent davantage.

Les peuples heureux, dit-on, n'ont pas d'histoire. Si notre histoire présente se résume aux variations de la température et aux embarras de la circulation, serait-ce donc que nous sommes heureux sans le savoir ?

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Les Nouvelles de Pyongyang

La « ménagère » et le fantoche

L'hebdomadaire publié en français en Corée du Nord, *LES NOUVELLES DE PYONGYANG*, s'indigne des mœurs du voisin du Sud :

« Ces jours-ci, en Corée du Sud, les hauts fonctionnaires du gouvernement fantoche et les « parlementaires » issus du parti démocrate républicain emploient massivement des kisaings *(chanteuses ou danseuses) comme « ménagères » chez eux. Celles-ci sont au nombre de trois ou quatre, et même de sept chez tel « parlementaire » influent. Cela cause une querelle incessante entre les époux.*

» L'introduction des kisaings *chez les hauts fonctionnaires a été occasionnée par la déclaration publique du traître Pak Jeung Hi de cesser la « partie de* kisaing *» pour ses suzerains américano-japonais venus en visite en Corée du Sud.*

» La « partie de kisaing *» servait au traître Pak Jeung Hi d'horrible moyen à corrompre ses maîtres et faisait l'objet de la condamnation de l'opinion intérieure et extérieure.*

» Dans cette conjoncture, cette fripouille a inventé une « finesse » : elle a demandé à la face du monde de « cesser » la « partie de kisaing *» et a ordonné en même temps à ses subalternes de haut rang de la continuer en catimini chez eux, et non dans des restaurants publics.*

» Et voilà les prostituées employées comme « ménagères » chez les hauts fonctionnaires fantoches.

» Le traître Pak Jeung Hi ne sait pas de limite dans ses ruses pour se prosterner devant ses suzerains à qui il confie sa vie. »



Les champions de l'alcootest

« L'ivresse, parmi les vendeurs de magasins, devient un véritable fléau qu'il faut combattre par l'alcootest », estime l'hebdomadaire soviétique *LITERATOURNAYA GAZETA*.

La revue fait état d'une enquête menée à son initiative par une équipe de médecins équipés d'appareils britanniques *« pour déceler le degré d'ébriété dans une grande ville soviétique »* dont le nom est discrètement tenu secret.

« Dans plusieurs magasins, la moitié du personnel était en état d'ivresse, même quand le directeur ou la directrice se portaient garants de leur bonne tenue. Un « cobaye » a fait sauter le cadran de l'alcootest : il avait additionné vin rouge, vodka et bière.

» La palme de la sobriété revient à une boucherie dont seul le sous-directeur était ivre. Dans une autre boucherie, une cliente a été victime d'une crise cardiaque après avoir été injuriée par un vendeur ivre.

» Les caissiers sont les plus sobres pendant le service. Les plus gros buveurs sont les ouvriers de la manutention suivis des bouchers et des vendeurs de légumes (...). Il faudrait que les inspecteurs des ventes se chargent, non seulement d'empêcher que l'on gruge le client en lui rendant la monnaie ou en pesant ses marchandises, mais encore d'éliminer les relents d'alcool qui traînent dans nos magasins », conclut le journal.

la Repubblica

Quand la « volante » arrête la « rapide »

« On a arrêté l'autre nuit, en plein centre de Milan, raconte le quotidien *LA REPUBBLICA*, *cinq policiers qui venaient de dévaliser un passant, M. Antonio Barzan.*

» La patrouille de police volante « Europe », chargée de surveiller les cars de touristes dans ce quartier, est prévenue aussitôt par la victime. Ensemble, ils se mettent à l'affût. Peu de temps après, M. Barzan reconnaît ses agresseurs qui, derechef, présentent leur carte de gardiens de l'ordre public. Stupeur ! M. Antonio Barzan garde son sang-froid et confirme son accusation. Les malfaiteurs font en effet partie de la troisième brigade rapide. Ils sont, bien sûr, arrêtés, mais la « victime », qui assiste ainsi à l'interpellation de la « rapide » par la « volante », gardera l'impression de vivre dans un monde pour le moins confus. »

The New York Times

Mort du Womens'lib

Le M.L.F. japonais capitule.

Selon le *NEW YORK TIMES*, *« après cinq ans de batailles harassantes et de luttes contre le ridicule, qui peut jouer un rôle considérable dans le très conformiste Japon, le seul groupe de libération des femmes vient de fermer ses bureaux et a admis sa défaite devant un « sexisme » tout-puissant et le fossé des générations qui sépare les femmes désireuses de changement des autres.*

» Le coup de grâce a sans doute été les élections générales du 10 juillet au cours desquelles le Parti des femmes n'a obtenu que 0,4 % des suffrages.

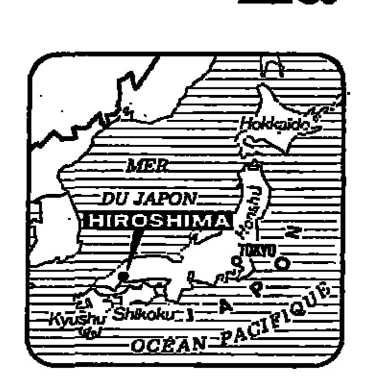
» J'ai grand-peur que la cause de la libération des femmes soit perdue au Japon, dit Misao Enoki, une pharmacienne de trente-deux ans, qui s'est battue en 1972 pour obtenir la légalisation des pilules anticonceptionnelles.

» Miss Enoki, qui a gardé son nom de jeune fille, bien qu'elle soit mariée à un médecin, M. Natsuo Kiuchi, avait passé un marché avec son mari qui lui a prêté l'équivalent de 38.000 dollars (185.000 francs) pour aider à financer la campagne électorale du parti des femmes.

» Miss Enoki va les lui rendre en se chargeant des tâches ménagères dans leur appartement de la banlieue de Tokyo. Mais M. Kiuchi, qui s'est rendu compte de l'importance de ces tâches pendant les absences de sa femme, a décidé de retirer 2.670 dollars du montant total de son prêt pour chaque mois de travaux ménagers. »

Lettre d'Hiroshima

La mémoire et le béton



La célébration du trente-deuxième anniversaire de l'explosion de la première bombe atomique lancée sur des hommes a été précédée à Hiroshima par des manifestations réunissant plusieurs centaines de pacifistes de toutes nationalités et quelques victimes de l'arme nucléaire. Une délégation soviétique participait à une conférence internationale tenue à cette occasion par différentes organisations privées. A l'ouverture de cette conférence, un membre du parti socialiste japonais a proposé, sans être suivi, que l'on proteste en particulier contre la dernière expérience nucléaire soviétique, qui aurait eu lieu le 26 juillet.

DOMINE par un gratte-ciel en construction, le Dôme de la bombe A paraît bien bas. Il s'agit pourtant de ce qui fut l'un des immeubles les plus imposants qui se dressaient dans la ville le 6 août 1945, au moment où le B-29 *Enola Gay* largua son engin de mort. On a donné ce nom de « dôme » aux ruines — les seules qu'Hiroshima ait conservées — de l'ancien office de promotion industrielle, qui résista en partie à l'explosion bien qu'il fût situé à proximité immédiate de l' « hypocentre ». L'édifice marque la séparation entre la ville nouvelle et le parc mémorial de la paix, un îlot, entre deux bras de la rivière Otha, qui fut complètement détruit et qui reste le seul lieu entièrement consacré au souvenir.

Passé le Dôme, il faut faire un effort d'imagination pour concevoir, dans le quartier adjacent, qu'on se trouve à l'endroit où périrent environ la moitié des quelque soixante-dix-huit mille personnes tuées sur le coup par le *Little Boy* (nom de code de la bombe). A quelques mètres de l' « hypocentre » présumé, la boutique Van Cornell, fréquentée par la jeunesse dorée, vend *« tous les habits en provenance des Etats-Unis »*, notamment les maillots de sport des étudiants de Berkeley. Plus loin, une boîte de strip-tease annonce un programme permanent. Entre ces deux commerces, une vaste allée piétonne bordée de magasins est parcourue par des milliers de chalands auxquels sont offerts tous les produits imaginables de la société de consommation.

Ce quartier, entièrement reconstruit, est à l'image du reste de la ville. Au début de la seconde guerre mondiale, la population d'Hiroshima était de quatre cent vingt mille habitants. Quand la bombe explosa, il n'y avait plus sur place, compte tenu des évacuations, qu'environ trois cent soixante-dix mille personnes, y compris les militaires, de nombreux éudiants venus ce jour-là pour creuser des coupe-feu en prévision des bombardements *« conventionnels »*, des Coréens enrôlés de force comme auxiliaires de l'armée japonaise et aussi des prisonniers de guerre américains, dont une vingtaine furent tués par l'arme atomique et quelques autres exécutés le lendemain par leurs gardiens rendus furieux, a révélé un ouvrage — *Enola Gay*, de Gordon Thomas — paru à Londres en juillet dernier.

Aujourd'hui, la ville compte près d'un million d'habitants. Elle est une des rares métropoles japonaises où le plan d'urbanisme — ordonné de chaque côté de l'avenue de la Paix, longue de près de 5 kilomètres — est à peu près rationnel. Le béton y est coulé sans arrêt ; de nouveaux immeubles remplacent déjà ceux construits dans la hâte après la guerre. Bureaux de grandes sociétés, au centre, usines d'automobiles, industries chimiques, chantiers navals, à la périphérie, emploient une main-d'œuvre qui a quitté les rivages de la mer intérieure pour s'établir dans une cité devenue par ailleurs un centre universitaire très actif.

Au cœur de la ville, souvent paralysée par les embouteillages, le Parc mémorial de la paix offre un calme et un air pur que les amoureux partagent avec les touristes. Les arbres et les pelouses ont meilleur aspect que les divers monuments — aux proportions d'ailleurs fort modestes pour un tel lieu. Pourtant destinée — une inscription le rappelle — à *« carillonner sa prière à 8 h 15 tous les matins, à la minute mortelle de l'explosion »*, une hideuse horloge — dont la marque, Seiko, est outrageusement visible — a été offerte en 1967 à la municipalité d'Hiroshima par l'International Lions Club. Sans les fleurs émouvantes qui sont posées à leur pied toute l'année et sans le babillage des centaines d'écoliers japonais en uniforme qui se font photographier devant eux, le Cénotaphe, le Monument de la flamme, la *Fontaine de la prière* et la *Statue de la mère et de son enfant dans la tempête*, disposés en différents points du parc, n'apparaîtraient que comme ce qu'ils sont : d'assez piètres réalisations dont le banal ciment n'a pas pris une bonne patine.

LE même ciment gris a été utilisé pour le musée consacré au jour où l'histoire de l'humanité a changé de perspective. La première chose que voit le visiteur — équipé d'un magnétophone portatif qui permet d'écouter des explications en six langues — est une photo grandeur nature de la bombe, un petit engin qui paraît décidément bien artisanal comparé aux *« ogives »* à charge nucléaire qu'on fait maintenant défiler pour les fêtes nationales. Il y a ensuite une immense maquette de ce qu'était encore la ville le 6 août 1945 au matin, des tableaux expliquant les raisons géographiques (une ville encaissée) et météorologiques (un ciel bleu) qui valurent à Hiroshima d'être *« choisie »*. Dans des vitrines, des vêtements portés par les victimes, des pierres éclatées sous l'effet de la pression, des métaux fondus sous celui de la chaleur, servent à illustrer des considérations techniques.

Bien qu'on les ait voulus *« hyperréalistes »*, des personnages de cire — une femme et ses enfants aux cheveux brûlés et à la peau tombant en lambeaux — paraissent bien *« distancés »* à côté des photos de grands blessés entassés dans les écoles et les casernes. Tout a été fixé sur la pellicule : le nuage atomique, vu du sol, arrivant au-dessus d'une maison deux minutes après l'explosion, les premiers gestes des rescapés et aussi les corps boursouflés où seul les yeux conservent quelque chose d'humain. Il y a une esthétique de l'horreur : on le constate en observant la fascination-répulsion qu'exercent sur les visiteurs les photos à la fois intrépides et léchées de Mitsuo et Yoshito Matsuhige ou de Shunkichi Kikuchi. La visite s'achève devant les marches de la banque Sumitomo (offertes au musée par cet établissement il y a quelques années), dont la pierre conserve l'ombre d'un corps humain qui a fait *« écran »* lors du passage du souffle de l'explosion, quand l'air était porté à 6 000 degrés.

A côté du musée, un bâtiment achevé en 1955, le Peace Memorial Hall, est utilisé pour des conférences et des expositions. On y projette cinq fois par jour un film constitué par des bandes d'actualités tournées lors de l'arrivée des premiers sauveteurs. A écouter le commentaire, on a l'impression que l'explosion a été une catastrophe naturelle. Il n'est fait que très évasivement allusion aux événements qui ont précédé le recours à l'arme nucléaire — l'entrée du Japon dans la guerre à des fins impérialistes — et aux hommes qui ont fabriqué cette arme, les Américains, alliés d'aujourd'hui.

Dès la fin des hostilités, neuf jours après l'explosion, des militaires américains furent envoyés à Hiroshima pour dispenser des soins médicaux, distribuer des secours alimentaires et, aussi, pour procéder à des mesures scientifiques. Le 6 août 1947, le général Douglas McArthur envoya un message de sympathie à la municipalité d'Hiroshima, qui avait organisé une cérémonie du souvenir. En 1951, quelques éléments des troupes américaines engagées dans le conflit coréen assistèrent même à un service religieux à Hiroshima, aux côtés d'enfants dont les parents avaient péri six ans plus tôt.

AUJOURD'HUI, il y a une majorité d'Américains parmi les étrangers qui veulent voir Hiroshima. Le livre *Hiroshima*, de John Hersey, prix Pulitzer, est en vente dans les grands hôtels de la ville. C'est peut-être le seul rappel du passé dans ces établissements dont les clients les plus nombreux sont des hommes d'affaires. Dans le Shinkansen, le train qui relie Tokyo aux grandes villes de l'île Honshu à deux cents kilomètres de moyenne horaire, des wagons entiers sont réservés aux écoliers venus en pèlerinage à Hiroshima avec leurs maîtres, mais les passagers adultes sont surtout des cadres en mission. Pour eux, et pour la plus grande partie de la population, qui s'y est établie récemment, Hiroshima est une ville comme les autres. Les *« choses de la vie »* ont repris le dessus aussi vite que les massifs et les arbres de l'avenue de la Paix.

Pourtant, certains habitants d'Hiroshima souffrent encore dans leur chair ; ils font partie — avec d'autres Japonais répartis dans tout le pays — des victimes de l'*« A Bomb Disease »* (la Maladie de la bombe A »), atteintes de *« tumeurs »* ou de leucémies attribuées aux radiations. A Hiroshima, dans les bâtiments de la commission des victimes de la bombe atomique, certains rescapés sont encore soumis à des examens ou soignés gratuitement en vertu d'une législation spéciale entrée en vigueur il y a seulement sept ans. Au musée, sur le tableau relatif aux pertes en vies humaines, un panneau mobile permet de remettre périodiquement à jour le nombre des victimes identifiées : quatre-vingt-neuf mille cent trente-quatre actuellement.

C'EST pour ces victimes et celles — presque aussi nombreuses — dont le corps n'a pas été reconnu qu'ont prié samedi, jour du trente-deuxième anniversaire de l'explosion, les chrétiens rassemblés dans la cathédrale de la Paix, achevée en 1954 grâce à une donation du gouvernement de Bonn, à l'initiative d'un jésuite allemand, lui-même blessé par l'explosion. Les bouddhistes, eux, ont chanté des hymnes religieux sur les rives de l'Otha, dont les eaux portaient des milliers de lanternes flottantes lancées pour « la cérémonie aux âmes » qui recommence chaque année au crépuscule du 6 août.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Les doryphores

(Suite de la page 7.)

Les paysans-montagnards, qui connaissent le prix de leur peine, commencent à en avoir assez. Ils vont finir par vous parquer dans vos réserves, vous qui les preniez pour des Indiens. Les barrières, les fils de fer barbelés, les pancartes menaçantes, ont proliféré comme la mauvaise herbe. *« Défense de cueillir les champignons ».* *« Défense de ramasser les escargots ».* Et même, depuis cette année : *« Défense de stationner dans le pré. »* Vous l'avez bien cherché. Les villageois de la haute vallée l'ont annoncé. Ils ne vous laisseront pas « aller aux myrtilles ». L'an dernier, de véritables commandos, armés de peignes, ont saccagé les plans, pour revendre (10 F le pot) les confitures, en ville. Non sans avoir, pour ce faire, traversé les champs de céréales, piétiné la luzerne, sillonné les blés encore verts.

Serez-vous contents lorsque cette terre de liberté sera réduite pour vous — qui ne savez plus marcher — à un ruban de bitume à parcourir en voiture entre deux rangées de clôtures hérissées d'interdits ? Car vous ne semblez pas comprendre. Au café du village, à l'heure de l'apéritif, on vous entend stigmatiser l'égoïsme de ces paysans qui veulent vous empêcher de « décheler » à l'aise. Savez-vous comment ils vous surnomment, les paysans ? *« Les doryphores ! »*

JEAN CONTRUCCI.

ORTHOGRAPHE

LA LETTRE A JOHN

AUX critiques innombrables adressées à notre enseignement, je voudrais ajouter une louange. Un regain d'intérêt se manifeste pour l'orthographe. « Alleluia ! » Il est temps. Si vous êtes las du bain estival, s'il pleut, si vous voulez vous amuser en vous cultivant entre amis, dictez la lettre ci-dessous que j'adressai, hier, à mon ami John. Vous vérifierez bien des Q. I. orthographiques.

Ainsi, cher John, vous allez traverser le pas de Calais et, quittant le Pas-de-Calais pour le Var, irez à travers des paysages dignes d'inspirer nos Corot — soit dit en passant, des Corots, j'aimerais bien que vous en accrochassiez aux murs de votre salon où ne sont qu'estampes obscènes.

Extravaguant, à mon habitude, je m'éloigne du sujet de la présente qui est de souhaiter au voyageur extravagant que vous êtes un bon séjour. Je vous souhaite de ne pas rencontrer sur votre route une loup-cerve ou de ces scolopendres résolues à vous imposer des urticaires grattées en vain et que les térébinthes les plus fournis en résine ne suffiraient à apaiser — autant attendre d'un buvard le reflet des sandaraques étalées ; de ne point connaître les amours vénales de gnomides exacerbées échappées à la vigilance des gardes-chasse de légende qui ignorent les garde-fous ; de n'avoir pas l'appât du gain, mais de vous laisser prendre aux appas de la volupté ; de ne pas contrarier la maréchaussée qui vous enverrait dans ses ergastules grillagés, de ne ressentir aucun des symptômes qui font le syndrome d'une maladie dont on n'atteint pas facilement les périodes espérés de la guérison ; et, puisque vous n'êtes pas affligé d'anorchidie, de n'avoir pas à consulter pour une épididymite aiguë blennorrhagique, ni pour une orchite scléro-gommeuse !

Mais je vous souhaite plutôt de profiter au mieux de notre belle France. De ses femmes énamourées ; de ses horizons évanescents ; de ses fabricants d'objets inutiles qui font les beaux souvenirs ; de ses vins inébriatifs ; de ses artisans fabriquant des cuillères en bois, des vierges en olivier ou des cendriers en chi lo sa ; de ses musées, muséums, pinacothèques, glyptothèques et autres promothèques où baient tant d'honnêtes familles devant des outils magdaléniens, des cothurnes folkloriques, des potiches aux reflets incarnats, des céramiques bleues, des tapis jaune paille, des plafonds bleu horizon, des manuscrits de Liszt, de Nietzsche ou de Mathieu Leclerc du Sablon, moins connu, des colachons à trois cordes, des cistres théorbés, des cabrettes, des ophicléides, des guesquels patagons, des fesses marmoréennes au pli inguinal de déesse callipyge, des bustes aux hypermasties pétrifiées, des satyres ithyphalliques qu'on dérobe au regard des nonnains effrayées, d'autres merveilles encore qui témoignent du génie et de la fantaisie humaine.

Je vous souhaite de traverser nos champs où ne sont plus, hélas ! les bleuets ; de chaparder aux pommiers des fruits protégés de la larve du carpocapse ; de savourer la paix des heures crépusculaires quand la cigale, opercules fermés, interrompt sa rhapsodie ; de découvrir, au hasard des festivals, un Eschyle oublié, un Shakespeare méconnu ; d'apprécier ces virtuoses que, l'an passé, j'ai entendus jouer et, par eux, les mélodies que j'ai entendu jouer. Quels hymnes vous chanterez à votre retour — et quelles hymnes, j'y songe tout à coup, vous pourrez entendre dans nos monastères.

Bon séjour, cher John. Perfectionnez-vous dans l'usage de notre langue — et, pour ce, n'écoutez pas trop la radio, choisissez précautionneusement votre journal indigène, n'hésitez pas à corriger l'autochtone que n'effraient pas les barbarismes. Et si un dégoût, une lassitude, une tristesse vous envahissait, n'oubliez pas que vous êtes au pays de la gastronomie. Comme dirait Prosper, consolez-vous en dégustant un cuisseau de veau ou un cuissot de sanglier.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

OBÉSITÉ ET JUSTICE

LA plupart des étrangers qui arrivent aux Etats-Unis sont frappés par le nombre des obèses. Partout, on voit des hommes et des femmes jeunes et énormes. D'une énormité que l'on voit rarement en Europe. Les obèses, là-bas, doivent facilement peser 100, 120, 150 kilos. Bras comme des jambons, triples mentons et bajoues, poitrines, estomacs et ventres monstrueux, fesses et cuisses prodigieuses. Tout est recouvert d'une fantastique couche de graisse.

Depuis des années, je me demandais comment ces obèses arrivaient à cette obésité-là. Je pense avoir trouvé un commencement de réponse l'autre jour à une cafétéria de l'aéroport Kennedy. Devant moi, une femme (trente ans environ, à peu près 1,55 mètre et à vue de nez 90 bons kilos) garnissait son plateau : un hot-dog dans un petit pain, une portion de frites, un gros morceau de poulet frit, une énorme salade « composée », deux tartes, une salade de fruits, deux verres de lait, une citronnade (synthétique), plus, probablement, de la mayonnaise ou de la sauce.

Après tout, il y a une certaine justice dans le monde de l'obésité.

YVONNE REBEYROL.

RADIO-TELEVISION

Samedi 6 août

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Show Machine ; 21 h. 30, Série : Sergent Anderson ; 22 h. 20, Ballets africains.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Dramatique : « les Caprices de Marianne », d'A. de Musset mise en scène J. Ardouin, avec M.-O. Grinevald, Y. Soucasse, B. Lanneau.

Enregistré au Festival de Pau, en 1976.

22 h. 5, Questions sans visage ; 23 h., Juke-box.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Série historique : Eleanor et Franklin. (Deuxième partie.)

La « saga » de la famille Roosevelt.

21 h. 30, Emission de l'INA : Le choc des cultures. (Deuxième partie : la Transamazonienne, de J.-Cl. Dussaux.)

FRANCE-CULTURE

20 h., Avignon ultra-son... Théâtre ouvert : « Le cheval qui se suicide par le feu », d'A. Gatti : 21 h., Documentaire ; 21 h. 30, Théâtre musical : A propos de « Marchand d'oublies, marchand de plaisirs », d'Aperghis ; 23 h. 5, Feuilleton : « Avignon, cœur de lion » ; 23 h. 30, Magnetic XII.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5, Ateliers d'enfants ; 20 h. 30, En direct du festival de Salzbourg : récital de chant Leontyne Price ; D. Garvey, piano (Haendel, Schubert, R. Strauss, Duparc) ; 23 h., Escales... La Thrace, avec l'Orchestre symphonique de la radio-télévision bulgare, direction V. Stefanov : En route avec E. Strauss ; 0 h. 5, Feuilleton : « les Fouleurs de paroles » ; 0 h. 10, Baissez les pianos, ou les artisans de la musique ; 0 h. 30, Les fêtes oubliées : la Norvège, la Hollande et la Finlande.

Dimanche 7 août

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Jeu : La bonne conduite ; 13 h. 35, Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 14 h. 15, Feuilleton : Guerre et Paix. (Le bal) ; 15 h. 10, Sports : Direct à la une ; 17 h. 10, Série : Pierrot la chanson ; 17 h. 40, Téléfilm : les Combattants du désert ; 19 h. 15, Les animaux du monde.

20 h. 30, FILM : UN CONDE, de Y. Boisset (1970), avec M. Bouquet, F. Fabian, J. Garko, M. Constantin, Rufus, A. Carrère, H. Garcin. (Rediffusion.)

Pour venger un jeune collègue tué par des gangsters, un inspecteur de police emploie des méthodes personnelles, violentes et illégales.

22 h. 5, Musique folklorique : Chœur national bulgare.

CHAINE II : A 2

15 h., Le cirque du monde : Circo Americano ; 15 h. 55, Téléfilm : Banjo Hackett ; 17 h. 30, Dessin animé ; 17 h. 45, Magazine de la magie Abracadabra, avec Majax ; 18 h. 55, Série : Shazzan ; 19 h., Sports : Stade 2.

20 h. 30, Jeux sans frontières ; 22 h., Feuilleton : La dynastie des Forsyte (rediffusion) ; 22 h. 50, Spectacle chorégraphique : Duo concertant, musique de Stravinski, par le New-York City Ballet.

CHAINE III : FR 3

20 h., Pour les jeunes : Lassie.

20 h. 30, L'homme en question : René Barjavel ; 21 h. 30, Aspects du court métrage français.

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle : A la découverte de Maurice Tourneur) : MAM'ZELLE BONAPARTE, de M. Tourneur (1942), avec E. Feuillère, R. Rouleau, M. Joyce, M. Pierry, G. de Sax, A. Clariond. (N.)

Sous le Second Empire, les amours de Cora Pearl, célèbre femme galante, maîtresse du cousin de Napoléon III, et d'un jeune aristocrate qui conspire contre l'empereur.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Disques ; 7 h. 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40, Disques ; 8 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., La musique et les mots : Beethoven ; 12 h. 45, Musique de chambre (Liadow, Katchatourian, P. Arma, poèmes hindous) ;

14 h., « Don Juan et Faust », de Christian-Dietrich Grabbe, avec D. Manuel, M. Creton, A. Cuny (rediffusion) ; 16 h. 5, Concert spirituel de Villefavard, en Limousin ; R. Tanbyeff, orgue ; A. Jodry et C. Bernard, violons (A. Raison, J.-M. Leclair, Ch.-M. Widor, B. Bartok, J.-S. Bach, S. Langlais) ; 17 h. 30, Anthologie insolite : « les Larmes de l'aveugle », de R. de Obaldia (rediffusion) ; 19 h. 15, « Grisélidis », de G. Courdupos et C. Perrault, mise en scène A. Vitez, avec C. Oudin, B. Bonvoisin, P. Gagneux, J.-P. Marchand, M. Courrèges et S. Sakkas

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, C'est dimanche ; 9 h. 2, La route des cadences : le Sud-Ouest ; 11 h., Une heure espagnole ; 12 h., En direct de Salzbourg... Concert Mozart, avec G. Fuchs et W. Schneiderhan ;

14 h., Les miroirs d'Anne : Schumann, Brahms, Liszt, Berg, Scriabine, Szymanowski, Beethoven, Ligeti ; 17 h., Musique au théâtre... « la Vie et l'Amour d'une femme », avec B. Le Sache : Schumann, Gluck, Mozart ; 19 h. 35, Jazz vivant ;

20 h. 30, En direct d'Aix-en-Provence... « Cosi fan tutte », de Mozart, par l'Orchestre de chambre anglais, dir. C. Mackerras, avec V. Masterson, S. Linderstrand, N. Burrowes, et la chorale E. Brasseur ; 0 h., Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Baissez les pianos, ou les artisans de la musique ; 1 h. 45, Couvre-feu.

Lundi 8 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Magazine : le Francophonissime ; 13 h. 35, Téléfilm : La justice de Simon l'Indien ; 18 h., Spécial jeunes ; 18 h. 20, Série : Les mystères de l'Ouest (rediffusion) ; 19 h. 45, Candide caméra.

20 h. 30, FILM : LE VOYAGE D'AMELIE, de D. Duval (1974), avec L. Chevalier, D. Duval, St. Bouy, M. Morel, H. Lasseron, J.-P. Delamour.

Une veuve n'a pas les moyens de faire transporter le corps de son mari dans le village de l'Allier où elle veut le faire enterrer. Pour 1 000 F, cinq loulous de banlieue convoient la veuve et le cercueil dans une camionnette volée.

22 h., Emission de l'INA : Chansons à boire, de Ph. Rivière.

Visite impressionniste d'une jeune auteur-réalisateur chez les habitants d'une lointaine banlieue parisienne.

CHAINE II : A 2

14 h. 55, Série britannique : Le monde en guerre ; 15 h. 45, Aujourd'hui, madame ; 16 h. 40, Série : Les grands détectives ; 17 h. 40, Documentaire : La vie des insectes. (La reine des termites) ; 18 h. 5, Dessins animés ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, Music-hall, de R. Pradines ; 21 h. 45, Documentaire : Drogué, mon ami, de R. Martin, réal. S. Cordier.

Une communauté d'anciens drogués en Haute-Garonne.

22 h. 40, Catch à quatre.

CHAINE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Le lièvre et la tortue ; 20 h., les Jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : MADAME X de D. Lowell Rich (1965), avec L. Turner, J. Forsythe, R. Montalban, C. Bennett, B. Meredith.

Chassée par sa belle-mère à la suite d'un scandale, une femme qui n'a plus ni nom ni famille sombre dans la déchéance. Elle se retrouve héroïne d'un procès où elle va être défendue par son propre fils, qui ignore son identité.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles », par C. Hudelot, P. Dupont ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Journal intime, par J. Peignot (rediffusion) ; à 8 h. 32, Les intellectuels et la politique ; 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les pérégrins d'autrefois... « Victor Jacquemont », avec J.-M. Fertey et F. Kanel ; « Aquarium », par J. Pivin ; 9 h. 30, Semaine canadienne ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps ; 12 h. 5, Agora ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Entretiens avec Jacques Février ; 14 h., « la Guerre et la Paix », de Tolstoï, adaptation G. Govy, musique d'Ivan Semenoff, réalisation R. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... ; 17 h. 32, Entretiens avec Ivan Wyshnegradsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne : un musée, un chef-d'œuvre ; 19 h. 30, Feuilleton : Une certaine France de mon grand-père... « la Becquée », de R. Boylesve, adaptation M. Ricaud, avec L. Lemercier, L. Delamare, M. Barbulée ;

20 h., Mélodrames : « Dame patronesse et... pécheresse ou le martyre de l'ouvrière », par M. Sarfati, avec R. Varte, J.-P. Coquelin, M. Sarfati, réalisation B. Horowicz (rediffusion) ; 21 h., Les grands concerts de la Sorbonne au Musée d'art moderne, direction A. Myrat, J.-M. Loisel, soliste, J. Chassaing, violon, C. Bailly, piano (M. Elsler, J. Richier, C. Bailly, N. Skalkottas) ; 22 h. 30, Entretiens avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence : Le langage et le vide.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Summertime ; 9 h. 2, Points cardinaux... « l'Ouest » : œuvre de Purcell ; 10 h., Cicerenella : « la Santa Allegrezza », musique populaire italienne ; 10 h. 30, Schubert ; 12 h., La chanson : « Hecho, foito America » ; 12 h. 35, Sélection concert ; 12 h. 40, Jour « J » de la musique ;

13 h., Les classiques du jazz ; 13 h. 30, Musique à la lettre : courrier des auditeurs ; 14 h., Paysages d'estive, par J.-F. Hirsch : Bomarzo, A. P. de Mandiargues ; 16 h. 2, Le livre des mesIanges... l'orgue : œuvres de Ximenes, Guanni, Bach, Haendel, Saint-Saëns ; musique française ; paysages parisiens ; 18 h. 2, Ecoute : actualité musicale et musique vivante ; 19 h., Jazz ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Jeunes solistes ;

20 h. 30, Les voyages de M. Cellier... des Alpes au Caucase : les virtuoses roumains ; 21 h., Echanges internationaux... Orchestre symphonique de la radio bavaroise, direction R. Kubelik : « Symphonie concertante, K. 297 » ; « Clémence de Titus » (ouverture) ; « Rondo, K. 617 » ; « Danses » de l'année 1791 (Mozart) ; 23 h., Escales... en Tchécoslovaquie, avec l'Orchestre symphonique de Bamberg, le Brno State Philharmonic Orchestra, l'Ensemble Sluk, l'Orchestre philharmonique de Londres : Dvorak, Smetana, Janacek ; 0 h. 5, Feuilleton : « les Fouleurs de paroles » ; 0 h. 10, Hommage à John Coltrane ; 1 h., Verbe.

Mardi 9 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Le francophonissime ; 13 h. 45, Feuilleton : Lucien Leuwen, de Cl. Autant-Lara, d'après Stendhal (première partie) ; 18 h., Spécial jeunes ; 18 h. 15, Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 45, Candide caméra.

20 h. 30, Série documentaire : Au-delà de l'horizon (Dumont d'Urville), d'A. Bombard et J. Floran ; 21 h. 25, Variétés : Longue distance (avec Robert Charlebois).

22 h. 25, Les grandes expositions : L'Amérique vue d'Europe, réal. J. Plessis, commentaire P. Rosenberg et E. Walter.

CHAINE II : A 2

15 h., Série britannique : Le monde en guerre ; 16 h., Aujourd'hui, madame ; 16 h. 45, Série : L'homme à la valise ; 17 h. 36, Documentaire : La vie des insectes (Le peuple belliqueux des termites, réal. G. Calderon) ; 18 h., Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran, FILM : COMMENT VOLER UN MILLION DE DOLLARS, de W. Wyler (1966), avec A. Hepburn, P. O'Toole, Ch. Boyer, H. Griffith, E. Wallach (rediff.).

La fille d'un faussaire parisien demande à un (faux) gentleman cambrioleur de voler une fausse statuette de Cellini imprudemment prêtée par son père à un musée national, et qui va être soumise à une expertise.

Vers 22 h., débat : Les voleurs d'œuvres d'art.

Avec MM. G. Carandente, inspecteur général au ministère des biens culturels à Rome ; J. Chatelain, ancien directeur des musées de France ; J. de Cailleux, historien ; R. Granier, commissaire divisionnaire au département des objets volés ; F. Gentile, directeur de la Fédération des compagnies d'assurances ; J. Lelièvre, président honoraire de la Chambre nationale des commissaires priseurs ; Paul de la Panouse, collectionneur ; le colonel Prouteau, chef du Service techniques de recherches judiciaires et de documentation à la Gendarmerie nationale.

CHAINE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Le club d'Ulysse et Carroyage ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : LA FUREUR DES HOMMES, de H. Hathaway (1958), avec D. Murray, D. Varsi, C. Wills, D. Hopper, R. G. Armstrong (rediff.).

Un éleveur de chevaux lance des tueurs à la poursuite d'un jeune homme qu'il rend responsable de la mort de ses fils.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » ; 8 h., Les chemins de la connaissance (rediffusion)... Journal intime ; à 8 h. 32, Les intellectuels et la politique ; à 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les Pérégrins, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 9 h. 30, Semaine canadienne, par R. Itier ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps ; 12 h. 5, Agora ; 12 h. 45, Panorama, avec R. Mandrou ;

13 h. 30, Entretiens avec Jacques Février ; 14 h., « Guerre et Paix », d'après Tolstoï, réal. R. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Magazine international ; à 15 h. 25, Poèmes de Kabylie ; à 15 h. 35, Beyrouth ; à 16 h. 35, En direct avec E. Le Roy Ladurie ; 17 h. 30, Entretiens avec I. Wyschnegradsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « la Becquée », de R. Boylesve, adapt. M. Ricaud, réal. E. Fremy ;

20 h., Dialogues : L'action culturelle : qui fait quoi ? avec Joël Dragutin et Hugues de Varine ; 21 h. 30, Œuvres de Janacek, par M. Cadieu ; 22 h. 30, Entretiens avec F. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Summertime ; 8 h. 2, Points cardinaux... « l'Ouest », par D. Lemery et E. Elgar ; 10 h., Cicerenella : musique populaire italienne ; 10 h. 30, Schubert, par J.-P. Derrien ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jour J de la musique ; 13 h., Les classiques du jazz ;

13 h. 30, Musique à la lettre ; 14 h., Paysages d'estive ; 16 h. 2, Livre des meslanges... Métamorphoses instrumentales : C.P.E. Bach, Brahms, Bartok, M. Ohana, Cl. Ballif, Berlioz, Chopin ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz ; 19 h. 45, Jeunes solistes : Schubert, Liszt, Messiaen, Fauré ;

20 h. 30, Les voyages de M. Cellier... Des Alpes au Caucase : Le mystère des voix bulgares, par M. Cellier ; 21 h., En direct du Festival de Salzbourg... Récital Gidon Kremer et Tatiana Grindenko, violons : « Vier Duos » (Leopold Mozart), « Duo opus 95 n° 2 Hob VI n° 3 » (Haydn), « Elegie pour violon solo » (Stravinski), « Duosonate » (Prokofiev), « Cinq contredanses K 609 » (Mozart) ; 23 h. 15, Take the colt trane ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles : feuilleton musical ; 0 h. 10, Concert de minuit : Amar Nath.

Mercredi 10 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, le Francophonissime ; 13 h. 35, Feuilleton : Lucien Leuwen, de Cl. Autant-Lara, d'après Stendhal. (Deuxième partie) ; 18 h., Spécial jeunes ; 18 h. 15, Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 47, Candide caméra.

20 h. 30, Série policière : Désiré Lafarge et ce cher Alfred, d'A. Franck, P. Billard et J.-P. Gallo.

22 h., Arts : Carpeaux, inconnu célèbre.

Portrait d'un des grands sculpteurs du dix-neuvième siècle.

CHAINE II : A 2

15 h., Série britannique : Le monde en guerre ; 16 h., Aujourd'hui, madame ; 16 h. 51, Série : Bonanza ; 17 h. 35, Documentaire : la vie des insectes. (Guêpes et abeilles, de G. Calderon) ; 18 h. 4, Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, Série américaine : Un shérif à New-York ; 21 h. 55, Magazine d'actualité : Question de temps.

Débat sur la social-démocratie, avec MM. Georges Sarre, conseiller de Paris (P.S.), et Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, vice-président du parti radical.

CHAINE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Le lièvre et la tortue et Carroyage ; 20 h., les Jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : LE CRI DE LA VICTOIRE, de R. Walsh (1955), avec V. Heflin, A. Ray, M. Freeman, N. Olson, J. Whitmore, T. Hunter. (Rediffusion.)

Pendant la deuxième guerre mondiale, la vie de jeunes « marines » américains dans un camp d'entraînement et au cours des opérations militaires du Pacifique.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » ; 8 h., Les chemins de la connaissance (rediffusion)... La civilisation de la main ; à 8 h. 32, Les intellectuels et la politique ; à 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les Pérégrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 9 h. 30, Semaine canadienne, par R. Itier ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 5, Agora ; 12 h. 45, Panorama : le Tibet ;

13 h. 30, Entretiens avec... Jacques Février ; 14 h., « Guerre et Paix », d'après Tolstoï, réalisation R. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... magazine international ; à 15 h. 25, Conte du Maroc ; à 15 h. 35, Le sérigraphe ; à 16 h. 35, En direct avec... E. Le Roy Ladurie ; 17 h. 30, Entretiens avec I. Wyschnegradsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne, par F. Leyritz ; 19 h. 30, Feuilleton : « la Becquée », de R. Boylesve, adaptation M. Ricaud, réalisation E. Frémy ;

20 h., La création musicale contemporaine aux Etats-Unis, par R.-B. Reynaud (les voies de la création) ; 22 h. 30, Entretiens avec... F. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Summertime ; 9 h. 2, Points cardinaux : l'Ouest ; 10 h., Cicerenella : musique populaire italienne ; 10 h. 30, Schubert ; 12 h., La chanson ; 12 h. 10, Jour « J » de la musique ;

13 h., Les classiques du jazz ; 13 h. 30, Musique à la lettre ; 14 h., Paysages d'estive... « les Destinations-Modes : musique des lieux évoqués » ; 16 h. 2, Livre des meslanges ; métamorphoses instrumentales... la guitare : Vivaldi, Ohana, Villa-Lobos, A. Weber, J.-C. Eloy, Liszt, Saint-Saëns ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45 Jeunes solistes ;

20 h. 30, Les voyages de M. Cellier... « Des Alpes au Caucase » : Fanfares aksak de Bulgarie ; 21 h., Festival de Salzbourg : « Don Juan » (Mozart), par les Chœurs et l'Orchestre philharmonique de Vienne, direction Karl Boehm, avec S. Milnes, J. Macurdy, A. Tomowa-Sintow, P. Schreier, E. Mathis ; 0 h. 5, « les Fouleurs de paroles », feuilleton musical ; 0 h. 10, Les beaux dires, par O. Bernager ; 1 h. 15, Take the colt trane.

Les écrans francophones

Lundi 8 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., America ; 21 h., *Jicop le proscrit*, film de H. Levin.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Les rues de San-Francisco ; 20 h. 55, Les jeux de l'été ; 21 h. 5, *Fric-Frac en dentelles*, film de G. Radot.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, De sang-froid ; 22 h. 15, L'art du Zaïre. — R.T.Bis : 19 h. 50, Arsène Lupin ; 21 h. 5, A la recherche du bonheur.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 20, Cirques du monde ; 21 h. 15, Les grandes batailles du passé.

Mardi 9 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Haute tension ; 21 h., *Johnny Banco*, film de Y. Allegret.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Michel Strogoff ; 20 h. 55, Jeux ; 21 h. 05, *la Route est ouverte*, film de H. Watt.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Les sentiers du monde ; 20 h. 50, *Bouquet de ronces* ; 22 h., Dossier F.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., A chacun son tour ; 20 h. 20, Splendeurs et misères des courtisanes ; 21 h. 20, En direct avec : 22 h. 20, *l'Impératrice rouge*, film de J. von Sternberg.

Mercredi 10 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Les incorruptibles ; 21 h., *l'Affaire Mirella*, film de G. Vari.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Brigade spéciale ; 20 h. 55, Jeux ; 21 h. 05, *le Château de verre*, film de R. Clément.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, La justice du Seigneur ; 21 h. 05, Jeux sans frontières.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 05, Jeux sans frontières ; 21 h. 25, Petula Clark.

Jeudi 11 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Histoire du cinéma français ; 21 h., *Qui êtes-vous inspecteur Chandler*, film de M. Lupo.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., L'immortel ; 20 h. 55, Jeux ; 21 h. 05, *Tick... Tick... Tick... et la violence explose*, film de R. Nelson.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, *la Poussière, la Sueur et la Poudre*, film de D. Richards.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., A chacun son tour ; 20 h. 20, Alain Coles ; 21 h. 10, Collage ; 21 h. 40, Faits divers.

Vendredi 12 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Toma ; 21 h., *le Destin d'un homme*, film de S. Bondartchouk.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Regan ; 20 h. 55, Les jeux de l'été ; 21 h. 05, *Comme un cheveu sur la soupe*, film de M. Regamey.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Serpico ; 20 h. 40, La guerre secrète ; 22 h., *Louisa mon amour*, film de P. Collet et P. Drouot. — R.T.Bis : 19 h. 50, *Soudain l'été dernier*, film de J.-L. Mankiewicz.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., A chacun son tour ; 20 h. 20, La famille Grossfelder ; 21 h. 55, Félix Leclerc.

Samedi 13 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Les rues de San-Francisco ; 21 h., *Ali Baba et les Quarante Voleurs*, film de J. Becker.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Gunsmoke ; 21 h. 05, La bulle ; 21 h. 15, *Quand les vautours ne volent plus*, film de H. Watt.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, La vie secrète des animaux ; 20 h. 15, *Au risque de se perdre*, film de F. Zinnemann ; 23 h. 50, De mémoire d'homme.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 05, A vos lettres ; 20 h. 30, A corps perdu ; 21 h. 55, Jean-Pierre Ferland ; 22 h. 45, Football.

Dimanche 14 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Le secret des Flamands ; 21 h., *l'Invitation*, film de Cl. Goretta.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 10, Nouvelles de H. James ; 21 h. 05, Jeux ; 21 h. 10, *Mollenard*, film de R. Siodmak.

TELEVISION BELGE : 20 h., Cirques du monde ; 20 h. 50, *le Grand Amour de Balzac* ; 22 h., Marcel Jouhandeau.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 55, Spécial cinéma ; 22 h. 05, Musica Helvetica.

Lundi 15 août

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., America ; 21 h., *la Chaîne*, film de S. Kramer.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Les rues de San-Francisco ; 20 h. 55, Jeux ; 21 h. 05, *l'Habit vert*, film de R. Richebé.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Detective Story, dramatique de S. Kingsley ; 22 h. 15, Arts du Zaïre. — R.T.Bis : 19 h. 50, Arsène Lupin ; 20 h. 40, Savoir-vivre ; 21 h. 05, Civilisations.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., A chacun son tour ; 20 h. 20, Cirque du monde ; 21 h. 15, Les grandes batailles du passé : Tannenberg ; 22 h. 15, Livres pour l'été.

D'une chaîne à l'autre

• « L'EXPERIMENTATION ANIMALE » : *des souffrances inutiles ?*

Après l'émission consacrée par le magazine « l'Evénement » à « l'expérimentation animale », le 28 juillet sur TF 1 (le Monde *du 30 juillet), Mme Marie-Catherine Dutilloy-Detrez nous a adressé la lettre suivante :*

D'après les statistiques venues d'Angleterre (pays où l'on est tenu de donner des chiffres), 85 % des animaux ne sont pas anesthésiés. Imaginez ces millions de chiens, de chats et animaux de toute sorte, opérés, brûlés, gazés, cousus deux par deux, etc., sans aucune anesthésie et jusqu'à ce que mort s'ensuive (ce qui peut mettre des mois, parfois des années) (...).

Non, nous ne le supporterons pas (...). Nous ne pourrons, dans l'immédiat, stopper net toutes ces horreurs. Trop d'intérêts, financiers, de prestige, sont en jeu. Mais nous pourrons limiter : par exemple, exiger que des surveillants puissent pénétrer à l'improviste et à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, afin de dénoncer les abus, les souffrances inutiles, les interventions superflues, etc. Regroupons-nous. Organisons-nous.

• « L'APPEL DE L'OR » : Pour un cheval martyrisé

Plusieurs associations de défense des animaux ont protesté auprès de M. Jean Cazeneuve, président de TF 1, avant la projection du premier épisode de « l'Appel de l'or », série allemande de quatre émissions adaptées des récits de Jack London et mises en scène par un réalisateur roumain, Serge Nicolaescu. Un cheval a été, en effet, martyrisé pour les besoins du tournage en 1975 : l'animal a été précipité vivant d'une hauteur de 10 mètres puis assommé à coups de masse et enfin achevé de deux balles dans la tête. L'affaire avait soulevé une vive émotion en Allemagne fédérale.

Le film a été diffusé jeudi soir, mais la séquence incriminée a été purement et simplement supprimée.

RADIO-TELEVISION

Jeudi 11 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, le Francophonissime ; 13 h. 45, Feuilleton : Lucien Leuwen, de Cl. Autant-Lara, d'après Stendhal. (Troisième partie) ; 18 h., Spécial jeunes ; 18 h. 25, Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 47, Candide caméra.

20 h. 30, Série : L'appel de l'or (d'après J. London, adapt. W. Ulbrich) ; 21 h. 47, Musique : Bel canto (Pierre Dural).

CHAINE II : A 2

15 h., FILM : REMONTONS LES CHAMPS-ELYSEES, de S. Guitry (1938), avec S. Guitry, J. Delubac, L. Lanvin, L. Baroux, P. Mingand, M. Parely, L. Allibert, E. Drain. (N., rediffusion).

En 1938, un instituteur raconte à ses élèves la vie pittoresque de ses ancêtres.

16 h. 45, Documentaire : Cariba ! Cariba ! (Trois Français chez les Indiens d'Amazonie, de H. Tissandier) ; 17 h. 38, Documentaire : La vie des insectes. (La vie dans la ruche, de G. Calderon) ; 18 h., Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, Opéra : « Cosi fan tutte », de Mozart. Avec G. Thesmar, K. Skram, F. Araiza, V. Masterson, S. Lindenstrand, G. Bacquier, N. Burrowes, l'English Chamber Orchestra (dir. Ch. Mackerras) et la Chorale E. Brasseur (dir. Cath. Brilli) au Festival d'Aix-en-Provence.

CHAINE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : le club d'Ulysse et Carroyage ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cycle cinéma français 1968-1976) : LA PROMESSE, de P. Feyder (1969), avec J. Bisset, G. Pascal, J.-F. Maurin, P. Zimmer, M. Porel.

La passion éperdue d'un garçon de onze ans (orphelin) pour une jeune Anglaise venue passer quelque temps dans la propriété de son oncle.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » ; 8 h., Les chemins de la connaissance (rediffusion)... La civilisation de la main ; à 8 h. 32, Les intellectuels et la politique ; à 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les Péregrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 9 h. 30, Semaine canadienne, par R. Itier ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 5, Agora, par H. Tournaire ; 12 h. 45, Panorama, à propos de R. de La Bretonne ;

13 h. 30, Entretiens avec J. Février ; 14 h., « Guerre et Paix », d'après Tolstoï, réal. R. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Magazine international ; à 15 h 25, Poèmes d'Amihai ; à 16 h. 35, En direct avec J. Lassaigne ; 17 h. 30, Entretiens avec : Wyschnegradsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « la Becquée », de R. Boylesve, adapt. M. Ricaud, réal. E. Fremy ;

20 h., Lorenzaccio, d'A. de Musset. Réal. G. Peyrou, avec J.-G. Nordmann, B. Fresson, A. Ferjac ; 22 h. 30, Entretiens avec F. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Summertime ; 9 h. 2, Points cardinaux : « l'Ouest », avec G. Gershwin ; 10 h., Cicerenella : Musique populaire italienne ; 10 h. 30, Schubert ; 12 h., La chanson ; 12 h. 10, Jour J de la musique ;

13 h. 30, Musique à la lettre ; 14 h., Paysages d'estive : Les quatre figures du libertinage : Monteverdi et Mozart sous le regard de Laclos, Barthes et Vailland ; 16 h. 2, Le livre des meslanges, métamorphoses instrumentales... Le hautbois : Beethoven, Britten, Takemitsu ; Musique française : Boucourechliev ; Paysages parisiens : Delibes, Berlioz, Chopin ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Jeunes solistes ;

20 h. 30, Les voyages de M. Cellier... « Des Alpes au Caucase » : La Grèce musicienne ; 21 h., Festival de Royan... Extraits du concert du 6 avril 1977, avec l'Orchestre symphonique de Baden-Baden, dir. E. Bour et P. Stoll : « Elégie à la mort de trois poètes espagnols » (Halffter), « Che » (Hespos) ; 22 h. 15, Take the colt - trane ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Les beaux dires ; 1 h. 15, Brève, par E. Dietlin.

Vendredi 12 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Le francophonissime ; 13 h. 35, Feuilleton : Lucien Leuwen, de Cl. Autant-Lara, d'après Stendhal (quatrième partie) ; 18 h., Spécial jeunes ; 18 h. 20, Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 45, Candide caméra.

20 h. 30, Au théâtre ce soir : « La mariée est trop belle », de M. Duran, avec Cl. Nicot, H. Duc, D. Lecourtois, M. Mauclair.

Une jeune femme qui s'ennuie décide de partir avec un amant. Mais c'était sans compter sur le cousin, la mère, et le mari...

22 h. 25, Allons au cinéma.

CHAINE II : A 2

15 h., Série britannique : Le monde en guerre ; 16 h., Aujourd'hui, madame ; 16 h. 51, Série : L'homme à la valise ; 17 h. 40, Documentaire : La vie des insectes (Le comportement des papillons, de G. Calderon) ; 18 h. 6, Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, Feuilleton : La chasse aux hommes, de L. Iglesis, d'après P. Vialar (premier épisode) ; 21 h. 35, Littéraire : Ah ! vous écrivez, de B. Pivot.

Avec Mme G. Dormann (« Mickey l'Ange »), MM. J. Perry (« les Fruits de la passion »), J. Brenner (« la Rentrée des classes »).

22 h. 30, Sports : Super-stars.

CHAINE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Histoire de France et Carroyage ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Magazine vendredi : L'inné et l'acquis (quatrième partie : L'homme et l'immortalité, enquête de C. Lamour, réal. D. Page).

Eterniser l'amour du couple, avoir des enfants, s'attacher à faire vivre une culture, bâtir, créer, l'homme a peur de la mort, l'homme veut « durer ».

21 h. 30, Documentaire : Planètes indigènes, planète Baroya, réal. Yan Dunlop, version française de M. Godelier et M. Tréguer.

Vie quotidienne d'une tribu de la Nouvelle-Guinée australienne.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » ; 8 h., Les chemins de la connaissance (rediffusion)... la civilisation de la main ; à 8 h. 32, Les intellectuels et la politique ; à 8 h. 50, En étrange pays ; 9 h. 7, Les Pérégrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 9 h. 30, Semaine canadienne, par R. Itier ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 5, Agora, par H. Tournaire ; 12 h. 45, Panorama, avec B. Henry et M. Cordelier ;

13 h. 30, Entretiens avec... J. Fevrier ; 14 h., « Guerre et Paix », d'après Tolstoï, réalisation R. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... magazine international ; 15 h. 25, Contes indochinois ; à 15 h. 35, L'arbre et ses racines ; à 16 h. 35, En direct avec J. Lassaigne ; 17 h. 30, Entretiens avec Wyschnegradsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « la Becquée », de R. Boylesve, réalisation E. Frémy, adaptation M. Ricaud ;

20 h., Fernand Deligny, par F. Estebe et J. Couturier ; 21 h. 30, Musique de chambre (Poulenc, Schumann, Mendelssohn) ; 22 h. 30, Entretiens avec... F. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence, par E. Driant.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Summertime ; 9 h. 2, Points cardinaux... « l'Ouest » : Villa-Lobos ; 10 h., Cicerenella : musique traditionnelle italienne ; 10 h. 30, Schubert ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jour « J » de la musique ;

13 h., Les classiques du jazz ; 13 h. 30, Musique à la lettre ; 14 h., Paysages d'estive : « Voyage autour du monde par la frégate du roi « la Boudeuse », de Bougainville ; 16 h. 2, Livre des meslanges, métamorphoses instrumentales... le violon : Bach, Haydn, Prokofiev ; Musique française : A. Banquart, A. Duhamel ; paysages parisiens : Wagner, Liszt, Chabrier ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Ateliers d'enfants ;

20 h. 30, Escale en Bulgarie : E. Strauss, P. Vladigerov, G. Kostov, E. Strauss ; 21 h. 20, Festival de Vienne 1977... Chœurs et Orchestre symphonique de Vienne, direction C.-M. Giulini : « Requiem » (Verdi), avec K. Ricciarelli, B. Fassbaender, J. Carreras ; 23 h. 30, Les voyages de M. Cellier... « Des Alpes au Caucase »... Du Bosphore au mont Ararat : musiques d'Anatolie, d'Arménie et d'U.R.S.S. ; 0 h. 5, « Les fouleurs de paroles » ; 0 h. 10, « Oh, les beaux dits », par O. Bernager.

Samedi 13 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 20, le Francophonissime ; 13 h. 35, Danse : Ballet Goyescas ; 14 h. 15, Restez donc avec nous ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 43, Candide caméra.

20 h. 30, Variétés : Le temps des chansons ; 21 h. 30, Série : Sergent Anderson ; 22 h. 20, La musique est à tout le monde : Liszt, Vivaldi, par l'Orch. symphonique et l'Orch. de chambre de la Garde républicaine, dir. R. Boutry.

CHAINE II : A 2

14 h. 45, Journal des sourds et des mal-entendants ; 15 h., Série : L'aube de l'histoire. (Les guerriers du bronze, rediffusion) ; 15 h. 55, Sports ; 17 h. 10, Des animaux et des hommes ; 18 h. 5, La télévision des téléspectateurs en super-8 ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, Dramatique : « la Dame de la mer », 22 h. 5, Questions sans visage ; 23 h., Jazz : Spécial Benny Carter, par J.-Ch. Averty.

Du 17 au 27 juillet 1975 se tenait la Grande Parade du jazz dans les arènes de Cimiez, à Nice.

CHAINE III : FR 3

19 h. 40, Pour les jeunes : Le lièvre et la tortue et Carroyage ; 20 h., Magazine du cheval : Cavalcade.

20 h. 30, Série historique : Eleanor et Franklin. (Troisième partie.)

21 h. 30, Emission de l'INA : Le choc des cultures. (Troisième partie : la guerre de pacification en Amazonie.)

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » ; 8 h., Les chemins de la connaissance (rediffusion)... L'esprit de la main ; à 8 h. 32, Maya ou l'amour naissant ; 9 h. 7, L'Afrique de l'Est, par E. Laurent ; 11 h. 2, Musique ; 12 h. 5, Le pont des arts : avec Jean Helion ; à 12 h. 45, A propos de la pataphysique ;

14 h., Reflets de l'Amérique latine, par L. Mizon, avec S. Sarduy, J.-M. Goulemot, J.-M. Benoist ; 16 h. 20, Le flûtiste F. Bruggen ; 17 h. 30, Rencontres québécoises internationales des écrivains (les littératures nationales) ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 25, Lettres du Québec, par A. Major ;

20 h., Théâtre ouvert : « la Gangrène », de D. Lemahieu. Réal. J.-P. Colas ; 21 h. 55, Ad lib ; 22 h. 5, Rétrospective de quelques fugues du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Puisque c'est ainsi : « Je ne vais jamais le quitter », par G. Baroux ; 8 h., Autour de deux cantates de Bach ; 10 h. 2, Musiciens amateurs et chasseurs de son ; 10 h. 30, Les classiques favoris : Haydn, Mozart, Brahms ; 12 h. 35, La chanson ; 13 h., Jazz : Paul Witheman ;

14 h. (jusqu'à 20 h.), Au pays des Maringouins, émission de R. Pfeiffer, M. Lecœur ; à 14 h. 10, En dents de scie : Petite histoire érotique de la musique ; 15 h., Traverso, par J. Drillon ; 15 h. 30, Festival de Salzbourg 1977... Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Lorin Maazel, avec L. Rose, violoncelle : « Don Quichotte », variations fantastiques sur un thème de caractère chevaleresque opus 35 » (Strauss), « Symphonie n° 2 en ut majeur opus 61 » (Schumann) ; 17 h., Tango-Tango, avec C. Caceres, en direct du studio 118 ; 17 h. 45, Portrait d'un jeune interprète hongrois : Istvan Matuz, flûte ; 18 h. 30, « le Miroir et le Hibou », conte musical de Philippe Leroux ; 19 h., Jeunes solistes ;

20 h. 5, Ateliers d'enfants ; 21 h., Festival de Salzbourg 1977... Récital de piano Krystian Zimmerman : « Ballade n° 3 en la bémol majeur opus 47 », « Scherzo n° 2 en si bémol mineur opus 31 », « Polonaise en mi bémol majeur », « Sonate en si mineur opus 58 » (Chopin) ; 23 h. 30, « Baissez les pianos », ou les artisans de la musique, par R. Brana ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Concert de minuit : Festivals d'Europe... Bregenz, Prague et Varsovie.

Dimanche 14 août

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Jeu : La bonne conduite ; 13 h. 35, Jeu : L'homme qui n'en savait rien ; 14 h. 10, Série : « Guerre et Paix » (sixième partie : Natacha), prod. B.B.C. ; 15 h. 35, Sports : Direct à la une ; 17 h. 15, FILM : MA POMME, de M.-G. Sauvajon (1950), avec M. Chevalier, S. Desmarets, V. Norman, J. Marken, J. Wall. (N., rediffusion.)

Un clochard surnommé « Ma pomme » est l'un des quatre héritiers d'une grosse fortune. Il est le seul auquel l'argent ne fait pas perdre la tête.

18 h. 55, Candide caméra ; 19 h. 15, Les animaux du monde.

20 h. 30, FILM : LE SECRET DE SANTA-VITTORIA, de S. Kramer (1969), avec A. Quinn, A. Magnani, V. Lisi, H. Kruger, S. Franchi.

En 1943, dans un village de Toscane, un cabaretier, nommé maire à la chute de Mussolini, fait dissimuler les réserves de vin de la coopérative — la richesse du pays — lorsque arrivent les Allemands.

22 h. 40, Concert : « Concerto pour violoncelle », de Schumann.

CHAINE II : A 2

15 h., Le cirque du monde : Le cirque Bush-Roland ; 16 h., Téléfilm : « les Nouvelles Filles de Joshua Cabe » ; 17 h. 13, Aventures : Désert rouge du Kalahari ; 17 h. 38, Chanteurs et musiciens des rues ; 17 h. 45, Magazine de la magie : Abracadabra, avec Majax ; 18 h. 35, Série : Shazzan ; 19 h., Sports : Stade 2.

20 h. 30, Jeux sans frontières ; 21 h. 55, Feuilleton : La dynastie des Forsyte (rediff.) ; 22 h. 50, Chefs-d'œuvre en péril : Les châteaux de Bourgogne, de P. de Lagarde et Ch. de Saint-Maurice.

CHAINE III : FR 3

20 h. 5, Pour les jeunes : Lassie.

20 h. 30, L'homme en question : Le photographe Lucien Clergue ; 21 h. 30, Aspects du court métrage français.

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle : A la découverte de Maurice Tourneur) : LA MAIN DU DIABLE, de M. Tourneur (1943), avec P. Fresnay, J. Gaël, Palau, N. Roquevert, P. Larquey, D. de Sax (N.).

Un peintre raté acquiert, pour un sou, une main momifiée, talisman qui lui procure gloire, fortune et amour. Mais il a contracté, sans le savoir, une dette avec le diable.

FRANCE-CULTURE

7 h. 15, Horizon, magazine religieux ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; de 8 h. à 11 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., La musique et les mots, par R. Stricker (Mozart) ; 12 h. 45, Musique de chambre (Beethoven, Haug, Petrassi, Haydn) ;

14 h., Chatterton, d'A. de Vigny. Avec F. Marthouret, M. Borgeaud, J. Davy, réalisation E. Cramer (rediffusion) ; 16 h. 5, Concert par l'Ensemble de l'Intercontemporain (Carter, Xenakis, Boesmans, Messiaen) ;

17 h. 30 à 23 h. 55 ; à 17 h. 30, Anthologie insolite : G. Ribemont-Dessaigne (rediffusion) ; 19 h. 15, Les opéras français : les Troyens (Berlioz), avec J. Vickers, J. Veasey, B. Lindholm, P. Glossop, et les Chœurs et Orchestre de l'Opéra royal de Covent Garden.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, C'est dimanche ; 9 h. 2, La route des cadences ; 11 h., Une heure espagnole ; 12 h., En direct du Mozarteum de Salzbourg, direction L. Hager : « Symphonie en ré majeur, K. 133 » ; « Concerto pour violon et orchestre en si bémol majeur, K. 207 » ; « Rondo pour violon et orchestre en si bémol majeur, K 269 » ; airs de concert « Symphonie en ut majeur, K. 425, Linz » (Mozart), avec U. Hoelscher, violon, C. Nicolaï, basse ;

14 h., Les miroirs d'Anne : œuvres de Mahler, Schubert, Schoenberg, Schumann, F. Bridge, Liszt, Brahms ; 17 h., Musique au théâtre... L'eau et les rêves, avec R. Goldstein : « la Mort de Cléopâtre » (Berlioz) ; « Israël en Egypte » (Haendel) ; « Acis et Galatée » (Haendel) ; Pièce de viole et pièce de clavecin (Couperin) ; 19 h. 35, Jazz vivant ;

20 h., Présentation du concert ; 21 h., Festival de Salzbourg 1977. Chœurs de l'Opéra d'Etat et Orchestre philharmonique de Vienne, direction James Levine : « la Clémence de Titus », de Mozart ; opéra en deux actes, livret de Pietro Metastasio d'après Catherine Mazzola, avec W. Hollweg, T. Troyanos, A. Howells ; 0 h. 5, « Les Fouleurs de paroles » ; 0 h. 10, Baissez les pianos, ou les artisans de la musique ; 0 h. 45, Lakhsmi Schankar, retransmission du concert donné le 15 juin 1977 au Musée Guimet.

Lundi 15 août

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Jeu : La bonne conduite ; 13 h. 35, FILM : BLANCHES COLOMBES ET VILAINS MESSIEURS, de J.-L. Mankiewicz (1955), avec M. Brando, J. Simmons, F. Sinatra, V. Blaine.

Un joueur professionnel parie avec un patron de tripot new-yorkais qu'il emmènera dîner à Cuba une jeune salutiste venue évangéliser leur quartier mal famé. Il en résulte une idylle.

15 h. 55, Sports : Direct à la une ; 17 h. 10, Variétés : Fanfarandoles, de S. Kaufman, réal. J.-D. Verhaeghe ; 18 h. 10, Série : Les mystères de l'Ouest ; 19 h. 5, Musique : « Symphonie sur un chant montagnard », de V. d'Indy ; 19 h. 30, Dessins animés ; 19 h. 45, Candide caméra.

20 h. 30, FILM : L'HOMME DE LA PLAINE, d'A. Mann (1954), avec J. Stewart, A. Kennedy, D. Crisp, C. O'Donnel, A. Nicol (rediff.).

Venu au Nouveau Mexique pour venger la mort de son frère, un homme entre en conflit avec un puissant propriétaire foncier.

22 h. 10, Gala de l'UNESCO.

CHAINE II : A 2

15 h., Série britannique : Le monde en guerre ; 15 h. 50, Aujourd'hui, madame ; 16 h. 40, Série : Les grands détectives ; 17 h. 35, Documentaire : La vie des insectes (La métamorphose de la chenille, de G. Calderon) ; 18 h., Vacances animées ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 20, Soif d'aventures : Poésies et écrivains de l'Islam : le Maroc ; 19 h. 44, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, Music-hall, de R. Pradines ; 21 h. 40, Documentaire : Regards sur le Cameroun, de J.-R. Vivet.

22 h. 23, Catch à deux.

CHAINE III : FR 3

19 h. 20, Le dix-neuvième siècle romantique : « Jericho » ; 19 h. 40, Pour les jeunes : Le lièvre et la tortue et Carroyage ; 20 h., les Jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : AVENTURES DE JEUNESSE, de M. Ritt (1962), avec R. Beymer, D. Baker, F. Clark, P. Newman, S. Strasberg.

La jeunesse difficile et les aventures de guerre sur le front d'Italie (1917) de celui qui devint le célèbre écrivain Ernest Hemingway.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, « Parallèles » ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 32, Les chemins de la connaissance : les ruses de l'intelligence (rediffusion) ; 9 h. 7, Les Péregrins d'autrefois, par S. Frontes, et Aquarium, par J. Pivin ; 10 h., Messe ; 11 h. 2, Nouvelles musiques de tous les temps, par C. Samuel ; 12 h. 45, Panorama, avec J. Boberot ;

14 h., « Guerre et Paix », d'après Tolstoï, réalisation R. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... magazine international ; à 15 h. 25, Anthologie ; à 16 h. 35, En direct avec... J. Lassaigne ; 17 h. 30, Entretiens avec I. Wyschnegradsky ; 18 h. 2, Scriabine ; 18 h. 30, Peinture ancienne ; 19 h. 30, Feuilleton : « Et compagnie », de J.-R. Bloch. Adaptation M. Ricaud, E. Frémy ;

20 h., Mélodrames : « la Vengeance de la mort », par M. Sarfati (rediffusion) ; 21 h., Concert d'Ivan Wyschnegradsky, par S. Billier, M. Joste, J.-F. Heisser, J. Koerner, J. Wiederker, direction M. Decoust ; 22 h. 30, Entretiens avec... F. Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Jean Carteret ou la transparence.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Summertime ; 9 h. 2, Points cardinaux ; 10 h., Cicerenella : Boccherini, Verdi ; 10 h. 30, Correspondances : Wagner, Alkan, Haydn, Mozart, Bach, Mendelssohn, Brahms ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jour J de la musique ;

13 h. 30, Musique à la lettre ; 14 h., Paysages d'estive... « l'Istamboul de Loti » : Œuvres de Fauré, Mozart et Beethoven, textes de P. Loti et R. Barthes ; 16 h. 2, Livre des meslanges... La harpe : Boieldieu, Pierne, Ravel, Takemitsu ; Musique française : Tansman, Arma ; Paysages parisiens : Debussy ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz ; 19 h. 45, Jeunes solistes ;

20 h. 30, En direct du Festival de Salzbourg 1977 : « la Création », oratorio pour soli, chœur et orchestre de Haydn, par le Chœur de l'Opéra d'Etat et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. H. Von Karajan, avec A. Tomawa Sintow, P. Schreier, J. Van Dam ; 22 h. 30, Haydn, par P. Szersnovic ; 23 h. 30, Huit jours à Washington, par J.-P. Lentin... Festival des arts traditionnels 1976 : Musiques du Ghana ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 10, Concert de minuit : « Marlène Dietrich », par A. de Carvalho et A. André.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE - INTER (informations toutes les heures) ; 7 h., R. du Maurier ; 9 h., Québecquement vôtre ; 10 h., Chansons à histoires (samedi, à 9 h., Larguez les amarres) ; 11 h., Anne Gaillard ; 12 h., L. Bozon, J. C. Weiss ; 13 h., Journal ; 14 h., Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 17 h., Ecoute, c'est du belge ; 18 h., Saltimbanques ; 19 h., Journal ; 20 h., Marche ou rêve (samedi : La tribune de l'histoire ; dimanche : Histoire d'opérettes) ; 22 h. 15 Le Pop-Club.

FRANCE - CULTURE, FRANCE - MUSIQUE : Informations à 7 h., (cult. et mus.) ; 7 h. 30 (cult. et mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 11 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 17 h. 30 (cult.) ; 18 h. (mus.) ; 19 h., (cult.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.).

EUROPE 1 (informations toutes les heures) : 5 h., Jean-Philippe Allain ; 6 h., Jeu : Faites vos prix ; 9 h., Journal de C. Villeneuve ; 9 h. 6, Christian Morin ; 10 h. 30, Pile ou face ; 11 h. 30, Cash ; 13 h., Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30, Les dossiers extraordinaires ; 14 h., Histoire d'un jour ; 15 h., Faites-moi rire ; 17 h., Basket ; 18 h. 30, Journal de Pierre Lescure ; 19 h. 30, Disco ; 21 h., François Diwo ; 22 h. 30, Europe-Soir ; 22 h. 45, Drugstore ; 0 h., Yann Arribar.

R.T.L. (informations toutes les heures) ; 5 h. 30, Jean-Pierre Imbach ; 9 h. 15, A.-M. Peysson ; 11 h. 30, Le Bingo ; 13 h., Disque d'or ; 14 h. et 15 h., Menie Grégoire ; 14 h. 30, Appelez, on est là ; 15 h. 30, Cartes postales ; 18 h. 30, Journal de Jacques Paoli ; 19 h., Hit-Parade ; 21 h., Les routiers sont sympas ; 22 h., Journal. 0 h., Les nocturnes du Luxembourg.

RADIO MONTE-CARLO (informations toutes les heures), 5 h. 30, L'heure info ; 9 h. 30, L'heure fantaisie ; 11 h. 30, L'heure jeu ; 13 h., L'heure actualité ; 14 h. 30, L'heure espoir ; 15 h. 40, L'heure vérité ; 17 h., L'heure plus ; 18 h. 30, L'heure bilan ; 19 h., L'heure hit ; 20 h. 30, L'heure de rêve ; 0 h., L'heure motus.

Religieuses et philosophiques

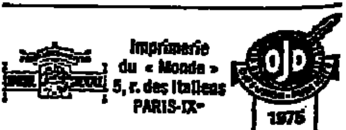
FRANCE-CULTURE (le dimanche), 7 h. 15, Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, Le Grand Orient de France (le 7) ; Ecoute Israël (le 14) ; 10 h., Messe.

Tribunes et débats

FRANCE-INTER, 11 h., *Les invités d'Anne Gaillard* répondent aux questions des auditeurs sur le caravaning (lundi), les restaurants (mardi), l'hôtellerie (mercredi), la sécurité en montagne (jeudi).

A2 : 21 h. 50, Georges Sarre et Olivier Stirn (le 10).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

RADIO-TELEVISION

LA RÉVOLTE VENDÉENNE

vue par Gilbert Prouteau

« Une foule qui jaillit de la terre... » C'est pour Gilbert Prouteau, écrivain et cinéaste, l'image de la révolte vendéenne de 1793. Lors d'une conférence donnée aux Sables-d'Olonne, il a annoncé qu'il travaillait actuellement à l'adaptation pour la télévision du livre de Michel de Saint-Pierre, *M. de Charette, chevalier du roi*. Réalisé par Claude Barma, financé par Antenne 2, le film sera divisé en quatre épisodes d'une heure et demie, un par année de guerre. Le tournage des premières scènes à Nantes et à Noirmoutiers devrait commencer au mois de février 1978. En attendant, Gilbert Prouteau peaufine son « texte » par l'exercice oral, avec un talent de conteur indéniable... meilleure façon de tester le public !

La démarche d'esprit de Gilbert Prouteau face à ce qu'il appelle le plus « abominable génocide de l'Occident » n'est pas tendre pour les Bleus. Il compare les « colonnes infernales » aux « hordes nazies » et leur général Turreau au sinistre docteur Goebbels ! Puis il s'en prend aux manuels de l'« histoire officielle », toujours écrits par les vainqueurs.

L'écrivain évoque ces mots colportés dans les villages de Mauges, de Gâtines et du Haut-Bocage, un jour de mars 1792 : « Ils ont tué le roi. » Quelques semaines après, les cloches de six cents paroisses se mettent à battre « tocsins, glas, vêpres et carillons », extraordinaire concert qui annoncera que « les Vendéens ne veulent pas d'un ordre nouveau »... Ce seront alors les combats, avec leurs cortèges d'horreurs (deux cent mille Vendéens tués), que Gilbert Prouteau analyse de façon un peu manichéenne. Mais qui pourrait reprocher à un Vendéen de voir dans ce génocide l'application du principe hérité de la Terreur : « La pitié n'est pas un sentiment révolutionnaire » ?

Même si, comme le dit l'écrivain vendéen, *« l'histoire ne justifie rien, elle comprend tout »*..., peut-on espérer que ce film échappera aux conformismes du moment ? Car les Vendéens de 1793 n'étaient ni des images de vitrail ni des arriérés à la botte des nobles et des curés, mais il s'agissait bien d'une révolte populaire, authentique et spontanée.

HERVE LOUBOUTIN.

France-Culture

Voyages matinaux

L'émission de Claude Hudelot et de Pascal Dupont devait s'appeler *Tropiques*. Ils l'ont baptisée « *Parallèles* ». Puisqu'elle est composée de deux rubriques, mises l'une à côté de l'autre, ou entrecroisées, celle des voyages en pays lointains et celle de petits tours dans des régions beaucoup plus proches, voisines. Des invités — grands voyageurs, ethnologues, sociologues — qui ont parcouru les cinq continents, racontent leurs aventures, parlent du Nil, des îles Orchard, de l'Ethiopie, de la Cordillère des Andes, de tel village de Chine ou des habitants de Hong-kong, de ceux de New-York, etc... Voilà pour l'évasion, pour l'exotisme. De leur côté, Claude Hudelot et Pascal Dupont sont partis à la découverte d'un quartier de Paris (Belleville), de Taulavel (petit village des Pyrénées), de Martigues (à l'occasion du Festival des peuples méditerranéens) et encore de Copenhague. Ils ont inséré, en contrepoint, leurs propres reportages, leurs impressions avec les voyages sonores, les témoignages des spécialistes. De ce chassé-croisé, de ce va-et-vient, entre ici et là, là-bas et ici, l'auditeur retire un sentiment de dépaysement. Le montage de documents originaux, de lectures, de musiques a été conçu pour que s'établissent des parenthèses, que se créent des ruptures. Emission de vacances, programmée pour le mois d'août, *Parallèles* invite aux randonnées imaginaires, aux multiples départs possibles et console des retours en prouvant qu'on peut aussi voyager sur place, sinon dans sa propre chambre. — M. L. B.

★ France-Culture, chaque jour de 7 heures à 8 heures.

Les films de la semaine

● **UN CONDÉ, d'Yves Boisset. — Dimanche 7 août, TF 1, 20 h. 30.**

Un policier psychopathe dans un film noir au rytme américain. Parce qu'il eut des ennuis avec le ministere de l'intérieur et la censure (qui craignaient pour l'honneur de la police française), ce film passa pour contestataire. C'est simplement un récit bien ficelé, avec la technique toujours un peu raccrocheuse de Boisset. Michel Bouquet en assure l'unité et la force dramatique par sa présence inquiétante, ambiguë, de « condé » muré dans sa haine à l'égard des truands qui ont tué son ami.

● **MAM'ZELLE BONAPARTE, de Maurice Tourneur. — Dimanche 7 août, FR 3, 22 h. 30.**

La passion romantique de Cora Pearl, courtisane Second Empire, et d'un aristocrate légitimiste conspirant contre Napoléon III. Une intrigue mélodramatique, des sentiments exacerbés, un certain luxe des décors et des costumes. Raymond Rouleau a le charme d'un beau ténébreux. Edwige Feuillère passe des frivolités semi-mondaines à la composition dramatique.

● **LE VOYAGE D'AMÉLIE, de Daniel Duval. — Lundi 8 août, TF 1, 20 h. 30.**

L'univers des marginaux de la société de consommation peint avec une poésie cocasse, une certaine tendresse et un réalisme débarrassé de tout cliché pittoresque par un comédien-réalisateur qui a été, depuis, l'auteur d'*A l'ombre des châteaux*. Ce premier long métrage de Daniel Duval, réalisé avec 3 millions légers et sans vedettes, est un vrai grand film social.

● **MADAME X, de David Lowell Rich. — Lundi 8 août, FR 3, 20 h. 30.**

Le mélo dans toute sa splendeur et ses effets lacrymaux, avec les malheurs d'une femme sans cesse victime d'un mauvais destin et qui se retrouve devant un tribunal pour un éclatant coup de théâtre. L'émotion emporte les invraisemblances accumulées et Lana Turner attendrirait des pierres.

● **COMMENT VOLER UN MILLION DE DOLLARS, de William Wyler. — Mardi 9 août, A 2, 20 h. 30.**

Faux tableaux, faux cambrioleur et marivaudage dans un musée au cours d'un vol audacieux. La comédie américaine s'accommode mal d'un budget de superproduction et du gigantisme de la pellicule. Wyler, qui avait, jadis, réussi *Vacances romaines*, a, cette fois, raté son coup. Le récit, trop long, sans rythme, se traine et la caméra s'attarde sur les décors qui ont coûté cher. Une consolation : le duo Audrey Hepburn-Peter O'Toole.

● **LA FUREUR DES HOMMES, de Henry Hathaway. — Mardi 9 août, FR 3, 20 h. 30.**

Hathaway a fignolé des caractères (son héros poursuivi répugne à se servir d'une arme à feu et à tuer, ce qui est inhabituel dans un western) et fort bien réalisé des scènes d'action sans se livrer, comme c'est aujourd'hui à la mode, à une surenchère de la violence.

● **LE CRI DE LA VICTOIRE, de Raoul Walsh. — Mercredi 10 août, FR 3, 20 h. 30.**

L'histoire de quelques jeunes Américains devenus « marines » dans la deuxième guerre mondiale. Tout en brossant de manière spectaculaire des séquences de bataille, Walsh a évité les morceaux de bravoure militaire. Ses personnages restent vrais, humains, et la guerre n'est jamais montrée comme une aventure exaltante. On y meurt ou on en revient infirme.

● **REMONTONS LES CHAMPS-ELYSEES, de Sacha Guitry. — Jeudi 11 août, A 2, 15 heures.**

Les inventions personnelles et savoureuses de Sacha Guitry pour raconter l'histoire des Champs-Elysées à travers celle d'une famille française issue d'un fils illégitime de Louis XV. Fantaisies et pirouettes des images et des dialogues, charme de petits tableaux animés par de nombreux acteurs merveilleusement dirigés. Guitry, lui, tient cinq rôles et n'hésite pas à faire se rencontrer, sous les arbres du Rond-Point, en 1815, Napoléon vaincu et le jeune Bonaparte.

● **LA PROMESSE, de Paul Feyder. — Jeudi 11 août, FR 3, 20 h. 30.**

L'étude d'une passion enfantine qui se dilue dans un mélodrame pâlichon. La mise en scène, léchée, met surtout en valeur les paysages de Provence ou se passe l'action. Les personnages sont stéréotypés, sauf celui de Gisèle Pascal.

● **MA POMME, de Marc-Gilbert Sauvajon. — Dimanche 14 août, 17 h. 30**

Maurice Chevalier, dans un costume de clochard trop pittoresque, démontre, à propos d'une invraisemblable histoire d'héritage, que l'argent ne fait pas le bonheur. Cinématographiquement, cette comédie de boulevard ne vaut pas un clou et le vieux roi du music-hall, alors encore vert (c'était en 1950), ne recule devant aucun effet.

● **LE SECRET DE SANTA-VITTORIA, de Stanley Kramer. — Dimanche 14 août, TF 1, 20 h. 30.**

Kramer, qui aime les grands sujets, a tourné en Italie — en imitant le néo-réalisme des années 45 — une comédie truculente qui ne traite rien moins que de la dignité de l'homme moyen dans les épreuves de la guerre. Anthony Quinn, cabaretier abruti, découvre les théories de Machiavel sur l'exercice du pouvoir et s'en inspire pour sauver le patrimoine collectif en tenant tête à un officier SS. Naïveté et confusion, réalisation académique. Mais il y a la Magnani.

● **LA MAIN DU DIABLE, de Maurice Tourneur. — Dimanche 14 août, FR 3, 22 h. 30.**

Issue du courant fantastique éclos dans le cinéma français sous l'occupation, cette adaptation moderne d'une nouvelle de Gérard de Nerval fait du Diable un petit homme en noir aux allures de fonctionnaire (Palau, excellent) et plonge Pierre Fresnay (remarquable) dans une atmosphère de mystère et d'angoisse. Style expressionniste et émotions fortes. Un film curieux et passionnant.

● **BLANCHES COLOMBES ET VILAINS MESSIEURS, de Joseph L. Mankiewicz. — Lundi 15 août, TF 1, après-midi.**

Une jolie et vertueuse salutiste face aux mauvais garçons d'un quartier mal famé de New-York. Ballets et chansons d'après un succès de Broadway, Jean Simmons et Marlon Brando ne sont pas exactement des acteurs de comédie musicale et Mankiewicz s'est égaré dans un genre fait pour Minelli et Donen. Quelques belles scènes, pourtant, grâce au chorégraphe Michael Kidd.

● **L'HOMME DE LA PLAINE, d'Anthony Mann. — Lundi 15 août, TF 1, 20 h. 30.**

La pureté classique du western selon Anthony Mann. Action, réalisme, exaltation de la virilité et du sens de l'honneur, espace qui vibre autour des hommes. Lyrisme d'un paysage lentement traversé par un cavalier, tragédie du monde des pionniers. Un chef-d'œuvre.

● **AVENTURES DE JEUNESSE, de Martin Ritt. — Lundi 15 août, TF 1, 20 h 30.**

Construit à partir de plusieurs nouvelles autobiographiques d'Ernest Hemingway, ce film, pourtant ambitieux, réduit à une imagerie anecdotique la jeunesse et l'apprentissage de la vie du grand écrivain. Un portrait édifiant et sans vie.

A propos de France-Musique

MONSIEUR SARTRE, VOUS AVEZ RAISON

par

LOUIS DANDREL

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, *Jean-Paul Sartre mettait en cause France-Musique* (le Monde *du 28 juillet). Louis Dandrel, rédacteur en chef de cette station, répond :*

Les programmes de France-Musique sont très mauvais. Il y a trop de pop, trop de jazz. Tout le monde le dit. Monsieur Sartre, vous avez raison.

France-Musique ne remplit pas son rôle, qui serait de montrer les musiciens les meilleurs. La musique classique y a le plus grand logement. Mais on entend autre chose, la prétendue nouvelle musique, avec ses morceaux sans unité qui vont à vau-l'eau. Encore une fois, tout le monde le dit, et vous avez raison. Ajoutez que les nouveaux auditeurs se contentent d'entendre des flots de sons, que les responsables de France-Musique ont perdu l'idée de la musique vraie, qu'il est temps de remettre tout cela en ordre, et vos idées pêle-mêle rejoindront celles des commentateurs d'une presse à laquelle vous craignez de servir de caution, celles de tous les bien-pensants du quart d'heure. La réforme de France-Musique n'était certainement pas pour aujourd'hui, puisque vous-même, monsieur Sartre, ne la comprenez pas.

Vous devez pourtant savoir que la radio est malheureusement impropre à restituer l'image que vous en attendez. Vous entretenez avec la musique une relation que vous qualifiez de personnelle. Comme tout le monde, il va sans dire. Mais si, par personnelle, il faut comprendre égocentrique, vous amputez la musique de la plus grande part de sa fonction, qui est l'échange.

La musique savante européenne est devenue un objet de contemplation ou de consommation, ou les deux mélangés. Votre appareil de radio vous appartient, comme ce qui doit en sortir. Assis devant un substitut de musiciens, voire de musique, vous recréez ce qui manque. Votre plaisir vous revient — ou devrait vous revenir — seul à seul. Et que faites-vous des musiques « pour communiquer » ?

Les quatre-vingts ans de Mme Reichert

Il y a, en France, plus de cinq millions de jeunes âgés de douze à dix-huit ans. Devons-nous les livrer pieds et poings liés à la production commerciale ? Les musiques nouvelles que vous méprisez, le pop ou la chanson, ont peut-être aussi la possibilité de capter le monde.

Le monde tel qu'il est, et non tel qu'il fut. Pourquoi refusez-vous d'entretenir le moindre échange avec ce monde-là ? Vous avez simplement oublié de le mentionner dans votre entretien. Connaissez-vous la musique que composent les jeunes ? Depuis deux ans, une centaine d'enfants travaillent dans les ateliers instrumentaux de France-Musique. Ils donnent régulièrement des concerts. Ils jouent Edgar Varèse, André Jolivet, Mauricio Kagel : ils improvisent. Percussions, électro-acoustique, science-fiction, légende ; leur monde sonore n'est pas celui de la sonate. Ils brisent votre sens mais non le sens. Ils inventent, et, pas plus que Mozart, ils ne savent pourquoi.

France-Musique ne rejette pas l'« auditeur jeune » vers les « machins de consommation ». Pour vous et pour « tout le monde » ce qui est proprement scandaleux, c'est de diffuser dans un même programme des genres musicaux différents. La préservation de la hiérarchie des valeurs culturelles est le principal souci de ceux qui détiennent le plus beau capital. On les comprend.

La vraie réforme de France-Musique repose hélas ! sur le principe contraire. Une chaîne de radio est un « lieu » de rencontre public (faut-il invoquer le service public ?) et non un domaine privé. On sait que 96 % des Français ignorent à peu près tout de la musique. A la sous-culture généralisée, on voudrait répondre par l'appropriation d'un puissant moyen de formation au profit de quelques-uns.

Par conviction profonde et par déontologie, les responsables de France-Musique n'ont cessé de présenter sur un pied d'égalité toutes les formes de la musique. En cela le rôle de France-Musique a changé, vous avez raison. Il n'est plus de montrer les valeurs recensées par l'histoire — et par quel décret n'aurait-il été que celui-là ? — il est d'orienter son antenne là où se fait toute musique. L'ancienne, la nouvelle. Il n'est pas de notre compétence de dire qui est la vraie. Il est de notre devoir de dire ce qui est, de créer les conditions d'une information aussi complète que possible en ayant recours à des gens de tous horizons. Certaines musiques ne vous concernent pas, vous n'êtes pas obligés de les entendre. Mais les festivals de chansons populaires et musique traditionnelle de Barcelone ou de Font-blanche sont aussi importants que les festivals de Salzbourg ou d'Aix-en-Provence. France-Musique les diffuse tous.

Mme Reichert a fêté ses quatre-vingts ans un beau dimanche sur France-Musique en chantant tout au long de la journée des airs du Haut-Rouergue. Pendant une semaine, Mstislav Rostropovitch a donné une sublime leçon d'interprétation à un jeune violoncelliste. Et Herbert von Karajan, Léonard Bernstein, Amar Nath, Joe Mac Phee... Vous avez raison, leur cohabitation devrait être impossible.

Pas d'intrus

Car ce que devrait être France-Musique, c'est évidemment une radio modèle : des voix mannequins, des présentateurs fins connaisseurs et discrets, de la *vraie* musique — de la *grande* musique, des musiciens choisis parmi les meilleurs, écoutés sur une chaine hi-fi stéréo, la meilleure, et la plus chère si possible. Il faudrait sans doute s'habiller pour écouter une radio de qualité. Car c'est au nom du modèle, au nom de la qualité, que l'on doit fabriquer une politique culturelle. Et l'on sait désormais que c'est en imaginant pour le compte d'autrui ce qui devrait être que l'on est enfin parvenu à définir ces admirables plus petits dénominateurs communs de la culture, qui ne cesseront de devenir de plus en plus petits.

Conséquence imprévisible sans doute dont personne n'est responsable. Vous existez, vous revendiquez la satisfaction de votre désir d'auditeur. Douze heures par jour de musique du grand répertoire ne vous suffisent pas. Vous ne voulez pas d'intrus. Paradoxe, pour France-Musique le plus petit dénominateur commun c'est Bach, Haydn, Mozart, Schubert, Beethoven jusqu'à Ravel. Ils appartiennent à votre « tout le monde » et nul n'estime contradictoire la distribution exclusive, automatique et permanente, des chefs-d'œuvre et le respect qu'on leur doit.

Au plaisir du hasard

La plupart des « grands auditeurs » de France-Musique écrivent, font des comptes, dorment ou devisent agréablement en écoutant leur musique classique. L'univers harmonique favorise le développement du discours intérieur et comble les fissures. Les nouveaux auditeurs selon vous « se contentent d'entendre des flots de sons ». Claude Lévi-Strauss avoue publiquement appartenir à la catégorie des auditeurs définie ci-dessus.

Vous existez mais avec vous vingt mille musiciens amateurs. Ils ne jouent pas de piano. Dans leur obscurantisme existentiel ils se sont livrés aux petits bonheurs de la trompette, du tuba, de l'accordéon, de la mandoline, du chant, de la guitare. Vingt mille qui ont fêté le 28 mai dernier le deuxième jour J de la musique et dont vous devez malencontreusement supporter les échos sur votre chaine nationale. Cela ne vous concerne pas, fermez votre poste. Le seul geste qu'il reste à apprendre est d'éteindre ces machines audiovisuelles, pour savoir quand et pourquoi on les allume.

Vous avez raison d'être irrité quand, appuyant au hasard sur le bouton dans l'espoir d'être en bonne compagnie, vous devez supporter la présence d'indésirables. Mais vous ne devriez pas mélanger les émissions de France-Musique car les programmes sont clairement annoncés.

Il faudra évidemment renoncer aux plaisirs du hasard, à moins que l'indésirable ne soit finalement de bonne compagnie. Un jour, quand tout le monde le dira.

CORRESPONDANCE

Pour un musée radiophonique

Nous avons reçu d'un lecteur, M. Raymond Roussel, la lettre suivante :

Ainsi il aura fallu que Jean-Paul Sartre lui-même s'en mêle pour que *le Monde* se fasse enfin l'écho de l'indignation de tous ceux — de droite ou de gauche — qui aiment la musique : *« des machines de consommation... j'entends parfois, le dimanche, ce genre d'abomination... entreprise de demolition de la musique... »*. Voilà ce que dit Sartre à propos de France-Musique. Que cela fait du bien à lire !

Tout naturellement, Lucien Malson, son interlocuteur, tente d'atténuer la virulence du propos : « Musique valable ou minable, musique vraie ou musique de consommation, qui va juger ? »

Qui va juger, mon cher critique ? Mais vous précisément ! C'est votre métier, c'est votre raison d'être. Il y a un siècle, vos confrères se sont ridiculisés en trainant les impressionnistes dans la boue ; du moins avaient-ils eu le courage d'assumer leur responsabilité. Les critiques d'aujourd'hui s'en gardent bien ; ce sont des machines automatiques pour la distribution des épithètes louangeuses ; et ils meublent le vide de leurs écrits, comme tous les beaux esprits du temps, au moyen de mots à la mode : « élitique » est de ceux-ci. Pour eux, en définitive, n'importe quoi vaut n'importe quoi. *Les Parapluies de Cherbourg* et *la Flûte enchantée*, qui va juger ? la « pop music » et la musique baroque, qui va juger ? Le répertoire de Jacques Brel ou de Sylvie Vartan et les lieder de *l'Amour et la Vie d'une femme* ou des *Amours du poète*, qui va juger ? N'importe quoi vaut n'importe quoi, vous dis-je ! (...)

Il est cependant permis de rêver... de rêver d'une radio qui serait respectueuse de toutes les libertés, même de celle des minoritaires, et qui serait soucieuse de préserver toutes les valeurs, même celles qui ne se monnayent point ; d'une radio qui créerait un poste assumant, pour la musique, le même rôle que le Louvre et le Musée d'art moderne pour les arts plastiques. Sa mission consisterait ainsi dans la diffusion de toutes les grandes œuvres, celles du passé, celles du présent ; disons, pour être facilement compris : de Josquin des Prés et de Palestrina à Varèse et Messiaen. Les programmes seraient conçus par un groupe de musicologues qualifiés, selon une grille simple, cohérente, exprimant la diversité des genres, tout en évitant avec le plus grand soin les mélanges qui sont autant d'offenses et d'insultes à toute sensibilité musicale. Une très large part y serait faite aux intégrales des grands compositeurs. Les présentations, toujours concises, seraient assurées par des critiques dont la compétence serait attestée par leurs travaux. Dans un respect élémentaire des compositeurs, comme des auditeurs, une œuvre diffusée le serait toujours dans son intégralité. Bref, un poste qui ne serait autre que le musée radiophonique de la musique. Alors, pourquoi pas « musée-musique » au programme commun de la gauche ?

SCIENCE POLITIQUE *par Alain Duhamel*

Un «autre» communisme et son «discours»

L'EUROCOMMUNISME est un thème à la mode. C'est sans doute une idée neuve. C'est sûrement un fourre-tout idéologique et politique. L'innovation y fleurit mais l'ambiguïté y prospère. On y trouve pêle-mêle des hardiesses et des habiletés, des convergences et des contradictions, des amorces de changements vrais et des maquillages de circonstance. D'où l'intérêt et l'utilité du nouveau livre d'Annie Kriegel *Un autre communisme?*

Car avec Annie Kriegel, on le sait, nul clair-obscur à craindre, nul à-peu-près à redouter, et nul risque de surestimer à la légère des nouveautés en trompe-l'œil. Ancienne militante communiste intraitable devenue, sa foi perdue, une très brillante universitaire, elle met aujourd'hui autant de vigueur, d'autorité et de passion à étudier — et souvent à démystifier — ses anciens camarades que jadis à combattre à leurs côtés. Et comme elle a une connaissance évidemment approfondie de son milieu d'origine, une clarté un *brin* vindicative et un véritable bonheur d'expression, son livre constitue la meilleure, la moins complaisante et la plus restrictive des introductions à l'eurocommunisme.

Dès le départ, balayant avec hauteur la « marée de sottises » inspirée par les évolutions récentes des partis communistes espagnol, italien et français, Annie Kriegel décide qu'il faut donner à l'eurocommunisme un cadre d'analyse et s'entendre sur les définitions. Le vocable d'eurocommunisme, apparemment, a été trouvé par Arrigo Levi, rédacteur en chef de *la Stampa*, dans un article donné à *Newsweek*. Mais il peut recouvrir des réalités fort diverses : un vieillissement, une adaptation, voire une métamorphose. On peut y déceler une variété nouvelle de communisme — comme *le titisme ou le castrisme*, — ou bien une stratégie révolutionnaire à l'échelle régionale, ou tout simplement la tentation, commune à plusieurs partis, de prendre des distances avec l'Union soviétique pour mieux atteindre leurs objectifs dans les sociétés industrielles. Ce qui n'est pas du tout la même chose...

Avant d'examiner systématiquement chacune de ces hypothèses, Annie Kriegel rappelle évidemment que le propre de l'eurocommunisme, c'est d'abord de ne pas correspondre aux frontières européennes. Ou alors il faudrait étendre celles-ci au Japon et en retrancher le Portugal, l'Autriche, l'Allemagne fédérale, la Grèce, la Finlande, le Danemark, le Luxembourg, etc. Et même si l'on peut enregistrer la sympathie du parti belge ou la neutralité du parti hollandais, il concerne surtout les trois grands partis espagnol, italien et français, qui ont en commun une dimension méditerranéenne, latine, catholique, industrielle, bref géoculturelle.

Sur les raisons de cette émergence, point de mystère : la coexistence pacifique, donc la stabilité des relations internationales européennes, a rendu plus perméable le « cercle de craie » entourant chacun des trois partis dans son propre pays. La nation a commencé à pénétrer davantage le socialisme. Depuis l'année 1956, et le traumatisme du rapport Khrouchtchev, l'importance du label d'orthodoxie a décru. Chacun à sa manière, le P.C.I. avec une science ambiguë et une célérité inventive et le P.C.F. avec un style moins gracieux de *stop and go* ont évolué. Et puis les expériences internationales ont joué. Santiago Carrillo a été marqué par le « printemps de Prague » (bien que, contrairement à la thèse commune que reprend Annie Kriegel, il nie avoir vécu en Tchécoslovaquie) ; Enrico Berlinguer n'a pas oublié les leçons du Chili, ni Georges Marchais celles du Portugal.

.˙.

Faut-il pour autant, dans ces entreprises toutes marquées par la malédiction qui a, jusqu'à aujourd'hui, frappé *les relations entre socialisme et liberté*, découvrir déjà une nouvelle famille communiste ? Annie Kriegel, c'est clair, reste fort méfiante. A propos du parti communiste français, par exemple, elle souligne les équivoques, les timidités, les limites des évolutions pour tout ce qui touche aux questions de la liberté. Le réexamen du stalinisme ne lui parait pas, malgré les efforts de Jean Elleinstein, encore satisfaisant, et elle a raison. L'abandon de la dictature du prolétariat ne lui semble pas équilibrer la persistance du centralisme démocratique ou du schéma économique, et elle n'a peut-être pas tort. La « vérité de parti » reste à ses yeux encore vivace. Il est vrai qu'on a pu l'observer encore récemment à propos de l'« appel du 10 juillet ».

De même, de l'évidente liberté de mouvement des partis « eurocommunistes » se refuse-t-elle à conclure à une « stratégie régionale ». Cette fois, nul, y compris parmi les dirigeants de ces partis, ne sera d'un avis contraire. Des sensibilités communes, des convergences, et même le « sommet » symbolique de Madrid, ne correspondent, de toute évidence, à aucune alliance organique, ni de près ni de loin. Pour l'instant, le P.C.F. lui parait plus sensible à la tentation d'un socialisme national, voire nationa*liste* — à la roumaine si l'on veut, — qu'à l'eurocommunisme. Et elle insiste bien sur le conformisme des P.C. italien ou espagnol par rapport à la politique étrangère soviétique. Annie Kriegel n'est même manifestement pas persuadée qu'il soit possible de substituer à la vieille légitimité communiste — l'identification du parti et de la classe ouvrière — une nouvelle légitimité faite de radicalisme verbal, de réformisme pratique et de nationalisme stratégique. Le parti communiste d'Union soviétique lui parait disposer de trop nombreux moyens d'influence pour cela — fractions, pressions par d'autres partis interposés, cubain ou chilien — et, s'appuyant sur certains signes de malaise dans la base ouvrière italienne, elle se demande aussi si les réticences des militants traditionnels ne sont pas sous-estimées.

Au total, on le voit, Anne Kriegel ne risque pas de se montrer trop facile à convaincre. L'eurocommunisme lui semble relever davantage d'une démarche naissante et encore marginale que d'un phénomène s'imposant.

La puissance du parti communiste espagnol lui parait extrêmement limitée. Le parti communiste italien lui semble avoir mangé son pain blanc d'abord. Le parti communiste français a l'air, à ses yeux, d'avoir mis quarante ans pour tenter un « remake » d'une tactique déjà employée au moment du Front populaire. Elle ne pense pas que l'eurocommunisme s'efface au profit d'un retour discret à l'orthodoxie. Mais elle juge qu'il demeure une dimension secondaire de l'action de partis qui devront aller, dans leurs relations avec le P.C.U.S., de compromis discrets en compromis discrets. Si le P.C.F. lui a l'air plus proche du pouvoir que ses cousins germains, ce n'est pas en tant qu'eurocommuniste. Et ce ne serait pas pour gêner l'U.R.S.S. qui attendrait avec gourmandise les difficultés que cela ne manquerait pas de provoquer au sein du Marché commun.

Ceux qui sont à la recherche de ferveur ont donc tout intérêt à trouver d'autres lectures de vacances. Ceux qui apprécient les critiques sans concessions et qui aiment voir piétiner les idées « *in* » seront davantage à leur aise. Il est *bien clair*, une *fois* de plus, en lisant Annie Kriegel, que, si les non-communistes ont une tendance naturelle à exagérer le poids des innovations des partis communistes, les anciens communistes ont une propension symé*trique à en diminuer exagérément la* portée.

Annie Kriegel, par exemple, sous-estime manifestement la performance réussie par le parti communiste espagnol, qui, reconnu au tout dernier moment et ainsi privé de la possibilité de lutter à armes égales avec les autres formations politiques, n'en a pas moins retrouvé une influence fort honorable. Elle ne tient sûrement pas assez compte de ce que, pour le parti communiste français par exemple, la dose massive d'innovation inoculée en moins de deux ans a forcément des effets mal contrôlables sur les nouveaux adhérents. On *peut aussi lui reprocher, chemin faisant*, de surestimer largement le poids du CERES au sein du P.S. — notamment sur le plan idéologique et sur l'organisation. On peut même imaginer que, par la force des choses, la solidarité des partis eurocommunistes ira croissant et leur autonomie politique et sentimentale à l'égard du « grand frère » d'Union soviétique s'élargissant.

Reste que la lecture d'*Un autre communisme?* est un exercice intellectuel salubre et décapant, ne serait-ce que pour s'empêcher de tenir pour acquis ce qui, à l'échelle de l'histoire, ne fait encore que s'esquisser timidement et de façon parfaitement réversible.

.˙.

L'excellent livre de Dominique Labbé sur le « discours communiste » ne ressemble évidemment pas du tout à l'essai brillant et provocant d'Annie Kriegel. *Il s'agit d'un travail fort universitaire*, agréablement écrit, parfaitement clair, vigoureusement composé, mais sur un tout autre registre. Au bout du compte, il a pourtant, lui aussi, son originalité. Car si l'on étudie beaucoup l'histoire et les structures du P.C.F., on néglige souvent l'examen précis et systématique de son idéologie. Or c'est justement ce que fait Dominique Labbé à partir des résolutions des congrès de 1961, 1964 et 1967, du discours de Maurice Thorez au comité central de Malakoff (en décembre 1962) et du manifeste de Champigny (en décembre 1968).

Tirant tout le parti possible des méthodes d'analyse linguistique qui, jusqu'à présent, avaient surtout été appliquées aux discours du général de Gaulle, elle ne modifie évidemment pas la connaissance historique que l'on a de cette période. Mais elle démonte si minutieusement la mécanique des textes communistes, elle dissèque si bien leur structure, elle isole si précisément leurs caractéristiques que, après avoir lu son livre ; on n'écoute plus de la même façon un discours d'un dirigeant communiste. On peut lui reprocher sans doute un goût un peu trop prononcé pour les leçons d'épistémologie et quelques postulats fort idéologiques. Mais, tant sur les mots-clés que sur la structure thématique et sur les variations de mise en scène de l'idéologie selon la conjoncture politique, son travail ouvre de toute évidence une voie bien intéressante.

★ *Un autre communisme ?* d'Annie Kriegel. Hachette littérature et sciences humaines. Collection « Hachette essais », 183 p., 28 F.

★ *Le Discours communiste*, de Dominique Labbé. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, 216 p., 110 F.

FEUILLETON - N° 24 — 7-8 AOUT 1977

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Cédant aux supplications de Skolinski, Grégoire lui a révélé le secret de Myslotch : la folie du prince depuis la disparition de François, duquel il attend perpétuellement un signe ; le tremblement de la serviette dans la vieille cuisine, lié à la présence dans cette pièce du même François. Devant tant de mystère, et profitant de l'absence de Kholawitski, le professeur décide d'aller parler au prince. *Mais il rencontre un homme totalement effrayé devant cette présence étrangère.*

LE professeur avança de quelques pas et se mit à parler au prince comme à un enfant.

« Allons, il n'est pas si difficile de mettre de l'ordre. Je vous conseillerais de commencer en partant de ce coin, puis de poursuivre graduellement vers la droite le long des murs. »

Le prince le regarda.

« En partant de ce coin ! Vous avez raison ! Oui, bien sûr ! Mais pourquoi ce coin et pas un autre ?

— C'est celui qui est le plus près du lit. »

Il leva le bras dans un geste de stupéfaction.

« C'est juste, souffla-t-il.

— Si vous permettez, prince, nous nous y mettrons tout le suite. »

Le professeur se pencha sur le fouillis.

Skolinski se trouvait dans une situation embarrassante. Kholawitski pouvait apparaître à tout moment et les rangements s'annonçaient assez longs. Il essaya de s'éloigner sous divers prétextes, mais le prince s'accrochait à lui et ne le laissait pas partir. S'il craignait Skolinski, il redoutait manifestement encore plus la solitude.

« Non, non, non ! Encore ce tas ! »

Soudain la porte s'ouvrit. C'était Kholawitski.

« Que se passe-t-il ici ? » demanda-t-il durement.

Le prince se leva brusquement.

« Ah ! Henri ! Ce n'est rien. Inutile de crier, Henri. Des rangements ! Nous faisons des rangements ! A quoi bon s'énerver. Ce monsieur a été assez aimable... mais ce n'est rien, seulement ça ! »

Il se mit à trembler. Mais le secrétaire, sans faire attention à lui, s'approcha du professeur :

« Sortez ! souffla-t-il avec fureur.

— Voyons, Henri, pourquoi se mettre en colère, supplia le prince. Restez ».

Skolinski hésitait, mais Kholawitski le saisit par le bras et le poussa brutalement dehors. Ensuite, il s'approcha du prince :

« Vous voyez cela, prince ? dit-il à voix basse, en montrant la cravache qu'il tenait encore à la main. Je vous conseille de cesser vos caprices ! Sinon... Ma patience est à bout !

— Comment... Henri... Doux Jésus ! »

Il se jeta sur son lit et se cacha la tête dans les coussins. Jamais encore le secrétaire n'avait menacé de le battre. Un sanglot aigu, enfantin, lui secoua le corps.

Le secrétaire n'avait pas le cœur à plaisanter. Il était revenu à bride abattue de Polyka et avait le visage lacéré par les branches. Bien que cela n'eût aucun sens, il voulait tenter d'avoir une dernière explication avec Maya et *comptait repartir aussitôt* après s'être assuré que tout était en ordre au château. Il ne pouvait que constater les fatales conséquences de son absence.

Le professeur avait réussi à approcher le prince.

Il laissa le vieillard pleurnicher sur son lit, claqua la porte et alla trouver le professeur.

« Je vous avais demandé de ne pas vous montrer devant le prince ! Les étrangers lui fatiguent les nerfs !

— Vous avez dit cela ? fit apathiquement Skolinski. Ah oui ! je me rappelle... »

Mais Kholawitski ne croyait plus à cette apathie. Ni aux esprits ! Comment avait-il pu se montrer si naïf !

« Vous allez quitter le château sur-le-champ ! Votre présence est désormais indésirable, vous saisissez ? Et maintenant écoutez bien ce que je vais vous dire. Vous ne pouvez pas me nuire directement, car j'agis en toute légalité. Toutefois, je tiens à éviter les chicanes. Si vous n'ébruitez pas l'affaire, je récompenserai votre silence — vous comprenez qu'en l'occurrence les questions d'argent ne comptent pas pour moi, et je suis prêt à me montrer généreux. Mais, au cas où vous chercheriez à me nuire, je connais des moyens... radicaux... A bon entendeur ! »

Le professeur, qui l'observait derrière ses lunettes, comprit que toute résistance était inutile.

« Je pars, dit-il. Mais à votre tour de m'écouter. Vous vous attardez à des dangers chimériques sans voir ceux qui sont réels. A votre place, je renoncerais à tous ces projets et m'enfuirais le plus loin possible.

— Je serais curieux de savoir pourquoi ?

— A cause de ça ! »

Il pointa le doigt en direction de la vieille cuisine.

« Quelles bêtises !

— Je vous assure que ce ne sont pas des bêtises et que le danger n'est que trop réel ! Je vous aurai prévenu ! A tout prendre, je préférerais commettre un crime loin de ce lieu maudit plutôt qu'un minuscule forfait dans son voisinage. Le mal prend ici une résonance particulière ! »

Le ton solennel de la mise en garde fit, malgré sa fureur, hésiter le secré*taire* :

« Qu'avez-vous vu ?

— C'est mon affaire !

— Déguerpissez ! s'écria-t-il. Vous avez cinq minutes pour disparaître de ma vue ! Assez de fadaises ! et souvenez-vous bien qu'il vous faut choisir !

— Et moi je vous conseille de ne pas vous laisser porter à quelque fâcheuse extrémité. Souvenez-vous que vous ne savez pas ce qui se passe au château ! Vous ne le savez pas ! »

Au même instant, ils entendirent la voix du prince :

« Vous permettez ? »

Dans la pénombre de la pièce, vêtu d'une invraisemblable robe de chambre, il se tenait dans l'encadrement de la porte comme une apparition de l'autre monde. Kholawitski se précipita vers lui :

« Que faites-vous ici, prince, au lieu d'être chez vous, dans votre chambre ? » s'écria-t-il, mais il se tut brusquement. Le prince était méconnaissable. Il repoussa le secrétaire d'un geste de la main.

« Quelqu'un devait déguerpir. Ai-je bien entendu ? »

Skolinski, troublé, courba involontairement la tête devant l'impérieuse fierté et la dignité qui se dégageaient du fou :

« Je vais devoir partir, dit-il ému, le cœur plein de pitié pour le malheureux.

— Puis-je savoir pourquoi ?

— Parce que je le veux ! » s'écria Kholawitski.

Le prince s'étonna.

« Depuis quand mes gens disposent-ils de mon château ? Je crains que si vous persistez dans ces dispositions vous ne soyez le premier... à quitter les lieux. »

Kholawitski devint blanc comme le mur. Jamais encore il n'avait rien entendu de semblable de la bouche du prince. Ce changement le dépassait. Et le prince semblait parfaitement lucide.

« Excusez-moi, balbutia-t-il.

— Vous êtes mon hôte, poursuivit Holchanski du même ton de grand seigneur à l'adresse du professeur. Je *vous demande de rester et vous supplie* de ne pas prêter attention à l'incorrection de mes gens. J'y mettrai bon ordre. Vous ne pouvez partir. Votre aide m'est absolument indispensable ! Le château est envahi de vieilleries — ne serait-ce que cette salle ! J'étouffe dans ce fouillis ! Je m'y noierai ! Ma santé n'y résistera pas ! Vous devez venir à mon secours ! J'en tomberai malade ! Sauvez-moi, sauvez-moi, sauvez-moi... »

Une fois prononcés ces derniers mots, de plus en plus vite au point qu'ils ne formaient plus qu'un cri, le dément s'affaissa.

« Hors d'ici ! », rugit Kholawitski, voyant le professeur se précipiter à son aide. Il empoigna le corps amaigri du prince et le transporta dans sa chambre.

Il venait seulement d'évaluer pleinement la gravité de la situation. Le mur de solitude bâti autour du prince s'était écroulé ! Le secrétaire perdait ainsi un atout capital — il n'était plus le seul homme dont le prince ne pût se passer ! Le prince voulait garder Skolinski auprès de lui ! Et sur quel ton il avait parlé !

Que faire ? Il étendit le prince sur son lit et courut retrouver le professeur.

« Vous avez cinq minutes pour disparaître ! »

Mais le professeur secoua la tête avec détermination :

« Je ne partirai pas !

— Comment, vous ne partirez pas ?

— Vous avez entendu que je suis l'hôte du prince.

— Mais il est complètement fou !

— S'il l'est vraiment, il faut le placer sous tutelle. Pour le moment, je suis ici, et j'y reste. Je ne quitterai le château que lorsque le prince me le demandera expressément.

— Vous envisagez de le prendre sous votre protection ?

— Peut-être. »

La décision du professeur était irrévocable.

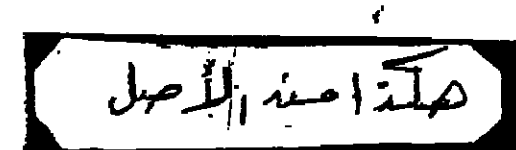
Bien pire, celle du prince aussi. En vain Kholawitski essaya-t-il de briser l'obstination m a l a d i v e du fou. Le prince, après avoir repris conscience, tomba dans une grande faiblesse. Le sursaut héroïque qui l'avait opposé au secrétaire dépassait ses forces, et il avait repris, face à lui, une attitude craintive, écoutant avec humilité ses reproches et ses réprimandes. Il resta néanmoins sur ses positions, et Kholawitski comprit qu'il se séparerait plutôt de lui que de Skolinski. Le professeur avait réussi à s'introduire au château. Il fallait se résigner à ce fait.

La nuit qui suivit ne fut pas, pour Kolawitski, meilleure que la précédente, et même plutôt cent fois pire. Les deux échecs qu'il avait essuyés à Polyka et au château chassaient le sommeil de ses yeux. Depuis quarante-huit heures, il n'avait pas connu de vrai repos. Maya ! Qu'était-il arrivé à Maya ? Pourquoi s'était-elle enfuie dans la f o r ê t ? Pourquoi Waltchak l'y avait-il poursuivie ? Pourquoi s'était-elle enfermée dans sa chambre et avait-elle refusé de le voir ?

A ces tourments s'ajoutait la sourde crainte que faisaient naître en lui les énigmatiques propos du professeur : « Je préférerais commettre un crime loin de ce lieu maudit plutôt qu'un minuscule forfait dans son voisinage. Le mal prend ici une résonance particulière. »

Au petit matin, il finit par sombrer dans un profond sommeil. Mais, à 10 heures, Grégoire le réveilla. On venait d'apporter un pli de la part de Mme Okholowska : « Venez tout de suite. Maya a disparu. Je suis très inquiète. »

(A suivre.)



SCIENCES

Des physiciens américains auraient découvert une nouvelle famille de particules

Batavia (Illinois) (A.P., A.F.P., Reuter). — *Les physiciens du laboratoire national américain Enrico-Fermi, à Batavia, viennent d'annoncer qu'ils ont mis en évidence une nouvelle particule. Baptisée* upsilon, *celle-ci serait dix fois plus lourde qu'un proton. Selon eux, cette particule pourrait être un premier signe de l'existence d'une nouvelle famille de particules et d'un cinquième quark.*

Jusqu'en 1974, on considérait que la plupart des particules élémentaires étaient formées à partir de trois « briques », qu'on appelle quarks, et des anti-quarks associés. Les trois quarks alors connus correspondaient à trois propriétés des particules : la charge, la masse et l'« étrangete ». A partir de 1974, on mit en évidence l'existence d'une quatrième propriété, le « charme », d'où l'on déduisit l'existence d'un quatrième type de quarks : cela fut rendu possible par la découverte d'une nouvelle particule, appelée psi, dont la masse est trois fois celle du proton. Cette découverte valut, en 1976, le prix Nobel de physique à Burton Richter et Samuel Ting (*le Monde* du 19 octobre 1976).

Dès février de la même année, lors d'une réunion de la Société américaine de physique, les physiciens du laboratoire Fermi avaient présenté des résultats tendant à prouver l'existence d'*upsilon* : ils semblent aujourd'hui en avoir acquis de bonnes preuves. Si tel est le cas, et si cela prouve l'existence d'un cinquième quark, on peut s'attendre à une nouvelle « chasse aux particules ». On devrait, en effet, découvrir toute une nouvelle famille de particules ayant des propriétés correspondantes.

● *Vingt-trois savants et hommes politique prennent position contre la bombe à neutrons* dans le mensuel de Cologne *Cahier pour la politique allemande et internationale*, a indiqué, vendredi 5 août, la société éditrice. Parmi eux figurent notamment M. Frank Barnaby, directeur de l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm, et le savant atomiste Fritz Strassmann qui a découvert en 1938 avec Otto Hahn le principe de la fission nucléaire.

● *Le chimiste américain Louis Fieser*, dont les travaux avaient contribué à la découverte de la cortisone, est décédé, apprend-on, le 25 juillet à Cambridge (Massachusetts), à l'âge de soixante-dix-huit ans. Spécialiste de chimie organique, le professeur Fieser avait, au cours de la seconde guerre mondiale, participé à la mise au point du napalm, dont l'utilisation au Vietnam avait attiré une protestation de sa part auprès de la Maison Blanche. — *(A.F.P., A.P.)*

CARNET

Naissances

— Françoise et Pierre Lachkareff font part de la naissance de

Nil

le 18 juillet 1977.

Décès

— Mme Paul Delmas-Marsalet et ses enfants, Maurice, Odette, Jacques et Nicole, ont la douleur de faire part du décès du

Dr Paul DELMAS-MARSALET,
professeur honoraire à la faculté de médecine de Bordeaux,
médecin des hôpitaux,
membre de l'académie de médecine,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques
croix de guerre 1914-1918

survenu le 29 juillet dans sa soixante-dix-neuvième année.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église de Léognan (Gironde) par son beau-frère, S.E. le cardinal Jean Guyot.

— M. et Mme Jacques Michalon, leurs enfants et petits-enfants, parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

VITAL,

survenu à Bovesse, le dimanche 31 juillet 1977.

Les obsèques seront célébrées en la cathédrale de Die (26), dans la prière et le recueillement, lundi 8 août 1977 à 16 h.

La famille ne recevra pas les condoléances à l'issue de la cérémonie, et l'inhumation aura lieu dans l'intimité.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

Anniversaires

Tous ceux qui ont connu et estimé Joseph, Pierre MEIROTTI s'associeront à son épouse et à son fils et auront une pensée émue, en ce jour anniversaire de sa mort.

Visites et conférences

DIMANCHE 7 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 10 h. 30, 15, rue de Vaugirard, Mme Magnani : « Le Sénat au palais du Luxembourg ».

15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch : « Hôtel de Sully et exposition Les jardins en France ».

15 h., 93, rue de Rivoli, Mlle Pajot : « Les salons du ministère des finances ».

15 h., métro Passy (sortie supérieure), Mme Pennec : « Le village de Passy ».

15 h. 30, hall gauche, côté parc (train par gare Saint-Lazare), Mme Magnani : « Le château de Maisons-Laffitte » (Caisse nationale des monuments historiques).

16 h., 9, rue Malher, « Les synagogues de la rue des Rosiers, le couvent des Blancs-Manteaux » (A travers Paris).

10 h., musée du Louvre, bureau d'information, hall Denon : « La joie de vivre dans la peinture en Flandre et en Hollande » (L'art pour tous).

15 h. 15, 145, boulevard Saint-Germain « Coins ignorés du village de Saint-Germain-des-Prés et leur histoire » (Mme Barbier).

15 h., 23, quai de Conti : « Sous la coupole, à l'Institut de France » (Connaissance de Paris).

15 h., 92, avenue Denfert-Rochereau : « Les jardins secrets de la rue d'Enfer » (Mme Ferrand).

15 h., pied de la tour Saint-Jacques : « Les Halles » (Mlle Hager).

15 h., place du Palais-Royal, devant le Conseil d'Etat : « Les salons du Palais-Royal ».

15 h., sortie métro Jussieu : « Les arènes de Lutèce et le quartier Mouffetard » (Paris et son histoire).

15 h., métro Monge : « Mouffetard insolite et pittoresque » (Paris inconnu).

10 h. 30, métro Abbesses : « Montmartre, les peintres et les jardins ».

16 h., 123, boulevard de Port-Royal (hôpital Cochin, maternité) : « Port-Royal de Paris » (Mme Rouch-Gain).

15 h. 15, métro Pont-Marie : « De l'hôtel de Sens à l'hôtel de la Brinvilliers » (Visages de Paris).

CONFERENCES. — 15 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Réalisation de soi et méditation transcendantale » (Méditation transcendantale).

LUNDI 8 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, entrée, avenue de Paris, Mme Allaz : « Le château de Vincennes ».

15 h., hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Mme Magnani : « Le Marais littéraire ».

15 h., musée de Cluny, 6, place Paul-Painlevé, Mme Pennec : « Découverte des sculptures de la galerie des rois de Notre-Dame ».

15 h., devant la chapelle, place de la Sorbonne, Mme Vermeersch : « La Sorbonne ».

15 h., métro Etienne-Marcel : « Vieilles rue de Paris » (A travers Paris).

14 h. 30 (en anglais), 15 h. 30 (en français), 158, boulevard Haussmann, entrée de l'exposition : « La collection Armand Hammer » (Musée Jacquemart-André).

15 h., entrée, place Furstenberg : « Sur les pas de Delacroix, de son atelier à Saint-Sulpice » (Paris et son histoire).

18 h., sortie métro Abbesses : « Montmartre, les peintres et les jardins » (Mme Rouch-Gain).

ÉDUCATION

AU SOIXANTE-DEUXIÈME CONGRÈS DE REYKJAVIK

L'esperanto, une langue vivante ?

De notre correspondant

Le soixante-deuxième congrès universel d'esperanto a eu lieu à Reykjavik du 31 juillet au 6 août, en présence de mille deux cents délégués venus de quarante et un pays. Avec cent quarante-trois représentants, la France avait la délégation la plus nombreuse dans la capitale islandaise.

Reykjavik. — C'est en espéranto que le président de la République, M. Kristjan Eldjarn a transmis, lors de la cérémonie inaugurale, ses salutations au Congres. Le maire de la ville et le ministre de la culture, qui avaient jusqu'alors toujours refusé de s'exprimer en public dans une autre langue que l'islandais, se sont aussi adressés en espéranto aux congressistes. Seul le directeur général de l'UNESCO, M. M'Bow, en visite officielle en Islande, a fait une allocution en français. La solennité de cette séance d'ouverture contrastait avec le caractère bon enfant et non conformiste de l'assistance. Les « espérantistes » sont des optimistes.

Langue internationale ou idéal humaniste ? Moyen de communication ou contribution à l'amélioration d'une compréhension plus large entre les hommes ? Simple outil ou véhicule d'un message ? Est-on « espérantiste » ou « espérantophone » ? L'espéranto, depuis sa création en 1887 par le docteur Zamenhof, a fait naître bien des controverses.

Parmi les Australiens ou les Japonais, venus à Reykjavik goûter les « joies fraîches » de l'été islandais, certains parlent « l'espéranto courant ». Cette langue, qui aura bientôt un siècle et qui a résisté, malgré les reculs subits au cours des deux guerres mondiales, est donc bien vivante.

Le congrès, qui occupait les bâtiments de l'université d'Islande et deux cinémas de la capitale, avait pour thème, cette année, le droit a la communication. Mais il a fait une large place aux travaux de toutes les associations internationales spécialisées Fakaj Asocioj : associations professionnelles d'architectes, d'enseignants, de médecins, de scientifiques, de philatélistes aussi… de joueurs d'échecs, d'ornithologues ou de membres du Rotary Club. Les participants, qui changeaient de lieu pour suivre les travaux des commissions, s'interpellaient joyeusement d'un trottoir à l'autre. Un goût de la communication qui étonnait d'ailleurs les Islandais de la rue, d'ordinaire moins démonstratifs.

Que peuvent avoir en commun un vieil « ajiste », un prêtre anglican, un anarcho-syndicaliste autodidacte, une retraitée suédoise, un écologiste japonais ou un pédagogue Freinet du Gers ? Les facilités grammaticales de la langue — elle ne comporte que seize règles de grammaire — ne peuvent expliquer à elles seules ce ralliement, et moins encore le prosélytisme des congressistes. Les « espérantistes » ne négligent pas les avantages de ce langage simplifié, mais c'est surtout aux aspect philosophiques de l'espéranto que, dans l'ensemble, ils restent attachés. Accessible à tous, l'espéranto serait un moyen de lutter contre l'impérialisme linguistique des grandes puissances.

Pourquoi l'apprendre ? « *Parce que*, répondent les congressistes de Reykjavik, *la langue de Zamenhof est plus qu'une langue, c'est un projet d'entente universelle* ». Ils ont en commun cette espérance.

GÉRARD LEMARQUIS.

ENFANTS DE LA BALLE…

A quelques jours d'intervalle, le ministère de l'éducation vient de créer deux nouveaux C.A.P. (Certificat d'aptitude professionnelle) très spécialisés : un certificat « des métiers du football » (13 juillet) et un certificat de « monteur en chapiteaux » (22 juillet).

Le règlement et le programme d'examen de ces C.A.P. n'ont pas encore été communiqués, mais on sait que l'aptitude professionnelle des futurs footballeurs ou futurs monteurs de tentes sera évaluée en deux temps : la théorie et la pratique.

En une période où les jeunes ont de plus en plus de mal à trouver un premier emploi, il est sans doute judicieux de transformer en aptitude professionnelle l'art du ballon rond — moyen courant de tuer le temps sur les terrains vagues. De même, à la veille du « grand cirque électoral » de 1978, il est vraisemblable que l'on aura besoin de bras professionnels et certifiés pour arrimer solidement les chapiteaux des meetings politiques. A quand le C.A.P. de colleur d'affiches électorales ? Cela éviterait bien des bavures…

R. C.

● *Plus de mille postes d'enseignants d'éducation physique* vont être inscrits au budget de 1978, au lieu des six cent cinquante prévus initialement. C'est ce que M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a annoncé à M. Antoine Lagarde, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (P.E.E.P.), au cours d'un entretien.

Dans un communiqué, la Fédération Lagarde reconnait « *l'effort accompli* » par les pouvoirs publics, mais l'estime encore insuffisant par rapport « *aux retards pris sur le VII[e] Plan et surtout par rapport aux besoins réels* ».

SPORTS

VOILE

ADMIRAL'S CUP.

Les Anglais chanceux avant le Fastnet

Samedi 6 août à 16 heures (17 heures, heure française), les concurrents de l'Admiral's Cup prennent le départ de la course du Fastnet, dotée du coefficient 3 sur un total de 8 pour l'ensemble de la Coupe. Cette ultime épreuve longue de 605 milles dure environ quatre jours ; elle permettra à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis de mettre le point final au duel qui les oppose depuis le début de ce championnat du monde de la haute mer disputé par dix-neuf nations.

En tête dans la première régate, les Anglais avaient dû ensuite abandonner cet honneur aux Etats-Unis. Mais la pénalisation infligée au voilier américain « *Bay-Bea* » a permis à la Grande-Bretagne de reprendre le commandement. Les Britanniques ont beaucoup de chance. Non seulement ils connaissent bien leur Solent, ses marées, ses courants, ses bancs perfides, mais encore ils voient les équipes les mieux armées frappées l'une après l'autre de sanctions qui les font rétrograder : l'Australie, la République fédérale d'Allemagne, Hongkong, les Etats-Unis, l'Italie, l'Irlande. Il est vrai qu'on se bouscule un peu sur les lignes de départ et autour des bouées. Sur la route du Fastnet, chacun aura la coudée franche.

On peut accorder aux trois voiliers américains *Imp*, *Bay-Bea* et *Scaramouche*, une légère supériorité par rapport aux Anglais *Marionett*, *Moonshine* et *Yeoman*, ces six bateaux étant remarquablement menés. Distancés actuellement par ces deux vedettes, d'autres pays peuvent encore jouer un rôle de premier plan : Hongkong, qui surprend agréablement, la République fédérale d'Allemagne, l'Irlande, l'Australie, qui déçoit, et l'Italie. Huitième, la France se situe à peu près au même niveau que dans les deux dernières rencontres. Pour accéder à un meilleur rang, notre pays devrait préparer longuement à l'avance la prochaine confrontation disputée en 1979.

D'ici là, chacun aura l'occasion de mesurer sa valeur sous une forme nouvelle et plus accessible. En effet, l'Ireland Sailing Club de Cowes vient de prendre une initiative dont on devrait beaucoup parler l'an prochain. Il va mettre en jeu, les années paires, en alternance avec l'Admiral's Cup, une coupe ouverte elle aussi à des équipes nationales de trois bateaux. Cependant, chaque pays alignera non plus des unités de 11 à 16 mètres de long, mais un one tonner (11 m environ), un three quarter (10 m), un half tonner (9 m) luttant à armes égales à l'intérieur de ces catégories. La compétition comprendra deux épreuves en haute mer dans le Channel Race et deux régates dans le Solent.

La course en temps réel marque, une fois encore, des points.

YVES ANDRÉ.

Classement par équipes avant Fastnet. — 1. Angleterre, 650 pts ; 2. Etats-Unis, 631 pts ; 3. Hongkong, 597 pts ; 4. R.F.A., 556 pts ; 5. Irlande, 550 pts ; 6. Australie, 548 pts ; 7. Italie, 536 pts ; 8. France, 498 pts ; 9. Espagne, 446 pts ; 10. Argentine, 296 pts. Dix-neuf nations classées.

Sverige a devancé *France* I de 42 secondes et *Australia* a battu *Grétel II* de 36 secondes lors de la deuxième journée des éliminatoires de l'America's Cup, disputée au large de Newport (Rhode-Island).

BOXE. — *L'Ecossais Jim Watt a conquis, le 5 août, à Glasgow, le titre européen des poids légers en battant le Français André Holyk par arrêt de l'arbitre au premier round sur blessure à l'arcade sourcillière.*

VOLLEY-BALL. — *Pour la sixième fois consécutive, l'Union soviétique a dominé les championnats d'Europe juniors, organisés à Montpellier, en battant en finale la Tchécoslovaquie par 3 sets à 0 (15-6, 15-10, 15-7).*

RELIGION

LE SAINT-SIÈGE AUTORISE LE MARIAGE DES HOMMES AYANT SUBI UNE VASECTOMIE

Cité du Vatican *(A.F.P.)*. — Les hommes qui ont subi une opération de vasectomie pourront se marier, a annoncé le Saint-Siège vendredi 5 août. Un décret de la congrégation pour la doctrine de la foi permet dorénavant aux catholiques qui ont subi l'ablation chirurgicale du canal déférent, et ne sont plus en condition de procréer, de contracter un mariage valide.

Le décret en latin, en date du 13 mai dernier, confirme toutefois la doctrine catholique sur l'impuissance comme cause de nullité du mariage. Celle-ci existe, précise-t-il, quand un homme « n'a pas la capacité de porter à terme l'acte conjugal ».

Le concile Vatican II avait déclaré que la procréation n'est pas le seul but du mariage en soulignant l'importance de l'amour dans le couple. Le décret de la congrégation pour la doctrine de la foi ne change pas l'attitude de condamnation de l'Eglise à l'égard de la vasectomie et de tout autre forme de stérilisation, sauf pour les cas motivés par des raisons médicales.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 834

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I					■				
II							■		
III								■	
IV			■					■	
V			■			■			
VI	■	■							
VII						■			
VIII				■					
IX					■		■		■
X		■	■						
XI								■	

HORIZONTALEMENT

I. Ce qui permet d'éviter de patauger trop longtemps ; Ne se contente pas de passer l'éponge. — II. Toujours à la recherche d'un équilibre ; Titre abrégé. — III. Ami d'enfance. — IV Symbole ; Boîte. — V. Symbole ; Méritent quelque respect ; Où l'on n'a pas intérêt à mélanger les cartes. — VI. Presque incroyables. — VII. Couteau de table ; Orientation. — VIII. Forte tête ; Ne laisse pas indifférent. — IX S'oppose au rêve. — X. Cherche à joindre les deux bouts. — XI. L'amour était sa raison d'être… à moins que ce ne fût la raison !

VERTICALEMENT

1. Poussent comme des champignons ; Figure biblique. — 2. Se manifester avec éclat ; Aussi ignorante, mais moins fine qu'Agnès. — 3. Temps ; Coule en France. — 4. Belle, est plus durable que bonne ; Militaire. — 5. Sentent le renfermé ; En pente. — 6. Prénom ; Lisse. — 7. Calme une colère d'enfant ; Pronom. — 8. Ouvre, après tout, des perspectives infinies ; En état d'être conduites. — 9. Compagnes d'écoliers ; Ne clôt pas une phrase.

Solution du problème n° 1 833

Horizontalement

I. Chauffard ; Usine. — II. Ours ; Avions ; Dam. — III. Lei ; Rue ; Toiles. — IV. Acres ; Asa. — V. Assagies ; Meules. — VI. Odelettes. — VII. K. e. ; All ; Cr. — VIII. Veules ; Toiture. — IX. Sa ; Ce ; Orins ; Res. — X. Usais ; Tu ; Saône. — XI. Cassantes ; Ruent. — XII. It ; Nielle ; Ta. — XIII. Vérité ; Laon. — XIV. Inès ; Nièvre ; Net. — XV. Ste ; Stase ; Foule.

Verticalement

1. Colback ; Suc ; Vis. — 2. Hue ! ; Evasaient. — 3. Arioso ; Astrée. — 4. Us ; Adoucis ; Is. — 5. Rage ; Lésant. — 6. Faucille ; Nient. — 7. Avérée ; Sotte ; Ia (Aï). — 8. Ri ; Esta ; Ruelles. — 9. Dots ; Titi ; Slave. — 10. No ; Melons ; E.O.R. — 11. Usinés ; Isar ; Nef. — 12. Ut ; Ouf ! — 13. Idéale ; Urne ; O.N.U. — 14. Nasse ; Créent ; El. — 15. E.M. ; Astres ; Tante.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Est publié au *Journal officiel* du 6 août 1977 :

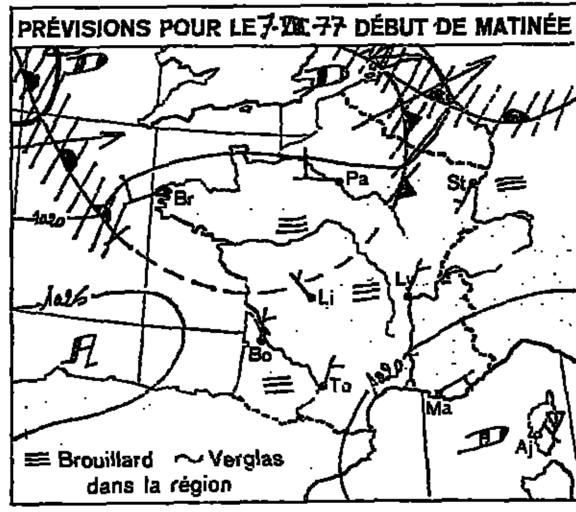
UN DECRET

● Modifiant le décret n° 71-262 du 7 avril 1971 énumérant les postes territoriaux ouvrant droit à la hors-classe du grade de préfet.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 AOUT 1977 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 7-8-77 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — averses — orages — Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 6 août à 0 heure et le dimanche 7 août à 24 heures :

La France restera dans un champ de pression relativement élevé, et le faible courant perturbé qui circule de l'océan Atlantique à l'Europe occidentale sera peu actif sur notre pays.

Dimanche, sur la moitié nord de la France, le temps sera passagèrement nuageux. Quelques faibles pluies isolées pourront tomber le matin au nord-est de la Seine, le soir sur l'extrême ouest.

Sur le reste de la France, le temps sera toujours bien ensoleillé après la dissipation, dans la matinée, de brouillards formés principalement dans les vallées au lever du jour. Quelques foyers orageux isolés sont possibles l'après-midi et le soir sur le massif alpin.

Dans l'ensemble, les vents seront faibles. Les températures maximales marqueront une légère baisse dans l'intérieur sur la moitié nord ; sur la moitié sud, elles varieront peu.

Samedi 6 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 017,6 millibars, soit 763,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 août ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Ajaccio, 27 et 16 degrés ; Biarritz, 23 et 15 ; Bordeaux, 26 et 14 ; Brest, 17 et 15 ; Caen, 24 et 15 ; Cherbourg, 17 et 15 ; Clermont-Ferrand, 27 et 13 ; Dijon, 27 et 14 ; Grenoble, 26 et 12 ; Lille, 25 et 15 ; Lyon, 27 et 14 ; Marseille, 28 et 18 ; Nancy, 26 et 11 ; Nantes, 22 et 11 ; Nice, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 27 et 12 ; Pau, 26 et 14 ; Perpignan, 30 et 18 ; Rennes, 24 et 15 ; Strasbourg, 28 et 13 ; Tours, 26 et 11 ; Toulouse, 28 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 18 ; Amsterdam, max. 22 ; Athènes, 33 et 25 ; Berlin, 25 et 15 ; Bonn, 27 et 12 ; Bruxelles, 25 et 15 ; îles Canaries, 25 et 19 ; Copenhague, 20 et 13 ; Genève, 26 et 13 ; Lisbonne, 33 et 16 ; Londres, 23 et 13 ; Madrid, 31 et 15 ; Moscou, 30 et 18 ; New-York, 32 et 25 ; Palma-de-Majorque, 23 et 14 ; Rome, 29 et 17 ; Stockholm, 21 et 14 ; Téhéran, 34 et 24.

ÉDITION

Dictionnaires d'aujourd'hui

(Suite de la première page.)

Restent donc en lice trois dictionnaires de langue de grand format en plusieurs volumes. Le grand « Dictionnaire (alphabétique et analogique) de la langue française », de M. Paul Robert (6 volumes, 1964, complété en 1970 d'un important supplément), est l'œuvre de P. Robert et d'une équipe animée par A. Rey, H. Cottez et Mme Rey-Debove. Il n'est nullement indigne de ce titre de « nouveau Littré » qui pouvait, à l'origine, paraître présomptueux. Sa description par « champs » (synonymes, contraires, dérivés) en fait un instrument inégalé de maniement de la langue.

Le second en date, le G.L.L.F., aura six volumes. Il est l'œuvre d'une équipe « Larousse » dont le regretté Louis Guilbert était le maître d'œuvre pour la partie dictionnaire proprement dite. Le troisième, le T.L.F., est l'œuvre d'un laboratoire du C.N.R.S. (à Nancy) et de l'équipe importante rassemblée autour de M. Paul Imbs.

Il pourrait être complet de ses quinze ou seize volumes (il est actuellement impossible de prévoir avec précision son étendue) vers 1988.

Un dictionnaire, ce sont des mots rangés alphabétiquement. Or la notion de « mots d'une langue » est elle-même très incertaine. En puisant dans les terminologies techniques (par exemple dans « la Clé des mots » du CILF), dans les français régionaux, dans l'argot contemporain et dans quelques œuvres littéraires d'avant-garde, le lexicologue collectera sans peine non quelques centaines, mais quelques milliers de mots dont il sera en droit de se demander s'ils sont ou non des « mots français ».

L'idée qu'un dictionnaire puisse jamais contenir « tous les mots du français » n'a donc pas de sens. Il n'existe que des dictionnaires plus ou moins partiels, dont la « nomenclature » (le nombre des mots entrés) est un compromis entre la tradition et l'innovation, l'idéal et le (commercialement) possible.

En ordre de grandeur, les trois dictionnaires dont il s'agit enregistrent soixante mille mots. Ce n'est pas un chiffre très élevé : les grandes encyclopédies alphabétiques (Larousse et Quillet, en particulier), en dix volumes et plus, dépassent cent vingt mille entrées.

Le T.L.F., terminé, ne sera pas loin de ce chiffre si l'on tient compte du large vocabulaire technique rassemblé sous des rubriques étymologiques : anthropo-, archéo-, chrono-, etc.

Pour prendre une idée des différences de contenu entre les trois dictionnaires (désignés ici par le G.R., le G.L.L.F. et le T.L.F.), nous avons étudié une tranche de deux cents mots environ, de COL à COMMA. Sans considérer cet échantillon comme représentatif, et en souhaitant que des comptages plus larges soient menés à bien, nous pensons que le résultat de celui-ci apporte des indications significatives.

Colineau et colinette

Le G.R., le G.L.L.F. et le T.L.F. ont à peu près en commun la même nomenclature générale. Cependant, sauf erreur toujours possible dans ce genre de dépouillement, il manque au T.L.F. **col-de-cygne,** terme cependant usuel de plomberie. Lui manquent également **colleteuse** (ouvrière spécialisée dans la confection des cols de chemise, etc.), **colocataire** et **colocation,** termes très usuels de droit immobilier ; et le canal **colateur** dans le vocabulaire de l'agriculture. Mais peut-être le mot est-il périmé ?

Seul le G.L.L.F. fait (à juste titre) une entrée distincte de **colineau** ou **colinot,** ce poisson largement consommé en France, et dont l'orthographe reste incertaine. Le T.L.F. ne traite qu'en dérivé le **colombage,** type de construction très répandue en Normandie, à charpente verticale apparente dont les vides sont comblés par un mortier de plâtre ou de terre. Il s'agit d'ailleurs d'un dérivé de **colonne** et non de **colombe ;** aucun rapport avec un pigeon quelconque.

Le mot, usuel et ancien, méritait l'entrée indépendante que lui donnent le G.R. et le G.L.L.F. ; de même, la **collante,** convocation à un examen ou résultat dudit, que le T.L.F. traite en dérivé. En revanche, seul le T.L.F. connaît **colombe,** au sens de : partisan d'une paix négociée (au Vietnam, en Palestine, etc.), par opposition aux **faucons** ou aux **éperviers.**

Nos trois dictionnaires s'encombrent bien inutilement de la **colinette,** bonnet de nuit à fanfreluches dont Littré disait déjà (voici un siècle) que les femmes le portaient « autrefois ». C'est la plaie de tous nos dictionnaires de traîner indéfiniment ces « coiffes à la Fontanges » et autres vieilleries, au détriment du vocabulaire actuel. Le supplément du G.R. et le G.L.L.F. ont le courage (scientifique) de faire une entrée de **combientième,** que le T.L.F. mentionne discrètement, et que tous trois qualifient de pop., très pop., vulg., famil., etc.

Les trois grands font jeu égal quant au nombre de termes techniques ; mais la répartition en est aléatoire. Tel sera plus riche en jurid. ou en archit., tel autre en botan. et en zool., tel enfin en math. et en phys.

Avantage au T.L.F., qui a regroupé sous l'entrée COLP — ou COLPO — une vingtaine de termes (méd. ou chir.) relatifs au « kolpos » grec (le vagin), avec une définition succincte. De même sont regroupés sous COLE les termes du type « agricole, sylvicole », etc.

En français populaire et argotique, peu de différences (pour le G.R., grâce à son supplément, particulièrement riche). Mais, remarque faite déjà dans les précédents volumes, le T.L.F. est de qualité inégale dans ce domaine, comme s'il avait honte de s'y consacrer sérieusement. Ainsi, « class » ou « classe » (« Y en a class ! » = ça suffit, assez comme ça), est entré sous « classe » (militaire, de conscription) comme s'il s'agissait d'une abréviation de : « la classe (= la fin du service militaire) ; alors que le mot vient de l'arabe « khlass », assez, fini.

Le T.L.F. l'emporte dans le traitement des mots, auxquels il consacre, pour les plus usuels et les plus riches de sens, trois à quatre fois plus d'espace que ses deux concurrents. Ce qui est la moindre des choses, puisque ni le volume total, ni les délais de parution, ni les prix, ne sont comparables entre les deux « demi-lourds » que sont le G.R. et le G.L.L.F., et ce super-géant qu'est le T.L.F.

Le Grand Robert et le G.L.L.F. ont été réalisés avec des moyens artisanaux et relativement modestes, guère différents de ceux qu'employait E. Littré : équipe permanente très réduite, collaborateurs, beaucoup de lectures, de fiches ; du bon sens, de la méthode, le sens de la langue vécue... et un éditeur tenace et compréhensif.

Le T.L.F., au contraire, est une entreprise nationale, financée et menée par le C.N.R.S. C'est, en quelque sorte, notre « Concorde » du vocabulaire, avec tout ce que cela comporte de moyens matériels de pointe, de personnels permanents nombreux, de perfectionnisme contestable aussi. Sans doute, et comme pour son modèle volant, les retombées du travail qui se fait à Nancy seront-elles fort grandes et justifieront dans une mesure à déterminer les crédits très importants investis dans l'entreprise.

Cependant, au terme de ce cinquième volume, il n'est pas encore établi que l'utilisation systématique de l'ordinateur ait donné au T.L.F. un avantage quelconque sur un dictionnaire comparable qui eût été réalisé « à la Littré ». La manipulation de centaines de milliers ou de millions d'attestations littéraires n'est pas un but en soi. La richesse du matériel rassemblée n'est pas exempte d'ambiguïté : elle ne résout aucun problème de méthode, et en créerait plutôt.

En ce sens, peut-être faut-il dire qu'en dépit de cet outillage technique le T.L.F. est le dernier dictionnaire d'hier, plutôt que le premier dictionnaire de demain.

JACQUES CELLARD.

★ Ces trois dictionnaires sont vendus en souscription. Renseignements : pour le Robert, Société du Nouveau Littré, 150, av. Parmentier, 75010 Paris ; pour le G.L.L.F., Librairie Larousse ; pour le T.L.F., Librairie Klincksieck, 11, rue de Lille, 75007 Paris.

Une foire internationale du livre à Moscou

Du 6 au 14 septembre prochain, se tiendra à Moscou, pour la première fois, une foire internationale du livre. Celle-ci est organisée par le comité d'Etat pour l'édition, fabrication et vente du livre, en collaboration avec l'Agence nationale des droits d'auteurs. Sa devise : « Le livre au service de la paix et du progrès ». Ses objectifs : développer la coopération culturelle entre les peuples, élargir les liens d'affaires entre les maisons d'édition, encourager l'exportation, l'importation et les traductions de textes divers.

La foire de Moscou se présente donc essentiellement comme une foire de vente et d'achat de droits que la signature par l'U.R.S.S., il y a trois ans, de la convention de Berne, semble avoir rendue nécessaire à ce pays. Elle se tiendra sur le territoire de l'exposition des réalisations de l'économie nationale.

L'Allemagne fédérale, l'Espagne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, entre autres, y participeront soit par des stands collectifs soit par des stands individuels, soit par les deux. Neuf éditeurs français y présenteront leur production, en plus du stand collectif (mille cinq cents livres de soixante-dix maisons) qu'organise le Comité des expositions du livre dépendant du Cercle de la librairie. Parmi ces éditeurs figurent Gallimard, Stock, les Editions des femmes, la librairie Quillet, Charles Massin et, regroupées sous l'égide d'Odéon-diffusion, les maisons communistes : Editeurs français réunis, Editions sociales, Farandole, Cercle d'art.

A tous une règle a été imposée : « *Il est interdit d'exposer les livres ou autres imprimés en contradiction par leur contenu et leur présentation avec la législation soviétique* ». Cette interdiction, précise une parenthèse plus explicite, vise les ouvrages « *prônant la guerre, la supériorité d'une race ou d'une nation, outrageant la dignité nationale des autres participants, incompatibles avec les exigences de la moralité publique, etc* ».

Cette nouvelle foire internationale vient grossir la liste déjà longue des manifestations de ce genre dont Francfort reste toujours la principale. Mais dans son sillage en sont nées beaucoup d'autres : il y a maintenant peu de mois de l'année et peu de régions du monde qui n'en comptent une ou plusieurs : Le Caire, Buenos-Aires, Bruxelles, Leipzig, Bologne (pour les livres d'enfants), Montréal, Jérusalem (biennale), Nice, Varsovie, Sao-Paulo (biennale), Belgrade. Les Etats-Unis, curieusement, n'en possèdent point et la remplacent par la convention des Bibliothécaires américains.

Entre toutes ces foires, c'est avec celle de Varsovie, point de rencontre déjà très important de l'édition internationale pour les pays de l'Est, que la nouvelle-née entre en concurrence la plus directe. Mais Varsovie est une foire de printemps. Moscou sera une foire de fin d'été. Et la foire de Francfort s'est reportée au début d'octobre (12-17 octobre) pour lui laisser sa place et sa chance.

PRESSE

« Le Parisien libéré » à nouveau dans l'impasse

Après deux ans et demi de conflit, le syndicat du Livre C.G.T. et M. Claude Bellanger, président-directeur général du « Parisien libéré », annonçaient le 11 juillet la conclusion d'un constat d'accord. « Le Monde » en a donné, dans son numéro du 13 juillet, les clause principales. L'accord réglait l'embauche, le reclassement, la mise en retraite ou en pré-retraite des ouvriers grévistes ou licenciés du « Parisien libéré » et traitait des problèmes posés par les conditions de travail et de rémunération.

L'aval du gouvernement était nécessaire. Il n'est pas encore donné car, si les problèmes financiers semblent à peu près résolus, il subsiste des zones d'ombre, notamment dans la liquidation du considérable contentieux juridique. Le ministère du travail voudrait également que l'organisation syndicale s'engage à ne pas aller au-delà de l'accord et à respecter, pour aujourd'hui et pour demain, les objectifs de la politique économique et sociale définis par le plan Barre. Ces « atermoiements », selon la C.G.T., provoquent de vives réactions.

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE (C.G.T.) ET LE COMITÉ INTERSYNDICAL PARISIEN S'ADRESSENT A L'OPINION

« Voilà trois semaines, un accord a été établi entre les organisations C.G.T. du Livre et la direction du *Parisien libéré*. Il y est stipulé que l'accord prend effet au 1er août. Le gouvernement fait toujours obstacle à sa signature. Il est en possession des textes mis au point par les deux parties et de toutes les précisions utiles. Il suffit pour que l'accord soit signé et entre en vigueur que le gouvernement applique *intégralement* les engagements qu'il a pris sur les bases des propositions faites par le conseiller d'Etat Mottin, chargé d'une mission de médiation par le gouvernement :

» 1) Concernant les mesures de reclassement ;

» 2) L'ensemble des conséquences pénales liées au conflit ;

» 3) En ce qui concerne sa participation financière au règlement des problèmes sociaux (Sécurité sociale, retraite) dus à un conflit qui n'aurait pu prendre cette ampleur et avoir cette durée si le gouvernement n'avait commis un « excès de pouvoir » pour lequel il a été condamné par le tribunal administratif.

» Il ne s'agit de rien d'autre, et ces mesures ne présentent aucune difficulté technique majeure.

» Les ingérences inadmissibles, les attitudes volontairement dilatoires des représentants du ministre du travail chargés de régler cette question, diffèrent constamment les discussions sérieuses et la conclusion pourtant simple.

» Personne ne croira, ni les travailleurs ni l'opinion publique, que cette question relève d'initiatives personnelles de membres de cabinets ministériels, quels qu'ils soient : il s'agit d'une décision politique qui engage le premier ministre. La persistance de cette attitude signifierait que le gouvernement veut empêcher réellement un accord mettant fin au conflit qui a duré deux ans et demi et qui a perturbé gravement la presse. Le gouvernement se montre plus acharné que la direction du *Parisien libéré*.

» Or il sait que le rétablissement d'une situation normale au *Parisien libéré*, rejoignant les conditions sociales de la presse parisienne, est indispensable : c'est le sens de l'accord mis au point, entièrement conforme aux lois, conventions et réglementations en vigueur. A défaut, le rebondissement du conflit de toute la presse serait inévitable.

» La Fédération française des travailleurs du Livre et le comité intersyndical du Livre parisien informent l'opinion publique de cette situation : si le gouvernement ne met pas un terme à ses atermoiements, il n'y aura pas d'autre moyen que d'engager de nouvelles actions dans l'ensemble de la presse impliquant des arrêts de parution.

» La Fédération française des travailleurs du Livre et le comité intersyndical appellent les travailleurs de la presse parisienne, régionale et départementale, à préparer une telle action pour les premiers jours de la semaine prochaine.

» La Fédération française des travailleurs du Livre et le comité intersyndical appellent les travailleurs et l'opinion publique à protester contre le comportement vindicatif du gouvernement et à exiger qu'il y mette fin et permette la solution définitive de ce conflit. »

LA C.G.T. DÉNONCE L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

Le bureau confédéral de la C.G.T. apporte « *son soutien plein et entier à sa Fédération du Livre, son Comité intersyndical du Livre parisien et aux travailleurs du* Parisien libéré ».

Dans un communiqué, « *il met en garde le gouvernement contre les conséquences d'une attitude délibérée qui empêche la conclusion d'un accord convenable qui avait été acquis il y a trois semaines au* Parisien libéré. *Alors que les négociations entre les organisations syndicales C.G.T. et la direction du journal avaient permis de trouver une solution au conflit qui durait depuis deux ans et demi, le gouvernement, par son acharnement, remet en cause les termes de cet accord* ».

DE L'ACCORD A L'ÉCHEC ?

(Suite de la première page.)

M. Christan Beullac — à qui ce dossier a été confié — exige que l'organisation syndicale approuve formellement et par écrit une « interprétation » de l'accord conforme aux impératifs du plan Barre. C'est beaucoup, c'est trop demander. Après un si rude combat, on devrait pourtant s'accommoder de quelques ambiguïtés.

Ceux dont la fonction, au ministère du travail, est de contribuer à la solution des conflits ne peuvent croire sérieusement à une telle capitulation ouvrière après l'annonce de la victoire. Mais nous sommes dans la politique, là où Matamore et Machiavel sont des modèles tentants. Il faut donc, comme on le redoutait, constater qu'on a délibérément choisi l'impasse pour des motifs où le clair s'allie à l'obscur. Comme on redoute les mauvais exemples, on tente — c'est évident — de retirer à la C.G.T. le bénéfice d'un triomphe chèrement acquis et trop tôt proclamé ; on souhaite — c'est plus trouble — laisser *le Parisien libéré* se débattre dans des difficultés insolubles, quitte à proposer, au dernier moment, une solution de rechange et, qui sait, de nouveaux maîtres ; on se console vite — c'est mieux caché — d'accroître du même coup les difficultés des quotidiens parisiens, bastions fragiles du pluralisme politique.

Retenons, en effet, la déclaration, cynique et souriante, d'un proche collaborateur du premier ministre, devant qui on évoquait l'éventualité d'une grève affectant à nouveau la presse écrite : « *Mon cher, tant que la radio et la télévision fonctionneront !...* »

JACQUES SAUVAGEOT.

ARTS ET SPECTACLES

LE FESTIVAL

Du cri au geste, du geste au regard

Le théâtre musical a lui aussi ses spectacles *off*. Cela se passe dans une simple salle de collège, le public — toujours une trentaine de personnes chaque soir depuis le début du Festival — rêve un instant à la rentrée des classes, se souvient et s'asseoit, chacun à son banc, coudes sur la table. Au tableau, une phrase de Michel Leiris sur la guerre et sur la poésie ; derrière le tableau se cache un piano qu'on entendra plus tard ; au bord de l'estrade devenue scène, une balustrade en osier tressé évoque les tranchées d'un champ de bataille imaginaire. On éteint la lumière.

Dans le noir et le silence, une allumette craque. Seulement le rythme du geste qui la promène et le tremblement irrégulier de la flamme. Derrière la rampe d'osier, assis, un couple en vêtements de nuit : deux bustes blancs sur fond noir, les yeux clos d'abord, puis soudain, grand ouverts. En parfait synchronisme avec le tic-tac glacé d'un métronome, les pupilles vont de droite à gauche, puis de gauche à droite, immuablement ; syllabe par syllabe l'homme récite un de ces rêves notés par Michel Leiris qui forment le recueil *Nuits sans nuit*. Ce sont des cris, solitaires d'abord, puis à deux.

La flamme s'éteint ; dans l'obscurité une allumette craque encore : nouveau tableau, même scénario. Cette fois, leurs bouches s'ouvrent comme pour hurler, mais le son du silence est encore plus effrayant. Le récit reprend avec, à présent, un râle affreux entre chaque syllabe. L'air inspiré violemment par la bouche et qui fait vibrer tout le palais.

La scène suivante, beaucoup plus « jouée » physiquement, a toute la légèreté d'un scherzo que suit un adagio, tout en gestes lents, le comédien prenant à présent pour partenaire un simple chapeau de paille. Là encore, la durée de chaque pose, l'intensité du geste sont autant d'éléments musicaux au même titre que les interventions espacées du piano et d'une clarinette.

Une telle fusion n'est pas fortuite ; elle trouverait sa première explication dans la collaboration étroite et suivie du compositeur, M. Michel Puig, et du metteur en scène, M. Michael Longsdale. A quoi il faut ajouter le principe même d'une conception dans laquelle aucun mouvement, aucun son, n'est laissé au hasard : tout obéit à une mise en forme rigoureuse et qui se donne comme telle ; épousant, de force parfois, le texte récité sans jamais l'illustrer au premier degré, explorant passionnément les ultimes possibilités d'expression vocale, depuis le chuchotement jusqu'au cri, avec toutes les distorsions imaginables entre l'extrême grave et le suraigu. Ce travail est d'autant plus intéressant, compte tenu de la réussite finale, qu'il est confié à deux comédiens : Catherine Ringer et Daniel Berlioux, réalisant avec leur voix des performances qu'on n'oserait pas attendre de chanteurs traditionnels.

La représentation dure une heure, les scènes se succèdent comme autant de variations, qu'il serait fastidieux de décrire une à une. Tendue jusqu'à la fin, grinçante à l'occasion, sensuelle, l'atmosphère de ce spectacle sait laisser assez de place à l'humour pour permettre une distanciation qui lui conserve sa part de mystère vrai. Montrer le mécanisme d'une œuvre ce n'est pas forcément en diminuer la portée, mais attirer l'attention et la fixer sur l'énigme même de la création artistique, là où deux et deux ne font pas nécessairement quatre, mais tantôt plus, tantôt un peu moins, toujours autre chose.

GÉRARD CONDÉ.

★ « Nuits sans nuit » est donné au collège Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, jusqu'au 6 août, tous les jours, à 18 h.

Alvin Ailey sur le chemin de la facilité

A Avignon, le Festival s'achève dans le tourbillon coloré des ballets d'Alvin Ailey, un spectacle qui ne laissera pas le souvenir d'un événement exceptionnel. La déception est grande lorsque l'on pense aux premières apparitions de la troupe et à la puissance du chorégraphe, alors préoccupé de ses racines et de l'affirmation de sa race. Aujourd'hui, le voici entré dans cet internationalisme de la danse qui gomme les différences et édulcore les personnalités. Installé au City Center de New-York, responsable de trois compagnies et d'une école qui touche cinq mille élèves, dévoré par d'incessantes tournées dans le monde, soumis aux circuits commerciaux, Alvin Ailey a pris le chemin de la facilité. Son *Pas de Duke* (1976) est un faire-valoir conçu pour la réunion insolite de deux vedettes, Judith Jamison et Michael Barychnikov. *The Mooche* (1975), hommage à Duke Ellington et aux grandes dames du blues, déroule, dans un climat de série noire, les gestes stéréotypés et les évolutions parfaitement dansées qui caractérisent les « super shows » télévisés américains. Alors ? Faudra-t-il vanter une fois encore les beautés de *Revelations* (1960), ce chef-d'œuvre où toute la destinée humaine s'inscrit dans une chorégraphie bouleversante ?

La danse n'a guère été privilégiée cette année à Avignon. Tout en se défendant de vouloir découvrir de jeunes chorégraphes, le Festival les avait jusqu'ici bien accueillis. Faute de lieux disponibles, il y a renoncé. Mais peut-être la Chartreuse de Villeneuve va-t-elle trouver là une vocation : après le stage de Carolyn Carlson et le concert dansé de l'INA, elle clôture la session d'été en programmant le Cercle, un groupe primé au concours de Bagnolet et actuellement en pleine effervescence créatrice. Ce spectacle rétrospectif permet de faire le point sur son activité : parvenue à une belle aisance technique, à une grande cohésion, l'équipe doit, pour progresser, s'ouvrir maintenant vers l'extérieur et dépasser le stade des essais et de l'accumulation gestuelle.

Dans le festival « off », les expériences de danse ne sont guère concluentes si l'on excepte la compagnie lyonnaise du Plateau bascule animée par Marie Zighera. Pendant quinze jours, elle a joué au stade Léo-Lagrange, en plein air, dans une cour d'école, entre les rafales du mistral et les coups de soleil, et elle a réussi à faire sa percée. Pas de coulisses, une scène délimitée par des paniers en osier. Aucun recul vis-à-vis du public, aucun artifice. C'est l'expérience du théâtre ambulant, une expérience bénéfique pour les danseurs. En revanche, le groupe niçois de Charles Pirat, programmé à 1 heure 30 du matin au Petit Lycée, dans un local inapproprié à son spectacle, a dû déclarer forfait. On peut enfin se demander pourquoi le théâtre municipal n'a pas profité de l'occasion pour présenter le ballet créé par le jeune Avignonnais Christian Taulelle — *Germinal*, d'après Zola, — dont toute la presse régionale a fait grand cas.

Paul Puaux, administrateur du Festival, expliquait récemment que celui-ci, déjà surchargé, ne pouvait consacrer plus à la danse et que c'était à d'autres villes d'en prendre l'initiative. Mais l'avantage d'Avignon, c'est justement de permettre à la danse de se confronter à d'autres disciplines, de rencontrer un public élargi et d'échapper à la spécialisation.

MARCELLE MICHEL.

Petites nouvelles

■ **L'Union des associations des maisons de la culture a dénoncé, au cours d'un débat public à Avignon, les taxations nouvelles qui pèsent sur ces établissements par assujettissement à la T.V.A. des subventions allouées aux entreprises d'action culturelle et les menaces de suppression du versement des subventions d'Etat en cas de non-application stricte des directives gouvernementales en matière salariale. En accord avec les syndicats de personnels, elle a annoncé une manifestation, à Paris, le 19 octobre prochain.**

■ **Le peintre expressionniste allemand Max Kaus est mort vendredi à Berlin-Ouest à l'âge de quatre-vingt-six ans.**

Né à Berlin en 1891, Max Kaus faisait partie de la génération des peintres expressionnistes allemands d'avant la première guerre mondiale. Ses œuvres avaient été interdites et retirées des musées par les nazis.

■ **Plusieurs tableaux attribués au peintre Giorgio de Chirico viennent d'être retrouvés par la police italienne qui cherche depuis deux ans à mettre un terme à un important trafic de faux. En mai dernier, plusieurs personnes avaient été arrêtées à la suite de la découverte, en 1975, au domicile florentin d'un peintre, Umberto Lombardi, de soixante-quinze toiles attribuées à Giorgio de Chirico.**

■ **Le grand prix du Festival des nations a été attribué au film français « L'une chante l'autre pas », d'Agnès Varda. « Strozek », de Werner Herzog (R.F.A.), a obtenu le prix spécial du jury. Gian-Maria Volonte, pour le film italien « J'ai peur », de Damiano Damiani, et Mari Torocsik, pour le film hongrois « Teketoria », de Gyula Maar, ont reçu les prix d'interprétation.**

D'AVIGNON

« LE TEMPS D'UNE VIE » par le Théâtre du Québec

Une robe grise, austère, sans âge ; par-dessus ce vêtement, qui fait oublier le corps, la femme-servante porte des tabliers. Du grand sarrau de fillette à celui, tout blanc, festonné de mauve, qu'elle met quand elle est grand-mère, elle en a pour chaque époque de son existence. La pièce de Roland Lepage, mise en scène par André Pagé, que le Théâtre populaire du Québec, invité par Gabriel Garran, présente au cloître des Carmes, raconte en huit chapitres (sept tabliers et un châle noir de vieille dame solitaire) la vie rude d'une paysanne de là-bas, environnée de mort et de misère, entourée d'hommes qui la trahissent, la forcent, l'abandonnent. Elle apprend à se défendre, à fuir ses rêves, à canaliser ses révoltes, à meubler son ennui, à aimer. Elle apprend « à se faire une raison », comme lui disait son père, le seul en qui elle ait trouvé tendresse et générosité, en qui elle ait eu confiance. Pourtant, c'est à cause de lui que sa mère est morte en la mettant au monde, à cause de tous les enfants qu'il lui a faits. Il ne pouvait pas imaginer qu'une femme ne puisse pas être mère autant de fois que Dieu le veut. C'est ainsi que l'on vit quand on doit se battre au jour le jour avec seulement son courage, sans les mots qu'il faudrait pour comprendre. On dit que « *ça n'a pas de bon sens* », mais on n'a pas le temps de s'attarder sur ses souffrances, et l'on trouve des solutions immédiates dans les règles d'une morale simple.

Le Temps d'une vie est le portrait d'une femme obstinée au bonheur envers et contre tout. C'est un mélodrame qui n'a pas honte de ce qu'il est, et qui puise dans les clichés romanesques de l'émotion sans aucune distance. Cette forme volontairement désuète nous oblige à réfléchir sur la manière dont certains — beaucoup d'entre nous — semblent empêchés de vivre avec leur siècle. De plus, nous sommes émus. D'abord parce que le langage, au-delà de l'exotisme, est chaleureux et dru. Et surtout nous ne pouvons pas échapper à l'attraction de Rosanna, la femme-servante, à l'attraction d'une actrice étonnante, Murielle Dutil.

Tout le spectacle repose sur elle, sur l'intelligence de son regard, l'humour de son sourire, la douceur de ses gestes, les crispations de son corps. Sans elle, bien sûr, son personnage pourriat être seulement une victime pitoyable, exaspérante. Mais justement elle est elle-même un personnage vivace, indestructible, exemplaire. Elle possède la classe et le pouvoir des grandes stars, ces monstres capables de créer leur vérité, la vérité, dans n'importe quelle situation, et on y croit.

COLETTE GODARD.

Exposition

Au château de Ratilly

Espace-lumière dans la sculpture

Spectacle austère et prestigieux que celui dont les étranges personnages de pierre ou de métal peuplent cet été le château de Ratilly. Quatre-vingt-six pièces majeures signées des vingt-cinq sculpteurs élus parmi les plus représentatifs de l'art contemporain offrent de quoi ravir l'initié et de quoi dérouter le profane privé de fil conducteur.

Or ce fil existe. Même avantagées par un cadre exceptionnel (on y reviendra), ces sculptures ne présenteraient que l'intérêt, déjà grand, d'un musée en raccourci si un thème plus ambitieux n'en justifiait la sélection et si seul quelque caprice arbitraire les avait rassemblées.

Le thème est formulé par le titre de l'exposition : Espace-lumière dans des sculptures du cubisme à aujourd'hui, *problème fondamental dans le renouvellement révolutionnaire des formes au vingtième siècle.*

Le responsable se nomme A.-M. Hammacher. Analysant les conceptions plastiques et les témoignages lucidement exprimés des artistes convoqués à Ratilly, l'ancien directeur du Rijksmuseum Kröller Müller d'Oterlo, évoque à leur sujet non pas une mais plusieurs « consciences d'espace-lumière ». Celles des pionniers d'abord, de Matisse (« une lumière intérieure qui transforme les objets ») *à Lipschitz* (« la sculpture, c'est du soleil à portée de la main »), *de Boccioni à Henri Laurens, en dépit de leurs contrastes ; de deux Français, morts trop jeunes pour avoir tenu toutes les promesses qu'annonçaient leurs recherches et leur audaces, Henri Gaudier-Brzeska et Raymond Duchamp-Villon. Ils ne sont certes pas seuls à être ici largement représtés, bien que le Centre d'art contemporain de Ratilly ne prétende pas donner une anthologie, un panorama exhaustif de soixante ans de sculpture.*

A.-M. Hammarcher reconnaît lui-même ses « absences regrettables » dans un ensemble forcément restreint. Les dimensions et le nombre des salles disponibles ne sont pas seuls en cause. L'effort financier demandé à une entreprise privée, déjà énorme, n'eût pas pu être dépassé. Et l'on réalise mal les autres difficultés auxquelles Norbert Pierlot a dû se heurter pour obtenir le prêt de pièces parfois colossales, infiniment rares et précieuses. La succession de Picasso étant bloquée, il a tout de même réussi à se faire confier cette puissante tête de femme de 1932. Brancusi, qu'il était inconcevable de ne pas trouver dans ce contexte historique, lui qui est peut-être à l'origine de tout, est présent avec un bronze de 1923, une « tête » venue d'une collection particulière : rien ne doit sortir de la donation. Aucun Henry Moore n'était « libre » en France : le British Council de Londres en a envoyé deux. Le Stedelijk Museum d'Amsterdam a prêté un Antoine Pevsner et un Naum Gabo... C'est dire assez les mois de patientes démarches nécessaires avant d'assumer le transport, autre tour de force, dans un coin reculé du département de l'Yonne.

Mais quelle récompense ! D'être contemplées dans un cadre insolite, par ce qu'on pourrait appeler un nouveau regard si l'expression était contemplées dans un cadre insolite sculptures une sorte de jeunesse. moins galvaudée confère à ces Elles sont sinon valorisées (elles n'ont plus à l'être) du moins mises en valeur.

Nous n'avions jamais vu sous ce « jour » la Femme de Venise VIII, *de Giacometti, de face ou de profil devant la blancheur des murs d'une salle médiévale :* « La sculpture crée le vide à partir du plein », *écrit Jean-Paul Sartre à propos de Giacometti. Certes, rarement cette impression fut autant ressentie qu'en ce lieu, où pourtant l'occupent, pas très bien, dix œuvres de Jean Arp. Et puis, la cour intérieure du château, gazonnée, harmonieuse, accueille avec le même bonheur le colossal* Promeneur *et ses jambes en pattes d'éléphant, de Cardenas, le* Grand Totem, *de Penalba, les jeux de réfraction géométrique, fer et plexiglas, d'Amalia del Ponte, un projet de tour de Marino Diteana. Ils font bon ménage avec le tilleul déjà défleuri.*

Nous ne sommes déjà plus en territoire connu ni en pays conquis. Un condensé des multiples manières de remodeler l'espace et, sans le renfort de la couleur, de célébrer les noces de la matière et de la lumière, se devait, ne serait-ce que pour en fournir un échantillonnage, de faire état d'incursions récentes ou moins vulgarisées. Car l'exposition réserve d'autres découvertes, par exemple celle de la petite comédie aux cent actes divers de Fausto Melotti, et, pour maints visiteurs, les « chroniques » métalliques d'Arnaldo Pomodoro.

Ces œuvres vivent vraiment, dans un milieu vivant, où s'affairent les potiers sédentaires ou stagiaires et où la famille Pierlot poursuit son existence quotidienne. Et c'est peut-être la coexistence, on pourrait dire la fusion, de la vie de l'esprit et de la vie matérielle qui fait du château de Ratilly, ressuscité, un lieu d'accueil incomparable.

JEAN-MARIE DUNOYER.

NOUVELLE DÉMARCHE DE MADRID POUR RÉCUPÉRER « GUERNICA »

Le gouvernement espagnol a entrepris de nouvelles démarches officielles pour récupérer *Guernica*, le tableau de Picasso peint à la suite du bombardement de la petite ville basque pendant la guerre civile et déposé depuis au Musée d'art moderne de New-York, « *en attendant*, selon le vœu de l'artiste, *le rétablissement des libertés républicaines en Espagne* ».

Le ministre de la culture, M. Pio Cabanillas, qui s'est récemment entretenu à ce sujet avec l'ambassadeur américain à Madrid M. Welles Stabler, a fait valoir que « *le gouvernement espagnol estime avoir fait rétablir la démocratie dans le pays* » et que « *le désir de récupérer le tableau ne peut être interprété que comme l'accomplissement de la volonté de l'artiste.* »

théâtres

Les salles municipales

Châtelet : Volga (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 18 h. 30).

Les autres salles

Antoine : les Parents terribles (sam., 20 h. 30).
Athénée : Equus (sam., 21 h.).
Cloître des Billettes : le Maître de Santiago (sam., 21 h. 15).
Daunou : Pepsie (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Fontaine : Irma la Douce (sam., 21 h.).
Gaîté-Montparnasse : Ben-Hur (sam., 22 h. 15).
Huchette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 45).
Le Lucernaire-Forum, Théâtre rouge : le Manuscrit (sam. et dim., 22 h.). — Théâtre noir : Molly Bloom (sam. et dim., 20 h. 30) ; C'est pas de l'amour (sam. et dim., 22 h. 30).
Michel : Au plaisir, madame ! (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Nouveautés : Divorce à la française (sam., 20 h. 45 ; dim., 16 h.).
Théâtre des Quatre-Cents-Coups : l'Amour en visite (sam., 22 h. 30).

Festival du Louvre

Cour Carrée : American Ballet Theatre (sam., 21 h. 15).

Festival estival

Bateaux-Mouches : l'Ensemble à vents Josquin des Prés (sam., 18 h. 30) ; Luth et guitares Geoghegan (musique élisabéthaine et italienne) (dim. matin).
Quai du Port-Saint-Bernard : Jimmy Gourley Duo (sam. et dim., 18 h. 30).
La Péniche-Théâtre : Concert burlesque (sam. et dim., 20 h.) ; En attendant Godot (sam. et dim., 22 h.).
Hôtel de Sully : Musique et jardins, pays d'illusions (dim., 11 h. et 18 h. 30).
Théâtre Récamier : New Irish Chamber Orchestra, dir. A. Prieur ; J.-F. Heisser, piano (Haydn, Mozart, Duff) (sam., 18 h. 30).
Chapelle du château de Versailles : Capella Antiqua de Munich, dir. K. Ruhland (musique des cours européennes).

Les concerts

Voir Festival estival.
Le Lucernaire-Forum : Manoujan Omar Saïd, sitar, et Mohamed Taha, tabla (musique indienne) (sam. et dim., 21 h.) ; les Shantidas (musique européo-indienne) (sam. et dim., 23 h.).
Bateaux-Mouches : Ch. et B. Hayward, flûtes et percussions (musique du Moyen Age aux temps modernes) (dim., 10 h. 30).
Eglise Notre-Dame : M. Brandstetter, orgue (Bach, Messiaen, Vierne) (dim., 17 h. 45).
Sainte-Chapelle : l'Ensemble d'archets français, dir. Cl. Ricard, avec L. Visser, basse (Haydn, Vivaldi, Haendel) (dim., 21 h.).

Samedi 6 - Dimanche 7 août

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot, sam., 15 h. : la Kermesse héroïque, de J. Feyder ; 18 h. 30 : My Darling Clementine, de J. Ford ; 20 h. 30 : les Dragueurs, de J.-P. Mocky ; 22 h. 30 : El Bruto, de L. Bunuel. — Dim., 15 h. : la Chartreuse de Parme, de Christian-Jaque ; 18 h. 30 : Viva Maria, de L. Malle ; 20 h. 30 : les Ogresses, de M. Bolognini ; 22 h. 30 : Huit et demi, de F. Fellini.

Les exclusivités

AIDA (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (All., vers. am.) : Marais, 4e (278-47-86), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
AND THEN CAME ROCK (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LE BATAILLON EN FOLIE (It.) v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86), Fauvette, 13e (331-56-86).
BILITIS (Fr.) (**) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32)
CAR WASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), U. G. C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
CASANOVA DE FELLINI (It.) (*), v.o. : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
CRIA CUERVOS (Esp.), v.o. : Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
LA COMMUNION SOLENNELLE (Fr.) U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Concorde, 8e (359-92-84), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Nation, 12e (343-04-67).
LE DERNIER DINOSAURE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14). H. sp., Arlequin, 6e (548-62-25).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Palais des Arts, 3e (272-62-98).
ELISA VIDA MIA (Esp., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43). — V.f. : Athéna, 12e (343-07-48).
EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
HEDDA (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36), Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
L'ILE DU DOCTEUR MOREAU (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), Helder, 9e (770-11-24), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Murat, 16e (288-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33).
JAMBON D'ARDENNE (Fr.-Belg.) : Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA JEUNE LADY CHATTERLEY (A., v.f.) (**) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
KEOMA (It., v.f.) (**) : ABC, 2e (236-55-54), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40).
MADAME CLAUDE (Fr.) (**) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

Les films nouveaux

BROTHERS, film américain de Arthur Barron. V. o. : Quintette, 5e (033-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LA THEORIE DES DOMINOS, film américain de S. Kramer. V. o. : Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Concorde, 8e (359-92-84) ; v. f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Lumière, 9e (770-84-64), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
HORIZONS EN FLAMMES, film américain de E. Bellamy. V.o. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Balzac, 8e (359-52-70) ; v. f. : Rotonde, 6e (633-08-22), Fauvette, 13e (331-56-86), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Omnia, 2e (233-39-36)
TREIZE FEMMES POUR CASANOVA, film italo-français de F. Legrand (*). V. ang. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; V. f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)
DOUCE CAPTIVE, film américain de L. Philips. V. o. : Quintette, 5e (033-35-40), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v. f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Secrétan, 19e (206-71-33)
LE DESIR ET LA CORRUPTION, film américain de I. Passer. V.o. : France-Elysées, 8e (723-71-11) ; V.f. : Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
RAGE, film américain de D. Cronenberg (**) V.o : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Ermitage, 8e (359-15-71) ; V.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS, film brésilien de Bruno Barreto (**). V.o. : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; V.f : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

LE MAESTRO (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE MESSAGE (A., v. arabe) : Wepler, 18e (387-50-70).
NETWORK (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Studio Cujas, 5e (033-89-22).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NUCLEAIRE, DANGER IMMEDIAT (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
OMAR GATLATO (Alg., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-97-77) ; Berry, 12e (357-51-55).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
PAINTING (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), h. sp.
PANIQUE EN PLEIN CIEL (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
LA PLUIE DU DIABLE (A., v.o.) (*) : Panthéon, 5e (033-15-04), Jusqu'à jeudi, Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
PROVIDENCE (Fr., v. angl.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
ROCKY (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
SALO (It., v.o.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; Styx, 5e (633-08-40).
LA SENTINELLE DES MAUDITS (A., v.f.) (**) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32)
TROIS FEMMES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Colisée, 8e (359-29-46), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00)
UNE SI GENTILLE PETITE FILLE (F.-Can., v. ang.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
UN FLIC SUR UN TOIT (Suéd., v.o.) (**) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f : Français, 9e (770-33-88), Athéna, 12e (343-07-48).
UN TAXI MAUVE (F.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

Les grandes reprises

AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.) : Omnia, 2e (233-39-36).
L'AUTRE (A., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90)
LES AVENTURES DE PETER PAN (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).
LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Les Images, 18e (522-47-94).
LA FIANCEE DU PIRATE (Fr.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M.-St-Jacques 13e (589-68-42).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
GET AWAY (A. v.o.) (*) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43).
GUERRE ET PAIX (Sov., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LES GALETTES DE PONT-AVEN (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Les Tourelles, 20e (636-51-98), hor sp
JOUR DE FETE (Fr.) : La Clef, 5e 337-90-90)
LUCKY LUKE (Fr.-Belg.) U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA CONQUETE DE L'OUEST (A. v.o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LOLITA (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).
MA FEMME EST UN VIOLON (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
MALICIA (It., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Haussmann, 9e (770-47-55) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (288-99-75).
MILAREPA (It., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
MORE (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
L'OR SE BARRE (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LA PLANETE SAUVAGE (Fr.) : Champollion, 5e (033-51-60).
POUR QUI SONNE LE GLAS (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
QUAND LES AIGLES ATTAQUENT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LA REVUE DE CHARLOT (A.) : Champollion, 5e (033-51-60).
LES TRENTE-NEUF MARCHES (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Panthéon, 5e (033-15-04).
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LES VACANCES DE MONSIEUR HULOT (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).

Les festivals

L'AMERIQUE SANS ILLUSION (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Pat Garrett et Billy le Kid (sam.) ; la Fièvre dans le sang (dim.).
CINEMA FRANÇAIS : La Pagode, 7e (705-12-15) : l'Atalante ; Zéro de conduite (sam.) ; Lola Montès (dim.).
EROTISME ART ET ESSAI (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99). — I. : 12 h. 15 : Je, tu, il, elle ; 14 h. : Johan ; 15 h. 30 : Sweet Movie ; 17 h. 15 : Dehors, dedans ; 18 h. 45 : Maîtresse ; 20 h. 45 : le Jeu avec le feu. — II. : 14 h. 30 et 15 h. 45 : le Regard ; 17 h. : Sweet Love.
CLASSIQUES DU FILM NOIR (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Enigme du Chicago-Express ; Ça commence à Vera-Cruz (sam. et dim.).
H. BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Comtesse aux pieds nus (sam.) ; le Port de l'angoisse (dim.).
ACTION CHRISTINE, 6e (325-85178) : Passage to Marseille (sam.) ; Across the Pacific (dim.).
COMEDIES MUSICALES (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Ziegfeld Follies (sam.) ; Roberta (dim.).
GRANDS SPECTACLES (v.o) Broadway, 16e (527-41-16) : Patton (sam.) ; la Bible (dim.).
I. BERGMAN (v.o.), Racine (6e) (633-43-71) : Persona (sam.) ; le Septième Sceau (dim.).
ETRANGE (v.o.) Le Seine (5e) (325-95-99), 22 h. : Solaris ; 24 h. 15, le Manuscrit trouvé à Saragosse.
P. PASOLINI (v.o.) Studio des Acacias (17e) (754-97-83), 16 h. : les Contes de Canterbury ; 20 h. le Décaméron ; 22 h., les Mille et Une Nuits.
CHATELET-VICTORIA (1er) (508-54-14) — I : 11 h. 50 (sf D.), la Grande Bouffe ; 16 h. 20, Vol au-dessus d'un nid de coucou ; 23 h. et 0 h. 15 : l'Epouvantail. — II : 12 h. (sf D.), les Mille et Une Nuits ; 14 h., Satyricon ; 16 h. 10, Cria Cuervos ; 18 h. 15, Taxi Driver ; 20 h. 20 et 22 h. 40, le Dernier Tango à Paris ; 0 h. 45, Cabaret.
BOITE A FILMS (17e) (754-51-50) (v.o.) — I . 13 h., Pink Floyd à Pompéi ; 14 h., Fellini-Roma ; 16 h., Amarcord ; 18 h., le Lauréat ; 20 h. et 0 h. 15, Carrie ; 21 h. 45, Satyricon. — II : 13 h., Jeremiah Johnson ; 14 h. 45, 1900 (prem. partie) ; 17 h. 30, 1900 (deux. partie) : 20 h. 15, Mort à Venise ; 22 h. 30, Phantom of the Paradise ; 0 h., Delivrance.

Les séances spéciales

ALICE'S RESTAURANT (A., v. f.) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), le 9 à 21 h.
AMERICAN GRAFFITI (A., v. o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
L'AUTRE (A., **, v. f.) : Les Tourelles, 20e, le 6 à 17 h.
BEN ET BENEDICT (F.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S. et D.).
CALIFORNIA SPLIT (A., v. o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h. et 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v. o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h. et 24 h.
LENNY (A., v. o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h. et 24 h.
NEWS FROM HOME (F.) : Olympic, 14e, 18 h. (sf S. et D.).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v. o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h. et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Lucernaire 6e, 12 h. et 24 h.
LA SALAMANDRE (Suis.) : Saint-André-des-Arts, 6e, 12 h. et 24 h.

Après les articles sur le Festival d'Avignon dans « le Monde » des 2, 3, et 4 août, Radio-France tien à informer les lecteurs de ce quotidien que « Griselidis » de Couroupos est une coproduction entre le Festival et France-Culture et que la « Messe » d'Ohana et « le Collier des ruses » d'Essayad sont des commandes de la Direction des Programmes et Services Musicaux de Radio-France.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :	
Quinze jours	22 F
Trois semaines	30 F
Un mois	39 F
Un mois et demi	57 F
Deux mois	74 F
ETRANGER (voie normale) :	
Quinze jours	37 F
Trois semaines	52 F
Un mois	69 F
Un mois et demi	102 F
Deux mois	134 F
EUROPE (avion) :	
Quinze jours	46 F
Trois semaines	65 F
Un mois	87 F
Un mois et demi	128 F
Deux mois	170 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant une semaine au moins avant leur départ, en rédigeant les noms et adresses en lettres majuscules.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE TEXTILE

M. Raymond Barre : je ne laisserai pas retomber l'activité économique

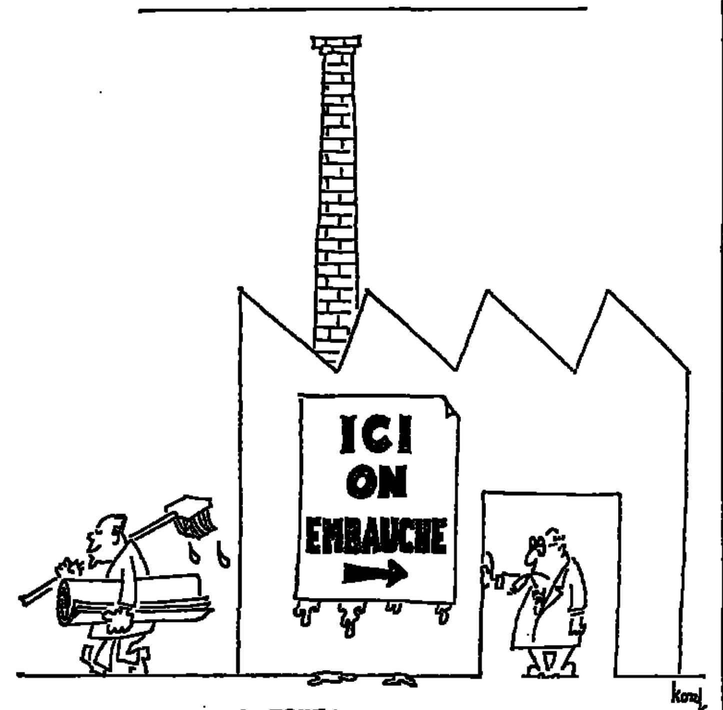
Au cours du premier des cinq voyages en province qu'il doit faire en ce mois d'août afin de contrôler la mise en place du dispositif arrêté par le gouvernement contre le chômage, M. Raymond Barre a de nouveau demandé, vendredi 5 août, à Quimper aux chefs d'entreprise d'embaucher. « *C'est leur devoir national. Il faut un pacte national de l'emploi* », a-t-il déclaré.

Le premier ministre a néanmoins réaffirmé qu'il n'entendait pas modifier sa politique économique à la veille des législatives. « *Je n'ai jamais agi dans un sens électoraliste* », a-t-il affirmé. « *Je ne ferai pas n'importe quelle folie à l'approche des élections. Je ne laisserai pas l'inflation reprendre sa course, mais je ne laisserai pas, non plus, retomber l'activité économique.* »

Le premier ministre a alors rappelé « *que l'économie française était dans la crise mondiale et qu'elle avait la capacité de s'en sortir par un effort soutenu, mais sans toutefois renouveler l'euphorie des années 1972 à 1974* ».

Il a fermement déclaré que le gouvernement continuerait la politique de défense du franc, « *qui est un élément capital de la défense générale de l'économie* ». « *Ce ne sont pas là des problèmes de professeur* », a-t-il dit à ce sujet.

Avant de quitter Quimper, en fin d'après-midi, pour regagner Paris, M. Barre a reçu des représentants de F.O., de la C.F.T.C. et de la C.G.C. Comme elles l'avaient annoncé, la C.G.T. et la C.F.D.T. ne se sont pas rendues à cette rencontre, qu'elles avaient qualifiée de « *pseudo-réunion de travail* ».



(Dessin de KONK.)

Les créations d'emplois dans les zones prioritaires retrouvent le rythme de 1973-1974

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a dressé, vendredi 5 août, un bilan optimiste des créations d'emplois dans les régions prioritaires (Ouest, bassins miniers du Nord et de l'Est, Sud-Ouest). En 1978, a-t-il en outre révélé, le budget total des primes devrait atteindre 649 millions de francs (en autorisations de programmes), « *ce qui sera suffisant pour faire face aux demandes déposées par les investisseurs* ».

Pour ce qui concerne les primes de développement régional (secteur industriel), on retrouve, au vu des chiffres du premier semestre 1977, le rythme satisfaisant des belles années d'avant la crise, c'est-à-dire 1973-1974. Trois cent quatre-vingt-treize demandes de primes ont fait l'objet d'un avis favorable au cours des six derniers mois, représentant sur trois ans vingt et un mille emplois nouveaux dans les zones aidées et 2 025 millions de francs d'investissements. Ce sont les régions des pays de la Loire, de Bretagne, du Nord-Pas-de-Calais et de Lorraine qui bénéficient du plus gros contingent d'emplois à créer avec les aides de l'Etat.

Au chapitre des emplois du secteur tertiaire, les chiffres sont beaucoup plus faibles, mais le rythme de dépôt des dossiers s'accélère : trois dossiers en 1975, vingt-cinq en 1976, vingt-neuf pour le premier semestre 1977. Il en va de même pour l'aide spéciale rurale (créée dans quarante-neuf départements pour remédier à l'exode démographique, notamment dans les montagnes). D'autre part, la reprise des investissements étrangers en France illustre, selon M. Fourcade, « *la confiance que ces investisseurs font à la politique économique actuellement menée par le gouvernement* ». Avec quatre mille quinze emplois pour le premier semestre 1977, on se rapproche des niveaux satisfaisants des années 1973-1974. Ce sont les Etats-Unis, suivis des pays scandinaves, qui arrivent en tête (statistiques de 1976) des fournisseurs étrangers d'emplois nouveaux.

Commentant ces chiffres, le ministre de l'aménagement du territoire a conclu que « *nos procédures d'aides n'étaient pas devenues inadéquates devant la crise et que la déconcentration des dossiers au niveau des préfets de département était une excellente chose* ».

Il a toutefois reconnu que les emplois créés dans les zones prioritaires ne devaient pas cacher les graves problèmes de nombreux secteurs en conversion qui se traduisent par des licenciements massifs en face desquels les creations d'emplois apparaissent parfois très faibles, voire dérisoires. Il existe enfin une région dont le gouvernement semble impuissant à enrayer le déclin : le Languedoc-Roussillon, qui « *risque de suivre, si l'on ne fait rien, le processus inquiétant de la Bretagne des années 50* », a dit M. Fourcade.

SI ELLE N'EST PAS RÉAPPROVISIONNÉE EN FUEL

L'usine de Montefibre-France est condamnée à brève échéance

L'usine de textiles synthétiques Montefibre-France, que le groupe chimique italien Montedison a décidé de fermer à Saint-Nabord (Vosges), entraînant le licenciement de mille trente-neuf salariés, n'a plus que quelques jours à vivre, si elle n'est pas réapprovisionnée d'urgence en fuel.

« *Si des mesures ne sont pas prises dans les heures qui viennent*, ont expliqué des responsables de la C.G.T. et de la C.F.D.T., au cours d'une conférence de presse réunie vendredi 5 août, à Paris, *c'est la destruction irrémédiable des installations ultra-modernes de cette entreprise. En effet, s'il n'y a plus de fuel pour alimenter les colonnes de polymérisation, en quelques heures les matières liquides qui forment les fils synthétiques vont se solidifier dans toutes les tuyauteries et filières, bloquant irrémédiablement le système, faisant peut-être sauter tous les joints. Si le système s'arrêtait, il serait pratiquement impossible de le faire redémarrer.* »

« *Il est difficile*, ont poursuivi les responsables syndicaux, *de savoir jusqu'à quand le fuel existant permettra une marche au ralenti des installations. Les optimistes disent jusqu'à mardi, mais des destructions définitives peuvent aussi bien intervenir brusquement au cours du week-end.* » (1)

Selon la C.G.T. et la C.F.D.T., 168 tonnes de fuel, qui ont été payées par Montefibre-France, sont actuellement stockées à la compagnie ELF-ERAP : elles pourraient être utilisées, assurant un délai de grâce d'une dizaine de jours. M. Georges Marchais a adressé vendredi, en sa qualité de député du Val-de-Marne, un télégramme à M. Raymond Barre pour lui demander d'intervenir « *immédiatement* » auprès d'ELF-ERAP.

Le secrétaire général du P.C.F. ajoute : « *Les travailleurs de l'entreprise Montefibre luttent actuellement pour mettre en échec la décision du trust italien Montedison de fermer cette usine, ce qui constitue un nouveau coup à l'industrie française du textile et détériore considérablement la situation de l'emploi dans les Vosges.* » (Lire ci-dessous l'article de notre correspondant.)

L'arrêt définitif de l'usine de Saint-Nabord est prévue pour le 22 août. Les négociations engagées au début de la semaine entre l'intersyndicale (C.G.T.-C.F.D.T.- et C.G.C.) et la direction ont été rompues et, selon les syndicats, une démarche faite vendredi matin au ministère de l'industrie s'est heurtée à une fin de non-recevoir, « *sous prétexte qu'il s'agit d'une affaire regardant une firme privée* ». Au cours de leur conférence de presse, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont rappelé que « *40 milliards d'anciens francs ont été investis dans cette usine, dont 10 milliards provenant du gouvernement français, qui sont ainsi dilapidés* ».

D'autre part, le tribunal de grande instance d'Epinal s'est déclaré, vendredi, incompétent dans ce conflit. La direction de Saint-Nabord avait fait citer en référé trois délégués C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. pour « *entrave à la liberté du travail* » — l'intersyndicale a déclaré l'occupation technique de l'usine (c'est-à-dire sans grève) afin de maintenir les installations en état de marche. La direction, qui a affirmé, le 29 juillet, qu'elle était prête à continuer la production de pollymer jusqu'au 22 août à condition d'avoir l'entier contrôle de l'entreprise, a fait appel et les trois délégués syndicaux doivent comparaître, jeudi 11 août, devant la cour d'appel de Nancy. Une manifestation était prévue, ce samedi à Epinal, devant la prefecture des Vosges.

(1) Vingt-quatre tonnes de fuel ont été livrées, vendredi après-midi, par les soins de l'intersyndicale, indique notre correspondant.

Les Vosges sinistrées

De notre correspondant

Epinal. — Avec l'annonce, à la mi-juillet, de la fermeture de l'usine Montefibre France de Saint-Nabord et du licenciement de ses 1 039 salariés, la crise du textile vosgien s'aggrave. La rentrée sera difficile. Le patronat ne le cache pas. Les syndicats s'inquietent. Pour les 4 400 salariés du groupe Boussac, l'avenir apparait particulièrement sombre.

Les difficultés du textile, qui constitue un élément fondamental de l'équilibre économique de ce département puisqu'il emploie 19 % de la population active, ne datent pas d'hier. Mais, dans le contexte général, elles prennent depuis quelques mois une ampleur telle que certains n'hésitent pas à parler des Vosges comme d'un « *département sinistré* ».

Implantée dans les vallées au début du XIXe siècle, l'industrie du coton connaît rapidement une progression importante et régulière. Les Vosges deviennent — et sont restées — le premier département cotonnier. Et puis, à partir de 1955, avec la perte des marchés coloniaux et l'installation *d'un matériel de haut niveau de* production, la « population textile » diminue. L'effectif en coton, pour les seuls tissages et filatures, qui est de 30 100 personnes en 1950, passe de 21 405 en 1965 à 17 825 en 1970. Il reste à peu près stable ensuite, puisque l'on compte 17 688 salariés au 31 décembre 1974. Depuis cette date, c'est la « dégringolade ». Le 31 mai 1977, tissages et filatures fournissent du travail à 15 542 personnes. Depuis deux ans, cette branche perd en moyenne cent emplois par mois.

Textile et habillement confondus représentent, en 1975, trente et un mille cinq cent quarante salariés. Aujourd'hui, moins de trente mille. Rien qu'au cours de l'année 1976, les effectifs ont fondu de 7,5 %. Quarante-deux usines, entreprises ou ateliers ont été fermés depuis 1950.

L'union départementale C.G.T. estime que, depuis le début de cette année, les dépots de bilan, mutations, licenciements et pré-retraites ont entraîné la suppression de quelque mille huit cents postes de travail. Parmi les entreprises qui se sont séparées de leur personnel et qui ont dû cesser toute activité, citons : Peltex à Saint-Dié, Precheur à Senones, Amos à Raon-aux-Bois, Decouvelare et Conroy à Lepanges-sur-Vologne, Nicolas Roussel à La Bresse, la B.T.T. à Thaon-les-Vosges, Marion à La Bresse.

A la rentrée de septembre, cette liste risque fort de s'allonger : dans les Vosges, des noms circulent... Les craintes des ouvriers sont renforcées par les propos de certains chefs d'entreprises (un petit nombre, certes) qui ne cachent pas que « *la période des congés payés sera difficile à surmonter et que le chômage technique n'y suffira pas* ».

Et puis l'on reparle de Boussac. Selon M. Lamy, préfet des Vosges, la seconde tranche du plan de restructuration est en cours d'élaboration et sera connue courant octobre. Au préfet, qui espère que l'emploi « *n'en souffrira pas* », les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. répondent qu'ils s'attendent à la suppression d'un millier d'emplois au moins.

Une nervosité croissante

Toutefois, pour le patronat du textile, il n'est pas trop tard pour redresser la barre. Mais le temps presse. L'outil de travail est moderne et de qualité. L'industrie cotonnière a investi de 1970 à 1975 l'équivalent de 34 000 F par emploi. « *Une preuve de confiance dans l'avenir, qu'il ne faut pas décevoir* », note M. Christian Poncelet, député R.P.R. des Vosges et secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.

« *C'est aux pouvoirs publics de ne plus agir comme s'ils voulaient la disparition de l'industrie textile et du personnel qu'elle emploie* », disent tous les industriels textiles vosgiens en colère. Lors d'une réunion d'information fort houleuse, qui s'est tenue en juin dernier à Epinal, le dialogue avec M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, avait été « vigoureux » (*le Monde* du 15 juin). Le patronat a accusé à l'époque « *la marée des importations sauvages* » contre laquelle, selon eux, le gouvernement « *n'avait rien fait ou presque* » en laissant, en 1976, les importations totales progresser de 32,3 % par rapport à l'année précédente.

Fin juin, des mesures de protection ont été prises qui concernent un certain nombre d'articles, surtout de confection. Mais sont-elles suffisantes ? Au syndicat textile de l'Est, on est assez réservé sur leur portée. « *On attend surtout des résultats de la renégociation de l'accord multifibre* », explique M. Georges Favre, président de ce syndicat, qui ajoute : « *Ce qui est important à mes yeux, c'est que le gouvernement ait enfin pris conscience de la gravité de la situation et qu'il semble décidé à agir avec fermeté pour protéger efficacement le textile français. Il faut toutefois faire vite, car il y a toujours un décalage entre l'annonce des mesures et leur mise en application.* »

Les syndicats ouvriers, qui estiment que le sauvetage du textile passe, entre autres, par l'augmentation du pouvoir d'achat, réclament, eux aussi, la limitation des importations, mais d'une façon différente de celle du patronat. La C.G.T. et la C.F.D.T., notamment, reprochent à celui-ci d'« *investir à l'étranger, alors qu'il ferme des usines en France* ».

Réponse des cotonniers : « *Ces investissements représentent moins de 1 % des investissements des entreprises concernées. Ils sont insignifiants.* »

Autre élément fort important et difficile à évaluer pour l'heure : la réaction à la base, à la rentrée, si, de nouveau, des licenciements massifs se produisent. Généralement, l'annonce de suppressions d'emplois se traduit par des ctions « classiques » : occupations, actions « classiques » : occupations, défilés, pétitions, communiqués. Cependant, lors de ces dernières semaines, on a constaté la nervosité croissante des salariés. Se traduira-t-elle par des mouvements plus durs ? Les responsables syndicaux ne l'excluent pas : « *Nous emploierons tous les moyens pour défendre l'emploi. Le textile peut et doit rester dans les Vosges.* »

YVAN COLIN.

Un pacte national pour l'emploi

(*Suite de la première page.*)

Dans la sidérurgie, les licenciement se succèdent malgré la signature d'une convention sociale entre le patronat et Force ouvrière. Dans le textile, la crise non seulement persiste mais s'aggrave.

Aussi, au moment où M. Raymond Barre examinait à Quimper le dispositif mis en place pour fournir du travail aux jeunes, à Saint-Nabord dans les Vosges, mille trente-neuf travailleurs du textile menacés de licenciement lançaient un appel angoissé pour tenter de sauvegarder leur outil de travail.

S'il est une affaire exemplaire et lamentable, c'est bien celle-là. L'usine de Saint-Nabord appartient au groupe italien Montedison, la fermeture de cette unité de production très moderne a été annoncée le 13 juillet. Pour justifier sa décision, le groupe italien a avancé un argument décisif en économie libérale : « *il perd de l'argent* ». Sans doute y aurait-il beaucoup à dire sur ce point précis tant il est vrai que les structures d'un groupe multinational sont complexes et permettent de « localiser » bénéfices... ou pertes si le besoin s'en fait sentir. Ceci posé, nul ne peut nier que le secteur des fibres synthétiques traverse actuellement de très graves difficultés.

Avant Montedison, en effet, les groupe Courtauld (britannique), AKZO (néerlandais), Hoechst (allemand) et Rhône Poulenc affichent tous de lourdes pertes dans ce secteur d'activités et ont fermé des usines. Voilà pour le constat. Mais il n'y a pas de fatalité dans l'industrie. Si les fibres synthétiques sont dans cette situation c'est tout simplement parce que les grands groupes européens, tablant au début des années 70 sur une expansion continue de 10 % par an, se sont anarchiquement lancés dans de grands programmes d'investissements dans le monde entier. Le quadriplement du prix du pétrole et le ralentissement de l'activité qui l'a suivi ont balayé ces prévisions optimistes. Aujourd'hui, les unités de production tournent aux deux tiers de leur capacité. Conséquence : on ferme et autant que faire se peut ailleurs que chez soi.

La Commission européenne s'est saisie de ce dossier délicat. Elle a déjà proposé aux Neuf de supprimer les aides tendant à augmenter les capacités de production. Un plan est en préparation dont les grandes lignes pourraient être révélées en septembre. Bref, on va « *organiser le libéralisme* » comme on l'a fait pour la sidérurgie. Il n'est que temps. En attendant, la fermeture de l'usine de Saint-Nabord frappe de plein fouet la région des Vosges, déjà touchée par la crise générale du textile (lire page 16).

Face à de telles réalités et en l'absence de projets à moyen terme de développement ou de reconversion industriels, quel résultat peut avoir l'appel de M. Barre en faveur d' « *un pacte national pour l'emploi* » qui se résume pour le moment à quelques mesures de placement provisoire de jeunes chômeurs ?

● *M. Gilbert Rutman*, déjà vice-président de la société nationale Elf-Aquitaine, a été nommé par décret du 4 août à la vice-présidence de l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP). Il remplace M. Bouillot, qui prend sa retraite.

● *Grève du personnel de la tour Montparnasse.* — Le personnel de la tour Montparnasse s'est mis en grève, le vendredi 5 août, pour une durée illimitée. Il demande que les quarante-huit heures de travail hebdomadaire soient réduites à quarante heures.

AGRICULTURE

Le projet de budget pour 1978

LE FINANCEMENT DES DÉPENSES SOCIALES AUGMENTERA DE PLUS DE 50 %

« *Le projet de budget pour 1978 du ministère de l'agriculture connaît avec un taux de 22,5 % l'une des plus fortes progressions des budgets de l'Etat.* » C'est ce qu'indique une note que, contrairement à ses habitudes, le ministère de l'agriculture vient de publier. Après avoir rappelé « *la volonté du gouvernement de restaurer les grands équilibres économiques* » qui s'est concrétisée lors de l'élaboration du projet de budget par, notamment, « *la limitation de la croissance des effectifs et le plafonnement des crédits d'équipement* », le document du ministère précise que la progression des crédits de l'agriculture traduit, « *d'une part, l'effort majeur de solidarité qui est consenti en faveur du secteur agricole et, d'autre part, la poursuite de l'action persévérante menée avec une nouvelle vigueur depuis le début du VIIe Plan pour renforcer la compétitivité de l'agriculture française* ».

Le total des crédits de paiement passerait de 16 054 à 19 675 millions de francs (+ 22,5 %). Toutefois les dépenses d'équipement ne progresseront que de 12,7 % (2 265 millions, contre 2 003 millions de francs) tandis que la subvention au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) ferait un bon de 54,86 % (5 109 millions contre 3 299 millions de francs). C'est dire que, comme les années précédentes, les dépenses du ministère sont lourdement grevées par le coût social de la politique agricole. La note explique que « *cette augmentation très forte est due principalement à la revalorisation très sensible des prestations familiales — le complément familial comptant à lui seul pour 370 millions de francs — et des prestations vieillesse dont le minimum a été relevé à 10 000 francs et sera porté à 11 000 francs le 1er décembre prochain* ».

A noter également que la prise en charge de la bonification des taux d'intérêt passerait de 3 740 à 4 560 millions de francs, soit une progression de 21,9 %. Enfin, le ministère indique que 370 emplois seront créés en 1978 les secteurs du contrôle de la qualité (120), de la formation (60), de la recherche (144) et pour les services (46).

A L'ÉTRANGER

La Chambre des représentants a adopté la plupart des mesures du plan énergétique du président Carter

La Chambre des représentants a approuvé dans l'après-midi du 5 août l'essentiel des mesures qu'avait réclamées le président Carter lors de la présentation de son programme énergétique en avril dernier. Le vote est intervenu au moment même où le nouveau secrétaire à l'énergie, M. James Schlesinger, prêtait serment à la Maison Blanche.

Le texte adopté par 244 voix contre 177 après une semaine de débat à la Chambre, comporte notamment une taxe sur le pétrole brut produit aux Etats-Unis, de manière à porter progressivement son prix au niveau mondial, des impôts spéciaux sur les voitures grosses consommatrices à partir de 1979, des stimulants fiscaux pour inciter les Américains à mieux isoler thermiquement leurs logements et à utiliser l'énergie solaire, un relèvement des prix du gaz naturel nouvellement découvert, qui restera cependant sous contrôle (après le rejet d'une proposition de loi des républicains pour le libérer totalement)...

Reprise de l'augmentation du prix de l'essence

Ce programme donnera lieu d'ici à 1985 à l'imposition de 54 milliards de dollars de taxes nouvelles.

La principale défaite subie par l'administration Carter a été le rejet par les représentants d'une proposition de relèvement de 5 % par gallon de la taxe fédérale sur l'essence. Déjà, la commission des voies et moyens de la Chambre avait rejeté le projet d'impôt spécial sur l'essence en cas de dépassement des objectifs de consommation.

Le projet énergétique va devoir être maintenant voté par le Sénat, où il est encore débattu en commission. Et comme le texte que voteront les sénateurs en septembre, après la rentrée parlementaire, sera certainement différent de celui adopté par la Chambre des représentants, il faudra encore parvenir à un compromis entre les deux versions avant que le programme puisse être promulgué. — (*A.F.P., Reuter.*)

RALENTISSEMENT DU RYTHME DE L'INFLATION EN ITALIE

Le coût de la vie en Italie a augmenté de 0,8 % au mois de juillet. L'Istat (Institut national des statistiques), qui a publié ce résultat vendredi 5 août, souligne que cette hausse est la plus faible enregistrée depuis douze mois, et qu'elle confirme la nette tendance au ralentissement de l'inflation en Italie. Les précédents pourcentages de hausse étaient les suivants : + 0,9 % en juin, + 1,3 % en mai, + 1,1 % en avril, + 1,5 % en mars, + 2,3 % en février, + 1,4 % en janvier.

En un an, la hausse des prix reste voisine de 20 %. — (*A.F.P.*)

LE CHOMAGE A DIMINUÉ AUX ÉTATS-UNIS EN JUILLET

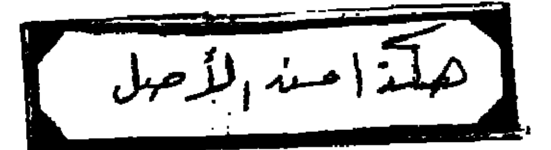
Le taux de chômage aux Etats-Unis s'est établi à 6,9 % de la population active en juillet contre 7,1 % le mois précédent. En chiffres absolus, le nombre des personnes au travail le mois dernier était de 90,6 millions, celui des chômeurs de 6,7 millions de personnes, soit deux cent vingt mille de moins qu'au mois de juin.

Ce sont les jeunes de moins de vingt ans qui ont le plus bénéficié de la réduction du chômage. Le pourcentage de sans-emploi dans cette catégorie est passé de 18,6 % en juin à 17,4 % en juillet, soit le taux le plus bas enregistré *depuis octobre dernier*.

Les taux de chômage féminin et masculin sont identiques, diminuant de trois points pour les femmes par rapport à celui du mois précédent.

Enfin, pour les Noirs, le taux d'inactivité continue d'être élevé, avec 13,2 % en juillet, sans changement par rapport au mois précédent.

Les statistiques des prochains mois devraient être aidées par une loi signée vendredi 5 août par le président Carter. Ce texte prévoit l'ouverture de 1 milliard de dollars de crédits pour fournir des emplois à deux cent mille jeunes. — (*A.F.P.*)



LA SEMAINE FINANCIÈRE

MARCHÉ MONÉTAIRE

La détente se confirme

Le scénario de la semaine précédente s'est reproduit cette semaine : le loyer de l'argent au jour le jour est resté inchangé à 8 5/8 % d'un vendredi à l'autre. Par contre, la Banque de France, précisant sa politique de détente, a réduit encore une fois de 1/8 % son taux d'intervention lors de la dernière adjudication de jeudi (4 milliards de francs adjugés contre effets privés à 8 3/8 %) ainsi que ses taux de pension contre Bons du Trésor.

Rien ne devrait actuellement faire revenir les autorités monétaires sur leur politique de détente progressive, en parallèle avec la baisse des taux dans les autres pays européens.

En effet, le calme relatif régnant sur le marché des changes depuis quelques jours, après la tempête de la semaine passée, fait apparaître un franc français en bonne posture vis-à-vis du dollar, du mark et du franc suisse.

Il est possible, cependant, qu'une hausse des taux sur le marché monétaire américain et, par contre-coup, de l'eurodollar, soit de nature à compromettre cette détente sur notre marché monétaire, en rendant plus fragile la position du franc sur le marché des changes.

Notons toutefois que le mouvement de hausse, enregistré sur le taux des federal funds aux Etats-Unis la semaine dernière, semble stoppé pour l'instant.

En effet, pendant la semaine terminée le 27 juillet, la masse monétaire américaine s'est contractée de 1,5 milliard de dollars pour M 1, et de 0,1 milliard de dollars pour M 2. Cela devrait ramener la Réserve fédérale (Fed) à une plus grande sérénité, quoique le taux de croissance de la masse monétaire reste au-dessus des derniers plafonds fixés par la Commission fédérale de l'open market, ce qui n'exclut donc pas de nouveaux coups de freins de la Réserve fédérale. Il est ainsi possible que l'on assiste à une nouvelle réduction de l'écart entre le prix de l'argent aux Etats-Unis et en France, la Banque de France abandonnant progressivement l'arme des taux d'intérêt dans sa politique de soutien de la monnaie nationale.

Il est intéressant de noter, par ailleurs, la tension enregistrée sur les taux de l'eurofranc (on est monté à 22 % au jour le jour cette semaine). En même temps qu'elle dénote l'existence de positions à la baisse du franc prises par des non-résidents (ventes de francs à découvert financées par des emprunts au jour le jour sur le marché de l'eurofranc), elle est une arme de dissuasion contre d'éventuelles nouvelles attaques.

(Intérim.)

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

La baisse enrayée

La chute spectaculaire enregistrée la semaine précédente a été bien enrayée cette semaine à Wall Street, où, d'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones n'a perdu « que » 1,39 point (contre 33 points) pour s'établir à 888,69.

Le marché a été moins actif, les échanges hebdomadaires portant sur 95,81 millions de titres contre 114,94 millions une semaine plus tôt.

La séance la plus marquante a été celle de mardi, l'indice Dow Jones perdant plus de 4 points à la suite de l'annonce par la Réserve fédérale (FED) d'un prochain durcissement de sa politique du crédit.

En fin de semaine, la publication des dernières statistiques monétaires, faisant état d'une diminution de la masse fiduciaire, a quelque peu aplani les craintes concernant un nouveau renchérissement des taux d'intérêt. Pas suffisamment, toutefois, pour faire sortir les opérateurs de leur prudente réserve.

	Cours 29 juil.	Cours 5/8/77
Alcoa	52 1/2	49 3/4
A.T.T.	62 7/8	63 1/8
Boeing	56 1/2	59 1/4
Chase Man. Bank	32 1/8	32 3/8
Du P. de Nemours	118 5/8	118 1/4
Eastman Kodak	57 7/8	57 1/8
Exxon	51 3/8	51 3/4
Ford	44 1/2	43 1/2
General Electric	54 1/2	54 1/2
General Foods	35 1/4	35 1/2
General Motors	68 1/4	68 1/8
Goodyear	28 3/4	21 3/8
I.B.M.	268 1/8	266 1/2
I.T.T.	33 3/8	34 5/8
Kennecott	27 3/8	27
Mobil Oil	68 1/2	67 1/2
Pfizer	26 1/8	26 1/4
Schlumberger	65 7/8	67
Texaco	30	29 3/8
U.A.L. Inc.	18 5/8	17 7/8
Union Carbide	47 1/4	47 5/8
U.S. Steel	36 1/2	34 7/8
Westinghouse	20 5/8	20 5/8
Xerox Corp.		51 3/4

LONDRES

Vive hausse

Les cours ont vivement progressé cette semaine au Stock Exchange où, dans une ambiance empreinte de confiance et d'optimisme, l'indice « Financial Times » est passé de 440,2, le 29 juillet, à 470,2, le 5 août.

La fermeté continue de la livre sterling et la nouvelle augmentation, en juillet, des réserves monétaires sont directement à l'origine de cette performance.

La réduction attendue, mais annoncée à la veille du week-end, du taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre, a aussi vivement stimulé les valeurs industrielles, et leur a permis d'atteindre leur meilleur niveau depuis deux mois.

Sur le marché des fonds d'Etat, un brusque retour des investisseurs a été observé, et le nouvel emprunt à 9,5 % à court terme a été souscrit, pour plus de moitié, dès la première journée d'émission.

A noter également la fermeté des pétroles (British Petroleum, Shell), tandis que les mines d'or étaient éprouvées par des ventes bénéficiaires.

Indices F.T. des fonds d'Etat, 69,74 contre 67,98 ; mines d'or, 121,3 contre 116,5.

	Cours 29 juil.	Cours 5/8/77
Bowater	174	198
Brit. Petroleum	890	926
Charter	121	125
Courtaulds	109	116
De Beers	283	288
Free St. Geduld (1)	12 5/8	12 7/8
Gt Univ. Stores	236	265
Imp. Chemical	385	406
Shell	546	569
Vickers	183	195
War Loan	29 1/8	31

FRANCFORT

Brusque réveil

La Bourse allemande s'est brusquement réveillée cette semaine, le redressement continu du dollar et la tendance baissière des taux d'intérêt permettant à l'indice Commerzbank de progresser de plus de 3 %.

D'un vendredi à l'autre, celui-ci est passé de 750,1 à 771,8, une performance hebdomadaire oubliée depuis avril dernier.

Paradoxalement, les informations faisant état d'un fléchissement sensible de l'activité économique outre-Rhin ont encore renforcé le mouvement. Les opérateurs sont en effet persuadés que les autorités ne pourront désormais éviter de prendre des mesures de relance.

	Cours 29 juil.	Cours 5/8/77
	29 juil.	5/8/77
A.E.G.	87,80	90,50
B.A.S.F.	157,70	160,80
Bayer	136,80	140,50
Commerzbank	190,40	201,90
Hoechst	137,50	140,50
Mannesmann	146,50	150,50
Siemens	268	273,20
Volkswagen	173,90	179

TOKYO

Brillante semaine

La lente mais continuelle dégradation des cours, qui se poursuivait depuis plus d'un mois au Kabuto-cho, a brusquement pris fin cette semaine. D'un vendredi à l'autre, l'indice général a progressé de 369,97 à 377,57.

Simultanément, l'activité a décuplé. Les volumes quotidiens de transactions, tombés autour de 150 millions de titres, sont remontés à 300, 400 puis 500 millions mercredi, record de 1977.

Même les valeurs de sociétés exportatrices, qui souffraient le plus de l'acharnement des vendeurs, ont enregistré un renversement de tendance.

C'est l'annonce d'une mise au point d'un nouveau programme de relance économique par le gouvernement qui a provoqué cette envolée des cours. Mais nul doute que des éléments d'ordre technique — les cours étaient tombés à de bas niveaux — ont également favorisé le redressement.

	Cours 29 juil.	Cours 5/8/77
Fuji Bank	276	277
Honda Motors	564	576
Matsushita Electric	600	581
Mitsubishi Heavy	129	128
Sony Corp.	2 250	2 260
Toyota Motors	915	921

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	1er août	2 août	3 août	4 août	5 août
Terme	25 571 344	30 698 038	22 791 531	29 915 485	53 079 977
Comptant :					
R. et obl.	50 863 442	80 423 083	60 081 222	75 208 188	73 751 559
Actions	21 543 775	19 411 312	33 560 546	21 771 666	27 819 285
Total	97 978 561	120 532 433	116 433 299	126 895 339	154 650 821

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1975)

	1er août	2 août	3 août	4 août	5 août
Val. franç.	85,1	84,7	84,7	85,9	87,5
Etrang.	99,1	99,6	99,2	100	100,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1976)

	1er août	2 août	3 août	4 août	5 août
Tendance	90,8	90,6	90,9	92,1	94
(base 100, 29 décembre 1961)					
Indic. gén.	56,1	56	56	56,5	57,5

Bourse de Paris

SEMAINE DU 1er AU 5 AOUT

Les divergences de la gauche provoquent un redressement

« UN grand merci à M. Georges Marchais, nous lui devons une fière chandelle ! » Les milieux financiers, qui d'ordinaire ne sont guère portés à tresser des lauriers aux défenseurs du programme commun, ont été unanimes cette semaine à reconnaître au secrétaire général du P.C. le statut d'allié objectif n° 1. Non sans raisons.

Fidèle à une tradition solidement établie, le marché entrait lundi dans la période estivale sur la pointe des pieds : maigres échanges, effritement des cours. La tendance n'avait aucune raison de changer à la séance suivante. Elle resta identique : transactions toujours étroites, nouvel effritement des cours. Mercredi, le baromètre s'éleva légèrement tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du palais Brongniart, mais les affaires furent si rares qu'aucune signification ne pouvait être accordée à une hausse par ailleurs bien timide. Il est dommage que les autorités boursières n'aient pas songé à placer des téléviseurs dans l'enceinte de la Bourse, car les opérateurs auraient alors pu voir, en direct, un secrétaire général du P.C., en pleine forme, admonester sévèrement son principal allié au sein de l'union de la gauche, et en tirer immédiatement les conséquences sur le plan des cours. Ils le firent sans retenue lors de la séance suivante, et ces derniers enregistrèrent un brusque sursaut de 1,5 % en moyenne. Pour la seconde fois depuis le début de cette année pré-électorale (1), M. Georges Marchais, sans doute à son corps défendant, venait de mettre fin à plus d'un mois de baisse continue.

Allait-on en rester là ? Non, car l'« affaire » connut des développements. Le parti socialiste répliqua de manière non moins agressive... En Bourse, on comptait les points... et les plus-values. A la veille du week-end, les cours progressaient une nouvelle fois (2,2 %). D'un vendredi à l'autre, la performance s'établit à près de 3 %. De quoi remonter le moral des plus pessimistes ! De fait — et ce n'est pas par hasard, — totalement sourde à toutes les promesses et autres déclarations de bonnes intentions à son égard, depuis des semaines, la Bourse a brusquement prêté une oreille plus attentive à diverses rumeurs non confirmées : le doublement de l'avoir fiscal, et la réévaluation des bilans seraient à l'étude dans le cadre de la préparation du projet de loi de finances pour 1978.

Nul doute que, si ces rumeurs se traduisaient dans la réalité, la Bourse de Paris retrouverait une nouvelle jeunesse. On en n'est pas encore là.

A l'horizon demeurent les élections législatives. Certes, les divergences actuelles de la gauche renforcent, dans l'esprit des investisseurs, les chances d'une majorité, qui, par ailleurs, se présente aujourd'hui un peu plus unie. Mais, comme ne cessent de le répéter à leurs cadets les plus expérimentés d'entre les boursiers : « Il y a encore plus de sept mois d'incertitudes à vivre. Tout peut arriver. Prudence. »

PATRICE CLAUDE.

(1) Le 11 mai, le chiffrage du programme commun publié dans *l'Humanité*, mit brutalement fin à quatre semaines consécutives de baisse.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Repli du cuivre, du café et du cacao

MÉTAUX. — *Nouvelle et sensible baisse des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, qui reviennent à leur niveau le plus bas depuis dix-huit mois. La rupture des négociations entre les syndicats et la direction de la Phelps Dodge ainsi que des grèves au Pérou n'ont exercé aucune influence sur la tendance. Les stocks mondiaux restent élevés et représentent toujours plusieurs mois de consommation. Une telle situation n'empêche pas d'ailleurs plusieurs pays de chercher à accroître leur production de métal. Ainsi, le Zaïre compte porter la sienne, à partir de 1980, à 800 000 tonnes par an, niveau supérieur de 60 % environ à la production actuelle. Grâce à la mise en exploitation de Cuajone, au Pérou, l'an dernier, et du gisement de Cerro-Verde récemment, ce pays compte produire 410 000 tonnes de cuivre par an au lieu de 220 000 tonnes actuellement.*

La hausse se poursuit sur les cours de l'étain, tant à Londres qu'à Singapour, qui atteignent leurs meilleurs niveaux de l'année. La position statistique de ce métal est favorable. En effet, les spécialistes tablent, pour l'année en cours, sur un déficit de production proche de 30 000 tonnes. D'autres éléments ont aussi stimulé le marché : importants achats pour compte soviétique, ralentissement des exportations de la Malaisie et incidents à la frontière thaïlandaise. La liquidation d'une partie des stocks stratégiques américains permettrait de combler facilement le déficit. Faudrait-il encore que l'autorisation de vente soit accordée par le Congrès ?

Nouveau fléchissement des cours du zinc à Londres. La demande mondiale de métal diminue dans de nombreux pays. Aussi, divers producteurs sont-ils obligés, pour mieux adapter l'offre à la demande, de réduire leur activité parfois aux deux tiers de son niveau normal.

DENRÉES. — *La tendance s'est renversée sur le marché du café, dont les cours abandonnent en moyenne la moitié de leur avance récente. L'absence de la confirmation de l'achat par le Brésil à la Colombie d'une certaine quantité de café y a contribué. En outre, les torréfacteurs ne procèdent qu'à des achats limités. L'Institut brésilien du café envisage de limiter, pour l'année prochaine, ses ventes à 9,1 millions de sacs, mais cette perspective n'a pas influencé le marché.*

Vif repli des cours du cacao sur toutes les places. La baisse de la consommation mondiale pour les sept premiers mois de l'année serait plus importante que prévu. Toutefois, si la récolte du Ghana, en raison de mauvaises conditions climatiques, était inférieure à 300 000 tonnes, le marché pourrait se reprendre.

Une nouvelle réunion se tiendra à Londres entre représentants des pays consommateurs et producteurs pour fixer de nouvelles fourchettes de prix dans l'accord international.

Recul des cours du sucre sur tous les marchés, provoquée par la « braderie » de 120 000 tonnes de sucre dominicain. Un nouvel accord international de stabilisation des prix sera négocié à Genève en septembre prochain.

Cours des principaux marchés du 5 août 1977

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 684 (703,50), à trois mois 700 (721) ; étain comptant 6 410 (6 350), à trois mois 6 380 (6 330) ; plomb 320 (326) ; zinc 305,50 (314,50). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 54,50 (56,40) ; aluminium (lingots) inch. (53) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) 61,50 (61,75) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) 113-128 (115-130). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 657 (1 616).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton oct. 54,25 (57,85), déc. 54,30 (56,75). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) oct. 235 (236) ; jute (en dollars par tonne) Pakistan, White grade C inch. (423). — Roubaix (en francs par kilo) : laine oct. 23,25 (23,45). — Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute inch. (525).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 52-52,50 (51,50 - 52). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : inch. (194-194,50).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : cacao sept. 197,75 (211,50), déc. 176,30 (190) ; sucre disp. inch. (7,55), sept. 7,65 (7,91) ; café sept. 188 (222,50), déc. 185,50 (190,06). — Londres (en livres par tonne) : sucre oct. 111 (114,20), déc. 115,10 (119) ; café sept. 2 531 (2 880), nov. 2 290 (2 535) ; cacao sept. 2 862 (2 875), déc. 2 465 (2 636). — Paris (en francs par quintal) : cacao sept. 2 430 (2 490), déc. 2 114 (2 215) ; café sept. 2 075 (2 200), nov. 1 998 (1 975) ; sucre (en francs par tonne) oct. 870 (905), déc. 924 (945).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé sept. 227 (225 1/4), déc. 238 1/2 (234 1/2) ; maïs sept. 189 1/4 (188 3/4), déc. 207 (206 1/4).

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

L'attente

Une attente empreinte de nervosité a succédé à la tempête, sur les marchés des changes, pendant cette première semaine du mois d'août. Le DOLLAR, qui s'était vigoureusement redressé pendant les dernières séances du mois de juillet, a finalement peu varié, sauf vis-à-vis du FRANC FRANÇAIS, qui a progressé sur la plupart des places financières.

En hausse lundi, le DOLLAR, qui avait fléchi mardi et mercredi sur des ventes bénéficiaires, s'est redressé à compter du lendemain, lorsque fut connue la décision de la banque américaine Morgan Guaranty Trust de relever d'un quart de point son taux de base (prime rate), s'alignant ainsi sur les taux pratiqués par les autres grands établissements financiers. Le bilan de ces cinq séances apparaît finalement neutre pour le DOLLAR, dont les cours, exprimés en DEUTSCHEMARKS et en FRANCS SUISSES, ont finalement peu varié.

Ce retour à un calme apparent ne saurait cependant tromper : les marchés des changes sont restés fort nerveux pendant cette semaine. Manifestement, les opérateurs restent très attentifs. « *Rien n'est réglé* », déclarait un cambiste, résumant bien la situation. Çà et là, on continue de s'interroger sur la tenue future du DOLLAR. Les pronostics optimistes des experts de l'O.C.D.E. sur l'évolution de l'économie américaine et la tension sur les taux d'intérêt qui s'amorce outre-Atlantique ont joué en faveur de la devise américaine. A l'inverse, les pronostics concernant le déficit commercial américain — il pourrait atteindre 25 milliards de dollars pour 1977 ! — ne pouvaient qu'inciter à la prudence.

Autre élément d'incertitude : la réunion à Paris, le 6 août, des ministres des finances de quatorze pays. Cette conférence a pour objet la création d'un nouveau Fonds — « les facilités Witteveen » — destiné à aider les pays dont la balance des paiements est fortement déficitaire. Mais il était évident, du moins aux yeux des spécialistes, qu'à cette occasion seraient évoqués les problèmes posés par la récente baisse du DOLLAR. De nombreuses rumeurs ont couru à ce propos. Ainsi a-t-on laissé entendre qu'une décision serait prise concernant un réajustement des parités des devises participant au « serpent communautaire européen ». On sait, en effet, que la hausse du DEUTSCHEMARK, qui « tire » les cours des couronnes suédoise, danoise et norvégienne vers le haut, rend la situation de ces trois devises très inconfortable. L'éventualité d'une dévaluation de la COURONNE SUEDOISE qui entraînerait sans doute celle des deux autres devises scandinaves, a déjà été maintes fois évoquée. De même a-t-on murmuré que la République fédérale pourrait proposer aux Etats-Unis de leur ouvrir une ligne de crédit « swap » pour défendre le DOLLAR. Que, dans ces conditions, les opérateurs aient décidé de rester l'arme au pied n'est pas surprenant.

L'un des faits marquants de la semaine a été la bonne tenue du FRANC FRANÇAIS, qui a progressé sensiblement sur toutes les places financières pour des raisons essentiellement techniques. Il semble, en effet, que des non-résidents aient joué, la semaine dernière, la baisse de la devise française en vendant des francs qu'ils ne possédaient pas. Désireux de se couvrir, ils ont tenté d'emprunter des francs sur le marché de l'euro-franc. Mais la hausse des taux d'intérêt a alors été telle qu'ils ont finalement été contraints de se racheter. Ainsi s'explique sans doute la bonne tenue de la devise française.

La LIVRE STERLING s'est également bien comportée. Ce qui a permis à la Banque d'Angleterre de ramener de 8 % à 7,5 % son taux de l'escompte. A l'inverse, le DOLLAR CANADIEN a fléchi. La Banque du Canada est intervenue pour « tenir » le cours de 0,93 DOLLAR pour 1 dollar canadien.

Sur le marché de l'or de Londres, le cours de l'once de métal précieux, après être monté jeudi jusqu'à 146,75 dollars, est finalement revenu à 146 dollars (contre 144,10 dollars le vendredi précédent). Signalons que le F.M.I. a procédé mercredi à une nouvelle vente d'or au prix de 146,26 dollars l'once.

PHILIPPE LABARDE.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	—	1,7393	8,4486	4,1786	3,9943	61,5016	4,2334	1533,45
	—	1,7375	8,4746	4,1804	3,9719	61,4727	4,2395	1532,04
New-York	1,7393	—	20,5867	41,6233	43,5445	2,8280	41,0846	0,1134
	1,7375	—	20,5023	41,5627	43,7445	2,8264	40,9836	0,1134
Paris	8,4486	4,8575	—	202,18	211,51	13,7372	199,56	5,5095
	8,4746	4,8775	—	203,13	213,88	13,8143	200,30	5,5429
Zurich	4,1786	2,4025	49,4595	—	104,6157	6,7944	98,7058	2,7250
	4,1804	2,4060	49,3285	—	105,2493	6,8004	98,6065	2,7286
Francfort	3,9943	2,2965	47,2774	95,5879	—	6,4946	94,3508	2,6047
	3,9719	2,2860	46,8682	95,0124	—	6,4612	93,6885	2,5925
Bruxelles	61,5016	35,3600	7,2794	14,7180	15,3973	—	14,5275	4,0106
	61,4727	35,3800	7,2537	14,7049	15,4768	—	14,5000	4,0124
Amsterdam	4,2334	2,4340	50,1080	101,3111	105,9873	6,8834	—	2,7607
	4,2395	2,4400	50,0256	101,4131	106,7366	6,8965	—	2,7672
Milan	1533,45	881,65	181,50	366,97	383,91	24,9335	362,22	—
	1532,04	881,75	180,77	368,47	385,71	24,9222	361,37	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

MARCHÉ DE L'OR

	Cours 29 7	Cours 6 8
Or fin (kilo en barre)	23270 ..	23550 ..
— (kilo en lingot)	23300 ..	23595 ..
Pièce française (20 fr.)	244 70	245
Pièce française (10 fr.)	203 ..	200 10
Pièce suisse (20 fr.)	215 10	217 ..
Union latine (20 fr.)	201 ..	202 .
● Pièce tunisienne (20 fr.)	159 20	158 50
Souverain	222 50	222 50
● Souverain Elizabeth II	254 50	252
● Demi-souverain	230 30	230 30
Pièce de 20 dollars	1094	1183 20
— 10 dollars	558 80	558 40
— 5 dollars	316	317 ..
— 50 pesos	933 50	946 ..
● — 20 marks	269 ..	264 ..
— 10 florins	216 50	217 ..
● — 5 roubles	113 90	114 40

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)	
Michelin	8 450	9 832	680
C.N.E. 3 %	3 875	7 782	300*
4 1/2 % 1973	9 500	6 247	210
P.U.K.	64 900	5 301	400

* Quatre séances seulement.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	29 juill.	5 août
Indice général	70,9	72,6
Assurances	115,3	117,8
Banq. et sociétés financ.	59,3	60,2
Sociétés foncières	76,2	76,5
Sociétés investiss. portef.	72	74,5
Agriculture	71,2	70,5
Aliment., brasseries, distill.	65,3	68,5
Autom., cycles et l. équip.	75,3	77,4
Bâtim., matér. constr., t.P.	76,2	77,5
Caoutchouc (ind. et comm.)	58,8	59,9
Carrières salines, charbon.	85,4	84,8
Constr. mécan. et navales	62,1	63
Hôtels, casinos, thermal.	86,1	86,6
Imprimeries, pap., cartons	57,3	58,8
Magas., compt. d'exportat.	45,7	46,8
Matériel électrique	71,8	73,9
Métall., com. des pr. métal	44,2	45,6
Mines métalliques	98,1	98,6
Pétroles et carburants	64,6	66,2
Prod. chimiq. et él.-mét.	72,2	72,4
Services publics et transp.	81,4	82,9
Textiles	87,9	91,1
Divers	95,5	100,4
Valeurs étrangères	102,7	104,6
Valeurs à rev. fixe ou ind.	119,6	120,4
Rentes perpétuelles	55,4	55
Rentes amort., fonds gar.	166,8	169,4
Sect. indust. publ. à r. fixe	92,2	92,3
Sect. ind. publ. à rev. ind.	229,4	234,8
Secteur libre	102	102

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

	29 juill.	5 août
Valeurs à rev. fixe ou ind.	209,5	210,9
Val. franç. à rev. variable	481,3	N.C.
Valeurs étrangères	759,6	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

	29 juill.	5 août
Indice général	56	57,5
Produits de base	37,1	38,5
Construction	79,5	81,5
Biens d'équipement	49,7	50,7
Biens de consom. durables	85	87,7
Biens de cons. non durabl.	49,5	51,5
Biens de consom. aliment.	58,6	60,6
Services	82,6	83,5
Sociétés financières	65,6	67,3
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	152,7	155,9
Valeurs industrielles	49,5	51

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LA MISSION DE M. VANCE AU PROCHE-ORIENT

Je continue à croire que tous les dirigeants veulent la paix

déclare le président Carter

Le président Carter a déclaré, vendredi 5 août, que la réunion de la conférence de Genève sur le Proche-Orient, en octobre prochain, « demeurait probable », en dépit des premiers résultats décevants de la mission du secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, à Damas. « Je continue à croire que tous les dirigeants de la région veulent la paix et veulent négocier », a ajouté M. Carter, qui s'est efforcé de minimiser la portée du désaccord apparu entre les positions américaine et syrienne « sur quelques points dont on a exagéré l'importance ».

A Jérusalem, où le gouvernement devrait examiner dimanche les derniers développements de la mission de M. Vance, on affirme dans les milieux politiques que si la Syrie subordonne sa participation à des négociations à Genève ou à New-York à une acceptation de principe, par Israël, d'une représentation palestinienne aux négociations, elle obtiendra la réponse qui fut toujours donnée par Jérusalem à cette question. Il n'est pas dans l'intention d'Israël d'accepter la présence aux négociations d'une délégation autonome de l'O.L.P. En revanche, Jérusalem admettrait que les Palestiniens soient représentés dans le cadre d'une des délégations arabes, de préférence celle de Jordanie.

De notre envoyé spécial

Amman. — Arrivé vendredi en fin de matinée dans la capitale jordanienne, le secrétaire d'Etat américain s'est aussitôt entretenu, pendant une heure, avec le roi Hussein. Les deux hommes devaient se retrouver le samedi matin pour une réunion non prévue initialement au programme et, de nouveau, au cours de l'après-midi.

M. Vance avait réaffirmé, dès son arrivée, que *« les Etats-Unis continueront à œuvrer avec les autres pays du Proche-Orient afin de parvenir à un consensus qui permettrait la tenue d'une conférence à Genève »*. C'est ce que demande le président syrien, M. Hafez El Assad.

On confirme, de source jordanienne, que le rejet par le président Assade de l'idée d'un groupe de travail israélo-arabe ne constitue pas une fin de non-recevoir Le chef de l'Etat syrien pourrait finalement accepter la proposition de M. Sadate Assad de l'idée d'un groupe de travail envisagé prenne la forme de négociations de procédure engagées à l'O.N.U. grâce aux bons offices des Etats-Unis. L'objet principal de toute pré-négociation devrait être la définition des modalités de la représentation palestinienne à Genève, ce qui, dans l'optique de Damas, implique une reconnaisance par Israël des droits du peuple palestinien, et une reconnaisance par Washington de l'O.L.P. C'est également la position de l'Arabie Saoudite ,et l'on a noté avec intérêt que l'un des hommes les plus proches des Saoudiens au sein de la résistance palestinienne, M. Khaed El Hassan, vient de demander aux Etats-Unis, dans une déclaration faite à Alger, d'engager le dialogue avec l'O.L.P.

Quant à la Jordanie, directement impliquée dans la question de la représentation palestinienne, elle agit dans ce domaine avec une extrême prudence. Sa position officielle demeure inchangée : conformément à la décision du « sommet » de Rabat de 1974, l'unique représentant du peuple palestinien est l'O.L.P. Des liens spéciaux — fédéraux ou autres — jordano-palestiniens doivent suivre et non précéder la restitution de la Cisjordanie et de Gaza par Israël et faire l'objet d'un référendum.

Néanmoins, le roi Hussein a laissé entendre qu'il était disposé à représenter les Palestiniens à Genève si les Arabes le lui demandaient expressément. En d'autres termes, il entend bien n'être pas solliciteur en la matière pour éviter de supporter les conséquences d'un éventuel retournement de la situation.

La Syrie insistant pour une présence directe de l'O.L.P. à Genève et pour une invitation autonome des Palestiniens, on voit mal comment la représentation des Palestiniens par la Jordanie pourrait se concrétiser. A une délégation autonome palestinienne pourrait être substituée une délégation arabe commune.

D'Amman, M. Vance se rendra dimanche à Taëf, capitale d'été de l'Arabie Saoudite, et de là en Israël, où il est attendu mardi. Il est maintenant presque certain qu'il fera ensuite une nouvelle tournée éclair des trois pays arabes dits *« de la confrontation »* — Egypte, Syrie, Jordanie — pour dresser avec leurs dirigeants le bilan de sa mission. M. Vance ne passerait que deux ou trois heures dans chaque capitale. *« Il n'est pas question de reprendre la diplomatie « kissingérienne » de la navette*, assure-t-on de source américaine, *mais d'essayer de tirer, sans délai, des conclusions pour maintenir en mouvement le processus de la négociation. »* C'est ce que souhaitent tous les intéressés, du moins du côté arabe.

LUCIEN GEORGE.

Le Caire considère que Damas n'a pas refusé de participer au groupe de travail arabo-israélien

De notre correspondant

Le Caire. — Est-ce une partie en trompe-l'œil qui se joue entre Le Caire et Damas ? C'est la thèse de ceux qui ne parviennent pas à croire que le président Sadate ait pu lancer l'idée du groupe de travail arabo-israélien sans s'être assuré auparavant de l'accord de son principal partenaire arabe, le général Assad.

En effet, si Damas en venait à refuser catégoriquement — ce qu'il n'a pas encore fait — la proposition égyptienne, le seul moyen qui resterait au Caire pour débloquer la situation serait une nouvelle guerre. Or l'Egypte n'est pas prête à soutenir un nouveau conflit. Revenir à une attente pure et simple de la conférence de Genève serait intenable pour le Raïs.

Aussi bien fait-on ici comme si rien n'était joué en ce qui concerne la participation syrienne (et partant jordanienne) au comité restreint. L'officieux *Al Goumhouya* titre en rouge ce samedi matin : *« La Syrie participera au groupe de travail si elle reçoit l'assurance que les Palestiniens iront à la conférence de Genève. »* Autrement dit, pour les Egyptiens, Damas acceptera leur proposition si elle est assortie de quelques promesses pour l'étape suivante. La conception même du groupe de travail a évolué depuis deux jours de façon à faciliter une acceptation syrienne. Selon l'officieux *Al Ahram* il y aurait en fait deux commissions, l'une arabo-américaine, l'autre israélo-américaine, M. Vance étant le lien entre les deux. *« Il n'y aura pas de pourparlers directs »*, a assuré M. Sadate à M. Arafat, qui vient de quitter l'Egypte pour une tournée des capitales arabes. La première réunion du comité égypto-palestinien a eu lieu le jeudi 4 août en présence du chef de l'O.L.P., qui y a approuvé *« les principes généraux de la politique égyptienne au Proche-Orient »*.

Avant le retour au Caire de M. Vance, fixé à jeudi 11 août, *« la situation aura évolué »*, assure-t-on dans les milieux politiques égyptiens. Ceux-ci font valoir que *« le président Assad n'a fermé aucune porte et a dit simplement que la Syrie n'avait pas encore saisi l'intérêt de la convocation d'un groupe restreint »*.

Il est possible que M. Kamal Adham, conseiller du souverain saoudite, qui a été reçu le vendredi 5 août par le président syrien, ait fait « comprendre » à ce dernier l'intérêt qu'il a à se rallier en fin de compte à la suggestion du Raïs. En attendant, Le Caire va continuer à expliquer à ses principaux partenaires, y compris les Soviétiques (M. Gromyko est attendu ce mois-ci en Egypte), que *« le groupe de travail arabo-israélien ne doit pas remplacer la conférence de Genève, mais la préparer »*.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

En Égypte

L'EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE FAIT VINGT-SEPT MORTS

Vingt-sept personnes ont été tuées et quarante-sept autres blessées lorsqu'un immeuble vétuste de quatre étages s'est effondré, vendredi 5 août, dans le quartier Sayeda Zeinab du Caire. Les sauveteurs, arrivés sur les lieux, ont commencé à fouiller les décombres pour tenter de dégager d'éventuels survivants. Selon un premier rapport de la police, l'édifice, vieux d'un siècle, abritait une centaine de personnes. — *(A.F.P.)*

Les États-Unis et Panama vont conclure le nouvel accord sur le canal

Bogota *(A.F.P.)*. — Les Etats-Unis et Panama sont parvenus à un accord pour résoudre le problème du canal de Panama, apprend-on dans la capitale colombienne où le général Omar Torrijos, chef du gouvernement de Panama, a rencontré, vendredi, les présidents Alfonso Lopez Michelsen, de Colombie ; Carlos Andres Perez, du Venezuela ; Daniel Oduber, du Costa Rica, et Jose Lopez Portillo, du Mexique, ainsi que M. Michael Manley, premier ministre de la Jamaïque. Le texte du projet de traité sur le canal interocéanique, en cours de négociation depuis plus de dix ans, devait être publié, ce samedi 6 août.

Washington et Panama qui, conformément au nouveau traité et jusqu'à son expiration en 1999, assumeraient conjointement l'administration et la défense du canal, sont finalement parvenus à un accord sur les redevances devant être versées à Panama au cours des vingt-deux prochaines années. Cette question était la dernière restant en litige. Avant d'être promulgué, le nouveau traité devra être approuvé par le Sénat américain à la majorité des deux tiers et par voie de référendum à Panama.

LE PRÉSIDENT CARTER SOUHAITE RÉGULARISER LA SITUATION DES IMMIGRANTS ILLÉGAUX

Le président Carter, indique le *Washington Post*, a transmis au Congrès un projet de loi visant à régulariser la situation des étrangers résidant illégalement aux Etats-Unis et dont le nombre varie, selon les estimations, entre six et douze millions. Ceux qui sont entrés dans le pays avant le 1er janvier 1970 se verraient accorder, aux termes du projet, le statut de résident permanent et pourraient demander cinq ans plus tard la citoyenneté américaine. Ceux qui sont entrés dans le pays entre le 1er janvier 1970 et le 1er janvier 1976 auraient la faculté de demander un visa de résident temporaire valable pour une durée de cinq ans. Enfin, ceux entrés depuis le début de cette année resteraient passibles d'expulsion.

Pour endiguer l'afflux des immigrants illégaux qui représente, d'après le président Carter, *« un problème déjà grave et qui tend à s'aggraver »*, le gouvernement propose une série de mesures tendant à intensifier la surveillance le long des frontières, avec le Mexique en particulier, et à apporter une aide économique accrue aux pays dont les immigrants sont originaires. Des amendes pourraient par ailleurs être imposées aux pesonnes qui emploient des travailleurs étrangers résidant illégalement sur le territoire américain.

Au Portugal

UN PLAN D'AUSTÉRITÉ SERAIT PROCHAINEMENT APPLIQUÉ

Au Portugal, un ensemble de mesures d'austérité pourraient être annoncées prochainement, mesures accompagnées d'une dévaluation d'environ 8,5 % de l'escudo. Ces nouvelles ont été annoncées par l'hebdomadaire « Expresso » dans son édition du 6 août et démenties officiellement.

Les taux d'intérêt seraient augmentés d'au moins 4 %, ainsi que l'essence et les transports. Un statut spécial serait accordé aux entreprises en situation difficile leur permettant de recourir à des réductions de salaires et à la suspension des contrats collectifs. Le tourisme, les pêches et la presse seraient inclus dans les secteurs en crise.

Une législation spéciale serait adoptée pour les entreprises en faillite en vue de définir l'avenir de leurs employés, tandis que les entreprises publiques seraient soumises à des contrats-programmes.

C'est en septembre que doivent commencer les négociations entre le Portugal et le F.M.I. pour l'octroi de la seconde tranche de crédit « stand by » de 49 millions de dollars, négociations d'autant plus importantes que l'octroi du prêt de 750 millions de dollars concédé par onze pays au Portugal en dépend.

Le numéro du « Monde » daté 6 août 1977 a été tiré à 502 199 exemplaires.

A B C D E F G

NOUVELLES BRÈVES

● *Un militant des groupes révolutionnaires* antifascistes du 1er octobre (GRAPO), M. Luis Torrijo, qui, pour échapper aux poursuites de la police, s'était réfugié, dans la soirée du vendredi 5 août, dans un immeuble de la banlieue sud de Madrid, où il détenait sept personnes en otages, s'est rendu samedi matin. — *(A.F.P.)*

● *Le bureau politique du parti républicain*, après avoir entendu une communication de M. François Delmas, ancien maire de Montpellier, sur l'expérience de Radio-Fil bleu, a décidé *« d'étudier soigneusement les implications juridiques et techniques de telles initiatives »* qui, selon lui, *« reposent la question du monopole de la radio et de la télévision »*. M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du P.R., a indiqué que son parti est prêt à *« entreprendre avec les autorités gouvernementales une réflexion approfondie »* sur ce sujet.

● *Le bureau de M. Michel* Jobert, président du Mouvement des démocrates, situé 49, quai de Grenelle à Paris-15e a été cambriolé au cours de la nuit du vendredi 5 au samedi 6 août. Les malfaiteurs, après avoir brisé une fenêtre et fracturé un tiroir du bureau, ont endommagé la porte avant de s'enfuir. Apparemment, indique-t-on au siège de ce mouvement, rien n'a été dérobé, mais l'on n'explique pas très bien les raisons de « cette visite ». M. Michel Jobert est actuellement en vacances en Grande-Bretagne.

● *L'Arc de triomphe rouvert* au public. — Le public a pu, ce samedi 6 août, à nouveau monter sur l'Arc de triomphe de Paris. Les employés ont repris le travail, après avoir fait grève depuis le 31 juillet. Ils ont obtenu du ministère de la culture et de l'environnement la création d'un poste supplémentaire.

● *Six personnes, dont un policier*, ont été tuées le vendredi 5 août, à Ankara, au cours de fusillades qui se sont produites en divers endroits de la capitale turque. — *(A.F.P.)*

A MOSCOU

M. Ceausescu rencontre M. Brejnev après avoir vu M. Carrillo

Moscou *(A.F.P.)*. — M. Leonid Brejnev, chef du parti et de l'Etat soviétiques, a eu, vendredi 5 août, un entretien avec le secrétaire général du parti communiste roumain, M. Nicolas Ceausescu, qui était arrivé le jour même en Crimée. Selon la télévision soviétique, la rencontre s'est déroulée dans une atmosphère *« cordiale et amicale »*. MM. Constantin Tchernenko, secrétaire du comité central du P.C. soviétique, et Stefan Andrei, secrétaire du comité central du P.C. roumain, ont participé aux conversations. Le dirigeant roumain est rentré à Bucarest dans la soirée de vendredi, après un séjour de moins de vingt-quatre heures en U.R.S.S.

MM. Brejnev et Ceausescu ont examiné les résultats des accords conclus en novembre dernier, entre les deux partis, lors de la visite à Bucarest du dirigeant soviétique.

Ils ont noté avec *« satisfaction »* le développement des liens entre les deux partis et le renforcement de la coopération soviéto-roumaine dans *« tous les domaines fondamentaux »*. Ils ont examiné les moyens d'approfondir cette coopération dans le domaine économique, dans le cadre du Comecon. Ils ont aussi évoqué les problèmes du *« renforcement de la solidarité internationaliste sur la base du marxisme-léninisme »*, dans l'esprit de la conférence de Berlin des partis communistes européens.

Avant de partir pour l'U.R.S.S. et au lendemain de ses entretiens à Bucarest avec M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C. espagnol, M. Ceausescu avait, dans une interview à la radio sarroise, déclaré *« que le concept d'eurocommunisme ne posait pas de problèmes au P.C. roumain »*. Nous entendons, a-t-il dit, *« par eurocommunisme le fait que certains partis communistes occidentaux veulent que leur action soit jugée en fonction des réalités historiques, sociales et économiques »*.

L'eurocommunisme représente *« un effort pour dépasser la division entre socialistes et communistes »*, a affirmé, pour sa part, M. Giancarlo Pajetta, membre de la direction du P.C. italien, dans une tribune libre publiée vendredi par le quotidien espagnol *El Pais*.

L'ALBANIE REPREND SES CRITIQUES CONTRE LA POLITIQUE CHINOISE

Tirana *(A.F.P.)*. — Le quotidien albanais *Zeri i Popullit* a repris vendredi 5 août, dans un éditorial, ses critiques contre la politique chinoise et la *« théorie des trois mondes »*, qu'il qualifie d'*« anti-léniniste »*. Cette théorie, qui divise le monde en super-puissances, pays développés et pays en voie de développement, *« ignore la grande contradiction de notre époque »* entre la bourgeoisie et le prolétariat. L'organe du P.C. albanais dénonce certaines *« forces »* non autrement spécifiées, qui, contrairement aux *« partis marxistes-léninistes authentiques »*, *« opèrent à l'heure actuelle une diversion idéologique inouïe dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial »* ; il s'élève aussi contre *« toutes les formes sous lesquelles l'idéologie bourgeoise se présente dans le mouvement ouvrier. »*

[Ces attaques reprennent celles qu'avait publié « Zeri i Popullit » (« le Monde » des 10 et 11 juillet) à propos de la « théorie des trois mondes » qualifiée d' « anti-marxiste » et d' « opportuniste ». Depuis lors, Tirana avait démenti avoir demandé le rappel des coopérants chinois.]

L'AMIRAL DE LABORDE EST MORT

Il avait sabordé, en 1942 la flotte de haute mer

Nous apprenons la mort de l'amiral Jean de Laborde.

Né le 29 novembre 1878, il était en 1939 commandant en chef des forces maritimes de l'Ouest et fut placé, après 1940, à la tête des forces navales de haute mer, regroupées à Toulon.

En novembre 1942, l'amiral de Laborde forma le projet de recruter un corps expéditionnaire de vingt mille hommes pour lutter, sous son commandement, contre les Forces françaises libres du Tchad. En accord avec Pierre Laval, Pétain et l'amiral Platon, il eut une entrevue avec Otto Abetz ; à l'ambassade du Reich, il rencontra également deux colonels de l'armée allemande, auxquels il exposa son idée.

Aucune suite ne fut donnée au projet ; le surlendemain de cette conférence, les alliés débarquaient en effet en Afrique du Nord.

Dans la nuit du 26 au 27, les troupes allemandes apparurent brusquement dans le camp retranché de Toulon et envahirent l'arsenal, après avoir fait prisonnier l'amiral Marquis. Le sabordage de la flotte de haute mer amena la perte de dix-neuf bâtiments ; il y eut six tués et vingt-sept blessés.

Le 28 mars 1947, il fut condamné à mort par la Haute Cour. En juin de la même année, il fut gracié par M. Vincent Auriol ; sa condamnation fut commuée en détention perpétuelle.

La politique nucléaire

M. RENÉ PLEVEN : le gouvernement devrait mieux expliquer.

M. René Pleven, ancien président du conseil, estime samedi dans un éditorial du *Petit Bleu des Côtes-du-Nord* que *« dans de proche avenir, le nucléaire paraît seul pouvoir répondre en quantité adéquate »* aux besoins énergétiques de la France.

« Sur ce point le dossier du gouvernement est solide, écrit M. René Pleven, *mais il serait souhaitable qu'il explique davantage qu'il ne l'a fait jusqu'ici après quelles précautions et sur quels avis scientifiques il s'est fondé pour décider que le surrégénérateur Super-Phénix pouvait être réalisé et fonctionner en grandeur industrielle sans risques démesurés. »*

GRÈVE AU « FINANCIAL TIMES »

Le quotidien britannique *Financial Times* ne paraîtra pas samedi pour la deuxième journée consécutive en raison d'un conflit du travail, a annoncé un communiqué de la direction du journal.

Le conflit, qui oppose la direction à quarante-six ouvriers typographes membres de la National Graphical Association, porte sur le nombre de jours de repos autorisés. Un porte-parole du *Financial Times* a précisé, vendredi soir, que les grévistes par leur action ont *« délibérément résilié leur contrat de travail »*.

Une enquête du « Spiegel » sur la Grande-Bretagne

Les responsables, ce sont les patrons...

Prenant le contre-pied de clichés, selon lesquels la « pause-thé » des ouvriers britanniques et leur goût pour les grèves sont responsables des difficultés de l'économie anglaise, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, *dans son dernier numéro, s'en prend aux patrons et reporte sur eux la responsabilité de ce que certains appellent la décadence de la Grande-Bretagne.*

Au terme d'une enquête faite auprès des responsables des filiales des sociétés ouest-allemandes installées en Grande-Bretagne, Der Spiegel *estime que les ouvriers britanniques valent les ouvriers allemands, mais que leurs dirigeants supportent plus mal la comparaison avec les patrons germaniques ne s'efforçant pas, comme eux, de réduire le fossé séparant la base de la direction.*

Constatant que la morosité règne dans la plupart des secteurs industriels de Grande-Bretagne, l'hebdomadaire souligne la tendance d'un certain nombre de dirigeants à considérer leur entreprise comme une source privée de revenus, négligeant les investissements qui sont tombés à un niveau si bas que l'appareil productif britannique est souvent « technologiquement dépassé ».

Enfin, remarque le Spiegel, *contrairement à ce qui se passe en R.F.A., on rencontre rarement en Grande-Bretagne les techniciens à des postes de direction ; la préférence est toujours donnée aux financiers ou aux gestionnaires que seul le profit rapide intéresse, au détriment de l'investissement à long terme.*